

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019



Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Justice
Québec 

Le 1^{er} mai 2018
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2^E GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR 2017-2018, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P.2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT AU COURS DE L’ANNÉE 2017-2018. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.	6
P.3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 (ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D’ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	39
P.4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	41
P.5	NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	65
P.6	COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D’OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018. FOURNIR L’ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET. FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L’ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	68
P.7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	69
P.8	NOMBRE TOTALE D’AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L’ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L’AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.	70
P.9	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2017-2018. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	71
P.10	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L’ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2017-2018.	75

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.11	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;</p> <p>B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;</p> <p>C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;</p> <p>D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.</p>	78
P.12	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;</p> <p>B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;</p> <p>C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;</p> <p>D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;</p> <p>E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.</p>	79
P.13	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;</p> <p>B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;</p> <p>C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p> <p>FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.</p>	80
P.14	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES;</p> <p>D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p> <p>E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p>	86
P.15	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).</p>	89
P.16	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2017-2018, L’ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.</p>	90
P.17	<p>LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2013, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L’OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S’IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.</p>	93
P.18	<p>POUR 2016-2017 ET 2017-2018, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS POUR 2018-2019.</p>	94
P.19	<p>POUR 2016-2017 ET 2017-2018, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;</p> <p>B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;</p> <p>C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;</p> <p>D. LES RÉSULTATS OBTENUS.</p> <p>INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016.</p>	97
P.20	<p>POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2005 ET 2018, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMMES ET NOMBRE DE DOSSIERS) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.</p>	99
P.21	<p>POUR LES ANNÉES 2012 À 2018, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L’ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).</p>	100

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.22	POUR LES ANNÉES 2005 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN OU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.	101
P.23	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2011-2012, 2012-2013, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	102
P.24	ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L’IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2018-2019. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.	106
P.25	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL D’ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D’ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	107
P.26	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2018-2019.	108
P.27	CONCERNANT L’INVESTISSEMENT DE 6,1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D’AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES : A. L’ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT; B. LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE; C. LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE; D. L’ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET; E. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET; F. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S’IL Y A LIEU.	109
P.28	CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D’ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDIQUER : A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L’ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE; B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN OEUVRE DE CE PROJET; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L’ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L’ANNÉE 2018-2019; D. LE NOMBRE D’ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L’ANNÉE 2017-2018, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	110
P.30	VENTILATION DES BUDGETS 2016-2017 ET 2017-2018 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	112
P.31	VENTILATION DES BUDGETS 2016-2017 ET 2017-2018 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	113
P.32	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2018, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	114
P.33	DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	115
P.34	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017 : A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	116
P.35	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTATS DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2016-2017 ET 2017-2018 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	117

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.36	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	118
P.37	POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL; B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE; C. LES JURISTES DE L’ÉTAT.	119
P.38	POUR L’ANNÉE 2017-2018, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L’AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRE.	121
P.39	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.	122
P.40	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISIONS, ETC.).	126
P.41	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D’UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉES AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	140
P.42	POUR LES ANNÉES 2008 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE DES ANNÉES, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.	142
P.43	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	143
P.44	EN 2017-2018, LE NOMBRE DE LOCAUX D’AUDIENCE DISPONIBLES AINSI QUE LEUR TAUX D’OCCUPATION.	144
P.45	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2005.	145
P.46	NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	149
P.47	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTOS DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.	150
P.48	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DE 2008 À 2018, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2018.	151
P.49	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2008 À 2018 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	154

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.50	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DE 2008 A 2018 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	156
P.51	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2008 A 2018 : A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	158
P.52	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2008 A 2018 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	160
P.53	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2008 A 2018 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	163
P.54	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2008 A 2018 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	165
P.55	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2008 A 2018 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	167
P.56	DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2008 : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	169
P.57	DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2008, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	170
P.58	DEPUIS 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	171
P.59	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2018-2019.	172
P.60	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2018, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	173

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.61	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2014.	176
P.62	CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER : A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS; B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25 % D'UNE AMENDE VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES; C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE; D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.	177
P.63	LE BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	178
P.64	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	179
P.65	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	180
P.66	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019; C. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; D. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; E. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS; F. LA STRUCTURE DE CE FONDS.	181
P.67	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	182
P.68	CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE CONSTITUÉ EN AVRIL 2013, INDIQUER : A. LE COÛT TOTAL DU PROJET JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL; B. LES COÛTS D'OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATION, INFORMATIQUES, ETC.); C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ; D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.	183
P.69	POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	184
P.70	POUR LES ANNÉES 2018, 2017, 2016, 2015, 2014 ET 2013, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.	185
P.71	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	186
P.72	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.	215
P.73	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.	216

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.74	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) : A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS; B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.	218
P.75	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018.	220
P.76	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.	221
P.77	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2008 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	223
P.78	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2008 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	224
P.79	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT : A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET; B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS; C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR; D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU; E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	225
P.80	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	227
P.81	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2016-2017 ET 2017-2018 PAR RÉGION.	228
P.82	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	229
P.83	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	230
P.84	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.	231
P.85	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES).	232

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.86	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES).	233
P.87	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018.	234
P.88	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018.	235
P.89	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	236
P.90	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2018. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	238
P.91	POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	241
P.92	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	242
P.93	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIMES ORGANISÉS, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	243
P.94	NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	245
P.95	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.	246
P.96	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	247
P.97	EN 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	248
P.98	BILAN ET VENTILATION POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ET PRÉVISIONS 2018-2019 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE, ETC.).	251
P.99	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	252
P.100	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2016-2017 ET 2017-2018. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2018-2019.	253
P.101	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	254
P.102	BILAN POUR 2016-2017, 2017-2018 ET PRÉVISIONS 2018-2019 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.).	255
P.103	CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), INDIQUER : A. LE NOMBRE DE PERTE D'EMPLOI ET DE RELOCALISATION D'EMPLOI EN 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉ PAR TYPE D'EMPLOI (OCCASIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENTS, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; B. LE NOMBRE DE DÉMISSION POUR 2017-2018; C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS; D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE; E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; F. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.	256
P.104	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	257
P.105	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	265

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.106	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	266
P.107	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	267
P.108	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	268
P.109	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	269
P.110	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	270
P.111	BILAN AU 31 MARS 2018 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	272
P.112	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	273
P.113	LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D'UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2018 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	274
P.114	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	275
P.115	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2004 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2018. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	276
P.116	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	277
P.117	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	278
P.118	EN 2016-2017 ET 2017-2018, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	279
P.119	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AVEC VENTILATION PAR INFRACTION.	282
P.120	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2007 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	283
P.121	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2016-2017 ET 2017-2018 NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.	285

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.122	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2016-2017 ET 2017-2018, VENTILÉ PAR RÉGION.	287
P.123	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2018-2019.	288
P.124	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2016-2017 ET 2017-2018. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2018-2019.	289
P.125	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	290
P.126	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2016-2017 ET 2017-2018, ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	291
P.127	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2016-2017 ET 2017-2018.	292
P.128	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	293
P.129	POUR 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	295
P.130	CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L’ANNÉE 2017-2018; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L’ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L’ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L’ANNÉE 2018-2019; E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	296
P.131	CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L’ANNÉE 2017-2018; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L’ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L’ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L’ANNÉE 2018-2019; E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	297
P.132	CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER; A. LES COÛTS RELATIFS À L’ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES; B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L’ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L’ANNÉE 2018-2019; D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).	298
P.133	CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC POUR 2017-2018 POUR METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D’ACTION ET L’ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018-2019.	299
P.134	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	300

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.135	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2016-2017 ET 2017-2018, ET SUIVI APPORTÉ.	303
P.136	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2016-2017 ET 2017-2018.	305
P.137	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2018 ET BILAN DE L’APPLICATION DE LA LOI SUR L’ÉQUITÉ EN EMPLOI À CE JOUR.	307
P.138	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.	323
P.139	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2016-2017 ET 2017-2018. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	324
P.140	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L’OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2017-2018.	327
P.141	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2016-2017 ET 2017-2018.	330
P.142	EFFECTIFS POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS 2018-2019 DES POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	332
P.143	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	333
P.144	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’AGRESSIONS SEXUELLES.	334
P.145	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT LE NOMBRE DE FUGUES.	335
P.146	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LA MOYENNE DE DOSSIERS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE CONFIÉS À CHAQUE INTERVENANT, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES).	336
P.147	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2007, À L’APPLICATION DES MESURES, LA MOYENNE DE RENCONTRES PAR MOIS ET/OU SEMAINE ET/OU ANNÉE AVEC L’ENFANT ET/OU ANNÉE AVEC L’ENFANT ET/OU SA FAMILLE AYANT UN SUIVI AVEC LA DPJ.	337
P.148	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, PAR SEMAINE ET/OU MOIS ET/OU ANNÉE, LA MOYENNE D’HEURES QU’EFFECTUE LES INTERVENANTS, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES) POUR DES TÂCHES ADMINISTRATIVES (RÉDACTION, REMPLIR LES NOTES, ETC.)AINSI QUE LE NOMBRE D’HEURES MOYENNES CONSACRÉS À L’INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES ET DE LEUR FAMILLE.	338
P.149	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LE NOMBRE D’INTERVENANTS (OU UNE MOYENNE) POUR LES DIRECTIONS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES).	339
P.150	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LA MOYENNE DES ABSENCES DES INTERVENANTS, VENTILÉS SELON LE TYPE D’INTERVENTION ET VENTILÉS SELON LE TYPE D’ABSENCES—MALADIE DE COURTE DURÉE ET MALADIE LONGUE DURÉE. CONCERNANT LES ABSENCES DE LONGUE DURÉE POUR UNE CAUSE DE MALADIE, LA DURÉE MOYENNE DE L’ABSENCE.	340
P.151	NOMBRE D’ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D’ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	341
P.152	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN , 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 : A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : C. L’OBJET DE LA POURSUITE; D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; E. LES SUITES ACCORDÉES.	342

N.B. À MOINS D’INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR 2017-2018 INDiquer :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. DES MEMBRES DU CONSEIL

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. MORTON MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE JOUR MÊME);
- M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E HÉLÈNE BÉDARD , MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 1 JUIN 2016);
- M^E JOSÉE BÉDARD, NOTAIRE CHOISI APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 1 JUIN 2016);
- M^E MARIE CHAREST, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016;
- M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E ANNE-MARIE FORGET, MEMBRE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET NOMMÉ POUR UNE PREMIÈRE FOIS LE 11 JUILLET 2017
- M^{ME} JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN NOMMÉ LE 6 MAI 2015;
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M^E NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 8 JUILLET 2016)
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- NANCY RHÉAUME, MEMBRE CITOYEN NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016;
- M^E PATRICK SIMARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE 2017 ;

SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

- MME NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

B. LA LISTE DES PERSONNE QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE FIN	RÉMUNÉRATION
ANNE-MARIE FORGET	MEMBRE RDL	11 JUILLET 2017	12 JUILLET 2020	AUCUNE

LES CURRICULUM VITAE DES NOMINATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SITE DU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.PREMIER-MINISTRE.GOUV.QC.CA/ACTUALITES/NOMINATIONS/INDEX.ASP](https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MORTON MINC	PRÉSIDENT	9 047,44 \$	2 540,55 \$	0,00 \$
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	1 708,89 \$	293,00 \$	0,00 \$
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	829,95 \$	46,70 \$	0,00 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	432,52 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANNE-MARIE FORGET	MEMBRE RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	551,58 \$	46,25 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	778,82 \$	28,71 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATALIE LEJEUNE	PRÉSIDENTE TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	734,13 \$	15,20 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	PRÉSIDENT RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENTE** : TAMARA THERMITUS, NOMMÉE LE 14 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 82-2017) – ABSENTE DEPUIS LE 25 OCTOBRE 2017.
- **VICE-PRÉSIDENT** : CAMIL PICARD, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013) ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU 1^{ER} NOVEMBRE 2017 (DÉCRET 1071-2017) AU 15 MARS 2018.
- **VICE-PRÉSIDENT** : PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER, DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2017 (DÉCRET 1239-2017) ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DEPUIS LE 15 MARS 2018 (DÉCRET 267-2018).

MEMBRES

- FORTIN, GILLES JUSQU’AU 25 SEPTEMBRE 2017
- FOURNIER, PASCALE (ME)
- GAUVREAU, LIZETTE
- GIROUX, MARTIAL (ME) JUSQU’AU 6 NOVEMBRE 2017
- IASENZA, ISA
- JANDA, RICHARD
- LEBOEUF, ROXANE
- LEMAY, SYLVAIN
- LYN, CHARMAINE
- MYRE, JOCELYNE JUSQU’AU 6 NOVEMBRE 2017
- ROY, MARTINE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000 \$ ET DES HONORAIRES DE 200 \$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE).

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S’APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE FIN	RÉMUNÉRATION
CAMIL PICARD	PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	2017-11-01	2022-10-31 (5 ANS)	81 826 \$
PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER	VICE-PRÉSIDENT	2017-12-18	2022-12-17 (5 ans)	144 708 \$
LIZETTE GAUVREAU	MEMBRE	2017-11-06	2022-11-05 (5 ans)	DÉCRET 255-88
RICHARD JANDA	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
ROXANE LEBOEUF	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
SYLVAIN LEMAY	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
CHARMAINE LYN	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
MARTINE ROY	MEMBRE	2017-11-06	2022-11-05 (5 ans)	DÉCRET 255-88
MARJORIE VILLEFRANCHE	MEMBRE	2017-12-19	2022-12-18 (5 ans)	DÉCRET 255-88

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
THERMITUS, TAMARA	PRÉSIDENTE	3 404,00 \$	0,00 \$	915,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	7 393,00 \$	0,00 \$	1 537,00 \$
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	VICE-PRÉSIDENT	263,00 \$	0,00 \$	537,00 \$
FORTIN, GILLES	MEMBRE	84,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	393,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	1 038,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GIROUX, MARTIAL	MEMBRE	1 786,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
IASENZA, ISA	MEMBRE	71,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JANDA, RICHARD	MEMBRE	40,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LEBOEUF, ROXANE	MEMBRE	1 849,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LYN, CHARMAINE	MEMBRE	22,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MYRE, JOCELYNE	MEMBRE	4 494,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ROY, MARTINE	MEMBRE	251,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	2 225,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREULT (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME JOHANNE BRODEUR (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNE QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	NOMMÉE À LA MAGISTRATURE EN DÉCEMBRE 2017	AUCUNE

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	1 225,00 \$	295,00 \$	992,00 \$
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	1 307,00 \$	420,00 \$	666,00 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	4 064,00 \$	890,00 \$	0,00 \$
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	308,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
ME JANICK PERREULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	976,00 \$	259,00 \$	0,00 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	1 482,00 \$	460,00 \$	0,00 \$
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 535,00 \$	542,00 \$	0,00 \$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	303,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	311,00 \$	532,00 \$	0,00 \$
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	39,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- ME FRÉDÉRIC HOULE, AVOCAT (OCCASIONNEL)
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME LILLIAN SILVA, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION (OCCASIONNELLE)
- MME NATALIYA BABICH, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNE QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		DÉCRET 334-2017
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		DÉCRET 334-2017
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		DÉCRET 334-2017

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	6 299,62 \$	1 132,07 \$	458,85 \$
MME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1 821,07 \$	1 066,75 \$	0,00 \$
M. DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	5 945,79 \$	1 306,03 \$	0,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L’ANNÉE 2017-2018. INDiquer :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE LE COÛT TOTAL DE LA FORMATION INCLUT LE COÛT D’INSCRIPTION, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT AINSI QUE LE SALAIRE DU PARTICIPANT.

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
14e conférence annuelle Claire l'Heureux-Dubé-Identité et égalité	1 553,89 \$	22
Barreau de Québec	1 227,62 \$	13
Université Laval	326,27 \$	9
15th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada	4 921,87 \$	2
Osgoode Professional Development	4 921,87 \$	2
19e journée thématique du GEGD	242,48 \$	1
BAnQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	242,48 \$	1
20th Annual Constitutional Cases Conference	3 134,01 \$	2
Université York	3 134,01 \$	2
42e conférence annuelle: l'énigme de la charte canadienne des droits et libertés	4 460,64 \$	2
Institut canadien d'administration de la justice	4 460,64 \$	2
5e Conférence annuelle Paule-Gauthier	112,85 \$	2
Université Laval	112,85 \$	2
6e Symposium en fiscalité «L'éclatement du savoir fiscal»	1 259,91 \$	4
Université Laval	1 259,91 \$	4
A1-Actualité dans les marchés publics	36,43 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
A2-Questions populaires des SCS	36,43 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
A3-Évaluation de rendement en TI	36,43 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
A5-Contrats inférieurs au seuil de l'AOP	36,43 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
Accueil des nouveaux gestionnaires	5 847,73 \$	15
Ministère de la Justice du Québec	5 847,73 \$	15
Accueil gouvernemental	1 028,14 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	649,08 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	379,06 \$	1
Activité de recherche - mémoire 1	334,75 \$	1
Université Laval	334,75 \$	1
Activités de perfectionnement-formation interne	3 770,62 \$	26
Ministère de la Justice du Québec	3 770,62 \$	26
Adjointe à la magistrature	44 085,38 \$	23
Ministère de la Justice du Québec	44 085,38 \$	23
Administration et gestion de système SCCM	6 179,03 \$	2
TECHNOLOGIA Formation Conseil	6 179,03 \$	2
Agent de bureau-Archives, Civil/serv. popul.,Coordination,Criminel,Pénal,Pet.Créances,Jeunesse,Manutentionnaire	279 325,77 \$	128
Ministère de la Justice du Québec	279 325,77 \$	128
Agent de secrétariat	76,55 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	76,55 \$	1
Méthode Agile en gestion de projets de TI	4 274,45 \$	10
Agile Québec	4 274,45 \$	10
Analyste informatique et procédés administratifs	21 207,20 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	21 207,20 \$	2
Anti-Corruption: considérations pratiques dans le cadre de transaction	52,52 \$	1
BCF avocats d'affaires	52,52 \$	1
Antidote	11,15 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	11,15 \$	1
Apprivoiser leur complexité: Des solutions pour alléger la gouvernance française	163,50 \$	1
Institut d'administration publique de Québec	163,50 \$	1
Approches novatrices en évaluation	516,81 \$	1
Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP)	516,81 \$	1
Architecture d'Entreprise	11 363,64 \$	8
École de technologie supérieure (ÉTS)	2 485,36 \$	2
La Société conseil Lambda inc.	8 878,28 \$	6
Arme à feu	733,83 \$	2
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	733,83 \$	2
Arrestation et détention	477,35 \$	5
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	477,35 \$	5
Arrêt Jarvis	1 693,85 \$	11
Revenu Québec	1 693,85 \$	11
Assurance qualité ATAC - Formation contrôleurs	79,52 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	79,52 \$	3
Atelier de la Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon «Rédaction des lois et langage neutre»	233,33 \$	1
Université Laval	233,33 \$	1
Atelier de partage	190,80 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	190,80 \$	1
Atelier sur la civilté au travail	203,56 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	203,56 \$	1
Atelier sur la gestion du changement	5 633,11 \$	12
Sébastien Sasseville, conférencier	5 633,11 \$	12
Attaché judiciaire	4 456,87 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	4 456,87 \$	11
Attribution de la rémunération des fonctionnaires	295,17 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	295,17 \$	1
Audio-Vidéo	19,13 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	19,13 \$	1
Autorisation du dirigeant de l'organisme public et de la nouvelle application web des formulaires électroniques	305,10 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	305,10 \$	5
Autorisations judiciaires	5 223,46 \$	65
Ministère de la Justice du Québec	5 223,46 \$	65
Auxiliaire de bureau	1 111,18 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 111,18 \$	2
Avocats, société et politique au Québec (1763-1867)	1 873,62 \$	5

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Barreau du Québec	1 873,62 \$	5
Baccalauréat en droit	2 202,11 \$	1
Université du Québec à Montréal	2 202,11 \$	1
Baccalauréat en Génie des TI	451,30 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	451,30 \$	1
Baccalauréat en sciences politiques	4 040,60 \$	1
Université du Québec à Montréal	4 040,60 \$	1
BDJ - Tenue de temps	1 168,26 \$	15
Ministère de la Justice du Québec	1 168,26 \$	15
Bloc sentence et formulaire	1 320,41 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	1 320,41 \$	10
Nouveau régime d'exécution des jugements	119,67 \$	1
Association des avocats et avocates de province (AAP)	119,67 \$	1
Cadre légal et normatif : processus de qualification et personnes qualifiées	351,65 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	351,65 \$	1
Célébrant de mariage et d'union civile	596,57 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	596,57 \$	10
Cercle de leadership	2 004,30 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	2 004,30 \$	12
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (CJLAP)	8 901,96 \$	2
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	8 901,96 \$	2
Certain Teed, Saint-Gobin	378,16 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	378,16 \$	5
Certificat en droit	4 816,83 \$	3
Université de Montréal	2 495,52 \$	1
Université Laval	2 321,31 \$	2
Certificat en gestion d'entreprise	1 579,84 \$	3
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	1 579,84 \$	3
Perception du message dans les communications	3 661,28 \$	53
Cégep de Chicoutimi	3 661,28 \$	53
CF - Nouvelles normes en vigueur au 1er avril 2017	160,54 \$	1
Contrôleur des finances	160,54 \$	1
Changement : Convention collective des fonctionnaires 2015-2020	1 469,40 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	1 469,40 \$	11
Changements climatiques: les actions en justice contre les États	461,70 \$	4
Université Laval	461,70 \$	4
Chef d'équipe : tout un art	2 387,26 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	2 387,26 \$	7
Chefs d'équipe - La gestion du temps et des priorités	833,27 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	833,27 \$	8
Cinq notions essentielles en contexte numérique que tout avocat en divertissement doit connaître	639,66 \$	1
Association des juristes pour l'avancement de la vie artistique (L') (AJAVA)	639,66 \$	1
Civil Forfeiture: A new concern for insolvency lawyers	328,08 \$	1
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	328,08 \$	1
Clause, outil de production intelligent pour vos testaments	29,59 \$	1
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	29,59 \$	1
Coaching	8 079,14 \$	4
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	8 079,14 \$	4
Coaching des individus et des groupes	809,62 \$	2
Université Laval	809,62 \$	2
Développement professionnel	306,40 \$	5
FIERI coaching et conseil stratégique inc. (Raymond Boisvert, coach professionnel)	306,40 \$	5
CODIR ÉLARGI DGSJ	27 245,75 \$	87
Ministère de la Justice du Québec	27 245,75 \$	87
Coll: «Laïcité et multiculturalisme dans la relation de soins: du texte à l'action»	3 005,04 \$	3
Université Laval	3 005,04 \$	3
Coll: Conférence biennale sur le droit pénal/Vers une réforme législative en droit criminel	2 293,54 \$	3
Université Laval	2 293,54 \$	3
Coll: Droit du travail patronal-syndical, 3e édition	1 130,24 \$	2
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	1 130,24 \$	2
Coll: Égalité en emploi, un défi pour les personnes immigrantes	520,63 \$	2
Barreau de Montréal	520,63 \$	2
Coll: La progression et la rétention des femmes dans la profession juridique	2 472,82 \$	13
Université Laval	2 472,82 \$	13
Coll: La protection de l'environnement par le droit: qui agit ?	4 243,44 \$	11
Université Laval	4 243,44 \$	11
Coll: Les développements récents en propriété intellectuelle 2017	905,87 \$	1
Barreau du Québec	905,87 \$	1
Coll: Les droits canadiens: les variations dans l'application des règles de droit pancanadiennes	332,07 \$	1
Association québécoise de droit comparé (AQDC)	332,07 \$	1
Coll: L'Union européenne -« 60 ans du traité de Rome»	558,69 \$	1
Université Laval	558,69 \$	1
Colloque 2017 GP- Québec	4 340,61 \$	9
PMI section de Lévis-Québec	4 340,61 \$	9
Colloque AliForm 2017	349,58 \$	1
Wolters Kluwer Canada Limitée	349,58 \$	1
Colloque Cybersécurité	289,94 \$	1
ISACA section de Québec	289,94 \$	1
Colloque des CPA du secteur public et parapublic	933,15 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	933,15 \$	2
Colloque du Lieutenant-gouverneur du Québec	6 395,36 \$	17
Barreau du Québec	6 395,36 \$	17
Colloque du TDP - 2017	214,17 \$	1
Barreau de Montréal	214,17 \$	1
Colloque en droit de la construction à Québec	247,07 \$	1
Fasken	247,07 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Colloque en gestion de projet PMI Lévis-Québec	1 941,36 \$	2
PMI section de Lévis-Québec	1 941,36 \$	2
Colloque Féministes et droit de l'AJP	795,16 \$	3
Association des juristes progressistes (AJP)	795,16 \$	3
Colloque Québec-Versailles 2017	1 308,31 \$	14
Barreau de Québec	1 308,31 \$	14
Colloque sur le patrimoine bâti judiciaire	412,30 \$	1
Barreau de Montréal	412,30 \$	1
Comité santé prévention-nouveau membre	967,89 \$	3
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	967,89 \$	3
Comment animer efficacement une formation	807,66 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	807,66 \$	6
Comment devenir un meilleur professionnel par une saine gestion de son temps	215,40 \$	3
Barreau de Québec	215,40 \$	3
Comment favoriser de meilleurs pratiques en arbitrage de grief ? Point de vue patronal/syndical	275,16 \$	3
Barreau de Québec	275,16 \$	3
Comment négocier avec les personnalités difficiles	340,48 \$	2
Barreau du Québec	340,48 \$	2
Commission d'enquête et enquête administrative: comprendre les règles du jeu	277,22 \$	3
Barreau du Québec	277,22 \$	3
Communication avec la clientèle difficile	1 463,08 \$	22
Ministère de la Justice du Québec	1 463,08 \$	22
Comprendre, traiter et interpréter l'information	742,96 \$	1
L'Académie de Trans-Formation	742,96 \$	1
Comptabilité et normes d'exercice	563,54 \$	2
Barreau du Québec	563,54 \$	2
Comptes d'honoraires et délai de prescription	57,15 \$	1
Barreau de Longueuil	57,15 \$	1
Comptes publics de gouvernement du Québec	679,30 \$	1
Contrôleur des finances	679,30 \$	1
Conférence - La loi sur les hydrocarbures: enjeux légaux, sociaux et environnementaux	180,80 \$	2
Université Laval	180,80 \$	2
Conférence 3e édition Contrats publics: Octroi et gestion en mode collaboration, innovation et solution!	1 146,11 \$	1
Transcontinental inc.	1 146,11 \$	1
Conférence de l'ABC sur le droit administratif, et le droit du travail et de l'emploi	1 843,31 \$	2
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	1 843,31 \$	2
Conférence FRVI	1 101,44 \$	6
Forum des responsables de la vérification interne	901,41 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	200,03 \$	1
Conférence GoSec 2017	1 267,96 \$	2
GoSecure	1 267,96 \$	2
Conférence sur la psychologie de la santé du travail	114,30 \$	1
Barreau de Longueuil	114,30 \$	1
Conférence téléphonique - Directive grandes créances	217,42 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	217,42 \$	1
Conférence-midi de la Chaire Jean Monnet en intégration européenne «Investissement, arbitrage unilatéral et Union européenne	66,23 \$	1
Université Laval	66,23 \$	1
Congrès de l'Association des avocats et avocates de province (APP)	719,54 \$	4
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	719,54 \$	4
Conservation des milieux humides et la compensation de leurs pertes	180,80 \$	2
Université Laval	180,80 \$	2
Construction du droit des autochtones par la Cour suprême du Canada	3 153,46 \$	26
Ministère de la Justice du Québec	3 153,46 \$	26
Consultation et accommodement avec les communautés autochtones	2 265,19 \$	2
Openforumouvert Communications HS	2 265,19 \$	2
Contestation médicale et administration d'une lésion	112,60 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	112,60 \$	1
Contexte d'application de la gestion de projet	456,39 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	456,39 \$	1
Cours de perfectionnement du notariat	6 730,40 \$	5
Chambre des notaires du Québec	6 730,40 \$	5
Crédibilité et persuasion, quand la science vient en renfort	254,28 \$	2
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	254,28 \$	2
Cyberattaques, êtes-vous prêts ou prêts?	614,52 \$	3
Institut de la gestion financière du Canada	614,52 \$	3
Cycle budgétaire et budget de dépenses (notions de crédits)	412,30 \$	1
Contrôleur des finances	412,30 \$	1
De nouveaux droits pour les patients en fin de vie	108,59 \$	1
Barreau du Québec	108,59 \$	1
Demandes de personnel, repérage et nomination	1 113,16 \$	5
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 113,16 \$	5
Démarche de recherche en sciences politiques	2 945,80 \$	1
Université du Québec	2 945,80 \$	1
Déontologie et rôle de l'officier public	1 457,08 \$	1
Chambre des notaires du Québec	1 457,08 \$	1
DEP en secrétariat	70,00 \$	1
Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD)	70,00 \$	1
Dépôt volontaire / saisie de salaire	546,70 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	546,70 \$	1
Détermination niveau complexité emplois professionnels	490,35 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	490,35 \$	2
Développements récents en droit du travail	195,16 \$	1
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	195,16 \$	1
Développer ses habiletés politiques (Québec)	2 710,47 \$	3
Groupe MP-Plus	2 710,47 \$	3
Développer son influence et son impact	439,25 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	439,25 \$	1
Diffamation : l'art de s'exprimer en toute liberté	154,27 \$	2
Barreau du Québec	154,27 \$	2
Diversité culturelle	1 017,42 \$	2
Université Laval	1 017,42 \$	2
Divulgateur d'actes répréhensibles: Pourquoi et pour qui?	141,28 \$	1
IGF-Québec	141,28 \$	1
Doctorat en droit	3 727,75 \$	2
Université Laval	3 727,75 \$	2
Dossiers en appel	85,29 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	85,29 \$	1
Droit américain	184,14 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	184,14 \$	1
Droit carcéral	169,56 \$	1
Barreau du Québec	169,56 \$	1
Droit de la concurrence: Regards croisés américain et européen	534,89 \$	3
Université Laval	534,89 \$	3
Droit de la jeunesse	233,58 \$	2
Barreau de Longueuil	233,58 \$	2
Droit du travail 2017	3 357,60 \$	5
Centre de formation patronale-syndicale	2 858,21 \$	3
Fasken	499,39 \$	2
Droit pénal statutaire 2017	2 536,77 \$	2
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 536,77 \$	2
Emploi étudiant, stage et PQP (réglementation)	260,18 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	260,18 \$	2
Empreinte digitale et sa valeur, concepts de base	477,35 \$	5
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	477,35 \$	5
Encaissement et système Viking	3 369,67 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	3 369,67 \$	2
Enquêtes internes	613,77 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	613,77 \$	1
Ergonomie des postes de travail	1 768,73 \$	7
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 768,73 \$	7
Est-il possible d'écrire le droit autrement ?	22 684,26 \$	122
En Clair Service-Conseil Inc.	22 684,26 \$	122
Études de cas en santé psychologique	204,40 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	204,40 \$	2
Évaluation par les greffiers-audienciers	1 246,21 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	1 246,21 \$	9
Évaluation participative	626,55 \$	1
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	626,55 \$	1
Expropriation	529,32 \$	1
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	529,32 \$	1
Faillite	2 302,80 \$	32
Ministère de la Justice du Québec	2 302,80 \$	32
Faits saillants du droit floridien et américain	46,41 \$	1
Barreau de Québec	46,41 \$	1
Fédéralisme coopératif- Perspective historique et développements récents.	227,07 \$	1
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	227,07 \$	1
Federal-Provincial-Territorial Management Forum 2017	2 950,88 \$	1
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	2 950,88 \$	1
Fomation par la Cour d'appel-Conférences et audition	138,52 \$	1
Cour d'appel du Québec	138,52 \$	1
Formation budgétaire DGSJ	662,55 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	662,55 \$	1
Formation coordination	526,68 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	526,68 \$	2
Formation CRA	1 000,23 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 000,23 \$	2
Formation d'un comité santé sécurité au travail	683,48 \$	3
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	683,48 \$	3
Formation générale DRSJM	2 208,50 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	2 208,50 \$	1
Formation responsables plan d'action personnes handicapées	140,21 \$	1
Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	140,21 \$	1
Formation saisie informatique	1 781,45 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 781,45 \$	5
Formation Statutaire	3 017,81 \$	14
Ministère de la Justice du Québec	3 017,81 \$	14
Formation sur la vérification des dossiers	937,86 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	937,86 \$	1
Formation sur le droit familial par défaut	30,01 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	30,01 \$	1
Formation sur les conférences	653,52 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	653,52 \$	1
Formation sur les dossiers traités par les greffiers spéciaux	146,07 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	146,07 \$	2
Formation sur les grilles de vérification des dossiers	44,38 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	44,38 \$	1
Formation sur les portes acoustiques Ambico	185,52 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	185,52 \$	4
Formation sur les retours de chèques	503,16 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	503,16 \$	1
Formation sur les SAP au directeurs régionaux	414,45 \$	1
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	414,45 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Forum - Carte affaires Mastercard	299,40 \$	2
Banque Nationale	299,40 \$	2
Forum agressions sexuelles	290,07 \$	1
Secrétariat à la condition féminine (SCF)	290,07 \$	1
Forum des secrétaires de comités de sélection	1 302,00 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	1 302,00 \$	5
Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis au Québec	4 536,64 \$	3
Ministère de la Santé et des Services sociaux	4 536,64 \$	3
Français avancé	2 084,52 \$	14
Groupe Inteli inc.	2 084,52 \$	14
Français écrit	314,44 \$	1
Université TÉLUQ	314,44 \$	1
Fraude en entreprise : de la prévention à l'enquête	509,03 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	509,03 \$	1
Gartner CIO&IT Executive Summit 2017	2 515,31 \$	1
Gartner Inc.	2 515,31 \$	1
Gestion de la diversité culturelle	1 051,76 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 051,76 \$	2
Gestion de la performance	157,35 \$	2
IGF-Québec	157,35 \$	2
Gestion de projet avancée : une vision intégrée	1 845,43 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 845,43 \$	1
Gestion des écarts de comportements	1 399,16 \$	6
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 399,16 \$	6
Gestion des équipes de travail	809,62 \$	2
Université Laval	809,62 \$	2
Gestion des ress.humaines, informationnelles, financières et budgétaires	419,30 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	419,30 \$	1
Gestion des ressources humaines 101	2 281,44 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	2 281,44 \$	8
Gestion des risques en mode agile	164,63 \$	1
PMI section de Lévis-Québec	164,63 \$	1
Gestion des stratégies de groupe GPO	2 035,11 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 035,11 \$	1
Gestion du personnel difficile ou en difficulté	125,79 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	125,79 \$	1
Gestion du temps et des priorités	658,55 \$	13
Ministère de la Justice du Québec	658,55 \$	13
Gestion préventive des conflits et du harcèlement	1 166,55 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	1 166,55 \$	7
Gouvernance efficace de portefeuille de projets	709,87 \$	5
PMI section de Lévis-Québec	709,87 \$	5
Grand Symposium droit travail et emploi	504,25 \$	4
Lavery avocats	504,25 \$	4
Greffier	168 037,64 \$	117
Ministère de la Justice du Québec	168 037,64 \$	117
Groupe Wise	45,44 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	45,44 \$	2
Groupes interministériels de codéveloppement en gestion	2 010,32 \$	3
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	2 010,32 \$	3
Guide pratique à l'intention des avocats-plaideurs	48,33 \$	1
Barreau de Longueuil	48,33 \$	1
Hackfest 2017	412,42 \$	1
Hackfest	412,42 \$	1
Harcèlement psychologique: vers l'infini et plus loin encore	54,44 \$	1
Langlois avocats	54,44 \$	1
Huissier	3 845,03 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	3 845,03 \$	6
Immigration et criminalité: l'Agence des services frontaliers du Canada à votre porte!	105,89 \$	1
Barreau de Québec	105,89 \$	1
Planter une culture de performance axée sur l'amélioration	1 803,01 \$	2
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 803,01 \$	2
Infonuagique: Dissiper le brouillard déontologique	94,91 \$	1
Barreau du Québec	94,91 \$	1
Initiation à la procédure criminelle	1 549,80 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	1 549,80 \$	1
Initiation à la tâche et à la participation des tableaux	301,24 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	301,24 \$	2
Initiation au suivi budgétaire	43,29 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	43,29 \$	1
Initiation aux services de justice - Généralités	2 652,66 \$	25
Ministère de la Justice du Québec	2 652,66 \$	25
Initiation aux tâches de l'équipe du RPAL	1 306,90 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	1 306,90 \$	1
Injonction 101: Trucs et astuces en injonction	423,54 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	423,54 \$	2
Installation et configuration SCOM 2012	4 621,46 \$	1
AFI Expertise	4 621,46 \$	1
Introduction à la gestion de projet	1 069,47 \$	10
PMI section de Lévis-Québec	1 069,47 \$	10
Introduction à la solution de dotation en ligne	103,35 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	103,35 \$	1
Journée clinico-juridique	217,56 \$	1
CISSS de Lanaudière	217,56 \$	1
Journée de formation du Barreau de Richelieu	307,16 \$	1
Barreau de Richelieu	307,16 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Journée de la justice administrative	234,13 \$	2
Commission de la fonction publique du Québec	234,13 \$	2
Journée de l'informatique du Québec (JIQ)	12 107,55 \$	19
Réseau ACTION TI	12 107,55 \$	19
Journée DevOps	1 086,26 \$	4
Retraite Québec	1 086,26 \$	4
Journées du Barreau du Québec 2017	19 357,74 \$	15
Barreau du Québec	19 357,74 \$	15
Juge de paix	2 463,95 \$	74
Ministère de la Justice du Québec	2 463,95 \$	74
Jury	562,03 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	562,03 \$	4
Justice restaurative, alternative et mesures de rechanges	208,84 \$	2
Barreau de Québec	208,84 \$	2
La contribution de l'audit interne dans la fonction publique : qu'en est-il ?	319,46 \$	3
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	319,46 \$	3
La couverture publique des services de santé au Québec	3 836,82 \$	5
Université de Sherbrooke	3 836,82 \$	5
La délégation un acte de leadership	75,00 \$	1
Alliance des cadres de l'État	75,00 \$	1
La discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires	886,18 \$	5
Barreau du Québec	886,18 \$	5
La diversité sexuelle et de genre: ses enjeux et ses impacts en milieu de travail	358,43 \$	2
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	358,43 \$	2
La force du réseautage	109,18 \$	2
Barreau de Montréal	109,18 \$	2
La gestion des médias dans un contexte de relations de travail: Quelle approche adopter ?	210,89 \$	1
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	210,89 \$	1
La gestion des risques dans le secteur public	1 326,96 \$	1
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	1 326,96 \$	1
La justice dans le Nord: où en sommes nous ?	596,15 \$	8
Barreau de Québec	596,15 \$	8
La loi sur la police, ce que tout juriste devrait savoir	613,22 \$	7
Barreau de Québec	613,22 \$	7
La mise en place d'un programme de PRP	289,94 \$	1
ISACA section de Québec	289,94 \$	1
La neutralité religieuse des fonctionnaires à la suite de l'adoption de la Loi	1 058,33 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	1 058,33 \$	18
La prescription acquisitive sous la loupe de la Cour suprême du Canada: l'affaire Ostiguy c. Allie	729,82 \$	8
Université Laval	729,82 \$	8
La preuve à l'ère du numérique	1 288,15 \$	7
Barreau de Québec	1 288,15 \$	7
La propriété intellectuelle: un portefeuille bien géré, ça rapporte	52,52 \$	1
BCF avocats d'affaires	52,52 \$	1
La protection contre la discrimination avant l'embauche	280,72 \$	2
Barreau du Québec	280,72 \$	2
L'ABC du droit du travail	27 863,48 \$	156
Ministère de la Justice du Québec	27 863,48 \$	156
L'ABC du régime des produits de la criminalité et des biens infractionnels	301,18 \$	1
Barreau du Québec	301,18 \$	1
L'Action collective au Québec	225,71 \$	4
BCF avocats d'affaires	225,71 \$	4
L'Anatomie du pouvoir discrétionnaire	34 278,22 \$	191
Ministère de la Justice du Québec	34 278,22 \$	191
Lancement des ateliers	587,02 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	587,02 \$	1
L'art de la négociation gagnant/gagnant	178,00 \$	2
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	178,00 \$	2
L'art de la plaidoirie en appel	1 680,56 \$	4
La Société des plaideurs (The Advocate's Society)	1 680,56 \$	4
L'avenir du litige dans un nouvel environnement législatif	81,36 \$	1
BCF avocats d'affaires	81,36 \$	1
L'avocat gestionnaire	59,84 \$	1
Juris Concept	59,84 \$	1
Le choc des générations	2 090,55 \$	12
Productions Carol Allain inc. (Les)	2 090,55 \$	12
Le défi de l'avocat face aux personnalités difficiles	315,18 \$	3
Barreau du Québec	315,18 \$	3
Le fonctionnement de l'Assemblée nationale	20 560,19 \$	122
Ministère de la Justice du Québec	20 560,19 \$	122
Le jugement : Gabarits, rédaction et référence juridique	2 071,70 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	2 071,70 \$	12
Le nouveau Règlement de procédure civile de la Cour d'appel (2e édition)	42,95 \$	1
Barreau du Québec	42,95 \$	1
Le patrimoine familial: 25 ans plus tard, ou en sommes-nous?	71,90 \$	1
Barreau du Québec	71,90 \$	1
Le pouvoir de l'engagement des avocats et avocates de province (AAP)	192,75 \$	3
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	192,75 \$	3
Le Stress : ou comment chasser le mammouth sans y laisser sa peau	573,90 \$	3
Barreau de Montréal	573,90 \$	3
Le TDAH adulte : Comprendre pour mieux intervenir	404,59 \$	1
Regroupement des psychologues cliniciens et cliniciennes de Québec	404,59 \$	1
LEAN Management - Ceinture Jaune	552,30 \$	1
Université Laval	552,30 \$	1
LEAN Six Sigma - Ceinture blanche	10 248,56 \$	53
Ministère de la Justice du Québec	8 419,64 \$	51

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 049,54 \$	1
Université Laval	779,38 \$	1
Légistique automne 2017	38 874,56 \$	11
Université Laval	38 874,56 \$	11
Les bases du congédiement	211,77 \$	1
Barreau du Québec	211,77 \$	1
Les développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire (2017)	1 194,53 \$	1
Barreau du Québec	1 194,53 \$	1
Les développements récents en droit de l'environnement	1 925,94 \$	3
Barreau du Québec	1 925,94 \$	3
Les grands rendez-vous de la formation	4 903,52 \$	4
Barreau du Québec	4 903,52 \$	4
Les personnalités difficiles - qui sont-elles?	168,44 \$	1
Barreau du Québec	168,44 \$	1
Les principes directeurs du droit constitutionnel américain	24 681,52 \$	133
Ministère de la Justice du Québec	24 681,52 \$	133
Les troubles musculosquelettiques	335,72 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	335,72 \$	2
L'essentiel de MS Excel pour gestionnaire	585,57 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	585,57 \$	1
L'exécution des jugements selon le nouveau CPC: Regards croisés d'un huissier et d'un avocat	108,59 \$	1
Barreau du Québec	108,59 \$	1
Libre propos sur la méthode et le contenu de la réforme du droit de la responsabilité civile en France	46,41 \$	1
Université Laval	46,41 \$	1
Lignes de signalement des actes répréhensibles : pièges à éviter	70,96 \$	1
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	70,96 \$	1
Lignes internes de conduite en matières de gestion contractuelle	601,00 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	601,00 \$	8
L'impact de la charte canadienne en droit pénal et criminel: 2013-2016	1 058,38 \$	3
Barreau du Québec	1 058,38 \$	3
Liquidation d'une succession	276,77 \$	1
Chambre des notaires du Québec	276,77 \$	1
Loi intégrité contrats publics: situations pratiques, révision judiciaire	54,24 \$	1
BCF avocats d'affaires	54,24 \$	1
Loi sur la protection de la jeunesse	175,78 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	175,78 \$	7
Loi sur les contrats des organismes publics et ses règlements	264,78 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	264,78 \$	1
Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves...	81,36 \$	1
Barreau du Québec	81,36 \$	1
Maître à bord en période de turbulence : résilience, l'art de rebondir	910,89 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	910,89 \$	2
Maître des rôles	3 990,98 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	3 990,98 \$	2
Maîtres en affaires	96,66 \$	1
Barreau du Québec	96,66 \$	1
Maîtres en mémoire	970,05 \$	9
Barreau du Québec	584,55 \$	6
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	385,50 \$	3
Maîtrise en administration publique	962,70 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	962,70 \$	1
Maîtrise en droit avec mémoire	2 074,90 \$	3
Université Laval	2 074,90 \$	3
Maîtrise en prévention et règlements des différends avec essai	685,81 \$	1
Université de Sherbrooke	685,81 \$	1
Mandats d'arrestation	1 487,15 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 487,15 \$	2
Mandats et perquisitions	85,29 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	85,29 \$	1
Manutention sécuritaire des charges	1 293,35 \$	19
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 293,35 \$	19
Média sociaux 2.0: Revue de la jurisprudence des tribunaux et au sein des entreprises	844,11 \$	3
Barreau du Québec	844,11 \$	3
Médiateur accrédité	5 870,71 \$	3
Barreau du Québec	5 870,71 \$	3
Mentorat législation	4 816,98 \$	29
Ministère de la Justice du Québec	4 816,98 \$	29
Mesures d'urgence	1 639,46 \$	115
Ministère de la Justice du Québec	1 639,46 \$	115
Méthodes alternatives de règlement des différends	116,51 \$	2
Jeune Barreau de Québec	116,51 \$	2
Metro wallcovering	408,80 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	408,80 \$	6
Micro programme en régimes de retraite et mécanismes de revenus de retraite	341,50 \$	1
Université Laval	341,50 \$	1
Mise à niveau pour la chambre criminelle	2 940,84 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	2 940,84 \$	1
Mise en pratique des modes privés de règlement des différends	306,77 \$	1
Chambre des notaires du Québec	306,77 \$	1
MS Excel - CH166F	579,81 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	579,81 \$	1
Mythes, réalités et concepts pratique	659,13 \$	1
Association professionnelle des notaires du Québec	659,13 \$	1
NCPC	10 033,11 \$	66
Barreau de Montréal	208,62 \$	2
Barreau de Québec	397,23 \$	2

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Barreau du Québec	7 841,13 \$	35
Ministère de la Justice du Québec	1 586,13 \$	27
Non contentieux et tarif faillite	283,91 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	283,91 \$	4
Non-respect des délais	214,05 \$	2
Barreau de Montréal	214,05 \$	2
Nouvelles tendances en évaluation	146,06 \$	1
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	146,06 \$	1
Outil d'aide à la rédaction législative	8 366,23 \$	16
Ministère de la Justice du Québec	8 366,23 \$	16
Obligation considérer modes prévention règlements des différends	156,15 \$	1
Barreau du Québec	156,15 \$	1
Offre d'emploi en affectation ou en mutation	319,44 \$	2
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	319,44 \$	2
Optimiser son temps	819,65 \$	1
Groupe MP-Plus	819,65 \$	1
Outil suivi budgétaire	995,05 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	995,05 \$	1
PAQSF	1 353,63 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	1 353,63 \$	18
Percepteur d'amende	313,80 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	313,80 \$	3
Petites créances - Code annoté	9 296,26 \$	81
Ministère de la Justice du Québec	9 296,26 \$	81
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader	102 846,12 \$	26
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	102 846,12 \$	26
Plaintes en matière criminelle	107,97 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	107,97 \$	2
Planification de la continuité des affaires	3 897,75 \$	1
Disaster Recovery Institute Canada (DRI CANADA)	3 897,75 \$	1
PMET - Formation Jabber	439,46 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	439,46 \$	8
Pour une présence au travail optimale	1 301,65 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 301,65 \$	2
Préparation à la retraite (PIPR)	32 030,21 \$	39
Cégep Marie-Victorin	6 434,85 \$	11
Centre Louis-Joliett	953,94 \$	1
Commission scolaire de la Capitale	19 269,92 \$	19
Retraite Québec	5 371,50 \$	8
Préparation à un examen	461,90 \$	2
Entrevues Conseils	461,90 \$	2
Préparation d'atelier	58,16 \$	1
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	58,16 \$	1
Présence à la cour avec procureur du DPCP (observation)	1 651,90 \$	16
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	1 651,90 \$	16
Prévenir les conflits par une communication efficace	33 668,01 \$	464
Ministère de la Justice du Québec	33 668,01 \$	464
Principes directeurs du droit constitutionnel américain	184,14 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	184,14 \$	1
Processus de gestion des contrats publics	168,53 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	168,53 \$	1
Programmation ASP.NET MVC	7 808,03 \$	4
TECHNOLOGIA Formation Conseil	7 808,03 \$	4
Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG)	196,98 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	196,98 \$	2
Projet de loi 108: Application des nouvelles dispositions	247,07 \$	1
Fasken	247,07 \$	1
Propriété intellectuelle pour tous: Les marques de commerce et le droit d'auteur	159,69 \$	1
Barreau du Québec	159,69 \$	1
Propriété superficiare	187,69 \$	1
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	187,69 \$	1
Prosperité et nouvelle géopolitique internationale : perspectives pour le Québec	202,76 \$	1
IGF-Québec	202,76 \$	1
PSIMU - Plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence	2 437,82 \$	48
Ministère de la Justice du Québec	1 361,30 \$	26
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 076,52 \$	22
Qualité de la formation	364,35 \$	1
Barreau du Québec	364,35 \$	1
Quand l'intelligence artificielle s'invite dans le monde juridique	154,39 \$	1
Barreau du Québec	154,39 \$	1
Quantum Préjudice corporel	28,63 \$	1
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	28,63 \$	1
Quicklaw	22,09 \$	1
LexisNexis Canada	22,09 \$	1
Quoi de neuf à surveiller dans le Manuel de comptabilité	120,12 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	120,12 \$	1
Rapport activités quotidiennes du caissier (RAQC)	338,19 \$	13
Ministère de la Justice du Québec	338,19 \$	13
Rédiger à la fine pointe de la modernité	306,77 \$	1
Chambre des notaires du Québec	306,77 \$	1
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable du gouvernement	211,77 \$	1
Contrôleur des finances	211,77 \$	1
Réflexions sur l'héritage laissé par 35 ans de jurisprudence sur la Charte	690,16 \$	1
Fondation Lafontaine-Cormier	690,16 \$	1
Réforme de la Loi sur le droit d'auteur	214,62 \$	1
Association littéraire et artistique internationale (ALAI Canada)	214,62 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Réforme du droit de la famille: Pour un droit adapté aux nouvelles réalités familiales et congugales	71,90 \$	1
Barreau du Québec	71,90 \$	1
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	290,54 \$	3
Barreau du Québec	290,54 \$	3
Régime d'assurance traitement	630,78 \$	5
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	128,68 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	502,10 \$	4
Régime de tarification de la CNESST	212,10 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	212,10 \$	2
Règles de preuve et de procédure criminelles	1 726,51 \$	5
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	1 726,51 \$	5
Rencontre annuelle de l'Alliance des cadres	529,21 \$	1
Alliance des cadres de l'État	529,21 \$	1
Forum des gestionnaires 2017	70 057,89 \$	168
Ministère de la Justice du Québec	70 057,89 \$	168
Rencontre des responsables de l'observation des règles RORC	199,23 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	199,23 \$	1
Rendez-vous avec l'Autorité 2017	927,16 \$	1
Autorité des marchés financiers (L')	927,16 \$	1
Répondant en sécurité	125,79 \$	1
Ministère de la Sécurité publique du Québec	125,79 \$	1
Responsabilité sociale des entreprises minières: entre gouvernement et gouvernance	70,16 \$	1
Université Laval	70,16 \$	1
Ressource Description and Access: règles de catalogage anglo-américaine	1 776,04 \$	2
Cégep Garneau	1 776,04 \$	2
Réunion de formation et d'information	15 250,07 \$	70
Ministère de la Justice du Québec	15 250,07 \$	70
Revue des jugements marquants du TAT - division SST 2016	267,54 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	267,54 \$	2
Rôle et obligations déontologiques de l'avocat désigné	252,32 \$	4
Barreau de Montréal	252,32 \$	4
Rôles en législation	4 608,58 \$	19
Assemblée nationale du Québec	4 608,58 \$	19
SADE	79,92 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	79,92 \$	2
SAGESSE	3 437,50 \$	26
Ministère de la Justice du Québec	3 437,50 \$	26
SAGIP	156,56 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	156,56 \$	4
SAGIR	1 415,16 \$	7
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 415,16 \$	7
Salon MPA et grande conférence internationale	1 505,45 \$	2
Mouvement québécois de la qualité	1 505,45 \$	2
Santé et sécurité au travail	1 370,53 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	1 182,79 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	187,74 \$	1
Santé psychologique au travail	1 214,43 \$	3
Université Laval	1 214,43 \$	3
Séance de supervision	348,96 \$	4
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	348,96 \$	4
Secourisme en milieu de travail	4 065,55 \$	8
CNESST	905,38 \$	2
Formation Prévention Secours Inc.	2 337,95 \$	4
Formation Urgence Lanaudière	471,10 \$	1
Opti-Soins Clinique médicale privée	351,12 \$	1
Séminaire Médiation civile, commerciale	4 495,60 \$	1
Barreau du Québec	4 495,60 \$	1
Séminaire sur la santé des personnes au travail	401,84 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	401,84 \$	2
SEN-Enregistrement	23 481,66 \$	480
Ministère de la Justice du Québec	23 481,66 \$	480
SEN-Repiquage	4 219,72 \$	93
Ministère de la Justice du Québec	4 219,72 \$	93
Services financiers	22 504,46 \$	25
Ministère de la Justice du Québec	22 504,46 \$	25
SharePoint	4 254,08 \$	9
AFI Expertise	4 254,08 \$	9
Shérif	199,01 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	199,01 \$	1
SIRA	87,78 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	87,78 \$	1
Solution de dotation en ligne, activité 9	371,44 \$	2
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	371,44 \$	2
Sommet de l'ABC en droit de l'environnement, de l'énergie et des ressources	176,48 \$	1
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	176,48 \$	1
Soutien à l'administration	5 183,76 \$	14
Ministère de la Justice du Québec	5 183,76 \$	14
Stratégies pour augmenter l'utilisation de l'analyse de données en vérification interne	111,67 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	111,67 \$	1
Succession au trône: La reconnaissance automatique est-elle une erreur de droit ?	105,89 \$	1
Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie - (CRIDAQ)	105,89 \$	1
Table de législation	1 149,03 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	1 149,03 \$	6
Table de perfectionnement sur les contrats	415,10 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	415,10 \$	2
Table d'échange en droit autochtone	1 569,70 \$	9

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Ministère de la Justice du Québec	1 569,70 \$	9
Table d'échange et de législation	940,92 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	940,92 \$	5
Table d'échange et de perfectionnement	684,11 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	684,11 \$	3
Table d'échange et de perfectionnement: territoire et affaires immobilières	3 562,18 \$	23
Ministère de la Justice du Québec	3 562,18 \$	23
Tableau de bord : un outil et un style de gestion	509,03 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	509,03 \$	1
Tarif civil	5 345,30 \$	79
Ministère de la Justice du Québec	5 345,30 \$	79
Tarif criminel	4 332,10 \$	39
Ministère de la Justice du Québec	4 332,10 \$	39
Tarif des témoins	5 280,58 \$	81
Ministère de la Justice du Québec	5 280,58 \$	81
Tarif judiciaire	305,80 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	305,80 \$	5
Technicien en administration	21 268,80 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	21 268,80 \$	2
Technicien en droit	144 260,49 \$	45
Ministère de la Justice du Québec	144 260,49 \$	45
Techniques de plaidoirie	37 306,41 \$	9
Barreau du Québec	35 205,83 \$	7
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 100,58 \$	2
Techniques d'entrevue : enquêtes administratives et pénales	1 304,30 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 304,30 \$	1
Techniques juridiques	1 353,61 \$	1
Collège Ahuntsic	1 353,61 \$	1
Teknion	628,05 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	628,05 \$	7
Tireur actif	79,93 \$	1
Garda World	79,93 \$	1
Trafic d'influence et les conflits d'intérêts criminels	864,35 \$	11
Commissaire à la lutte contre la corruption	864,35 \$	11
Traitement et cheminement d'une plainte en matière criminelle	376,49 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	376,49 \$	6
Transfert de connaissance	160,08 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	160,08 \$	3
Transport de matières dangereuses	1 926,80 \$	18
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	1 926,80 \$	18
Trucs et astuces dans vos relations d'affaires	2 054,73 \$	3
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 054,73 \$	3
Ultima - Gestion documentaire	1 328,55 \$	9
GCI Solutions de gestion intégrée de l'information	1 328,55 \$	9
Une des parties est non représentée. Comment bien gérer cette réalité ?	105,89 \$	1
Barreau du Québec	105,89 \$	1
UNIK par la pratique	178,00 \$	2
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	178,00 \$	2
UPAC et autres	369,50 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	369,50 \$	7
Updating your skills to SQL Server 2016	2 013,24 \$	1
Versalys	2 013,24 \$	1
Utilisation des réseaux sociaux au travail	165,09 \$	2
AFI Expertise	165,09 \$	2
Utilisation du portable de relève	291,26 \$	24
Ministère de la Justice du Québec	291,26 \$	24
Utilisation du système de gestion DSJCNR	105,51 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	105,51 \$	2
Utiliser et rédiger efficacement l'expertise médicale	112,60 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	112,60 \$	1
Utiliser ses forces au quotidien	4 204,18 \$	62
Ministère de la Justice du Québec	4 204,18 \$	62
Viser une présence et une performance optimale au travail	1 534,72 \$	4
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 534,72 \$	4
Webinaire	479,72 \$	7
Secrétariat du Conseil du trésor	479,72 \$	7
Windows Server 2012 R2	3 424,70 \$	1
Versalys	3 424,70 \$	1
(vide)		
(vide)		
Total général	1 743 805,77 \$	4820

Liste des formations suivies par le personnel du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
8e congrès québécois sur la maltraitance envers les enfants et les adolescents	1 387,07 \$	1
CHU Sainte-Justine	1 387,07 \$	1
Total général	1 387,07 \$	1

Liste des formations suivies par le personnel du Fonds Accès Justice entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Contrôles organisationnels	271,94 \$	1
Contrôleur des finances	271,94 \$	1
Table ronde sur la justice participative du Barreau de Montréal	841,25 \$	1
Barreau de Montréal	841,25 \$	1
Total général	1 113,19 \$	2

Liste des formations suivies par le personnel du Fonds des registres entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Autorisation du dirigeant de l'organisme public et de la nouvelle application web des formulaires électroniques	1 361,50 \$	1
AFI Expertise	1 361,50 \$	1
Check Point	694,05 \$	1
EIS Technologies	694,05 \$	1
Chef d'équipe : tout un art	1 922,27 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 922,27 \$	5
Cisco superviseur (téléphonie)	1 838,83 \$	12
Telus	1 838,83 \$	12
CISSP : Certified Informations Systems Security Professional	1 132,26 \$	1
Pearson VUE	1 132,26 \$	1
Colloque sur le transsystémisme	1 159,80 \$	4
Université McGill	1 159,80 \$	4
Communication avec la clientèle difficile	1 920,48 \$	35
Ministère de la Justice du Québec	1 920,48 \$	35
Conférence en droit constitutionnel canadien	1 548,49 \$	4
Université de Montréal	1 548,49 \$	4
Conférence iQ7 2017	708,77 \$	1
Quality 7 inc.	708,77 \$	1
Connaissance du Registre des lettres patentes foncières	570,08 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	570,08 \$	2
Connaissance du registre des lobbyistes - Juridique	1 081,08 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	1 081,08 \$	6
Connaissance du registre des lobbyistes - Technique	2 522,52 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	2 522,52 \$	6
Connaissance du Registre du commissaire à l'assermentation	427,56 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	427,56 \$	4
GED Avancé	1 049,13 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	1 049,13 \$	8
Gestion de la diversité culturelle	3 313,66 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	3 313,66 \$	6
HTLM5	1 848,65 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 848,65 \$	1
Les principes directeurs du droit constitutionnel américain	137,85 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	137,85 \$	1
MS SQL Server 2008/2012/2014/ Intégration	1 374,88 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 374,88 \$	1
MS-Project	1 254,88 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 254,88 \$	1
Normes comptables du secteur public	376,50 \$	3
Contrôleur des finances	376,50 \$	3
Notification	351,16 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	351,16 \$	4
Nouvelles tendances du milieu juridique	1 018,45 \$	2
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	1 018,45 \$	2
OPGRC	542,36 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	542,36 \$	3
Oracle Database 12c : New Features for Administrators	5 771,48 \$	1
ORACLE	5 771,48 \$	1
PGAGL	3 805,08 \$	2
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 805,08 \$	2
Pour un service à la clientèle impeccable	542,36 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	542,36 \$	3
Préparation à la retraite (PIPR)	3 139,06 \$	4
Retraite Québec	3 139,06 \$	4
Radiations légales	973,70 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	973,70 \$	2
Radiations volontaires	1 739,57 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	1 739,57 \$	3
Rencontre des gestionnaires 2017	3 222,53 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	3 222,53 \$	5
SharePoint	609,88 \$	1
AFI Expertise	609,88 \$	1
Supporting and Troubleshooting Windows 10	3 091,25 \$	1
Versalys	3 091,25 \$	1
Webinaire	132,20 \$	1
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	132,20 \$	1
Windows Server 2012 R2	1 597,75 \$	1
AFI Expertise	1 597,75 \$	1
Word	804,78 \$	1
Versalys	804,78 \$	1
Total général	53 584,84 \$	137

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LIEU	Coût	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
EN LIGNE	132,22 \$	27-06-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	ÉTHIQUE ET COURTOISIE
EN LIGNE	132,22 \$	10-07-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	LANGAGE CLAIR
EN LIGNE	137,97 \$	11-07-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	HABILETÉS POLITIQUES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LIEU	Coût	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
MONCTON	904,25 \$	26-06-17	1		COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT
MONTRÉAL	0,00 \$	01-06-17	1		46E CONGRÈS DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC
MONTRÉAL	0,00 \$	03-11-17	2		5E SYMPOSIUM DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ
MONTRÉAL	0,00 \$	08-05-17	1		85E CONGRÈS DE L'ACFAS
MONTRÉAL	0,00\$	09-05-17	1		85E CONGRÈS DE L'ACFAS
MONTRÉAL	0,00 \$	11-05-17	1		85E CONGRÈS DE L'ACFAS
MONTRÉAL	0,00 \$	12-05-17	1		85E CONGRÈS DE L'ACFAS
MONTRÉAL	14,30 \$	30-11-17	1		8E CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS
MONTRÉAL	0,00 \$	19-04-17	1		APPELLATION DES DOCUMENTS
MONTRÉAL	0,00 \$	17-10-17	3		APPELLATION DES DOCUMENTS
MONTRÉAL	0,00 \$	01-04-17	1		CEEN 221 (COMMUNICATION EN ANGLAIS)
MONTRÉAL	0,00 \$	11-04-17	1		CLIC_MARC
MONTRÉAL	0,00 \$	25-08-17	1		CLIC_MARC
MONTRÉAL	0,00 \$	18-10-17	2		CLIC_MARC
MONTRÉAL	0,00 \$	28-11-17	1		CLIC_MARC
MONTRÉAL	0,00 \$	17-01-18	1		CLIC_MARC
MONTRÉAL	13,45 \$	26-10-17	1		COLLOQUE DU BARREAU DE QUÉBEC
MONTRÉAL	0,00 \$	28-11-17	1		COLLOQUE INTERNATIONAL FEMME ET FÉMINISME EN DIALOGUE
MONTRÉAL	0,00 \$	21-04-17	2		CONFÉRENCE GAI ÉCOUTE
MONTRÉAL	14,30 \$	14-12-17	1		CRÉER UNE PRÉSENTATION VISUELLE EFFICACE
MONTRÉAL	0,00 \$	19-04-17	1		DESCRIPTEURS
MONTRÉAL	0,00 \$	27-09-17	1		DIRIGER UNE ÉQUIPE VERS LA RÉUSSITE
MONTRÉAL	8,65 \$	26-04-17	2		DROIT ADMINISTRATIF
MONTRÉAL	14,30 \$	07-11-17	1		DROIT DU TRAVAIL 2017
MONTRÉAL	0,00 \$	26-10-17	8		ÉGALITÉ EN EMPLOI, UN DÉFI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES
MONTRÉAL	0,00 \$	02-10-17	1		ENG. COMMUNICATION PRACTICE 3
MONTRÉAL	0,00 \$	10-05-17	5		EXCEL (BASE)
MONTRÉAL	0,00 \$	20-09-17	1		FORMATION LCOP
MONTRÉAL	0,00 \$	09-11-17	1		FORUM EN DROIT DU TRAVAIL - MONTRÉAL
MONTRÉAL	0,00 \$	20-11-17	1		FORUM SIGNES VITAUX - FONDATION DU GRAND MONTRÉAL
MONTRÉAL	391,06 \$	01-06-17	1		FORUM VIEILLIR ET VIVRE ENSEMBLE
MONTRÉAL	652,14 \$	02-10-17	1		FUNCTIONAL ENG. GRAM/WRTING 3
MONTRÉAL	0,00 \$	11-04-17	1		GRILLE DE SAISIE STATISTIQUES RECEVABILITÉ
MONTRÉAL	0,00 \$	04-05-17	1		GROUPE SUR LES TENDANCES ÉMERGENTES ET LES IMPACTS EN GRH
MONTRÉAL	0,00 \$	20-04-17	1		INFORMATIQUE (RÉSEAU ET PORTAIL)
MONTRÉAL	0,00 \$	17-10-17	4		INFORMATIQUE (RÉSEAU ET PORTAIL)
MONTRÉAL	0,00 \$	25-08-17	1		INTÉGRATION À LA TÂCHE
MONTRÉAL	18,25 \$	28-11-17	1		INTERSECTIONNELLE
MONTRÉAL	0,00 \$	23-04-17	1		INTRODUCTION ÉTUDE EN DROIT
MONTRÉAL	0,00 \$	03-11-17	2		JOURNÉE DES JURISTES EN LSJPA
MONTRÉAL	0,00 \$	11-04-17	1		LES ENJEUX ACTUELS ET LES DÉCISIONS RÉCENTES EN MATIÈRE DE DROITS
MONTRÉAL	0,00 \$	24-05-17	1		L'ÉTAT DU QUÉBEC ET SON FONCTIONNEMENT
MONTRÉAL	48,30 \$	18-09-17	1		MÉTHODE AGILE
MONTRÉAL	6,20 \$	21-11-17	1		NUMÉRISATION STRATÉGIE ET BESOIN
MONTRÉAL	0,00 \$	15-06-17	32		OUTILS D'AIDE AU TRAITEMENT DES PLAINTES ET FORMATION SUR LE DROIT ADMINISTRATIF
MONTRÉAL	669,56 \$	18-10-17	1		PERSONNES PHYSIQUES ET FAMILLE
MONTRÉAL	0,00 \$	27-04-17	1		PIWASEHA - LA CULTURE ET LES RÉALITÉS AUTOCHTONES
MONTRÉAL	0,00 \$	20-09-17	2		PRÉPARATION DES TÉMOINS, CRÉDIBILITÉ ET PERSUASION : ART OU SCIENCE ?

LIEU	Coût	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
MONTRÉAL	0,00 \$	22-12-17	1		RAPPORTS COLLECTIFS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	209,54 \$	07-06-17	1		RÉALISER LES DROITS 2017
MONTRÉAL	0,00 \$	08-11-17	2		RECENSEMENT DE 2016 - IMMIGRATION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE
MONTRÉAL	0,00 \$	31-10-17	1		REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
MONTRÉAL	6,50 \$	02-06-17	1		REVENDIQUER LA JUSTICE : UN REGARD SUR LA SITUATION DES FEMMES AUTOCHTONES
MONTRÉAL	0,00 \$	15-11-17	1		SANTÉ MONDIALE ET REGARDS ÉTHIQUES
MONTRÉAL	14,30 \$	18-10-17	1		SECRÉTAIRES DE COMITÉS DE SÉLECTION
MONTRÉAL	28,48 \$	13-11-17	1		SHAREPOINT POUR SUPER UTILISATEURS 2013
MONTRÉAL	0,00 \$	04-05-17	1		SOMMET SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE
MONTRÉAL	0,00 \$	05-05-17	1		SOMMET SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE
MONTRÉAL	14,28 \$	16-11-17	1		THE SWORD OF DAMOCLES : LIVING AND LABOURING UNDER STATE THREATS OF WORKER
MONTRÉAL	209,54 \$	24-11-17	2		TRAVAILLEUSES DE LA CONSTRUCTION ENTRE VIOLENCE ET DISCRIMINATION
MONTRÉAL	0,00 \$	16-11-17	1		UNE NOUVELLE TENDANCE EN GOUVERNANCE
MONTRÉAL	67,55 \$	08-05-17	1		VMWARE-010-INSTALLATION ET CONFIGURATION
QUÉBEC	9,20 \$	30-11-17	2		LA LOI SUR LA POLICE; CE QUE TOUT JURISTE DEVRAIT SAVOIR
TROIS-RIVIÈRES	113,74 \$	03-11-17	1		INNOVATION AU CŒUR DU CYCLE DE VIE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	Coût	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
MONTRÉAL	400,00 \$	01-04-17 AU 31-03-18	1	C.I.E.M.M. INC.	DIVERS FORMATIONS.
QUÉBEC	260,00 \$	04-04-17	1	JPDL INTERNATIONA L INC	"LE GRAND RDV SANTÉ ET SÉC. AU TRAVAIL"
MONTRÉAL	113,00 \$	19-04-17	2	BARREAU DE MONTRÉAL	"LE STRESS: OU COMMENT CHASSER LE MAMMOUTH SANS Y LAISSER SA PEAU"
MONTRÉAL	35,00 \$	10-04-17	1	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	DÎNER CONFÉRENCE: "GESTION EN MATIÈRE FAMILIALE..."
MONTRÉAL	250,00 \$	19-04-17	1	FONDATION DU DR JULIEN	SYMPOSIUM DE PÉDIATRIE SOCIALE
QUÉBEC	550,00 \$	01-06-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	JOURNÉE DU BARREAU 2017
MONTRÉAL	30,00 \$	14-06-17	1	BUREAU DE CONFÉRENCIER S ORIZON	"MINI-CONFÉRENCES"
MONTRÉAL	49,00 \$	28-06-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	"QUAND L'ÉTOURDERIE DEVIENT CRIMINEL..."
MONTRÉAL	81,00 \$	28-06-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	"SÉQUELLES D'UN PASSAGE À LA CO..."
MONTRÉAL	60,00 \$	28-06-17	1	BARREAU DU QUÉBEC	"LA DISCRIMINATION EN EMPLOI"
MONTRÉAL	110,00 \$	18-09-17	1	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC	"NOUVELLES TENDANCES DU MILIEU JURIDIQUE"
MONTRÉAL	2 490,00 \$	28-09-17	17	C.I.B.	LEADERSHIP ET MOBILISATION
MONTRÉAL	70,00 \$	29-09-17	1	AADM	"LA DÉTENTION POUR FIN D'ENQUÊTE:LA FOUILLE ACCESSOIRE"
MONTRÉAL	75,00 \$	29-09-17	1	AADM	"LE CONTRE-INTERROGATOIRE DES OPÉRATEURS DES APPAREILS"
MONTRÉAL	60,00 \$	16-10-17	1	AAADFQ	"L'AUTORITÉ PARENTALE À L'ÈRE DE LA RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE"
MONTRÉAL	81,00 \$	26-10-17	1	ABC-QUÉBEC ET SOQUIJ	"FORMATION NOUVELLE TENDANCES DU MILIEU JURIDIQUE."
LONGUEUIL	70 201,00 \$	02-11-17 AU 03-11-17	397	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTRÉAL	3 000,00 \$	30-11-17	33	BILL MARCHESIN	"DEVENIR ET OBTENIR PLUS, POUR ÊTRE PLUS"

LIEU	COÛT	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
LONGUEUIL	1 020,00 \$	05-12-17	3	GROUPE MP-PLUS	"MISER SUR SON INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE"
MONTRÉAL	445,00 \$	07-12-17	1	UQAM	"PRÉPARER ET RÉDIGER DES COMPTES RENDUS ET PROCÈS-VERBAUX"
QUÉBEC	150,00 \$	26-01-18	1	ITIS	"PRÉVENIR LE TSUNAMI NUMÉRIQUE"
MONTRÉAL	296,00 \$	30-01-18	1	BARREAU DU QUÉBEC	PASSEPORT"LES GRANDS RDV DE LA FORMATION"
MONTRÉAL	492,00 \$	31-01-18	1	MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	CONFÉRENCE RÉMUNÉRATION GLOBALE
MONTRÉAL	460,00 \$	23-02-18	1	YMCA	COURS D'ANGLAIS

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU 1 - EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
43 ^E COMITÉ EXÉCUTIF ET LA 10 ^E CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (IAPP/IAP).	BUSAN (CORÉE DU SUD)	31 MARS AU 8 AVRIL 2017	1	6 512 \$
CONFÉRENCE « REDUCING VIOLENCE AND EXPLOITATION AGAINST WOMEN » ORGANISER PAR LE « NATIONAL DISTRICT ATTORNEY’S ASSOCIATION » (NDAA)	MINNEAPOLIS (MINNESOTA)	14 AU 19 JUILLET 2017	1	3 017 \$
22 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP/IAP) ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE AIPP/IAP	BEIJING (CHINE)	7 AU 16 SEPTEMBRE 2017	1	7 827 \$
COMITÉ DIRECTEUR ET À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA TRAITE DE PERSONNE ORGANISÉE PAR LA « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA)	NEW YORK (NEW YORK)	15 AU 18 NOVEMBRE 2017	1	2 803 \$
4 ^F CONFÉRENCE ANNUELLE DU « NATIONAL CENTRE FOR THE PROSECUTION OF ANIMAL CRUELTY »	OTTAWA (ONTARIO)	3 AU 6 DÉCEMBRE 2017	1	119 \$
TOTAL			5	20 278 \$

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS *
ATELIERS SUR LA SANTÉ AU TRAVAIL	GESTIONS ZÉRO 1 MTL INC.	LONGUEUIL ET SHERBROOKE	27 JANVIER ET 7 FÉVRIER 2017	11	246 \$
BONNES PRATIQUES DU SYSTÈME INFORMATISÉ DES POURSUITES PUBLIQUES	DPCP (DIRECTEUR POURSUITES CRIMINELLES PÉNALES)	MONTREAL	21 SEPTEMBRE 2017	11	1 822 \$
COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	QUÉBEC	5 MAI 2017	5	826 \$
COLLOQUE DE FORMATION ANNUELLE DU REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	TROIS-RIVIÈRES	27 ET 28 AVRIL 2017	1	75 \$
COMPTES PUBLICS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	11 ET 12 OCTOBRE 2017	1	460 \$
CONGRÈS DU BARREAU BAS-ST-LAURENT - GASPÉSIE	BARREAU DU QUÉBEC	MATANE	5 MAI 2017	1	386 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
DOSSIERS VOLUMINEUX - GESTION PHYSIQUE ET ÉLECTRONIQUE (1251)	AFI EXPERTISE ET DPCP	QUÉBEC	15 NOVEMBRE 2017 ET 13 FÉVRIER 2018	20	8 167 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE POUR LES NOUVEAUX EMPLOYÉS (FORMATION INTERNE)	DPCP	BUREAUX DU DPCP	AVRIL 2017 À FÉVRIER 2018	79	27 715 \$
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	MONTREAL	8 DÉCEMBRE 2017	4	1 764 \$
IMPLANTATION DU PLAN DE CLASSIFICATION	DPCP	MONTREAL ET QUÉBEC	3 MAI 2017 AU 24 JANVIER 2018	96	29 548 \$
NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 1 ^{ER} AVRIL 2017	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	31 JANVIER 2018	1	40 \$
PASSEPORT SOCIÉTÉ POUR COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	1ER AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018	4	1 619 \$
PERSONNALITÉS DIFFICILES ET ENTREVUES TÉLÉPHONIQUES EN COURS D'INVALIDITÉ	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	13 DÉCEMBRE 2017	1	86 \$
PERSONNE-RESSOURCE EN ADAPTATION DE POSTE DE TRAVAIL	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR ADMINISTRATION PROVINCIALE	MONTREAL	24 MAI 2017	1	236 \$
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DE LANAUDIÈRE	MASCOUCHE	4 MAI 2017	2	872 \$
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - CHEF D'ÉQUIPE	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC	25 AVRIL 2017 AU 2 AVRIL 2018	4	13 846 \$
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC ET MONTREAL	23 MAI 2017 AU 30 MAI 2019	3	33 293 \$
RAFFRAÎCHISSEMENT DE PERSONNES-RESSOURCES EN ERGONOMIE	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	TROIS-RIVIÈRES	6 AVRIL 2017	1	195 \$
RENCONTRE SUR LA PRÉVENTION DE LA SANTÉ	DPCP	TROIS-RIVIÈRES	28 FÉVRIER AU 2 MARS 2017	4	317 \$
SECOURISTE EN MILIEU DE TRAVAIL	SANTINEL INC.	QUÉBEC, LAVAL, MONTREAL, SAINT-HYACINTHE, TROIS-RIVIÈRES, SOREL-TRACY ET MATANE	22 AOÛT 2017 AU 10 JANVIER 2018	8	4 544 \$
	FORMATION PRÉVENTION SECOURS INC.				

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS		LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
	GESTION PARAMÉDICAL					
	AMBULANCE ST-JEAN					
SHAREPOINT POUR SUPERUTILISATEURS 2013/2016	TECHNOLOGIA FORMATION		QUÉBEC	27 NOVEMBRE 2017	1	1 268 \$
RÉDACTION DE MÉMOIRES	DPCP		GATINEAU	17 ET 20 JUILLET 2017	3	3 791 \$
LEXIS ADVANCE QUICKLAW	LEXIS NEXIS CANADA		MONTREAL ET QUÉBEC	25 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 2017	25	2 003 \$
SOLUTION EN LIGNE DOTATION - DEMANDE DE PERSONNEL, REPÉRAGE ET NOMINATION	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOP. DES COMPÉT.		QUÉBEC	2 MAI 2017	2	457 \$
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	DPCP		QUÉBEC	13 SEPTEMBRE 2017	1	28 \$
PRÉVENTION DES ERREURS JUDICIAIRES : LEÇONS TIRÉES DE L'EXPÉRIENCE CANADIENNE	SERVICE DE POURSUITES PÉNALES DU CANADA		SOREL-TRACY, QUÉBEC ET MONTREAL	12 AVRIL AU 1ER JUIN 2017	4	605 \$
UNIK PAR LA PRATIQUE	CAIJ		JONQUIÈRE	5 MAI 2017	1	52 \$
PROCESSUS JUDICIAIRE	DPCP		TROIS-RIVIÈRES	12 OCTOBRE 2017	4	472 \$
CRIMINAL SOURCE (FORMATION EN LIGNE)	WESTLAWNEXT CANADA		FORMATION EN LIGNE	16 OCTOBRE 2017	4	153 \$
SOQUIJ (FORMATION EN LIGNE)	SOQUIJ		FORMATION EN LIGNE	6 JUIN ET 16 NOVEMBRE 2017	2	102 \$
QUICKLAW (FORMATION EN LIGNE)	LEXISNEXIS CANADA		FORMATION EN LIGNE	10 OCTOBRE ET 12 DÉCEMBRE 2017	7	175 \$
LOI SUR LA POLICE, CE QUE TOUT JURISTE DEVRAIT SAVOIR	BARREAU DE QUÉBEC		QUÉBEC	30 NOVEMBRE 2017	2	141 \$
ALCOOL ET DROGUES : DROITS ET OBLIGATIONS	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)		QUÉBEC	1ER FÉVRIER 2018	2	212 \$

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
ART DE LA PLAIDOIRIE EN APPEL - APPELLATE ADVOCACY	THE ADVOCATES SOCIETY	MONTREAL	16 NOVEMBRE 2017	1	684 \$
TECHNIQUE JURIDIQUE ET INFORMATIQUE	COLLÈGE AHUNTSIC	MONTREAL	22 JANVIER AU 8 MAI 2018	1	3 121 \$
CHOISIR DE DEVENIR UN LEADER INSPIRANT	RÉSEAU DOF INC.	MONTREAL	5 DÉCEMBRE 2017	7	6 279 \$
ADOBE LIVECYCLE - FORMULAIRES PDF INTERACTIFS	ALIAS FORMATION INC.	QUÉBEC	12 - 19 MARS 2017	3	2 714 \$
DIRECTIVE CONCERNANT L'ATTRIBUTION DE LA RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	12 OCTOBRE 2017	3	706 \$
CONGRÈS FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC (FPJQ)	FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES	SHERBROOKE	18 ET 19 NOVEMBRE 2017	2	2 021 \$
COLLOQUE ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ARGP)	ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES	QUÉBEC	21 NOVEMBRE 2017	1	687 \$
SYMPOSIUM DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA : UN REGARD TOURNÉ VERS L'AVENIR	COUR SUPRÊME DU CANADA	OTTAWA	26 OCTOBRE 2017	1	1 523 \$
GLADUE ET D'OBJECTIONS (DROIT CRIMINEL)	BARREAU ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	ROUYN-NORANDA	14 SEPTEMBRE 2017	1	518 \$
CONFÉRENCE MÉDIAS SOCIAUX - SECTEUR PUBLIC	LES AFFAIRES	MONTREAL	28 NOVEMBRE 2017	2	2 395 \$
PASSAGE DE SECRÉTAIRE À ADJOINTE DE DIRECTION	ACADÉMIE DE GESTION	QUÉBEC	22, 23 ET 24 AOÛT 2017	2	3 578 \$
			25, 26 ET 27 OCTOBRE 2017	1	2 418 \$
TROUBLES DE LA PERSONNALITÉ : PARTICULARITÉS ET ENJEUX DE GESTION	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	QUÉBEC	28 SEPTEMBRE 2017	1	574 \$
COLLOQUE NATIONAL EN ITINÉRANCE	COLLÈGE DE MAISONNEUVE	MONTREAL	19- 20 OCTOBRE 2017	3	4 089 \$
SANCTIONS ADMINISTRATIVES PRÉVUES AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE À LA SUITE DE LA COMMISSION D'INFRACTIONS CRIMINELLES	BARREAU DU QUÉBEC	MONTREAL	27 OCTOBRE 2017	1	316 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
38 ^e congrès de la société de criminologie du Québec	SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC	SAINT-SAUVEUR	8 AU 10 NOVEMBRE 2017	3	2 795 \$
INFLUENCER AUTREMENT ET PLUS EFFICACEMENT	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOP. DES COMPÉT.	QUÉBEC	17 SEPTEMBRE 2017	2	1 687 \$
QUAND L'ÉTOURDIE DEVIENT CRIMINELLE - LA NÉGLIGENCE CRIMINELLE (ET PÉNALE) REVISITÉE	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE	23 AOÛT 2017	2	310 \$
COMMUNICATION CONSCIENTE DANS L'ACTION	GROUPE CONSCIENTIA	QUÉBEC	12-13 MAI 2017	1	1 104 \$
PREUVE À L'ÈRE NUMÉRIQUE	BARREAU DE QUÉBEC	QUÉBEC	1ER JUIN 2017	3	1 248 \$
CONGRÈS DU BARREAU DE MATANE	BARREAU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	MATANE	4 AU 6 MAI 2017	1	662 \$
MISE À JOUR DE LA JURISPRUDENCE RENDUE EN MATIÈRE DE HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	QUÉBEC	31 MAI 2017	2	1 172 \$
AUGMENTEZ LA PUISSANCE DE VOS COMMUNICATIONS	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	QUÉBEC	5 MAI 2017	1	137 \$
ANIMER AVEC AISANCE UN ATELIER VISANT À CONVENIR D'UNE CHARTE D'ÉQUIPE	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	QUÉBEC	11 MAI 2017	1	531 \$
CONGRÈS ANNUEL DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC 2017	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	MONTREAL	2 JUIN 2017	1	724 \$
DIXIÈME SYMPOSIUM NATIONAL - RÉINVENTER LA JUSTICE PÉNALE	CANADIAN ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE	MONTREAL	26-27 JANVIER 2018	3	3 578 \$
ATELIER DE PERFECTIONNEMENT EXCEL 2013	CÉGEP DE L'OUTAOUAIS	GATTINEAU	10 OCTOBRE, 17 NOVEMBRE ET 1ER DÉCEMBRE 2017	11	1 592 \$
APPRENTISSAGE DE L'APPLICATION SUIVI DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	7 AU 9 NOVEMBRE 2017	1	634 \$
CONTESTATION MÉDICALE ET ADMINISTRATIVE D'UNE LÉSION PROFESSIONNELLE – STRATÉGIE ET ARGUMENTAIRES	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	QUÉBEC	25 OCTOBRE 2017	1	311 \$
L'ARRÊT JORDAN	BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	MATANE	5 MAI 2017	1	1 853 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
COMMENT PRÉVENIR ET TRAITER LES SITUATIONS ASSOCIÉES AU HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE : LES BONNES PRATIQUES DÉCOULANT DES OBLIGATIONS LÉGALES DES EMPLOYEURS	ÉCOLE DU BARREAU	QUÉBEC	30 NOVEMBRE 2017	1	754 \$
DÉVELOPPER SON LEADERSHIP POUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	CLCD	QUÉBEC	7 NOVEMBRE 2017	2	1 488 \$
EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	PROVINCIAL STRATEGY MULTIDISCIPLINARY TRAINING WORKSHOP	NIAGARA FALLS	23 AU 26 OCTOBRE 2017	2	4 417 \$
FORUM SUR LA CONTREFAÇON ET LA FRAUDE	BANQUE DU CANADA	LA PRAIRIE	28 SEPTEMBRE 2017	1	589 \$
CONGRÈS QUÉBÉCOIS SUR LA MALTRAITANCE ENVERS LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS	CHU MÈRE-ENFANT SAINTE-JUSTINE	MONTREAL	23-24 OCTOBRE 2017	2	3 699 \$
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC	3-4 OCTOBRE ET 11-12 OCTOBRE 2017	25	14 853 \$
ESTIMATION ET PLANIFICATION BUDGÉTAIRE - PRINCIPES DE BASE	CONTECH	QUÉBEC	17 OCTOBRE 2017	3	2 618 \$
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DÉONTOLOGIE, DROIT PROFESSIONNEL ET DISCIPLINAIRE 2017	BARREAU DU QUÉBEC	MONTREAL	5 MAI 2017	1	1 008 \$
GRAND RENDEZ-VOUS - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	CNESST (COMM. DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL)	QUÉBEC	3 MAI 2017	2	919 \$
REDDITION DE COMPTES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : LIGNES DIRECTRICES POUR LES ANNÉES BUDGÉTAIRES COMMENÇANT EN 2016	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	18 AVRIL 2017	1	127 \$
DÉTERMINATION DU NIVEAU DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS PROFESSIONNELS	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	3 MAI 2017	1	177 \$
JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	NICOLET	27 AVRIL 2017	1	167 \$
COLLOQUE DE FORMATION ANNUELLE DU REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE (25 ^E)	REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	SAINTE-ADÈLE	26 ET 27 AVRIL 2017	1	952 \$
TROUBLES MUSCULOQUELETTEQUES	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	QUÉBEC	4 MAI 2017	1	106 \$
ÉLABORATION ET RÉCEPTION DES DEMANDES D'ACQUISITION	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	5 AVRIL 2017	1	208 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	12 AVRIL 2017	1	211 \$
ACCESS 2010/2013/2016 MODULE 1 BASE	AFT EXPERTISE	QUÉBEC	16 MAI 2017	1	458 \$
IMPACT DE LA VIOLENCE CONJUGALE SUR LES ENFANTS EXPOSÉS	TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DE L'ANAUDIÈRE	JOLIETTE	12 OCTOBRE 2017	2	601 \$
ATELIER EN SANTÉ PSYCHOLOGIQUE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	31 OCTOBRE 2017	2	197 \$
ADMINISTRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET ARBITRAGE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI À LÉVIS	LÉVIS	1ER JANVIER AU 1ER AVRIL 2017	1	1 547 \$
COURS D'ANGLAIS (PAR TÉLÉPHONE)	GLOBAL LINGUA	ST-LAMBERT	15 DÉCEMBRE 2017 AU 6 AOÛT 2018	5	43 412 \$
RUDIMENTS DU RÉGIME D'ASSURANCE TRAITEMENT	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	24 JANVIER 2018	3	308 \$
PRISE DE NOTES, PROCÈS-VERBAL ET COMPTE RENDU	ACCENT FORMATION	QUÉBEC	20 ET 27 MARS 2018	1	287 \$
COLLABORATION OPTIMALE	RÉSEAU DOF INC.	TROIS-RIVIÈRES ET ST-JÉRÔME	17 ET 19 JANVIER 2018	33	12 678 \$
WORD	VERSALYS	QUÉBEC ET MONTRÉAL	29 JANVIER AU 1ER FÉVRIER ET 1ER ET 2 FÉVRIER 2018	4	1 712 \$
EXCEL	VERSALYS	MONTRÉAL	30-31 JANVIER ET 15-16 FÉVRIER ET 20-21 MARS	10	3 726 \$
HABILITÉ POLITIQUE ET POUVOIR D'INFLUENCE	TECHNOLOGIA FORMATION	QUÉBEC	29 ET 30 JANVIER 2018	1	551 \$
LES VERDICTS DÉRAISONNABLES ET AUTRES MOTIFS D'APPEL INCOMPRIS	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	MONTRÉAL	14 FÉVRIER 2018	2	179 \$
ADOBE ACROBAT	VERSALYS	MONTRÉAL	12 ET 19 MARS 2018	2	455 \$
GESTION DES DOCUMENTS TECHNOLOGIQUES	GESTAR	QUÉBEC	13 FÉVRIER 2018	1	77 \$

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
COLLOQUE RESSOURCES HUMAINES	SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	CARLETON-SUR-MER	15 MARS 2018	4	1 124 \$
DEUXIÈME CONFÉRENCE BIENNALE SUR LE DROIT PÉNAL	UNIVERSITÉ LAVAL	QUÉBEC	4 ET 5 MAI 2017	15	12 945 \$
JOURNÉES DU BARREAU DU QUÉBEC	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	15 - 16 JUIN 2017	20	26 236 \$
RÉPONDANT ERGONOMIE	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (APSSAP)	MONTREAL	25 AVRIL 2017	6	1 960 \$
SERVICENTRE	DPCP	QUÉBEC	10 MARS AU 21 AVRIL 2017 ET 16 MAI 2017	20	4 649 \$
RENTÉE JUDICIAIRE DANS L'EST	BARREAU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	RIVIÈRE-DU-LOUP	31 AOÛT 2017	2	474 \$
NORMES COMPTABLES ET D'AUDIT APPLICABLE DANS LE SECTEUR PUBLIC	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	9 FÉVRIER 2018	1	186 \$
JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES SUR LA LÉGALISATION DU CANNABIS	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	NICOLET	9 ET 15 FÉVRIER 2018	11	5 599 \$
MÉDIAS SOCIAUX 3.0	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	8 FÉVRIER 2018	1	218 \$
100 JOURS - DIRIGER UNE NOUVELLE ÉQUIPE	AXXIO INC.	QUÉBEC	25 AVRIL 2017	1	1 046 \$
DÉVELOPPEMENT DES HABILETÉS D'INTERVIEWER	BEAULIEU, RENÉ (CONSULTANT)	TROIS-RIVIÈRES ET QUÉBEC	2 MARS 2017 ET 28 MARS 2017	46	1 709 \$
EXCEL 2007/2010/2013 BASE	AFT EXPERTISE	QUÉBEC	21 AVRIL 2017	1	37 \$
ANALYSE DE RECEVABILITÉ ET PLAN D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	QUÉBEC	13 JUIN 2017	1	313 \$
ATELIER DE TRAVAIL - RESPONSABLE DES DOSSIERS-PERSONNE	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	16 NOVEMBRE 2016	1	19 \$
LEADERSHIP ET PRATIQUES DE DIRECTION	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	QUÉBEC	28 MAI 2018	1	189 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
LEAN SIX SIGMA	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	MONTREAL	19, 20, 21 AVRIL ET 11 ET 12 MAI 2018	1	2 780 \$
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - ADJOINTES ET ADJOINTS EXÉCUTIFS	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC	OCTOBRE 2017 À FÉVRIER 2018	1	56 \$
ATELIER SAGIR BONNES PRATIQUES POUR RESPONSABLES DE L'ASSIDUITÉ	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	8 FÉVRIER 2018	1	20 \$
STRATÉGIES DE FORMATION	DPCP	MONTREAL	30 ET 31 MAI 2017	1	113 \$
ÉCOLE DES POURSUIVANTS (SESSION ÉTÉ 2017)					
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE	M. MICHEL CHANDONNET, ENAP	NICOLET	26 AU 27 JUIN 2017 ET 3 AU 7 JUILLET 2017	17	846 648 \$
ASSISES CRIMINELLES	DPCP			17	
TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE ET DE CONTRE-INTERROGATOIRE	DPCP ET M ^E JACQUES MERCIER, CONSULTANT JURIPRO INC.			8	
INFRACTIONS D'AGRESSION ET D'EXPLOITATION SEXUELLES	DPCP			20	
REVUE DES ACTIVITÉS DE LA COUR SUPRÊME	M ^E FRANÇOIS LACASSE, SERVICES DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA			12	
ARMES À FEU	M ^E VINCENT A. PARIS, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES M. MARTIN THÉBERGE, M. FRÉDÉRIC GAGNON, M. ROBERTO MILETO ET M. ÉRIC MCKAY			14	
PROGRESSER DANS SON RÔLE DE GESTIONNAIRE : DEVENIR COACH	M. PIERRE TOUCHETTE, ÉCOLE DES DIRIGEANTS (HEC)			11	
ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE	DPCP			28	

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
FORMATION SUR LES DÉLAIS JORDAN, PROCÉDURES ÉCRITES ET ABUS DE PROCÉDURES	DPCP			14	
POURSUITES DES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AUTOMOBILE SOUS L'EFFET DE L'ALCOOL OU DE LA DROGUE	DPCP			13	
MÉDIAS	DPCP ET M. JOËL GOULET			10	
ARRESTATION, DÉTENTION ET INTRUSIONS ÉTATIQUES	DPCP			24	
DROIT PÉNAL STATUTAIRE 2017	DPCP ET M ^E HUBERT NOREAU-SIMPSON, MJQ, MME NANCY BOISVERT, M. PATRICK D'AMOURS, MME LYSE PELLETIER ET M. FRANÇOIS BEAULIEU, CONTRÔLE ROUTIER QUÉBEC, M. MICHEL COUTURE, SÛRETÉ DU QUÉBEC,			17	
EXPERTS ET PREUVE D'EXPERTISE	DPCP ET DR YANN DAZÉ, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE			28	
CRIMES ÉCONOMIQUES	DPCP			18	
DROIT DES MÉDIAS ET DROIT CRIMINEL	DPCP ET M ^E MARC BANTEY, GOWLING WLG			18	
PROGRESSER DANS SON RÔLE DE GESTIONNAIRE : DEVENIR COACH	M. PIERRE TOUCHETTE, ÉCOLE DES DIRIGEANTS (HEC)			9	
DIVULGATION DE LA PREUVE	DPCP			11	
CONFÉRENCE-MIDI : CONTREFAÇON DE BILLETS DE BANQUE : DÉTECTION ET CONSIDÉRATIONS	MME PHUONG ANH HO HUU ET MME SOPHIE JENKINS, BANQUE DU CANADA, DÉPARTEMENT DE LA MONNAIE			21	
CONTRE-INTERROGATOIRE - PARTIE 2 (FORMATION DE BASE)	DPCP			96	
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURES CRIMINELLES (FORMATION DE BASE)	DPCP				

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
ARRESTATION ET DÉTENTION (FORMATION DE BASE)	DPCP				
EMPREINTE DIGITALE ET SA VALEUR, CONCEPTS DE BASE (FORMATION DE BASE)	M. LUC BASTIEN, TECHNICIEN EN SCÈNE DE CRIME MRC DES COLLINES DE L'OUTAOUAIS				
DROIT DE LA JEUNESSE (FORMATION DE BASE)	DPCP				
DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES RÉGLEMENTÉES (FORMATION DE BASE)	DPCP				
EXPLOITATION SEXUELLE (FORMATION DE BASE)	DPCP				
PROCÈS EN MATIÈRE DE CONDUITE D'UN VÉHICULE MOTEUR AVEC UNE ALCOOLÉMIE SUPÉRIEURE À LA LIMITE LÉGALE (FORMATION DE BASE)	DPCP				
PRÉSENTATION DU RÔLE DE LA DÉFENSE ET PRÉSENTATION DU RÔLE DES MÉDIAS (FORMATION DE BASE)	DPCP ET M ^E JEAN-FRANÇOIS LAMBERT, AIDE JURIDIQUE DE LONGUEUIL M ^E CONRAD LORD, LORD AVOCATS M ^E MAXIME ROY, ROY & CHARBONNEAU AVOCATS				
PEINES (FORMATION DE BASE)	DPCP				

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Session intensive de formation					
LES ATTENTES À L'ENDROIT DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES : L'IMPUTABILITÉ À L'ÉGARD DU PROCUREUR GÉNÉRAL, DES ÉLUS ET DU PUBLIC	L'HONORABLE LOUIS LABEL, LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L. MME LA SÉNATRICE RAYMONDE SAINT-GERMAIN, SÉNAT DU CANADA M. SÉBASTIEN BOVET, CHEF DU BUREAU PARLEMENTAIRE, TRIBUNE DE LA PRESSE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	SHERBROOKE	1ER AU 3 NOVEMBRE 2017	478	519 868 \$
LE SENS DU PRINCIPE DE L'INDÉPENDANCE DU POURSUIVANT PUBLIC	DPCP				
L'INDÉPENDANCE, L'EXERCICE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE ET L'AUTONOMIE PROFESSIONNELLE	DPCP				
LES DIFFÉRENTES FORMES D'IMPUTABILITÉ DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES : LES OBLIGATIONS GOUVERNEMENTALES, LA REDDITION DE COMPTES, L'ÉTUDE DES CRÉDITS, LES LIGNES DIRECTRICES DE COMMUNICATION ET LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE PUBLIQUES	DPCP ET M ^E PIERRE LAPOINTE				
LES ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ À L'ÉGARD DES INSTITUTIONS PUBLIQUES À L'ÈRE DE L'INSTANTANÉITÉ	M. SERGE BOUCHARD				
LES RAPPORTS ENTRE LE PROCUREUR GÉNÉRAL, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DPCP ET ME PIERRE LAPOINTE				
BARREAU DU QUÉBEC					
PORNOGRAPHIE JUVÉNILE	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	24 AVRIL 2017	7	453 875 \$
EXPLOITATION SEXUELLE : TRAITE DES PERSONNES ET PROXÉNÉTISME		QUÉBEC	24 AVRIL 2017	7	
JORDAN : ÉTAPES DU NOUVEAU CADRE D'ANALYSE		QUÉBEC	27 AVRIL 2017	51	
DIVULGATION DE LA PREUVE		CHELSEA	3 MAI 2017	60	
DIVULGATION DE LA PREUVE		QUÉBEC	8 MAI 2017	55	
JORDAN, TABLEAU, MÉTHODE ET DERNIERS DÉVELOPPEMENTS		ST-JÉRÔME	8 MAI 2017	22	

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
PRATIQUE DU POURSUIVANT APRÈS L'AFFAIRE JORDAN		MONTRÉAL	8 MAI 2017	19	
INTRODUCTION À L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE		MONTRÉAL	8 MAI 2017	15	
DIVULGATION DE LA PREUVE		MONTRÉAL	9 MAI 2017	49	
DIVULGATION DE LA PREUVE		LONGUEUIL	11 MAI 2017	41	
DIVULGATION DE LA PREUVE		GATINEAU	11 MAI 2017	25	
DIVULGATION DE LA PREUVE		LONGUEUIL	12 MAI 2017	53	
DIVULGATION DE LA PREUVE		SHERBROOKE	12 MAI 2017	25	
DIVULGATION DE LA PREUVE		CHICOUTIMI	23 MAI 2017	13	
DIVULGATION DE LA PREUVE		BAIE-COMEAU	24 MAI 2017	11	
DIVULGATION DE LA PREUVE		QUÉBEC	25 MAI 2017	61	
DIVULGATION DE LA PREUVE		RIMOUSKI	26 MAI 2017	16	
DIVULGATION DE LA PREUVE		TROIS-RIVIÈRES	26 MAI 2017	44	
DIVULGATION DE LA PREUVE		MONTRÉAL	31 MAI 2017	49	
DIVULGATION DE LA PREUVE		MONTRÉAL	1ER JUN 2017	79	
DIVULGATION DE LA PREUVE		MONTRÉAL	8 JUN 2017	55	
RÔLE ET PROCÉDURES DU LABORATOIRE DES SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE		MONTRÉAL	27 JUILLET 2017	14	
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE		QUÉBEC	14, 15, 21, 22 NOVEMBRE 2017	18	
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE		MONTRÉAL	17, 18, 24, 25 JANVIER 2018	26	
DIVULGATION DE LA PREUVE		QUÉBEC	27 FÉVRIER 2018	3	
EXPLOITATION SEXUELLE : TRAITE DES PERSONNES ET PROXÉNÉTISME		MONTRÉAL	8 FÉVRIER 2018	15	

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts *
EXPLOITATION SEXUELLE : TRAITE DES PERSONNES ET PROXÉNÉTISME		MONTRÉAL	8 FÉVRIER 2018	16	
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE		QUÉBEC	14, 15, 21, 22 FÉVRIER 2018	17	
GESTION DES BIENS INFRACTIONNELLS - DU BLOCAGE À LA CONFISCATION		MONTRÉAL	15 FÉVRIER 2018	16	
TOTAL				2 395	2 164 016 \$

*LES COÛTS DE LA FORMATION INCLUENT LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT . PAR AILLEURS, DANS CERTAINS CAS, IL EST POSSIBLE QUE LA DÉPENSE DE RÉMUNÉRATION NE SOIT PAS COMPTABILISÉE DANS LES COÛTS DE LA FORMATION.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LIEU	COÛT/ PERSONNE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
QUÉBEC	600,00 \$	1	CÉGEP LIMOILOU	CERTIFICATION CISCO CCNA-4 HYBRIDE
QUÉBEC	395,00 \$	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	COMMUNICATION ET MOBILISATION EN GESTION DE PROJET
MONTRÉAL	317,46 \$	1	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	CONFÉRENCE LEGAL.IT 2018
WEBINAIRE	150,03 \$	2	ALLIANCE DES CADRES	DÉLÉGATION: ACTE DE LEADERSHIP
MONTRÉAL	43,49 \$	1	BARREAU DE MONTRÉAL	ÉGALITÉ EN EMPLOI, UN DÉFI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES
VANCOUVER	2 985,00 \$	3	CONFÉRENCE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	ENTRE MER ET MONTAGNE, DE NOUVELLES PERSPECTIVES EN JUSTICE ADMINISTRATIVE
MONTRÉAL	285,00 \$	1	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	ÊTRE UNE ORGANISATION ÉTHIQUE EN 2017, EST-CE POSSIBLE?
WEBINAIRE	150,03 \$	2	ALLIANCE DES CADRES	INTÉGRATION NOUVELLES FONCTIONS
QUÉBEC	62,50 \$	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	INTRODUCTION AU SAGIP
QUÉBEC	125,00 \$	2	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	INTRODUCTION AU SAGIP
QUÉBEC	315,00 \$	1	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	JOURNÉE PROFESSIONNELLE EN ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX
MONTRÉAL	2 850,00 \$	6	FORUM OUVERT HS	JOURNÉE STRATÉGIQUE - DROIT ADMINISTRATIF
MONTRÉAL	200,00 \$	1	OCTOPUS-ITSM.COM INC.	JOURNÉE UTILISATEURS OCTOPUS 2017
MONTRÉAL	269,81 \$	2	BARREAU DE MONTRÉAL	LA PRATIQUE JURIDIQUE, LE MILIEU ET LA CLIENTÈLE CHANGENT : OSEZ-VOUS INNOVER POUR ANTICIPER ET RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE DU XXI SIÈCLE?
MONTRÉAL	534,90 \$	1	FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	LA SANTÉ MENTALE: MISE À JOUR EN PSYCHIATRIE POUR LES MÉDECINS DE FAMILLE
MONTRÉAL	286,00 \$	1	BARREAU DU QUÉBEC	LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT
MONTRÉAL	497,00 \$	1	BARREAU DU QUÉBEC	LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILE
MONTRÉAL	230,00 \$	1	ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	LES INCONTOURNABLES AVEC POWERPOINT
MONTRÉAL	400,00 \$	4	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	LES LÉSIONS TRAUMATIQUES DU PIED ET DE LA CHEVILLE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS
MONTRÉAL	480,00 \$	4	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	LES OPIACÉS EN DOULEUR: DÉPENDANCES ET CONSÉQUENCES
QUÉBEC	425,00 \$	1	BARREAU DU QUÉBEC	L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE - LE STRESS DANS LA PROFESSION - PLÉNIÈRE SUR L'INNOVATION
WEBINAIRE	199,00 \$	1	ASSOCIATION DES CADRES DES COLLÈGES DU QUÉBEC	L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX AU TRAVAIL: QUELLES SONT LES BALISES?
QUÉBEC	119,00 \$	1	BARREAU DU QUÉBEC	MÉDIAS SOCIAUX 3.0 : APPRENEZ À RÉDIGER UNE POLITIQUE DES MÉDIAS SOCIAUX ET À IMPLANTER DIVERS OUTILS POUR LES ENCADRER
QUÉBEC	365,00 \$	1	MULTIHEXA QUÉBEC INC.	POWERPOINT 2013 MODULE 1
QUÉBEC	435,00 \$	3	MULTIHEXA QUÉBEC INC.	POWERPOINT 2013 MODULE 2

LIEU	COÛT/ PERSONNE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
QUÉBEC	350,00 \$	2	MULTIHEXA QUÉBEC INC.	POWERPOINT 2013 MODULE2-AVANCÉ
MONTRÉAL	250,00 \$	1	ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	POWERPOINT 2016, ANIMATION ET MULTIMÉDIA
QUÉBEC	1 050,00 \$	4	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	PRÉPARATION À LA RETRAITE
MONTRÉAL	1 950,00 \$	7	CÉGEP MARIE-VICTORIN	PRÉPARATION À LA RETRAITE
QUÉBEC	350,00 \$	1	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	PROCESSUS DÉCISIONNEL EN ACCÈS À L'INFORMATION: COMMENT DÉCIDER AVEC JUSTESSE!
QUÉBEC	4 325,00 \$	1	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE
QUÉBEC	295,00 \$	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL
QUÉBEC	104,37 \$	1	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES TECHNICIENS EN DOCUMENTATION DU QUÉBEC	SAINE GESTION DES COURRIELS D'ENTREPRISE
MONTRÉAL	104,00 \$	1	AMBULANCE SAINT-JEAN	SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL
QUÉBEC	3 500,00 \$	14	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	SESSION D'ACCUEIL TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS
QUÉBEC	1 210,39 \$	11	SOLUTIONS & CO.	TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES
MONTRÉAL	3 631,15 \$	33	SOLUTIONS & CO.	TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES
QUÉBEC	500,00 \$	46	VILLENEUVE EVENS	TROUBLES DE PERSONNALITÉ DANS UN CONTEXTE D'APPROCHES THÉRAPEUTIQUES ET DE GESTION DE LA DANGÉROSITÉ
MONTRÉAL	17 480,00 \$	58	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS	UNE JUSTICE POUR TOUS
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SCOLARITÉ, SELON LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES				
Québec	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ TÉLUQ	CERTIFICAT EN ADMINISTRATION TITRE DU COURS: COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN DROIT TITRE DU COURS : OBLIGATIONS 1
Montréal	471,90 \$	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN DROIT TITRE DU COURS : DROIT CONSTITUTIONNEL 1
Montréal	239,10 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN DROIT TITRE DU COURS : DROIT DES AFFAIRES 1
Montréal	239,10 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN DROIT TITRE DU COURS : OBLIGATIONS 2
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN DROIT: INTRODUCTION
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN RELATIONS INDUSTRIELLES TITRE DU COURS : ORGANISATION ET DYNAMIQUE DE LA FIRME
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CERTIFICAT EN RELATIONS INDUSTRIELLES TITRE DU COURS : RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL
Montréal	239,10 \$	1	UNIVERSITÉ MCGILL	ENGLISH COMMUNICATION - PRACTICE 3
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ MCGILL	FUNCTIONAL ENGLISH GRAMMAR - WRITING 2
Montréal	232,80 \$	1	UNIVERSITÉ MCGILL	FUNCTIONAL ENGLISH GRAMMAR - WRITING 3
Québec	465,60 \$	1	UNIVERSITÉ LAVAL	MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS TITRE DU COURS : PROJET D'INTERVENTION

P.3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 (ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

	2017-2018
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	5 214 700 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	34 884 400 \$
PROJETS	8 747 600 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 846 700 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018.

NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, LE FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES ET LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

FONDS DES REGISTRES

	2017-2018
LOGICIELS	45 472 \$
MATÉRIEL	535 465 \$
SERVICE PROFESSIONNELS :	
• INTERNE	2 779 553 \$
• EXTERNE	3 110 787 \$
• CSPQ	32 991 \$
TOTAL	6 504 268 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2017-2018
LOGICIELS	161 534 \$
MATÉRIEL	74 382 \$
SERVICE PROFESSIONNELS :	
• INTERNE	40 600 \$
• EXTERNE	35 000 \$
• CSPQ	
TOTAL	311 516 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2017-2018
LOGICIELS	41 631 \$
MATÉRIEL	21 519 \$
SERVICE PROFESSIONNELS :	
• INTERNE	639 \$
• EXTERNE	
• CSPQ	
TOTAL	63 789 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2017-2018
LOGICIELS	64 052 \$
MATÉRIEL	165 974 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none">INTERNEEXTERNECSPQ	5 307 382 \$ 571 527 \$
TOTAL	6 108 935 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2017-2018
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICE PROFESSIONNELS : <ul style="list-style-type: none">INTERNEEXTERNECSPQ	2 858 \$
TOTAL	2 858 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	2017-2018
LOGICIELS	47 682 \$
MATÉRIEL	166 509 \$
SERVICE PROFESSIONNELS : <ul style="list-style-type: none">INTERNEEXTERNECSPQ	1 184 663 \$ 80 146 \$ 167 921 \$
TOTAL	1 646 921 \$

P.4 LA LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. SON MANDAT;
- B. LA LISTE DES MEMBRES;
- C. LE BUDGET DÉPENSÉ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET AUTRES;
- E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

MINISTÈRE

MINISTÈRE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE	FRANCE LYNCH	AUCUNE		
COMITÉ SERVICE QUÉBEC : COMITÉS DES DIRIGEANTS GOUVERNEMENTAUX, COMITÉ EXÉCUTIF ET COMITÉ DES SERVICES COMMUNS ET SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE	LES COMITÉS ONT POUR MANDAT D'ASSURER LE SUIVI QUANT AUX ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET QUI VISE À FAIRE EN SORTE QUE SERVICE QUÉBEC SOIT À LA PORTE D'ENTRÉE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES SUR TOUT LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	FRANCE LYNCH	8		
SAQUIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE BUREAU DE GOUVERNANCE PRÉSIDÉ PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT REGROUPE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. CE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	FRANCE LYNCH JACQUES PRÉSENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGE SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	MARIE-ÈVE BEAULIEU	AUCUNE		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EXAMINER TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	MARIE-CLAUDE DARAICHE MARTINE THIBAUT	AUCUNE		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE	VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE CHACUNE DES MESURES DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.	ROGER NOËL	2		
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LES MARQUEURS DE GENRE	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D’ÉLIMINER LES MARQUEURS DE GENRE, DE LES RENDRE FACULTATIFS OU D’INTRODUIRE UNE GENRE NEUTRE DANS LES DOCUMENTS D’IDENTITÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	GABRIEL TREMBLAY-PARENT JONATHAN VIDAL JOSÉE LALANCETTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RÉPONDANT MINISTÉRIELS SUR L’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF.	MICHEL PAQUETTE	2		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L’ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D’IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D’INCLUSION	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE DOTER LE QUÉBEC D’UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D’IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D’INCLUSION.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1		LA POLITIQUE A ÉTÉ RENDUE PUBLIQUE LE 7 MARS 2016. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT POUR SA MISE EN ŒUVRE.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE COORDONNER L’APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, DE FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L’EFFICACITÉ DES ACTIONS ET D’ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L’ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	ANTHONY COTNOIR	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	CETTE TABLE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE DIVERS MINISTÈRES. APRÈS AVOIR EU LE MANDAT D’ÉLABORER, PUIS D’ASSURER LE SUIVI DU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, ELLE EST MAINTENANT CHARGÉE DE L’ÉLABORATION D’UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE ET D’UN NOUVEAU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2014-2019	AUDREY TURMEL PIERRE NADEAU	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-ITINÉRANCE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DE LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DU MSP, DE LA CDPJ, DU SPVM, DU CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL ET DU RAPISM.	PIERRE NADEAU	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	DES COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ MIS SUR PIED PAR LE MSSS, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, POUR COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC.	MARIE TRAHAN GABRIEL TREMBLAY-PARENT PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PILOTE PROTOCOLE D'ENTENTE MSSS/MSP RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CE COMITÉ CONSTITUE UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE INTERSECTORIELLE SUR TOUS LES ASPECTS DE « JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ».	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DE MÊME QUE DU DPCP ET D'AVOCATS DE LA DÉFENSE. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCCQ.	JOSÉE LEMIEUX	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCCQ-MTL	CE COMITÉ, COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM ET DES AVOCATS DE LA DÉFENSE, CQ, DPCP, MSP, DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SANTÉ (CRDM-IU), A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	JOSÉE LEMIEUX	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	LE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES BESOINS ET DE FAIRE LES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET DU GRAND CONSEIL DES CRIS.	JACQUES PRÉSENT NATHALIE OUIMET	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ DISCUTE ET APPROUVE LES ORIENTATIONS PRIVILÉGIÉES PAR LE MILIEU CRI DÉCOULANT DE L'ENTENTE CONCERNANT L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LES CRIS DU 30 MAI 2007. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	STRUCTURE AVANT POUR MANDAT DE METTRE DE L'AVANT, EN COLLABORATION AVEC CERTAINS MINISTÈRES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES, DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES. UN COMITÉ DIRECTEUR COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, MSP DU MSSS ET DU SAA FAIT LE SUIVI DES TRAVAUX DU FORUM.	JACQUES PRÉSENT YAN PAQUETTE ANNICK LATERREUR	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE FORUM FAIT LE SUIVI DES MESURES IDENTIFIÉES AU SEIN DE LA STRATÉGIE D' ACTIONS ÉLABORÉES PAR LES MEMBRES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	LE MANDE DE CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNE LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DES PLANS D' ACTIONS S'Y RATTACHANT.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MJQ ET DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	ANALYSER LA QUESTION ET DÉGAGER DES PISTES DE SOLUTION.	JADE CABANA	3		UN COLLOQUE A ÉTÉ TENU CONCERNANT LES ORDONNANCES JUDICIAIRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARIE TRAHAN GABRIEL TREMBLAY- PARENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ ET DU MSP, DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	MARIE TRAHAN	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, PLUSIEURS DISCUSSIONS ONT EU LIEU, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	MARIE TRAHAN ARNAUD GINGRAS- TREMBLAY GABRIEL TREMBLAY- PARENT	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, PLUSIEURS DISCUSSIONS ONT EU LIEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	MISE SUR PIED EN SEPTEMBRE 1995 PAR L’ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC (ASCQ), LA TABLE EST LA RÉPONSE À L’UNE DES RECOMMANDATIONS MISES PAR LE COMITÉ ORGANISATEUR DU COLLOQUE «AGIR ENSEMBLE CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES» ORGANISÉ PAR L’ASCQ. SON MANDAT EST DE SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L’ORGANISATION D’ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D’INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	MARIE TRAHAN	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MÎÊS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D’IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D’ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S’ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D’ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RÉGIONAL DES INTERVENANTS PIVOTS EXPERTS	EN COLLABORATION AVEC LE CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES ÂÎNÉS. IL CONSTITUE ÉGALEMENT UN COMITÉ DE DISCUSSION CLINIQUE EN SOUTIEN AUX INTERVENANTS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	12		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CE COMITÉ A COMME OBJECTIF DE CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	SOPHIE JONCAS AUDREY TURMEL	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LE MÎQ A PARTICIPÉ AU FORUM SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE CONTRE LES PERSONNES ÂÎNÉES, LE 22 FÉVRIER 2018. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	CE COMITÉ QUI RÉUNIT LES SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU LEURS VIS-À-VIS SE VEUT UN LIEU DE CONCERTATION AFIN DE DÉVELOPPER UNE APPROCHE NATIONALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC	YAN PAQUETTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, CETTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE LE 7 FÉVRIER 2018.
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	CE COMITÉ CONSTITUÉ D'UN GESTIONNAIRE ET D'UNE AUTRE PERSONNE REPRÉSENTANT LES PARTENAIRES A LE RÔLE D'ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC	SOPHIE JONCAS	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, PLUSIEURS RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES AFIN DE DISCUTER DES ÉLÉMENTS À PRÉVOIR DANS L'ENTENTE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MESS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI VEUILLE À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER. LE RÉPONDANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONSEILLE LE COMITÉ SUR LES ASPECTS JURIDIQUES.	JOSÉE LEMIEUX	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ASSURER LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE DOSSIER PAR RAPPORT AUX RESPONSABILITÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MARIE-ANDRÉE ALLARD AMÉLIE COUTURE-ROY KAREN BÉDARD PIERRE NADEAU KATHY BERGERON MYLÈNE RIVARD-DEMERS	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTMDÉT, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE DES BIENS SAISIS	NOUVEAU COMITÉ CHARGÉ DE RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	LORIE PÉPIN ISABELLE GAGNÉ HÉLÈNE MATHIEU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DÉTENTIONS ISSUES D'ERREURS ADMINISTRATIVES	PROPOSER UN MODÈLE D'INDEMNISATION ADMINISTRATIF AU BÉNÉFICE DES PERSONNES DÉTENUES À LA SUITE D'ERREURS ADMINISTRATIVES COMMISES PAR LE PERSONNEL DES GREFFES OU DES SERVICES CORRECTIONNELS.	CAROLINE LANDRY	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	INSTITUÉ EN MAI 1998, CE COMITÉ EST CHARGÉ DE VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANT, AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. LE COMITÉ DOIT, NOTAMMENT, ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE A FAIT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION DONT LES RÉSULTATS SONT DIFFUSÉS SUR LE SITE DU MJQ.
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN DE TRAVAIL 2013-2015 AFIN D'AMÉLIORER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	CE GROUPE DE TRAVAIL, FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MRIF ET DE REVENU QUÉBEC, ÉTUDIE LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRANCE RÉMILLARD LAURENCE BERGERON FRÉDÉRIQUE SABOURIN SARAH JUNEAU OBSERVATEUR : STÉPHANIE NEVEU	7		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL PIERRE NADEAU ÉRIC MALO	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PMR EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP, MSSS ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC. (PROJETS-PILOTE SHERBROOKE, CHICOUTIMI ET JOLIETTE)	PIERRE NADEAU AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN ÉRIC MALO DELPHINE MATTE	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DES MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU CPP EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AMÉLIE COUTURE-ROY MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, CES MESURES ONT ÉTÉ INTRODUITES AU PL 168 - LOI VISANT À FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE ET À EN ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS. IL VEILLE ÉGALEMENT À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE. L'ENTENTE MULTISECTORIELLE A POUR BUT DE GARANTIR UNE MEILLEURE PROTECTION ET APPORTER L'AIDE NÉCESSAIRE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUEL, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE EN ASSURANT UNE CONCERTATION EFFICACE ENTRE LES MINISTÈRES, LES ÉTABLISSEMENTS ET LES ORGANISMES INTÉRESSÉS.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	CE GROUPE DE TRAVAIL A ÉTÉ MIS SUR PIED AFIN D'ÉTUDIER LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉRENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PUBLICS. LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DOIT ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMONISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SAAQ, LE COMITÉ NE S'EST PAS RÉUNI DANS LA DERNIÈRE ANNÉE.
GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	CE GROUPE INTERMINISTÉRIEL ÉTUDIE LA CONVENTION, ÉLABORE DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS, ÉTUDIE L'OPPORTUNITÉ DE LA METTRE EN ŒUVRE AU QUÉBEC ET DANS CETTE HYPOTHÈSE, ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL NE S'EST PAS RÉUNI EN 2017-2018. SEUL UN SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL COMPOSÉ DE FRÉDÉRIQUE SABOURIN, SYLVIE SCHERRER, FIONA ÉMOND, S'EST RÉUNI DIX (10) FOIS DURANT CETTE PÉRIODE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018	<ul style="list-style-type: none"> • ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018 «ENSEMBLE CONTRE L’INTIMIDATION, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE» • ASSURER LA COORDINATION DES MESURES COMMUNES OU TRANSVERSALES EN TENANT COMPTE DES BESOINS ET DES RÉALITÉS DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES • VEILLER À LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN MATIÈRE D’INTIMIDATION EN COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET LES PARTENAIRES • RENDRE COMPTE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU PLAN D’ACTION 	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	2-3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MFA LE PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018 A ÉTÉ PROLONGÉ D’UNE ANNÉE.
COMITÉ SUR LES CAMÉRAS CORPORELLES	COMITÉ CHARGÉ DE L’ÉVALUATION DES ASPECTS TECHNIQUES ET JURIDIQUES LIÉS AU PORT DE CAMÉRAS CORPORELLES PAR LES POLICIERS.	HÉLÈNE MATHIEU DOMINIQUE A. JOBIN JEAN-VINCENT LACROIX ISABELLE GAGNÉ	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MEES, LE MSP ET LE DPCP.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GRUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE EN REGARD DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L’ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MEES, LE MSP ET LE DPCP.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GRUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE À JOUR DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AU REGARD DE LA LPJ	A LA RESPONSABILITÉ DE RECOMMANDER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA CONCORDANCE DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AUX MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LPJ.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ SUR LA PÉDIATRIE SOCIALE	BIEN QUE LA RESPONSABILITÉ DU FINANCEMENT AIT ÉTÉ CONFÉE AU MINISTÈRE DE LA FAMILLE, LES MINISTÈRES DE LA SANTÉ ET DES SERVICE SOCIAUX, DE LA JUSTICE ET DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SONT INTERPELLÉS DANS LE DÉPLOIEMENT DE LA PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX) ET DU MILIEU JURIDIQUE, ET DE L'ARRIMAGE À ASSURER ENTRE LE MILIEU SCOLAIRES ET LES CENTRES.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MFA, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES. CETTE TABLE SUPERVISE ÉGALEMENT LA RÉALISATION D'UNE RECHERCHE/ÉVALUATION SUR L'ACCESSIBILITÉ ET LA CONTINUITÉ DES SERVICES OFFERTS EN MILIEU URBAIN POUR LA POPULATION AUTOCHTONE EN MATIÈRE DE SANTÉ, DE SERVICES SOCIAUX ET DE JUSTICE.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
LA TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	LE MANDAT DE LA TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE CONSISTE À ASSUMER UN LEADERSHIP DANS L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION, ET CE, DE FAÇON CONCERTÉE. DANS CETTE PERSPECTIVE, LE COMITÉ DE COORDINATION DE LA TABLE, COMPOSÉ DE DÉCIDEURS (SOIT PRINCIPALEMENT DE DIRECTEURS) PROVENANT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX CONCERNÉS, DOIT S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX, EN TENANT COMPTE DES ÉCHÉANCIERS PRÉVUS.	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
GROUPE DE TRAVAIL-FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS (RAPPORT BOUCHARD - «POUR QUE LES PROCÈS SE TIENNENT ET SE TERMINENT.»)	LE MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL SERA APPROUVÉ À LA PROCHAÎNE RENCONTRE DU FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS QUI AURA LIEU EN JUIN. LE PROJET DE MANDAT PRÉVOIT CE QUI SUIT : LE GROUPE DE TRAVAIL S'ASSURE QUE LES ORGANISATIONS COLLABORENT ET S'IMPLIQUENT DANS LES TRAVAUX. IL SUIT L'ÉVOLUTION DES TRAVAUX DES DIVERSES TABLES DE PARTENAIRES RESPONSABLES DE MENER À TERME LES MESURES CONTENUES DANS LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PRODUIT PAR LE COMITÉ D'EXAMEN SUR LES MÉGAPROCÈS. IL MÈNE LES TRAVAUX RELATIFS À L'IDENTIFICATION DES CHANGEMENTS À APPORTER AUX INTERVENTIONS DE CHACUN DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE SPÉCIALEMENT DANS LA GESTION DES MÉGAPROCÈS. IL TRAITE TOUTE AUTRE QUESTION RELATIVE AU MÉGAPROCÈS. IL REND COMPTE DE SES TRAVAUX ET ASSURE LA COORDINATION ET LA COHÉRENCE DES DIVERS TRAVAUX. LE GROUPE DE TRAVAIL SERA FORMÉ AU COURS DU PRINTEMPS 2017	HÉLÈNE MATHIEU	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL- MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION DU RAPPORT BOUCHARD – DÉCRET PARTAGE CIVIL	PRÉPARATION D'UN PROJET DE DÉCRET DE PARTAGE POUR LES SOMMES CONFISQUÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONFISCATION, L'ADMINISTRATION ET L'AFFECTATION DES PRODUITS ET INSTRUMENTS D'ACTIVITÉS ILLÉGALES (MSP, MJQ, DPCP)	HÉLÈNE MATHIEU	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE COMITÉ A POUR MANDAT DE COORDONNER LES TRAVAUX AFIN DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA PROTECTRICE DU CITOYEN.	JACQUES PRÉSENT	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LE MJQ ASSURE LE RESPECT DES ACTIONS IDENTIFIÉES PAR LE PROTECTEUR DES CITOYENS VISANT LE MINISTÈRE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE COORDINATION POUR LE SUIVI DES TRAVAUX DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE AUTOCHTONES	SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE LE COMITÉ A POUR MANDAT D'ASSURER LE BON DÉROULEMENT DES TRAVAUX AFIN DE BIEN RÉPONDRE AUX DEMANDES ET BESOINS FORMULÉS PAR LES AUTORITÉS MINISTÉRIELLES, D'INFORMER LE COMITÉ DIRECTEUR DU SUIVI DES TRAVAUX LORSQU'OPPORTUN ET D'ASSURER LA COORDINATION DES ACTIVITÉS EN COURS AU SEIN DU GROUPE DE TRAVAIL FPT À L'APPUI DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES OU ASSASSINÉES ET DU COMITÉ DE LIAISON POUR LES VICTIMES ET LEURS PROCHES.	CHRISTIAN VEILLETTE PASCALE LABBÉE	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MSP ET DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES	LE COMITÉ S'ASSURE QUE LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES SOIENT RÉALISÉES DANS LES MEILLEURS DÉLAIS EN MATIÈRE FAMILIALE À LA COUR SUPÉRIEURE.	AUDREY TURMEL GERVAIS BRASSARD	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	PIERRE NADEAU	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MESS, LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LA SOLIDARITÉ ET L'INCLUSION SOCIALE 2017-2018 A ÉTÉ LANCÉ LE 10 DÉCEMBRE 2017.
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CCIVAC)	COMITÉ CHARGÉ D'EXAMINER ET DE STATUER DE L'ADMISSIBILITÉ DE CERTAINES DEMANDES QUI REQUIÈRENT DES INTERPRÉTATIONS INHABITUELLES OU COMPLEXES. IL VISE ÉGALEMENT À DISCUTER DE TOUT SUJET PERTINENT LIÉ AU RÉGIME D'INDEMNISATION.	SOPHIE JONCAS	15		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA CNESST, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'ASSURANCE COLLECTIVE DES DOMMAGES	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PERMETTRE QUE LES ASSURANCES DE DOMMAGES PUISSENT ÊTRE OFFERTES SOUS LA FORME D'ASSURANCE COLLECTIVE.	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MJQ DU MF ET DE L'AMF, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE DES PARTENAIRES AYANT DES INITIATIVES TECHNOLOGIQUES	LA TABLE VISE À FAVORISER LA MOBILISATION, LA CONFIANCE ET L’ADHÉSION DES PARTENAIRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S’INSCRIT DANS LA LOGIQUE DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES RISQUES JURIDIQUES MIS DE L’AVANT DANS LES PROJETS DE TRANSFORMATION.	PATRICK GINGRAS	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LA TABLE NE S’EST PAS RENCONTRÉE DANS LA DERNIÈRE ANNÉE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AUTOCHTONE	LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES A LA RESPONSABILITÉ DE COORDONNER L’ÉLABORATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE D’UN PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AUTOCHTONE. LA DÉMARCHE VISE À PROPOSER DANS UN SEUL ET UNIQUE PLAN, L’ENSEMBLE DES MESURES PROPOSÉES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN MATIÈRE D’INTERVENTION AUPRÈS DES AUTOCHTONES. LES OBJECTIFS VISÉS PAR LA DÉMARCHE QUI MÈNERA ULTIMEMENT À DÉPOSER DANS UN SEUL ET UNIQUE PLAN, L’ENSEMBLE DES MESURES PROPOSÉES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN MATIÈRE D’INTERVENTION AUPRÈS DES AUTOCHTONES, SONT : <ul style="list-style-type: none"> • VOL FORTE D’AMÉLIORÉ LES CONDITIONS DE VIE DES AUTOCHTONES; • DÉGAGER UN PORTRAIT D’ENSEMBLE DE L’ACTION GOUVERNEMENTALES; • ÉLABORER UNE ACTION GOUVERNEMENTALE PLUS COHÉRENTE; • BONIFIER L’AIDE GOUVERNEMENTALE; • ASSURER UNE MEILLEURE VISIBILITÉ L’ACTION GOUVERNEMENTALE. 	JACQUES PRÉSENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LE MJQ A PARTICIPÉ AUX TRAVAUX DE RÉFLEXION ET DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS AVEC LE DÉPÔT DU PLAN D’ACTION AU PRINTEMPS 2017.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 « LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE. »	CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES D’UNE MESURE DANS LE PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018, AFIN DE PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES QUI Y FIGURENT. LE SECRÉTARIAT EST ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MIDI, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDINATION DES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	<ul style="list-style-type: none"> FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES; ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES. 	FRANCIS DEMERS STÉPHANE MARSOLAIS JENNIFER TREMBLAY FRANCIS LETENDRE	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU CIRDI	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN VEILLANT AU RESPECT DES COMPÉTENCES CONSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS.	NATHALIE LATULIPPE FRÉDÉRIQUE SABOURIN PASCALE BRIÈRE	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.	NATHALIE LATULIPPE	6		PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NéCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER	6		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES MINISTÈRES CONCERNÉS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	GERVAIS BRASSARD CLAUDIA LACROIX	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT ANNIE TURCOTTE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D’ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEUR RÉGIONAUX ANNIE TURCOTTE GAÉTAN RANCOURT	7		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERNÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	N/D		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER JULIE MALOUIN MARIO BÉLANGER CÉLINE CLAVEAU MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT	3		APPROBATION DU DOSSIER D’OPPORTUNITÉ ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AU NIVEAU DU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT
COMITÉ DIRECTEUR –PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR CAROLINE LANDRY MARIE-CLAUDE PARENT	3		LIVRAISON DU PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE EN AVRIL 2017 ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AU NIVEAU DU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (DALLES DE STATIONNEMENT ET MUR RIDEAU)	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER FLORENCE ASSELIN MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU ALAIN COUTURE CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MARIE-CLAUDE PARENT GAÉTAN RANCOURT CAROLINE LANDRY FLORENCE ASSELIN	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR 85, DE MARTIGNY – CONSTRUCTION D’UN NOUVEL ÉDIFICE GOUVERNEMENTAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATION REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER LUCIE GIGUÈRE MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU MICHEL CAOUETTE CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION	EXERCE UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L’INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L’APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L’INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	AUCUNE		MME MARTEL N’A ASSISTÉ À AUCUNE RENCONTRE EN 2017-2018.
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORE DES ORIENTATIONS AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURE UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIE DES OPPORTUNITÉS D’OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES ET D’ACTIFS INFORMATIONNELLES	MYLÈNE MARTEL	6		MME MARTEL A ASSISTÉ AUX RENCONTRES À COMPTER DE SON ENTRÉE EN FONCTION LE 4 NOVEMBRE DERNIER.
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D’ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL.	MARTIN LABELLE CHAFIK HADJOUD TAN LOC NGUYEN	40		<ul style="list-style-type: none"> PARTAGE D’INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE. REVUE DES AVIS DE VULNÉRABILITÉS INFORMATIQUES QUE LE CERT/AQ DIFFUSE EN CONTINU À SON RÉSEAU DE COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS (COGI).
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ÉVALUATION GOUVERNEMENTAL POUR L’INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE 2017-2023	<ul style="list-style-type: none"> RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PAGIEPS; ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PAGIEPS À SON ÉVALUATION; ÉCHANGER POUR FAVORISER LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE D’ÉVALUATION. 	FRANÇOIS BÉLAND	1		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'ÉVALUATION DE STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	<ul style="list-style-type: none"> ● RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PLAN D'ACTION; ● ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PLAN D'ACTION. 	FRANÇOIS BÉLAND	1		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	A COMME PRINCIPAL MANDAT D'ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	MARC G. LAVIGNE ANNE-MARIE WILSON SYLVIE SCHERRER AMÉLIE PELLETIER-DESROSIER	AUCUNE		LE COMITÉ A VU CERTAINES DE SES RECOMMANDATIONS INTÉGRÉES AU PROJET DE LOI 113 LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS (2017, c. 12).
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN RÉGION	TRAVAUX VISANT À OPTIMISER ET REGROUPER LA PRESTATION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUX CITOYENS SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES	N/D		CONCLURE DES PARTENARIATS ET VEILLER À LEUR MISE EN ŒUVRE.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT DES DÉTENUÉS	TRAVAUX VISANT À IMPLANTER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE POUR LES PREMIÈRES COMPARUTIONS DANS DIVERS PALAIS DE JUSTICE	PAUL CHARBONNEAU	1		<ul style="list-style-type: none"> – ÉLARGISSEMENT DES ACTIVITÉS DE VISIOCOMPARUTION À D'AUTRES TYPES DE PROCÉDURES DANS LES PALAIS DE JUSTICE OU LA VISIOCOMPARUTION EST EN PLACE – POURSUITE DES TRAVAUX POUR L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS D'AUTRES DISTRICTS OU PALAIS DE JUSTICE – POURSUITE DES TRAVAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES DU PROCESSUS DE VISIOCOMPARUTION (INDICATEURS DE GESTION)
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	TABLE AYANT POUR MISSION D'ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	CHANTAL COUTURIER	4		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDDD)	COMITÉ CONSEIL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AUPRÈS DES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DD DU MDDELCC.	DANY BLANCHETTE	AUCUNE		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAIC)	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL A POUR MANDAT D'IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À ÉLIMINER LES ENTRAVES CRÉÉES PAR LE CHEVAUCHEMENT DE CERTAINES COMPÉTENCES RELEVANT EXCLUSIVEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DE CELLES ATTRIBUÉES AU QUÉBEC OU DU MOINS À EN ATTÉNUER LES EFFETS NÉFASTES POUR LA PLANIFICATION TERRITORIALE DANS SON ENSEMBLE.	YAN PAQUETTE	4		FIN DES TRAVAUX. LE RAPPORT A ÉTÉ DÉPOSÉ.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE GOUVERNANCE RELATIF AU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN (REM)	ASSURER LE SUIVI DES ENTENTES DEVANT ÊTRE CONCLUES DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN.	YAN PAQUETTE	5		LE MJQ A PARTICIPÉ À 5 RENCONTRES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES COMMUNS GOUVERNEMENTAUX ET LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE DE SERVICES QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIGNES DE PRESTATION ET LA CARTOGRAPHIE DES SERVICES	IDENTIFIER LES PRINCIPES DE PRESTATION DE SERVICES DE 1RE ET DE 2E LIGNES, ET DRESSER LE PORTRAIT DES CLIENTÈLES, DES MODES DE PRESTATION ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES.	JACQUES VACHON	3		PARTICIPATION DU MJQ AUX TRAVAUX CONDUIT PAR SERVICES QUÉBEC.
COMITÉ CONSULTATIF PORTANT SUR LE REGROUPEMENT DES CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	RÉVISER LES ACTIVITÉS DE RECouvreMENT DE CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EN EXAMINANT NOTAMMENT L'OPPORTUNITÉ D'EN REVOIR L'ORGANISATION.	CHANTAL COUTURIER JACQUES VACHON	3		PARTICIPATION AUX TRAVAUX MENÉS PAR LE BUREAU DE RÉVISION PERMANENTES DES PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. UN RAPPORT A ÉTÉ PRODUIT.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DOSSIER D'AFFAIRES DU SERVICE D'AUTHENTIFICATION GOUVERNEMENTALE	DÉTERMINATION DES EXIGENCES LIÉES AU SAG ET ÉTABLISSEMENT DU SCÉNARIO DE MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION CIBLE RETENUE.	MYRIAM CYR DANIEL TREMBLAY DOMINIQUE PELLETIER CAROLE FERRON			
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CÉLINE HÉTU ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE			
COMITÉ SERVICE QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT	<ul style="list-style-type: none"> PRÉPARER UN PLAN DE TRAVAIL EN VUE DE RÉALISER LE REGROUPEMENT DES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT AU SEIN DE SERVICE QUÉBEC, SOUS LE NOM DE REGISTRE QUÉBEC; RÉALISER UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR FAIRE DÉCLARER LE MJQ PÔLE D'EXPERTISE EN MATIÈRE DE REGISTRES DE DROITS; METTRE EN RÉSEAU LES SIX REGISTRES DE DROITS DU MJQ ET CEUX DE SERVICE QUÉBEC. 	CHANTAL COUTURIER CÉLINE HÉTU ÉLISABETH GEOFFROY JULIEN RONDEAU-CROSS CHRISTINE LAVOIE	AUCUNE		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	<ul style="list-style-type: none"> • DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS DU MESI POUR L’OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D’ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR; • APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L’OUVERTURE DES DONNÉES AU MESI; • DÉTERMINER LES PRIORITÉS POUR L’OUVERTURE DES JEUX DE DONNÉES; • APPROUVER LES PROJETS D’OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES; 	JEAN-FRANÇOIS LORD (COMITÉ DIRECTEUR) / VÉRONIQUE DRAPEAU (COMITÉ DE COORDINATION)	3		UN PREMIER JEU DE DONNÉES SUR LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES A ÉTÉ DIFFUSÉ LE 28 FÉVRIER 2018
GROUPE DE TRAVAIL SUR L’ÉCONOMIE COLLABORATIVE	LE GROUPE DE TRAVAIL AGIT EN APPUI AU GROUPE D’EXPERTS EXTERNES DONT LE MANDAT DONNÉ PAR LA MINISTRE DE L’ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L’INNOVATION EST DE DÉPOSER UN RAPPORT FAISANT DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN LIEN AVEC L’ÉCONOMIE COLLABORATIVE	JULIE RENÉ	1		
SOUS-COMITÉ DE L’OSQ SUR L’ORGANISATION DU G7 DANS CHARLEVOIX	PLANIFIER LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE QUÉBÉCOISE ET LES DIVERS SOUTIENS POSSIBLES AU DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DU G7 ET SE PRÉPARER À INTERVENIR SI LA SITUATION NÉCESSITE D’AUTRES MESURES EN MARGE DU SOMMET	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES	8		<ul style="list-style-type: none"> – ORGANISER LES ACTIVITÉS DU MJQ EN FONCTION DES INFORMATIONS RECUEILLIES PAR LE COMITÉ. – METTRE EN ŒUVRE LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE ET SOUTENIR LE BON DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES (CAR)	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L’ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D’OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES (OVT)	DIRECTEURS RÉGIONAUX	N/D		PARTICIPATION DES DIRECTEURS RÉGIONAUX AUX CAR DE LEUR RÉGION
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D’ACTION SUR LE TROUBLE DU SPECTRE DE L’AUTISME 2017-2022	ASSURER LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT,
GROUPE DE TRAVAIL - RÉFLEXION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES CAMPS AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC	RÉFLEXION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC	ROSEMARIE FORTIER	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MERN, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ S'EST RÉUNI LORS D'APPELS D'OFFRES. LES PROJETS ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉS ET ANNONCÉS.
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CAVAC	REGROUPER LES DIRECTIONS CAVAC AYANT UNE CLIENTÈLE AUTOCHTONE URBAINE OU SUR COMMUNAUTÉ AUTOUR D'ENJEUX COMMUNS LIÉS AUX SERVICES AUX VICTIMES AUTOCHTONES; CE COMITÉ A POUR MANDAT DE COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CAVAC; DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA MARIE-ÈVE THÉRIAULT	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, AUCUNE RENCONTRE DU COMITÉ N'A EU LIEU EN 2017-2018.
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL - PROVINCIAL - TERRITORIAL SUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	REGROUPER LES DIFFÉRENTS REPRÉSENTANTS DES PROVINCES ET TERRITOIRES AUTOUR D'ENJEUX COMMUNS EN MATIÈRE DE VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) DE QUÉBEC	REGROUPER LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU PROJET SIAM AFIN DE DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	9		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'ACTION CONCERTÉE ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE.	REGROUPER DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT DE PRÈS À L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AINSI QU'À SA MISE À JOUR.	JADE CABANA	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE TAUX D'ALCOOLÉMIÉ ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	LE MANDAT EST DE DOCUMENTER ET DE CONSEILLER LE GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE : LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANCTION PÉNALE ADMINISTRATIVE; QUANT À L'ABAISSEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE DU TAUX DE 0.08 À 0.05 MG D'ALCOOL PAR 100 MG.	JOSÉE LEMIEUX	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	ANTHONY COTNOIR	4		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE COORDINATION OPÉRATIONNELLE CANNABIS	ÉLABORER DES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE CANNABIS. LES MEMBRES SONT DES POINTS D'ANCRAGE AU SEIN DES MINISTÈRES AFIN DE FAIRE REMONTER L'INFORMATION AUX MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR CANNABIS ET D'ASSURER LE SUIVI DES TÂCHES À EFFECTUER AU SEIN DE LEURS MINISTÈRES RESPECTIFS.	ANTHONY COTNOIR	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR CANNABIS	COMPOSÉ DE SOUS-MINISTRES, CE COMITÉ PREND POSITION SUR LES TRAVAUX PRÉSENTÉS PAR LE COMITÉ DE COORDINATION OPÉRATIONNELLE	YAN PAQUETTE	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT CHAMBERLAND (PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES)	PRÉPARATION DU PROJET DE LOI VISANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION 1 DE LA COMMISSION CHAMBERLAND	JOSÉE LEMIEUX HÉLÈNE MATHIEU GABRIEL TREMBLAY-PARENT	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D'ÉVALUATION PROCESSUS DE QUALIFICATION, AGENTE DE SECRÉTARIAT, CLASSE 1	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	2		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
TABLE DE CONCERTATION EN STRATÉGIES D'ÉVALUATION	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	JULIE GÉLINAS	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
TABLE MO 4 MODES	DISCUSSIONS DES PROBLÉMATIQUES ET/OU AMÉLIORATIONS ET/OU PROCESSUS DANS EMPLOIS EN LIGNE	JULIE GÉLINAS SOPHIE BILODEAU CHANTALE VACHON	12		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE CONCERTATION EN RECRUTEMENT ET EN PROMOTION	LE COMITÉ CONSTITUE UNE TRIBUNE PERMETTANT AUX MEMBRES D'EXPRIMER LEUR POINT DE VUE ET DE FAIRE VALOIR LES DIFFÉRENTS ENJEUX CONCERNANT LA PROGRAMMATION INTERMINISTÉRIELLE ET MINISTÉRIELLE DES PROCESSUS DE QUALIFICATION EN RECRUTEMENT ET PROMOTION.	JULIE GÉLINAS	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE, CADRE JURIDIQUE, CLASSE 2	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	5		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE, AVOCAT/NOTAIRE	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	1		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
COMITÉ SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	JULIE GÉLINAS	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI	ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	ÉMILIE DEMERS-ROY VIRGINIE NADEAU	2		PROJET DE RÉVISION DU PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	DISCUSSION ET ÉCHANGE PORTANT SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GMO ET DE CEUX TRAITÉS AU SCT. PARTAGE DE L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GMO .	JULIE HAMEL	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
TABLE SUIVI DES OPÉRATIONS RH	DISCUSSIONS EN LIEN AVEC LES OPÉRATIONS RH	CHANTALE VACHON	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DE CONNAISSANCES ET FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES. PRÉSENTATIONS DES MINISTÈRES PAR THÉMATIQUES. PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS. ÉCHANGE.	MÉLISSA LECLERC	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D’AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRE ET ORGANISMES (MO*) ET DE MEMBRES DU CSPQ, AYANT POUR MANDAT DE : FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AU MOA RH, EN VUE DE PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D’ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3. PARTAGER L’INFORMATION SUR L’ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RH, NOTAMMENT DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.	KARINE LAROCHELLE	8		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	LE RÉSEAU A POUR MISSION DE REGROUPER LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE ET LEURS REPRÉSENTANTS POUR FAVORISER ACTIVEMENT L’AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L’ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE RÉMI ARCHAMBAULT	5		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ CONSULTATIF DU FDRH VOLET PMO ET GESTION DE MAIN-D’ŒUVRE	COMITÉ DE TRAVAIL ET DE COLLABORATION EN MATIÈRE DE GESTION ET DE PLANIFICATION DE MAIN-D’ŒUVRE	DANY BLANCHETTE	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEUR, AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2017-2018	1 586	3 645	43,5 %

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL MJQ	55	1 586	3,4
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE (DGSJ)	28	1 405	2,0
DIRECTION GÉNÉRALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES REGISTRES, (DGTIR)	2	6	25,0
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE (DGAJLAJ)	15	74	16,9
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	1	14	6,7
BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	0	0,0
COUR D'APPEL	3	61	4,7
DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE, DES ENQUÊTES ET DE L'ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	0	100,0
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)	3	1	75,0
DIRECTION DE LA GESTION BUDGÉTAIRE, FINANCIÈRE ET DES CONTRATS (DGBFC)	0	2	0,0
DIRECTION DU SOUTIEN À LA GOUVERNANCE ET À LA PERFORMANCE	0	0	0,0
FONDS ACCÈS JUSTICE (NO MINISTÈRE 771)	0	1	0,0
FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (NO MINISTÈRE 872)	0	2	0,0
FONDS DES REGISTRES (NO MINISTÈRE 878)	2	19	9,5
FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS (2303)	0	0	0,0
BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (2308)	0	1	0,0

SOURCE : SAGIP, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : LES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS, LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2017-2018	16	145	11%

2017-2018	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	% *
PRÉSIDENTE	1	0	4 %
DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS	0	4	0 %
DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET DE L'ADMINISTRATION	1	3	4 %

2017-2018	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	% *
DIRECTION DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	1	0	4 %
DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	4	8	17 %
DIRECTION DU CONTENTIEUX	0	0	0 %
DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE	0	1	0 %
TOTAL	7	16	30 %

*LE POURCENTAGE EST CALCULÉ SUR LA SOMME DES OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS PLUS LES EMPLOYÉS OCCASIONNELS (23)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (RLRQ, C. F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2017-2018	116	1 148	10 %

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : ÉTUDIANTS, STAGIAIRES

2017-2018	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	57	116	33
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	6	4	60
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	1	0
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	7	30
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	3	22	12
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	0	5	0
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	0	3	0
BUREAU DU CENTRE-DU-QUÉBEC	7	16	30
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	3	4	43
BUREAU DE L'EST DU QUÉBEC	6	4	60
BUREAU DE MONTRÉAL	7	7	50
BUREAU DU NORD-DU-QUÉBEC	1	6	14
BUREAU DE L'OUEST DU QUÉBEC	4	8	33
BUREAU DE QUÉBEC	8	14	36
BUREAU DU SUD DU QUÉBEC	9	15	38

Source : SAGIP, 16 FÉVRIER 2018

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2017-2018	2	2	50 %

2017-2018	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL	0	2	50 %

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2017-2018	41	194	21,13 %

2017-2018	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL	4	41	9,76 %

P.6 COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D'OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018. FOURNIR L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET.

FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.7 **LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2017-2018, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.**

MINISTÈRE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE PORTANT SUR LE CLIMAT DE TRAVAIL	LÉGER MARKETING	23 475 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.8 NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUE ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

MINISTÈRE

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES¹.

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFÉES EN 2017-2018 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.71 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

¹ PROTECTION DES AVIS JURIDIQUES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES :

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE* PRÉVOIT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE EST LE JURISCONSULTE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ET LE MEMBRE JURISCONSULTE DU CONSEIL EXÉCUTIF DU QUÉBEC. C'EST À CE TITRE QU'IL DONNE SES AVIS JURIDIQUES AUX DIVERS MINISTÈRES.

LES AVIS JURIDIQUES DEMANDÉS PAR UN MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTÈRE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE.

DANS LE CAS DES MINISTÈRES, LE DROIT AU SECRET PROFESSIONNEL APPARTIENT AU GOUVERNEMENT QUI SEUL PEUT Y RENONCER. LE MINISTÈRE OU MINISTRE, QUI A DEMANDÉ UN AVIS JURIDIQUE, NE PEUT PRENDRE LA DÉCISION DE RENONCER À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL AU NOM DU GOUVERNEMENT. SELON LA PRATIQUE TRADITIONNELLE ÉTABLIE, C'EST LE MINISTRE DE LA JUSTICE QUI GÈRE CETTE SITUATION POUR ASSURER LA COHÉRENCE DES DOSSIERS JURIDIQUES ET QUI PREND LA DÉCISION DE RENDRE ACCESSIBLES LES RENSEIGNEMENTS PROTÉGÉS, EN CONCERTATION AVEC LES MINISTÈRES CONCERNÉS.

GÉNÉRALEMENT, LE MINISTRE DE LA JUSTICE NE RENONCE PAS À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL PARCE QUE LA DIFFUSION DES AVIS JURIDIQUES RISQUERAIT DE NUIRE SÉRIEUSEMENT AUX INTÉRÊTS DE L'ÉTAT. EN EFFET, LA COMMUNICATION DES AVIS JURIDIQUES POURRAIT CAUSER PRÉJUDICE À DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES, À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ACTUELLEMENT EN COURS AINSI QU'AUX MOYENS DE DÉFENSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU À D'AUTRES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.

POUR CES RAISONS, LE MINISTÈRE OU LE CABINET NE PEUT DONNER SUITE À LA DEMANDE DE COMMUNIQUER LES INFORMATIONS REQUISES SUR LES AVIS JURIDIQUES INTERNES COMMANDÉS EN 2017-2018 DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LES ORGANISMES SONT PAREILLEMENT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL ET SEUL L'ORGANISME/CLIENT PEUT RENONCER À LEUR DIVULGATION.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU ENTRE UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

P.9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2017-2018. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

MINISTÈRE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ANGLOCOM	MOT DE LA MINISTRE	82,60 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ	LETTRES AUX CITOYENS	905,63 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DU MANDAT DE LA TABLE SECTORIELLE KAHNAWAKE – QUÉBEC	164,50 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION FRANÇAIS/ANGLAIS DE RÈGLEMENTS, DE DOCUMENTS JURIDIQUES, ETC.	505 567,18 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ÉTRANGÈRE	522,54 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	SERVICE DE RÉDACTION ET TRADUCTION	111,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION FRANÇAIS/ANGLAIS D’UN JUGEMENT DÉCLARATOIRE COMPÉTENCE DE LA COUR DU QUÉBEC	4 413,25 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	DIVERS DOCUMENTS, COMMUNIQUÉS, INTERNET, DÉPLIANTS	6 693,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION TEXTE HOMMAGE AU CIVISME (FR.-ANG.)	1 491,75 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L’ANGLAIS DE LETTRES ET DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	4 948,50 \$
TRADUCTIONS KLM INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	507,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DÉPLIANT ET POCHETTE CAVAC (FR.-ANG.)	84,78 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DOCUMENTS UQLIF (FR.-ANG.)	99,00 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	1 677,96 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION TEXTE SITE INTERNET UQLIF (FR.-ANG.)	187,56 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION TEXTE BOÎTE VOCALE UQLIF (FR.-ANG.)	45,00 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION CONTRAT UQLIF	407,93 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)*	628,02 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DOCUMENT UQLIF (ANG.-FR.)	59,04 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION LETTRE-TYPE UQLIF (FR.-ANG.)	153,00 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	996,37 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION TEXTE PROGRAMME FAVAC (FR.-ANG.)	19,25 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS FRANÇAIS/ANGLAIS	45,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS FRANÇAIS/ANGLAIS	1 146,00 \$

FONDS DES REGISTRES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	FOIRE AUX QUESTIONS DU REGISTRE DES VENTES	347,50 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	RÈGLEMENTATION D’UNE SUCCESSION ET RDPRM	362,75 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
SÉVIGNY	SERVICE DE TRADUCTION	146,54 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DÉCISIONS 968 ET 970	270,75 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DÉCISIONS 927, 934, 935	617,69 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DÉCISIONS 886,887	297,73 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION LETTRES 935	87,59 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DÉCISIONS 894, 902, 904, 913	612,37 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DÉCISIONS 899, 901	278,54 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS : RAPPORTS D’ENQUÊTE, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L’ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	5 931,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICES DE TRADUCTION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS : RAPPORTS D’ENQUÊTE, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L’ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	7 558,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION ET DE RÉVISION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS ET RAPPORTS CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L’ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	1 151,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS ET LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES?"	185,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " EST-CE QUE LES FRAIS DE GARDE SONT CONSIDÉRÉS DANS L’ÉVALUATION DE L’ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE À L’AIDE JURIDIQUE?"	60,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " QU’EST-CE QU’UN PLAIDEUR QUÉRULENT?"	195,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " LA POURSUITE POLICIÈRE (CE QUE JE DOIS SAVOIR)"	137,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " GARDE PARTAGÉE, DONC PAS DE PENSION ALIMENTAIRE À PAYER? "	140,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " EST-CE QUE JOSEPH ET JASMINE SONT ADMISSIBLES À L’AIDE JURIDIQUE GRATUITE OU MOYENNANT LE VERSEMENT D’UNE CONTRIBUTION? "	245,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " PUIS-JE CONTESTER UN AVIS DE COTISATION? "	136,00 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLÉE SUR LE SITE WEB): - " LA RECONNAISSANCE DE DETTE "	228,00, \$
BETTINA KARPEL	TEXTE SUR LES "FAITS SAILLANTS 2016-2017".	522,00 \$
BETTINA KARPEL	COMMUNIQUÉ CONCERNANT LA REMISE DU PRIX ROBERT-SAUVÉ.	140,00 \$
PSL LEGAL TRANSLATION INC.	TEXTE « TRC CALLS TO ACTION DRAFT FOR ALAP TELECONFERENCE ».	223,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	2 070,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	785,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 690,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	499,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	382,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 764,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DE L'HÉBREU À L'ANGLAIS	2 431,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU LETTON	1 987,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ESPAGNOL	617,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	5 147,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	4 396,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 590,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU RUSSE	4 061,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU TCHÈQUE	848,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	530,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	375,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 270,00 \$
CHAFAI, FEREDOUN	TRADUCTION DU PERSE À L'ANGLAIS	73,00 \$
DEMERS, GUY	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	3 534,00 \$
HILAL CHOLAK, LAMICE	TRADUCTION DE L'ARABE AU FRANÇAIS	187,00 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	8 935,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU GREC À L'ANGLAIS	275,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DE L'ALLEMAND À L'ANGLAIS	2 860,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DE L'HÉBREU À L'ANGLAIS	11 550,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	990,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 595,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	990,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU FRANÇAIS ET DE L’ANGLAIS À L'ESPAGNOL	3 290,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DE L'ITALIEN AU FRANÇAIS	770,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 403,00 \$
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L’ATIKAMEKW	720,00 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	163,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 052,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	641,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	95,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	920,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 677,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	3 680,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 550,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	3 428,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 510,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 235,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	301,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 219,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 471,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	710,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	507,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	4 865,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	336,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	877,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	847,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	636,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	133,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	169,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 545,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	321,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	TRADUCTIONS DE DÉCISIONS ET AUTRES DOCUMENTS	98 439,48 \$

P.10 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2017-2018.

MINISTÈRE

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2017-2018
2017-09-01	3	PJ	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SALLES DE DÉLIBÉRATION - 14 JURÉS - PHASE I	77 206,53 \$
2017-05-01	1	PJ	MONTRÉAL	AMÉNAGEMENT DE DEUX SALLES CIVILES HYBRIDES AUX 13E ET 16E	62 554,36 \$
2017-12-01	1	PJ	MONTRÉAL	REMPLACEMENT SYSTÈME INFRAROUGE POUR MALENTENDANTS (SALLE CRIMINELLE) - PHASE I	17 671,09 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	INSTALLATION DE SYSTÈME DE VISIOCOMPARUTION 3.07 ET 5.07 (CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL - PHASE II)	1 221,13 \$
2017-05-01	1	PJ	MONTRÉAL	INSTALLATION D'UNE SERRURE ET AJOUT D'UNE OUVERTURE ENTRE DEUX LOCAUX	691,30 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	AMÉNAGEMENT POUR SALLES DES JURÉS TEMPORAIRES	11 582,66 \$
2017-11-01	1	PJ	MONTRÉAL	ÉTUDE SUR LES INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES ET ANALYSE DE L'ÉTAT DES DEUX CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE AU 7 ^E ET 10 ^E ÉTAGE DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	6 085,60 \$
2017-11-01	1	PJ	MONTRÉAL	RÉAMÉNAGEMENT DU LOCAL 10.60 (DTI)	3 262,50 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	SALLE DE VISIOCOMPARUTION 4.07 (CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL PHASE II)	3 539,31 \$
2017-09-01	1	PJ	MONTRÉAL	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	697,08 \$
2017-12-01	1	PJ	MONTRÉAL	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	1 070,40 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	826,55 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	MODIFICATION COMPTOIR DE RÉCEPTION, LOCAL 1.04	4 789,38 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	INSTALLATION NOUVEAU TAPIS SALLE D'AUDIENCE 2.07	10 695,97 \$
2017-10-01	1	PJ	MONTRÉAL	REPRODUCTION DES CLÉS	311,09 \$
2018-01-01	1	CHJ	MONTRÉAL	NOUVELLES SERRURES	10,72 \$
2017-11-01	1	PJ	ST-JÉRÔME	RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES OCCUPÉS PAR LE CAIJ, LE VESTIAIRE DES AVOCATS ET LES LOCAUX DU CAVAC.	15 405,10 \$
2017-10-01	1	PJ	ST-JÉRÔME	RELOCALISATION DES ARCHIVES DU 85 DE MARTIGNY	2 610,40 \$
2018-01-01	1	PJ	ST-JÉRÔME	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	2 436,28 \$
2017-08-01	1	CAD	ST-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT DES ESPACES TEMPORAIRES	23 700,70 \$
2017-10-01	1	CAD	ST-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT DE 3 BUREAUX ADDITIONNELS – ESPACES TEMPORAIRES	7 002,20 \$
2017-11-01	1	PJ	JOLIETTE	ÉTUDE DE LA QUALITÉ DE L'AIR SUITE À UN DÉGÂT D'EAU	2 653,70 \$
2017-11-01	1	PJ	JOLIETTE	REMPLACEMENT REVÊTEMENT SOL - BUREAUX	5 017,50 \$
2017-09-01	1	PJ	LAVAL	RÉAMÉNAGEMENT SALLE D'AUDIENCE 1.05	12 349,82 \$
2017-12-01	1	PJ	LAVAL	INSTALLATION SYSTÈME DE CARTES D'ACCÈS - SALLE 3.12	4 783,35 \$
2018-02-01	1	PJ	LAVAL	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX SALLE TÉLÉCOM 3.11	562,80 \$
2018-02-01	1	PJ	LONGUEUIL	LOCATION TEMPORAIRE SALLE D'AUDIENCE (AJUSTEMENT)	300,00 \$
2017-07-01	1	CAD	QUÉBEC	LOCATION ESPACE TEMPORAIRE 2 ANS BIA ET DTI	276 768,13 \$
2017-10-01	1	CAD	QUÉBEC	INSTALLATION CÂBLES RÉSEAUX ESPACES ADMINISTRATIFS	5 200,36 \$
2017-05-01	1	SS	QUÉBEC	RÉTROCESSION PARTIELLE D'ESPACE (3E - RÉGIE DE L'ÉNERGIE)	(32 026,39 \$)
2018-02-01	1	PJ	GATINEAU	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	1 561,00 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2017-2018
2017-06-01	1	PJ	GATINEAU	ESPACES DE STATIONNEMENT POUR LES JUGES	583,37 \$
2017-09-01	1	PJ	GATINEAU	RÉAMÉNAGEMENT TEMPORAIRE D'ESPACES POUR DES ANCIENS OCCUPANTS	3 303,43 \$
2017-09-01	1	PJ	GATINEAU	AMÉNAGEMENT DE LA SALLE B	1 810,70 \$
2017-05-01	1	PJ	QUÉBEC	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	52 337,34 \$
2017-10-01	1	PJ	QUÉBEC	CHANGEMENT DE TAPIS ET INSTALLATION VISIOCONFÉRENCE LOCAL 1.01A	11 560,19 \$
2017-11-01	1	PJ	QUÉBEC	DÉMÉNAGEMENT ET SIGNALISATION SRAVE ET CAU	216,63 \$
2018-01-01	1	PJ	QUÉBEC	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'AVERTISSEMENT DE PRÉSENCE À DÉTECTION DE MOUVEMENT - BRIA	437,73 \$
2017-09-01	1	PJ	DRUMMONDVILLE	DEMANDE ESPACE SUPPLÉMENTAIRE	1 109,43 \$
2017-12-01	1	PJ	VICTORIAVILLE	AMÉNAGEMENTS SALLE CRA	1 219,99 \$
2017-06-01	1	PJ	GRANBY	RÉPARATION DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE	9 352,17 \$
2017-04-01	1	PSP	MAGOG	RÉTROCESSION D'ESPACES	(7 557,36 \$)
2017-05-01	1	PJ	SHERBROOKE	AMÉNAGEMENT POSTES DE TRAVAIL AU GREFFE	2 295,37 \$
2017-09-01	1	PJ	SHERBROOKE	AGRANDISSEMENT DU BANC DES JURÉS (SALLE 1)	6 467,00 \$
2017-06-01	1	PJ	SHERBROOKE	TRANSFERT D'ESPACE, LOCAL 1.10A MJQ/DPCP	197,70 \$
2017-09-01	1	PSP	MATANE	RÉTROCESSION D'ESPACE DU MJQ POUR LE MSP-DSPJ	(315,49 \$)
2017-12-01	1	PJ	SEPT-ÎLES	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	351,73 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DATE	NOMBRE DE MANDAT	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSE 2017-2018
28-02-2018	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD (VILLE DE LONGUEUIL)	25 000,00 \$
15-12-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL (VILLE DE MONTRÉAL)	12 088,00 \$
01-03-2018	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL (VILLE DE MONTRÉAL)	36 000,00 \$
29-05-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL (VILLE DE MONTRÉAL)	2 000,00 \$
30-06-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL (VILLE DE MONTRÉAL)	25 355,00 \$
01-02-2018	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD (VILLE DE LAVAL)	15 000,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	NOMBRE DE MANDAT	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSE 2017-2018
	1	PROJET IMMOBILIER : 1, RUE NOTRE-DAME EST (4 ^E ÉTAGE), MONTRÉAL	86 176,00 \$
	1	PROJET IMMOBILIER : 1, RUE NOTRE-DAME EST (5 ^E ET 11 ^E ÉTAGE), MONTRÉAL	1 950 900,61 \$
	1	PROJET IMMOBILIER : 106, RUE NAPOLEÓN, SEPT-ÎLES	793 401,77 \$
	1	PROJET IMMOBILIER : 1255, CHEMIN DU TREMBLAY, LONGUEUIL	568 441,24 \$
	1	PROJET IMMOBILIER : 380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	216 434,31 \$
	1	PROJET IMMOBILIER : 382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	48 427,28 \$

DATE	NOMBRE DE MANDAT	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSE 2017-2018
	1	PROJET IMMOBILIER : 77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	11 641,54 \$
MULTIPLES	5	SIGNALISATION	2 641,49 \$
MULTIPLES	6	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	3 012,01 \$
MULTIPLES	2	TRAVAUX DIVERS	2 319,62 \$
MULTIPLES	7	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	2 717,30 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DATE	NOMBRE DE MANDAT	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSE 2017-2018
7-2017	1	PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT AU 22 ^E ÉTAGE AU BUREAU DE MONTRÉAL <ul style="list-style-type: none"> - CONSTRUCTION DE 4 BUREAUX FERMÉS POUR DES JUGES ADMINISTRATIFS; - AGRANDISSEMENT DU BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES; - CONSTRUCTION D'UNE AIRE OUVERTE (3 BUREAUX POUR LES ADJOINTES). 	214 159,46 \$

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017
- B. DES PLAQUES DE VERRE ONT ÉTÉ REMISES AUX HUIT LAURÉATES ET LAURÉATS. CHAQUE PLAQUE AVAIT UNE VALEUR APPROXIMATIVE DE 225 \$.
- C. LA COMMISSION DÉCERNE CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1988, LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS À DES PERSONNES, DES ENTREPRISES OU DES ORGANISMES AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC. CETTE ANNÉE, DANS LE CADRE DU 10^E ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES, LA COMMISSION A RENDU HOMMAGE À HUIT INITIATIVES QUI ONT FAVORISÉ LA RECONNAISSANCE ET LE RESPECT DES DROITS DES AUTOCHTONES À TRAVERS LE QUÉBEC AU COURS DE DIX DERNIÈRES ANNÉES.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. PRIX ROBERT-SAUVÉ DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.
- B. DEUX PLAQUES MÉRITOIRES (CÔÛT 400 \$).
- C. LE PRIX ROBERT-SAUVÉ EST UNE DISTINCTION HONORIFIQUE QUI VISE À SOULIGNER LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE DEUX PERSONNES À LA PROMOTION DES DROITS DES DÉMUNIS, UNE POUR LE VOLET RÉSEAU ET UNE AUTRE POUR LE VOLET GRAND PUBLIC. LA CONTRIBUTION DES PERSONNES MISES EN CANDIDATURE DOIT S'ÉCHELONNER SUR PLUSIEURS ANNÉES ET LEURS ACTIVITÉS DOIVENT SE DÉROULER AU QUÉBEC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.12 **POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2017-2018 :**

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2017-2018 :**
- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
B. LE NOM DE OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

MINISTÈRE

PROGRAMME : PROGRAMME LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
MONTANT GLOBAL VERSÉ EN 2017-2018 : 516 720 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT TOTAL VERSÉ
L’HOMOPHOBIE N’A PAS SA PLACE S’ÉLEVER CONTRE L’HOMOPHOBIE... POUR UNE SOCIÉTÉ OUVERTE À LA DIVERSITÉ	ESCALE CENTRE-VILLE (SECTEUR ST-FÉLICIEN)	10 000 \$
PRÉVENTION DE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE PAR L’APPROCHE DE PROXIMITÉ	SERVICE DE TRAVAIL DE RUE DE CHICOUTIMI	9 000 \$
JE SUIS TÉMOIN DE VIOLENCES SEXUELLES SUR INTERNET...	CENTRE CYBER-AIDE	21 800 \$
MIEUX OUTILLÉ LES RÉSEAUX D’ALLIÉ.E.S HORS DES CENTRES URBAINS QUÉBÉCOIS CHARLEVOIX : VERS UNE RÉGION VISIBLEMENT OUVERTE À LA DIVERSITÉ	ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	24 500 \$
LEXIC2	ASSOCIATION ÉTUDIANTE DU CÉGEP DE SHERBROOKE	23 650 \$
FORUM CITOYEN SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS SENSIBILISATION À LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE EN RURALITÉ	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	9 900 \$
LES 3 JAMES : LES GRANDES ENTREVUES	REVUE SEXOLOGIQUE LES 3 SEX*	22 500 \$
LA DIVERSITÉ FAMILIALE AU QUÉBEC : RÉPONDRE AUX BESOINS...UNE PLACE POUR TOUS : COMBATTRE L’HOMOPHOBIE DANS LES COURS D’ÉDUCATION PHYSIQUE	COALITION DES FAMILLES LGBT	24 370 \$
À CHACUN SON RÊVE	HELEM – PROTECTION LIBANAISE POUR LGBT	4 950 \$
« SAFE SPACE » : UNE PLACE POUR MOI LE PROJET « LE TOI EN TOI » COMBATTRE LA TRANSPHOBIE AVANT QU’ELLE NE COMMENCE	ENFANTS TRANSGENRES CANADA	17 120 \$
DÉMYSTIFIER LES DROITS DES NOUVEAUX ARRIVANTS LGBTQ+ PAR DE L’INFORMATION JURIDIQUE DE QUALITÉ, CLAIRE ET ACCESSIBLE	ÉDUCALOI	17 150 \$
COMPRENDRE LA DIVERSITÉ SEXUELLE POUR MIEUX S’ADAPTER AUX RÉALITÉS QUÉBÉCOISES	GROUPE DE RECHERCHE ET D’INTERVENTIONS SOCIALES DE MONTRÉAL (GRIS-MONTRÉAL)	16 900 \$
LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE : VERS UNE ÉCOLE SAINE, ÉGALITAIRE ET EMPREINTE DE RESPECT LA DIVERSITÉ SEXUELLE, J’EN PARLE ! – EN RÉGIONS ÉLOIGNÉES, INCLUANT LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	37 500 \$
VIOLENCE SEXUELLE ENTRE HOMMES : C’EST ASSEZ !	REZO	20 000 \$
FORMATION SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D’INCLUSION EN MILIEU LGBTQ+ (FMPI) FORUM INTERRÉGIONAL SUR LES ENJEUX COMMUNAUTAIRES LGBTQ+	CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	25 000 \$
GUIDE D’ACTIVITÉS : LE 17 MAI VOUS APPARTIENT ! UN 17 MAI À TOUTE ÉPREUVE !	FONDATION ÉMERGENCE INC.	19 500 \$
PROGRAMME DE SENSIBILISATION AUX STÉRÉOTYPES DE GENRE, PRÉJUGÉS ET SEXISME RELIÉS À L’HOMOSEXUALITÉ S’ADRESSANT AUX JEUNES DE RÉGIONS ÉLOIGNÉES PROGRAMME DE SENSIBILISATION AUX STÉRÉOTYPES ET PRÉJUGÉS RELIÉS À L’HOMOSEXUALITÉ VIA LA DANSE S’ADRESSANT AUX JEUNES DE RÉGION	ÉVÉNEMENTS PRIMA DANSE	18 630 \$

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT TOTAL VERSÉ
EN OUTAOUAIS, NOUS AVONS DES MILIEUX SCOLAIRES PLUS SÉCURITAIRES ET PLUS OUVERTS AUX RÉALITÉS DES JEUNES ALLOSEXUELLES UN MILIEU DE VIE DYNAMIQUE POUR LA JEUNESSE ALLOSEXUELLE + EN OUTAOUAIS	JEUNESSE IDEM	14 750 \$
JE SUIS QUELQU'UN J'AI LE DROIT D'AIMER QUI JE VEUX !	COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	42 000 \$
UNE ÉCOLE OUVERTE À LA DIVERSITÉ PAS DE PLACE POUR L'HOMOPHOBIE	BUREAU RÉGIONAL EN SANTÉ SEXUELLE	19 500 \$
POUR UNE COMMUNAUTÉ LGBTQ+ ANCRÉE EN GÎM LES FONDEMENTS DU RÉSEAU ARC-EN-CIEL GASPÉSIEN-MADELINIEN	ASSOCIATION LGBTQ+ BAIE-DES-CHALEURS	24 900 \$
UN MONDE RURAL DIVERSIFIÉ AVEC FIERTÉ AGRICOLE, ON PEUT ÊTRE DIFFÉRENT DANS LE RANG	FIERTÉ AGRICOLE	32 500 \$
PROJET DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ CHINOISE À L'HOMOPHOBIE ET À LA TRANSPHOBIE	CENTRE SINO-QUÉBEC DE LA RIVE-SUD	19 800 \$
DÉMYSTIFIER LES DROITS DES NOUVEAUX ARRIVANTS LGBTQ+ PAR DE L'INFORMATION JURIDIQUE DE QUALITÉ, CLAIRE ET ACCESSIBLE	EDUCALOI	17 150 \$
NEURO/ DIVERSITÉS	ALTERHÉROS	900 \$
FORMATION ET TRANSFERT D'EXPERTISE DES INTERVENANTS DE PREMIÈRE LIGNE POUR METTRE EN PRATIQUE DE NOUVELLES MÉTHODES D'INTERVENTION AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ+ ETHNOCULTURELLES QUÉBÉCOISES	ARC-EN-CIEL D'AFRIQUE	2 000 \$
DES BIBLIOTHÈQUES OUVERTES À TOUTES ET À TOUS : GUIDE PRATIQUE VISANT À FACILITER L'INCLUSION DES ENJEUX LGBTQ DANS LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL AU QUÉBEC	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL	1 000 \$
JOURNÉE DE VISIBILITÉ LESBIENNE 2017	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	1 000 \$
AGIS (ALLIANCES DE TOUS LES GENRES, LES IDENTITÉS, LES SEXUALITÉS)	CENTRE INTERLIGNE INC.	2 000 \$
AWARENESS MATTERS : A PROGRAM TO COMBAT DISCRIMINATION AND PREVENT HOMOPHOBIA	CENTRE JEUNESSE LGBTQ YOUTH CENTRE	1 200 \$
UNISSONS NOS FORCES POUR UN LANGAGE COMMUN	CENTRE SIDA AMITIÉ	2 000 \$
SENSIBILISATION DES AUBERGES DU CŒUR AUX RÉALITÉS DES JEUNES LGBTQ+	COALITION MONTRÉALAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT	1 500 \$
SONDAGE SUR LES VALEURS DES JEUNES LGBT (RÉGION QUÉBEC)	FONDATION JASMIN ROY	2 100 \$
FIÈRE LA FÊTE : CÉLÉBRATION DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE EN ESTRIE	GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE L'ESTRIE (GRIS-ESTRIE)	2 000 \$
LE GRIS-QUÉBEC EN RÉGION	GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE QUÉBEC (GRIS-QUÉBEC)	2 000 \$
DÉMYSTIFICATION DES RÉALITÉS PROPRES AUX DIVERSES IDENTITÉS, RENFORCER LA RECONNAISSANCE ET LE SOUTIEN À LEURS DROITS	INTERVENTION RÉGIONALE ET INFORMATION SUR LE SIDA (I.R.I.S. –ESTRIE)	1 500 \$
LES RENDEZ-VOUS DE LA DIVERSITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	MAINS BSL (M.A.I.N.S BAS ST-LAURENT)	1 800 \$
LUTTE POUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE	MAISON DES JEUNES LES CÈDRES	1 150 \$
DE L'HOMOPHOBIE VERS L'OUVERTURE	TOXIC-ACTIONS	1 500 \$

PROGRAMME : MESURES POUR LES AUTOCHTONES – SUBVENTIONS DIVERSES
MONTANT GLOBAL : 801 800 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	263 000 \$
SYSTÈME D’INTERVENTION D’AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAHNAWAKE	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - AKWESASNE	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - LISTUGUJ	MI’GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - OPITCIWAN	CONSEIL DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	27 730 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	37 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – VAL-D’OR	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR	60 000 \$
FORUM SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$
CONSULTATIONS – MISE EN OEUVRE DU PROJET DE LOI 113	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	10 500 \$

PROGRAMME : PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES
MONTANT GLOBAL : 1 291 600 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 291 600 \$

PROGRAMME : COORDINATION EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE L’ASSOCIATION « FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.»
MONTANT GLOBAL : 60 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : SOUTIEN FINANCIER À DES SERVICES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS¹
MONTANT GLOBAL : 23 839 364 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 016 550 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 105 270 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC*	950 550 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	1 073 280 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’ESTRIE	993 280 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	643 130 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	1 337 170 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	1 107 650 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL	923 940 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 434 160 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	1 731 140 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL**	3 030 865 \$
FINANCEMENT DE BASE	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (CAVAC DU NUNAVIK)	791 582 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’OUTAOUAIS*	1 534 130 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC – RÉGION DE QUÉBEC	1 689 410 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 400 630 \$
FINANCEMENT DE BASE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE (CAVAC CRI)	337 676 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	185 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT DE BASE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	839 210 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	806 660 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	65 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE*	177 381 \$
FINANCEMENT DE BASE	ÉDUCALOI	50 000 \$

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL « ADAPTER LES SERVICES D’AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN FONCTION DE DIVERSES CLIENTÈLES ET VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ».

** LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D’UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

¹ LE NOM DE CE PROGRAMME CORRESPOND AU PROGRAMME DE SUBVENTION DANS LEQUEL LES SUBVENTIONS SONT INSCRITES AU PORTAIL DU SACAIS POUR LA PRODUCTION DE L’ÉTAT DE SITUATION DE L’INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D’ACTION COMMUNAUTAIRE. CES SUBVENTIONS SONT VERSÉES EN VERTU DE L’ARTICLE 3 DU RÈGLEMENT SUR L’AIDE FINANCIÈRE.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

MONTANT GLOBAL : 1 500 000 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COMPRENDRE POUR AGIR	CENTRE DE LIAISON SUR L’INTERVENTION ET LA PRÉVENTION PSYCHOSOCIALE	70 000 \$
NON À LA CYBERVIOLENCE CHEZ LES JEUNES	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	66 600 \$
LA JUSTICE, ÇA ME CONCERNE, ÇA NOUS CONCERNE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	50 000 \$
TROUSSE D’ÉVALUATION POUR LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	50 000 \$
MISE EN ŒUVRE DU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (CSIAM) SOUS FORME DE PROJET PILOTE EN COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DU MILIEU	CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE	115 000 \$
#GARDEÇAPOURTOI : DÉPLOIEMENT D’UN PROJET NOVATEUR DE SENSIBILISATION AU SEXTAGE POUR LES JEUNES	CALAS DE L’OUTAOUAIS	39 569 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN POUR HOMMES VICTIMES DE VIOLENCE, DE MALTRAITANCE ET DE NÉGLIGENCE DURANT L’ENFANCE	MOMENTHOM – CENTRE D’AIDE POUR HOMMES DE L’ESTRIE	30 014 \$
PROJET FOCUS	L’UNITÉ D’INTERVENTION MOBILE L’ANONYME	93 277 \$
QUELLES SONT LES LIMITES?	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	109 379 \$
PARCOURS SCOLAIRE ET INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE D’HOMMES VICTIMES D’ABUS SEXUELS À L’ENFANCE OU À L’ADOLESCENCE	CENTRE DE RESSOURCES ET D’INTERVENTION POUR HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DANS LEUR ENFANCE	39 000 \$
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VIA DES LEADERS RELAIS	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L’ESTRIE	44 801 \$
VICTIMES, À VOS DROITS... LA SUITE ET LE COMPLÉMENT	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	115 130 \$
REGISTRE DES ACTES DE VIOLENCE CONTRE LES COMMUNAUTÉS LGBTQQIP2SAA	CENTRE INTERLIGNE	50 000 \$
PLUS D’INFORMATION, PLUS DE DROITS AU BOUT DES DOIGTS	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	50 000 \$
COMPRENDRE LES INTERSECTIONS DU DROIT DANS L’INTERVENTION AUPRÈS DES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE IMMIGRANTES	ÉDUCALOI	99 960 \$
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE	UNIVERSITÉ LAVAL	66 073 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
INTERVENIR AUPRÈS DES GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES : S’OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 998 \$
SURVIVARTS	CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	29 572 \$
SAPUMMIJIT EST LÀ POUR TOI	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	46 139 \$
QUAND LA VIOLENCE SEXUELLE DISCRIMINE	CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
PROJET CHRYSALIDE	CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUEL POUR LA FAMILLE	70 000 \$
POUR UNE JUSTICE ACCESSIBLE AUX FEMMES DANS L’INVISIBILITÉ	MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L’INCESTE	45 000 \$
INTERVENTION FAMILIALE EN TERRITOIRE : RASSEMBLEMENT FAMILIAL HISTORIQUE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	57 000 \$
RÉSEAU D’ENTRAIDE ET DE PARTAGE : EN SOUTIEN AUX VICTIMES D’ABUS POLICIERS ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES AU QUÉBEC	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	39 643 \$
PROGRAMME DE SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ CHINOISE AUX VIOLENCES COMMISES EN CONTEXTE CONJUGAL	SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTRÉAL	33 845 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 500 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
GUIDE D'INTERVENTION DE 1RE LIGNE POUR LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN CONSOMMATION	ACEF DU GRAND-PORTAGE	50 000 \$
IMPLANTATION DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT SANTÉ MENTALE-JUSTICE	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	25 000 \$
L'ENDROIT COMMUNAUTAIRE	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	35 846 \$
PROJET PILOTE DE MÉDIATION EN CONTEXTE DE RÉGIMES DE PROTECTION ET DE MANDATS DE PROTECTION	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC (AMFQ)	50 000 \$
TIBAKINEGEN	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR INC.	35 000 \$
FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE DES PERSONNES MARGINALISÉES: PERSONNES RESSOURCES EN DÉJUDICIARISATION, OUTILS SIMPLIFIÉS ET DOCUMENTATION	CLINIQUE D’ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	44 597 \$
AIDE AU RESPECT DES CONDITIONS JUDICIAIRES	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	48 340 \$
GUIDE ET ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ POUR LES PLAIDEURS CITOYENS DEVANT LES COURS DE PROXIMITÉ DE L'ESTRIE	CLINIQUE JURIDIQUE LA CLÉ DE VOS DROITS (UNIVERSITÉ SHERBROOKE)	14 966 \$
FEMMES DÉTENUES OU EN TRANSITION: INFORMER AUJOURD'HUI, PRÉPARER DEMAIN	ÉDUCALOI	47 021 \$
SENSIBILISATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES PRD AUPRÈS DES AÎNÉS ET DES INTERVENANTS AUPRÈS DES AÎNÉS	INSTITUT DE MÉDIATION ET D’ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
ACCOMPAGNER LES AÎNÉS DANS LE RÈGLEMENT DE LEURS DIFFÉRENDS, GRÂCE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTION CONSOMMATEURS)	49 230 \$
FORMATION SUR L'AIDE MÉDICALE À MOURIR	ACTION SANTÉ OUTAOUAIS	20 000 \$
JUSTICE ACCÈS-CIBLE	REPÈRE	30 000 \$

PROGRAMME : CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRES ORGANISMES
MONTANT GLOBAL 2 667 638 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CJP BAS-SAINT-LAURENT	264 847 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP MONTERÉGIE	313 992 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP QUÉBEC	437 306 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP GRAND-MONTRÉAL	409 423 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP OUTAOUAIS	307 512 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	279 171 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	308 129 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP MONTERÉGIE	313 992 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP CÔTE-NORD	137 258 \$
FINANCEMENT DE BASE	CJP MAURICIE	160 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	ÉDUCALOI	50 000 \$

LES CJP CÔTE-NORD ET MAURICIE SONT EN IMPLANTATION EN 2017-2018.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2017-2018 :

- A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES;
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

MINISTÈRE

- A. OUTRE LE DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS, MADAME CAROLINE DORVAL, LES 13 PERSONNES SUIVANTES COMPOSENT LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS :
 - DEUX TECHNICIENNES EN ADMINISTRATION (MANON GUIMONT ET DANIELLE SAINT-PIERRE);
 - UN CONSEILLER STRATÉGIQUE ET ADJOINT EXÉCUTIF (GUILLAUME PLANTE);
 - UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION GRAPHISTE (MANON DALLAIRE);
 - UN CONSEILLER EN COMMUNICATION ÉDIMESTRE DU SITE WEB (ERIC MAILLOUX);
 - UN CONSEILLER EN COMMUNICATION WEBMESTRE (DENIS VILLEMURE);
 - DEUX CONSEILLERS EN COMMUNICATION AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET À LA RÉTROINFORMATION (PAUL-JEAN CHAREST ET SYLVIE LECLERC);
 - UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES ET DE L’INTRANET (ISABELLE ST-PIERRE);
 - QUATRE CONSEILLERS EN COMMUNICATIONS EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE (CAROLINE VACHON, LYDIE BUSSIÈRES, OLIVIER BERSELLI, GABY AUDET).
- B. MONTANT DÉPENSÉE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ENTRE LE 31 MARS 2017 ET LE 15 MARS 2018 : 147 784,30 \$
- C. IL N’Y A EU AUCUNE RENCONTRE ENTRE LES MEMBRES DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS IMPLIQUANT DES FRAIS.
- D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC SONT VENTILÉES DE LA FAÇON SUIVANTE :
 - EUREKA-CEDROM SNI INC. : 12 881,60 \$;
 - COMMUNICATION DÉMO (REVUE DE LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE) : 40 201,48\$
- E. AUCUNE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

- A. AUCUN
- B. 10 788,75 \$*
- C. NON APPLICABLE
- D. AUCUN
- E. NON APPLICABLE

*COÛTS RELIÉS À L’EMBAUCHE DE RESSOURCES CONTRACTUELLES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. AUCUN.
- B. AUCUN.
- C. AUCUN.
- D. AUCUN.
- E. AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. 5 EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- SOPHIE AMBROSI, AGENTE D’INFORMATION
 - MEISSOON AZZARIA, COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS
 - JEAN-FRANÇOIS GAGNON, AGENT D’INFORMATION
 - SÉBASTIEN OTIS, AGENT D’INFORMATION
 - JOHANNE RICARD, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
- ONT TRAVAILLÉ AUX COMMUNICATIONS DURANT L’ANNÉE ET ONT QUITTÉ EN COURS D’ANNÉE :
- FRANÇOIS LABERGE, AGENT D’INFORMATION –JUSQU’AU 7 MAI 2017
 - PATRICIA POIRIER, COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS- JUSQU’AU 8 AOÛT 2017
- B. MONTANT DÉPENSÉ : 25 143 \$
- C. RENCONTRE D’UN AGENT D’INFORMATION DE LA COMMISSION AVEC LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION (MIDI) POUR LA CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION SUR LE RACISME ET LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE - 20 JUILLET 2017
- D. SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE À LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS:
COMMUNICATION DEMO (3 MOIS) ET ABONNEMENTS DIVERS : 2 345 \$
ABONNEMENT DE SERVICES ÉLECTRONIQUES EUREKA : 18 606 \$.
- E. N/A

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES
- 1) NOMBRE D’EMPLOYÉS : 6
- 2) NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES :
- M^E JOANNE MARCEAU : PROCUREURE EN CHEF (GESTIONNAIRE DES COMMUNICATIONS);
 - M^E JEAN PASCAL BOUCHER : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE;
 - M^E ROBERT BENOIT : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES;
 - M^{ME} VALÉRIE SAVARD : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS;
 - M. JEAN-MATHIEU COUILLARD : RÉDACTEUR STRATÉGIQUE;
 - MME ANNIE BILODEAU : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION.
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES :
- MONTANT DÉPENSÉ EN 2017-2018 : 8 142 \$ (LES COÛTS INCLUENT LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SEULEMENT)
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES
- AUCUNE
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LES DÉTAILS DES FACTURES PAYÉES.
- 1) VEILLE MÉDIATIQUE : 20 743 \$
- LA DOSE PRO INC. (AVRIL A JUILLET 2017) : 7 415 \$
 - RÉFÉRENCE MÉDIA (AOÛT 2017 AU 28 FÉVRIER 2018) : 13 328 \$
- 2) DROITS D’AUTEUR : 10 623 \$
- THE GLOBE AND MAIL (1^{ER} AOÛT AU 19 DÉCEMBRE 2017) : 2 160 \$
 - CEDROM SNI INC. (7 AOÛT 2017 AU 31 MARS 2018) : 8 463 \$
- 3) SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L’OBJET D’UNE VEILLE MÉDIATIQUE :
- DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES;
 - AFFAIRES CRIMINELLES ET POLICIÈRES;
 - PROCÈS;
 - TRAGÉDIE LAC-MÉGANTIC;
 - COMMISSION CHARBONNEAU;
 - COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES;
 - COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES (VOLET JUSTICE);
 - ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES DISPARUES ET ASSASSINÉES;

- TRIBUNAUX ET SYSTÈME JUDICIAIRE;
- MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE;
- PROJETS DE LOI FÉDÉRAUX EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL;
- DROITS ET SOCIÉTÉ.

E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2017-2018 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LES DÉTAILS DES FACTURES PAYÉES.

NON APPLICABLE AU DPCP.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, DEUX PERSONNES SONT AFFECTÉES AUX AFFAIRES PUBLIQUES. IL S'AGIT DE MME PATRICIA LÉVESQUE, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS ET DE MME AURORE ADINSI, CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION. UNE PARTIE DE LEUR TEMPS EST CONSACRÉE AUX AFFAIRES PUBLIQUES, C'EST-À-DIRE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DES CITOYENS REÇUES DANS LA BOÎTE DE COURRIEL DU TRIBUNAL, À LA MISE À JOUR DU SITE INTERNET, AUX DEMANDES DES MÉDIAS ET À LA PRODUCTION QUOTIDIENNE DE LA REVUE DE PRESSE.
- B. ENVIRON 25 000 \$.
- C. AUCUNE RENCONTRE N'A EU LIEU.
- D. AU 28 FÉVRIER 2018, LE COÛT DE L'ABONNEMENT À LA REVUE DE PRESSE EST DE 6 200 \$. LA REVUE DE PRESSE INTÉGRALE PROVENANT DU MJQ EST FOURNIE PAR COMMUNICATIONS DÉMO ET EST FACTURÉE AU TRIBUNAL PAR LE CSPQ. AUCUNE FIRME EXTERNE OU CONSULTANT N'A ÉTÉ ENGAGÉ POUR EFFECTUER UNE VEILLE MÉDIATIQUE ET AUCUN SUJET N'A FAIT L'OBJET D'UNE TELLE VEILLE.

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).

	MJQ	FAVAC	FAJ	FDR	FRCP	CJA	CDPJD	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ	TOTAL
NOMBRE D'ETC	1,67	0,04	0,04	0,17	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ	0,05	0,20	0,12	0,90	0,04	0,27	3,73
COÛTS	132 833,52 \$	2 919,80 \$	2 919,80 \$	12 409,15 \$		3 857,77 \$	16 521,00 \$	12 014,00 \$	78 618,00 \$	5 003,09 \$	20 798,00 \$	305 860,96 \$

P.16 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2017-2018, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

RÉSULTATS DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

DANS LE CADRE DE SES RÉSULTATS, LE BIA PRÉCISE QUE 57,4 % DES COMPTES À RECEVOIR SONT RELIÉS À 1 438 DOSSIERS, SOIT ESSENTIELLEMENT 0,32 % DES DOSSIERS POUR LESQUELS DE TRÈS FORTES PEINES ONT ÉTÉ IMPOSÉES. LA MAJORITÉ DE CES DOSSIERS PROVIENT DE JUGEMENTS CONCERNANT LA LOI SUR L'IMPÔT DU TABAC ET LA LOI SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU.

EN GÉNÉRAL LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION DU BIA EST ÉLEVÉ ET IL AMÉLIORE DE FAÇON CONSTANTE SES RÉSULTATS :

- LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS POUR L'ANNÉE 2017-2018 EST DE 86 %. IL ÉTAIT DE 83 % EN 2016-2017 :
 - LE TAUX DE RÈGLEMENT EST EN HAUSSE DE 6 % POUR LES JUGEMENTS CRIMINELS (68 %) ET DE 3 % POUR LES JUGEMENTS PÉNAUX (96 %);
 - LE BIA RÈGLE 98 % DES JUGEMENTS LIÉS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE.
- EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS, LES CIBLES PRÉVUES SONT ATTEINTES EN 2017-2018,
 - 75 % DES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LE BIA À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAI DE 90 JOURS DE LA DATE DE RÉCEPTION (RÉSULTAT 81 %);
 - 70 % DES CONSTATS D'INFRACTIONS REQUÉRANT UN JUGEMENT ET TRANSFÉRÉ À LA COUR DU QUÉBEC À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAI DE 90 JOURS À COMPTER DE LA DATE DE SIGNIFICATION (RÉSULTAT 73 %);
- ANNUELLEMENT, LE BIA PERÇOIT PLUS DE 175 M\$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

LE BIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LES SOMMES RECOUVRÉES SONT ENVOYÉES AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (FCR). CE SONT UNIQUEMENT CES COMPTES À RECEVOIR QUE NOUS PRÉSENTONS DANS LE TABLEAU SUIVANT.

AUTRES BÉNÉFICIAIRES

LE BIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LE PRODUIT EST ENVOYÉ À DIFFÉRENTS BÉNÉFICIAIRES, DONT DES MUNICIPALITÉS, DES ORDRES PROFESSIONNELS, LE FAVAC, LE FONDS VERT, L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, DES COMITÉS PARITAIRES, ETC. COMME CES AUTRES BÉNÉFICIAIRES NE RELÈVENT PAS DU MINISTÈRE, NOUS N'AVONS PAS INCLUS LEURS COMPTES À RECEVOIR DANS LE TABLEAU SUIVANT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 169,4 M\$.

FÉDÉRAL ET INDEMNITÉS

LE BIA OFFRE DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET D'ENCAISSEMENT POUR DEUX TYPES DE COMPTES À RECEVOIR, SOIT :

- LES COMPTES À RECEVOIR DU FÉDÉRAL TEL QUE PRÉVU DANS L'ENTENTE CANADA/QUÉBEC RELATIVE À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CRIMINELLE. CES COMPTES À RECEVOIR PROVIENNENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA;
- LES COMPTES À RECEVOIR POUR L'INDEMNISATION ACCORDÉE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DANS LE CADRE D'UNE ORDONNANCE DE DÉDOMMAGEMENT (ART.738 C.CR.), DE PROBATION OU D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS.

TOUTEFOIS, CES COMPTES À RECEVOIR NE SONT PAS INCLUS DANS LE TABLEAU DESSOUS, CAR LE BIA N'EFFECTUE AUCUN TRAVAIL DE PERCEPTION SUR CES DERNIERS. LES COMPTES À RECEVOIR DU FÉDÉRAL SONT INCLUS DANS LE SYSTÈME DE GESTION DES INFRACTIONS ET PERCEPTIONS DES AMENDES (SGIPA) POUR LES AIDER À FAIRE LEUR SUIVI COMPTABLE ET LEUR DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES. EN CE QUI CONCERNE LES INDEMNITÉS, OUTRE L'ENCAISSEMENT ET LA DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES, LEUR INCLUSION AU SGIPA PERMET AU GREFFE D'ASSURER UN SUIVI AUPRÈS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN CAS DE DÉFAUT DE PAIEMENT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 185,4 M\$.

PROVISIONS

NOUS PRÉSENTONS SEULEMENT LES PROVISIONS QUI CONCERNENT LES COMPTES À RECEVOIR APPARTENANT AU FONDS GÉNÉRAL DU FCR. LE FÉDÉRAL, L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET CHAQUE AUTRE BÉNÉFICIAIRE SONT RESPONSABLES DE CALCULER LEURS PROPRES PROVISIONS.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (PCD)

- LES COMPTES À RECEVOIR ACTIFS AU SGIPA SONT PROVISIONNÉS SELON DIFFÉRENTS TAUX EN FONCTION DE L'ÂGE DES COMPTES;
- LES DOSSIERS FERMÉS AU SGIPA SONT LES DOSSIERS FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT ET ILS SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR)

- À LA SUITE D’UNE ANALYSE CAS PAR CAS, LES PPNRR SONT CALCULÉES SUR TOUS LES IMPLIQUÉS DONT LA SOMME DES COMPTES À RECEVOIR EST DE PLUS DE 50 K\$;
- CES COMPTES SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

Bureau des infractions et amendes (FCR) - Comptes à recevoir - Au 28 février 2018						
Classification /						
Âges des créances	Actifs SGIPA ⁽¹⁾	Fermés SGIPA ⁽¹⁾	Débiteurs assujettis à la PPNRR ⁽²⁾	Total	Provisions ⁽³⁾	Total net
ACTES JURIDIQUES						
Courants	15 430 904,84	108 783,56	2 566 333,53	18 106 021,93	133 832,70	17 972 189,23
+ 1 AN	7 461 979,39	248 478,04	1 113 140,83	8 823 598,26	204 030,96	8 619 567,30
+ 2 ANS	4 903 529,81	263 679,60	1 109 016,85	6 276 226,26	2 411 709,86	3 864 516,40
+ 3 ANS	3 889 335,18	225 374,75	580 218,54	4 694 928,47	2 163 009,40	2 531 919,07
+ 4 ANS	14 951 427,69	1 168 215,72	1 584 695,15	17 704 338,56	8 247 449,13	9 456 889,43
PPNRR	-	-	-	-	6 678 523,23	(6 678 523,23)
	46 637 176,91	2 014 531,67	6 953 404,90	55 605 113,48	19 838 555,28	35 766 558,20
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	10 348 871,62	16 057,00	0,00	10 364 928,62	19 840,25	10 345 088,37
+ 1 AN	4 167 075,96	37 039,46	0,00	4 204 115,42	32 333,21	4 171 782,21
+ 2 ANS	2 760 466,14	35 028,50	0,00	2 795 494,64	1 244 222,86	1 551 271,78
+ 3 ANS	2 033 576,71	29 736,55	0,00	2 063 313,26	1 093 969,30	969 343,96
+ 4 ANS	10 437 754,76	459 764,74	0,00	10 897 519,50	5 490 005,04	5 407 514,46
	29 747 745,19	577 626,25	0,00	30 325 371,44	7 880 370,66	22 445 000,78
CODE CRIMINEL						
Courants	11 729 402,91	25,01	1 960 349,75	13 689 777,67	25,01	13 689 752,66
+ 1 AN	6 065 213,11	6 733,01	2 175 574,62	8 247 520,74	2 258,00	8 245 262,74
+ 2 ANS	3 322 966,12	11 058,00	0,00	3 334 024,12	1 549 048,15	1 784 975,97
+ 3 ANS	2 700 534,08	23 613,68	0,00	2 724 147,76	1 325 924,23	1 398 223,53
+ 4 ANS	9 412 674,85	166 361,73	300 000,00	9 879 036,58	4 824 695,65	5 054 340,93
PPNRR	-	-	-	-	4 435 924,37	(4 435 924,37)
	33 230 791,07	207 791,43	4 435 924,37	37 874 506,87	12 137 875,41	25 736 631,46
DIVERSES LOIS						
Courants	32 766 560,27	519 899,00	81 978 194,66	115 264 653,93	761 141,60	114 503 512,33
+ 1 AN	17 570 860,74	1 091 851,16	31 012 289,06	49 675 000,96	828 806,36	48 846 194,60
+ 2 ANS	13 184 982,53	789 787,58	29 937 656,73	43 912 426,84	6 357 770,97	37 554 655,87
+ 3 ANS	12 563 450,40	506 370,85	32 700 436,36	45 770 257,61	6 848 692,00	38 921 565,61
+ 4 ANS	39 696 397,65	3 289 584,87	103 543 975,38	146 529 957,90	21 923 197,12	124 606 760,78
PPNRR	-	-	-	-	262 159 380,59	(262 159 380,59)
	115 782 251,59	6 197 493,46	279 172 552,19	401 152 297,24	298 878 988,64	102 273 308,60
CONTRIBUTION 10 \$						
Courants	136 224,35	1 125,68	8 364,00	145 714,03	1 386,38	144 327,65
+ 1 AN	223 745,93	5 227,23	3 260,00	232 233,16	4 857,11	227 376,05
+ 2 ANS	209 862,47	5 865,80	1 870,00	217 598,27	103 132,02	114 466,25
+ 3 ANS	165 195,83	6 519,52	2 460,00	174 175,35	89 371,08	84 804,27
+ 4 ANS	683 457,17	39 652,82	2 930,00	726 039,99	366 475,05	359 564,94
PPNRR	-	-	-	-	18 354,00	(18 354,00)
	1 418 485,75	58 391,05	18 884,00	1 495 760,80	583 575,64	912 185,16
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	3 680 728,53	7 647,78	784 514,00	4 472 890,31	4 899,24	4 467 991,07
+ 1 AN	497 198,58	3 881,29	0,00	501 079,87	3 099,16	497 980,71
+ 2 ANS	28 245,39	182,50	0,00	28 427,89	414,00	28 013,89
+ 3 ANS	-	-	-	-	-	0,00
+ 4 ANS	-	-	-	-	-	0,00
PPNRR	-	-	-	-	543 843,00	(543 843,00)
	4 206 172,50	11 711,57	784 514,00	5 002 398,07	552 255,40	4 450 142,67
SOMMAIRE						
Courants	74 092 692,52	653 538,03	87 297 755,94	162 043 986,49	921 125,18	161 122 861,31
+ 1 AN	35 986 073,71	1 393 210,19	34 304 264,51	71 683 548,41	1 075 384,80	70 608 163,61
+ 2 ANS	24 410 052,46	1 105 601,98	31 048 543,58	56 564 198,02	11 666 297,86	44 897 900,16
+ 3 ANS	21 352 092,20	791 615,35	33 283 114,90	55 426 822,45	11 520 966,01	43 905 856,44
+ 4 ANS	75 181 712,12	5 123 579,88	105 431 600,53	185 736 892,53	40 851 821,99	144 885 070,54
PPNRR	-	-	-	-	273 836 025,19	(273 836 025,19)
	231 022 623,01	9 067 545,43	291 365 279,46	531 455 447,90	339 871 621,03	191 583 826,87
Ajustements hors SGIPA	(1 596 983,37)	-	(17 437 092,81) ⁽⁴⁾	(19 034 076,18)		(19 034 076,18)
Total	229 425 639,64	9 067 545,43	273 928 186,65 ⁽²⁾	512 421 371,72	339 871 621,03	172 549 750,69

(1) Les comptes actifs et fermés incluent les créances de plus de 50 K\$ qui sont non assujetties à la PPNRR ainsi que les créances de moins de 50 k\$.

(2) Les débiteurs assujettis à la provision pour non-réalisation de revenus incluent 29,4 M\$ en comptes à recevoir qui sont fermés administrativement en date du 31 décembre 2017.

(3) Les provisions incluent la provision pour créances douteuses (66,1 M\$) et la provision pour non-réalisation de revenus (273,8 M\$). Elles sont calculées au 31 décembre 2017.

(4) Le principal ajustement hors SGIPA (17,4 M\$) correspond à la valeur des dossiers provisionnés au SGIPA à la provision pour non réalisation de revenus entre le 1er janvier 2017 et le 28 février 2018, puisque les débiteurs assujettis à la provision pour non réalisation de revenus sont présentés au 31 décembre 2017.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1.	CRÉANCES À RECEVOIR:	<u>FÉVRIER 2018</u>
	VOLET CONTRIBUTIF	704 405 \$
	RECouvreMENT DES COûTS	<u>557 301 \$</u>
	TOTAL	<u><u>1 261 706 \$</u></u>
2.	PROCÉDURE DE RECouvreMENT:	
	RÉCLAMATIONS ÉCRITES, RELANCES TÉLÉPHONIQUES, DEUXIÈME ENVOI ÉCRIT (MISE EN DEMEURE).	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.17 **LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2013, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDiquer LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L’OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANT EN CAUSE ET S’IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDiquer CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.**

MINISTÈRE

AUCUN.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
03-09-06	DROITS D'AUTEURS (PAIEMENT DE REDEVANCES AUX AUTEURS DE LIVRES)	75,12 \$
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	131 153,40 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	32 138 588,63 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	32 287 136,45 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	281 557,92 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	683,68 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	971,68 \$
04-02-34	INTÉRÊTS SUR LES DÉBITEURS (INTÉRÊTS IMPOSÉS SUR CERTAINS TYPES DE CRÉANCES DU MJQ)	0,34 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	43 953 782,86 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	13 196 175,77 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLI EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	13 814 075,65 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	39 354 876,84 \$
04-03-27	FRAIS CHÈQUES SANS PROVISION (FRAIS IMPOSÉS AUX DÉBITEURS QUI ONT FAIT DES CHÈQUES SANS PROVISION)	35,00 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC)	231 150,08 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS, CAR SI ON IMPUTE LE RECOUVREMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, LE MJQ UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS)	521 287,06 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	84 078,63 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 28 FÉVRIER 2018, CAR NOUS AVONS LIQUIDÉ EN 17-18 UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 16-17, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ)	(14 149,05 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 À LA SUITE D'UNE ENTENTE CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2017-2018, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 291 600 \$ À CET ORGANISME)	328 953,00 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.	39 386,30 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	26 733,62 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	(134 989,00 \$)
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE)	25 091 840,00 \$
TOTAL REVENUS		201 333 403,98 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$	13 745 472 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE	10 559 388 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	50 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ ¹	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS ²	173 577 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) ³	2 813 \$
040532	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ⁴	117 295 \$
TOTAL REVENUS		25 848 595,00 \$

¹ LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).

² LE MONTANT CORRESPOND AUX INTÉRÊTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE 2017.

³ LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 28 FÉVRIER 2018.

⁴ LE MONTANT CORRESPOND À DEUX SUBVENTIONS REÇUES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. UNE POUR LES VIOLENCES SEXUELLES DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE (SCF) (107 295 \$) ET UNE AUTRE POUR CONTRER LA RADICALISATION DU MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION (MIDI) (10 000 \$) POUR 2017-2018.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATION (CONTRIBUTION 8\$)	10 927 452 \$
06-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	134 989 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D’INTÉRÊTS	5 131 \$
(443010+443030)	RECouvreMENT	66 076 \$
TOTAL REVENUS		11 133 648 \$

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	34 823 165 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	2 266 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	199 262 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L’ASSERMENTATION	553 094 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 650 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	1 335 791 \$
TOTAL REVENUS		36 918 228 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DES COMPTES BANCAIRES)	54 081, 30 \$
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE)	29,18 \$
04-04-RV	REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	8 526 991,14 \$
TOTAL REVENUS		8 581 101,62 \$

P.19 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2014-2015 ET 2015-2016.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	28 FÉVRIER 2018 MILLIONS DE \$
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	220,0
REVENUS	138,0
RECETTES	110,8
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	240,1
RATIO RECETTES / REVENUS	80,3 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU), ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PPNRR (PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS).

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 28 FÉVRIER 2018) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 7,1 M\$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2017-2018.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRE PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UNE SURAMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL NOTAMMENT PAR :
 - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SAAQ;
 - L'ÉMISSION DE SAISIES;
 - LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

LES MESURES D’OPTIMISATION SUIVANTES ONT AUSSI ÉTÉ MISES EN PLACE :

- LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS, 20 ETC ONT ÉTÉ AFFECTÉS À LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES;
- LE DÉMARRAGE DE PROCESSUS D’EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE DANS DES DISTRICTS JUDICIAIRES ADDITIONNELS;
- LE CONTACT TÉLÉPHONIQUE EST PRIVILÉGIÉ POUR LES DOSSIERS ET ENTENTES NON RESPECTÉS;
- LA PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES;
- L’ASSIGNATION À UN MÊME PERCEPTEUR POUR TOUT LE PROCESSUS LORSQU’IL S’AGIT D’UN DOSSIER DE GRANDES CRÉANCES DE PLUS DE 25,0 k\$;
- LA MODIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU MINISTÈRE POUR PRÉSENTER FIDÈLEMENT LA VALEUR DES CRÉANCES RECOUVRABLES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BIA.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS

	EN %
	28 FÉVRIER 2018
INFRACTIONS	100,2
PERCEPTION	72,3
TOTAL DU BIA	80,3

ANALYSE

LE RATIO RECETTES/REVENUS A CONNU UNE DIMINUTION AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE. IL EST PASSÉ DE 85,6 % AU 28 FÉVRIER 2017 À 80,3 % AU 28 FÉVRIER 2018.

LA DIMINUTION DE CE RATIO S'EXPLIQUE EN GRANDE PARTIE PAR LA HAUSSE DU NOMBRE DE JUGEMENTS CRIMINELS, PLUS DIFFICILES À EXÉCUTER CONSIDÉRANT QU'IL S'AGIT D'UNE CLIENTÈLE CRIMINALISÉE. IL FAUT SAVOIR QUE LE POURCENTAGE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 EST DE 96 % POUR LES JUGEMENTS EN MATIÈRE PÉNALE VERSUS 68 % EN MATIÈRE CRIMINELLE.

DEPUIS 2013-2014, LE NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES EN MATIÈRE CRIMINELLE NE CESSE D'AUGMENTER. IL EST PASSÉ D'UNE MOYENNE DE 30 000 JUGEMENTS ANNUELLEMENT À PLUS DE 88 000 JUGEMENTS EN 2016-2017. AU 28 FÉVRIER 2018, PLUS DE 80 000 DE CES JUGEMENTS ONT ÉTÉ REÇUS AU BIA. CES AUGMENTATIONS SONT DUES À LA LOI SUR LA RESPONSABILISATION DES CONTREVENANTS À L'ÉGARD DES VICTIMES QUI EST ENTRÉE EN VIGUEUR EN OCTOBRE 2013. CETTE LOI EST VENUE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE CRIMINEL QUANT À LA SURAMENDE COMPENSATOIRE. LA LOI GARANTIT, ENTRE AUTRES, QUE LA SURAMENDE EST APPLIQUÉE SYSTÉMATIQUEMENT DANS TOUS LES JUGEMENTS EN RETIRANT LE POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DU JUGE DE RENONCER À L'IMPOSER.

P.20 POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2005 ET 2018, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000\$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

MINISTÈRE

RÉSULTATS DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

DANS LE CADRE DE SES RÉSULTATS, LE BIA PRÉCISE QUE 57,4 % DES COMPTES À RECEVOIR SONT RELIÉS À 1 438 DOSSIERS, SOIT ESSENTIELLEMENT 0,32 % DES DOSSIERS POUR LESQUELS DE TRÈS FORTES PEINES ONT ÉTÉ IMPOSÉES. LA MAJORITÉ DE CES DOSSIERS PROVIENT DE JUGEMENTS CONCERNANT LA LOI SUR L'IMPÔT DU TABAC ET LA LOI SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU.

EN GÉNÉRAL LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION DU BIA EST ÉLEVÉ ET IL AMÉLIORE DE FAÇON CONSTANTE SES RÉSULTATS :

- LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS POUR L'ANNÉE 2017-2018 EST DE 86 %. IL ÉTAIT DE 83 % EN 2016-2017 :
 - LE TAUX DE RÈGLEMENT EST EN HAUSSE DE 6 % POUR LES JUGEMENTS CRIMINELS (68 %) ET DE 3 % POUR LES JUGEMENTS PÉNAUX (96 %);
 - LE BIA RÈGLE 98 % DES JUGEMENTS LIÉS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE.
- EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS, LES CIBLES PRÉVUES SONT ATTEINTES EN 2017-2018,
 - 75 % DES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LE BIA À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAIS DE 90 JOURS DE LA DATE DE RÉCEPTION (RÉSULTAT 81 %);
 - 70 % DES CONSTATS D'INFRACTIONS REQUÉRANT UN JUGEMENT ET TRANSFÉRÉ À LA COUR DU QUÉBEC À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAI DE 90 JOURS À COMPTER DE LA DATE DE SIGNIFICATION (RÉSULTAT 73 %);
- ANNUELLEMENT, LE BIA PERÇOIT PLUS DE 175 M\$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

Ministère de la Justice - Fonds général du Fonds consolidé du revenu (en \$)						
Type de créances	Débiteurs de moins de 50 K\$ et de débiteurs de plus de 50K\$ non assujettis à la PPNRR		Débiteurs de plus de 50 K\$ assujettis à la PPNRR (1)	Total	Provisions (2)	Total net
	Dossiers actifs	Dossiers fermés administrativement				
Actes juridiques	48 637 176,91 \$	2 014 531,87 \$	6 963 404,90 \$	56 605 113,48 \$	19 838 555,28 \$	35 766 558,20 \$
Code de la sécurité routière	29 747 745,19 \$	577 828,25 \$	- \$	30 325 573,44 \$	7 880 370,86 \$	22 445 000,78 \$
Code criminel	33 230 791,07 \$	207 791,43 \$	4 435 924,37 \$	37 874 506,87 \$	12 137 875,41 \$	25 736 631,46 \$
Diverses lois	115 782 251,59 \$	6 197 493,46 \$	279 172 552,19 \$	401 152 297,24 \$	298 878 988,64 \$	102 273 308,60 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	1 418 485,75 \$	58 391,05 \$	18 894,00 \$	1 495 770,80 \$	583 575,64 \$	912 195,16 \$
Contribution pénale	4 206 172,50 \$	11 711,57 \$	784 514,00 \$	5 002 398,07 \$	552 255,40 \$	4 450 142,67 \$
Sous-total	231 022 623,01 \$	9 067 545,43 \$	291 365 279,46 \$	531 455 447,90 \$	339 871 621,03 \$	191 583 826,87 \$
Ajustements hors SGIPA	(1 596 983,37) \$	- \$	(17 437 092,81) \$	(19 034 076,18) \$		(19 034 076,18) \$
Sous-total après ajustements	229 425 639,64 \$	9 067 545,43 \$	273 928 186,65 \$	512 421 371,72 \$	339 871 621,03 \$	172 549 750,69 \$
Autres bénéficiaires (en \$)						
Actes juridiques	5 325 400,38 \$	47 829,86 \$	- \$	5 373 230,24 \$	N/A	5 373 230,24 \$
Code de la sécurité routière	4 594 659,10 \$	52 017,34 \$	- \$	4 646 676,44 \$	N/A	4 646 676,44 \$
Code criminel	50 088 722,77 \$	93 788,48 \$	178 283,40 \$	50 340 774,65 \$	N/A	50 340 774,65 \$
Diverses lois	85 825 872,49 \$	4 370 389,94 \$	18 813 782,00 \$	109 010 024,43 \$	N/A	109 010 024,43 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	- \$	- \$	- \$	- \$	N/A	- \$
Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$	N/A	- \$
Sous-total	145 814 654,74 \$	4 564 025,62 \$	18 992 025,40 \$	169 370 705,76 \$	N/A	169 370 705,76 \$
Total FC Ret autres bénéficiaires	375 240 294,38 \$	13 631 571,05 \$	292 920 212,05 \$	681 792 077,48 \$	339 871 621,03 \$	341 920 456,45 \$

(1) LES DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS INCLUENT 29,4 M\$ EN COMPTES À RECEVOIR FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2017.

(2) LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (66,1 M\$) ET LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR) (273,8 M\$, CALCULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017).

P.21 POUR LES ANNÉES 2012 À 2018, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

MINISTÈRE

CES DONNÉES NE SONT PAS DISPONIBLES.

P.22 **POUR LES ANNÉES 2005 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ ANS À SIX ANS, DE SIX ANS À SEPT ANS, DE SEPT ANS À HUIT ANS, DE HUIT ANS À NEUF ANS, DE NEUF ANS À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.**

MINISTÈRE

LA RÉPARTITION DES SOLDES IMPAYÉS PAR ANNÉE EST PRÉSENTÉE À LA QUESTION P.20. LE NOMBRE DE DOSSIERS PAR TYPE DE CRÉANCES PAR ANNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

P.23 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

LES RÉALISATIONS 2017-2018

- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D’ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (RÉALISATION EN COURS)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (RÉALISATION EN COURS)
- DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES– (VOLET « DEMANDE » COMPLÉTÉ, RÉALISATION VOLET « RÉPONSE » EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)

LES CONCEPTIONS 2017-2018

- GESTION DES ACCÈS DES RENCONTRES - CALENDRIER – (CONCEPTION EN COURS)
- GESTION DES ACCÈS DES RENCONTRES - FORMULAIRES – (CONCEPTION EN COURS)
- GESTION DES PROTOCOLES D’INSTANCE – (CONCEPTION EN COURS)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION EN COURS)
- DÉPÔT DE PIÈCES SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUES AUX PETITES CRÉANCES ET AU PÉNAL – (CONCEPTION EN COURS)

LE MJQ N’A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2017-2018 AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

LES RÉALISATIONS DE L’ANNÉE 2017-2018 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

POUR L’ENSEMBLE DES SOLUTIONS D’AFFAIRES DRC :

- **REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE SUR LA REFONTE DE L’INFRASTRUCTURE CLIENT;
- **SERVICE DE CERTIFICATION :**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE SUR LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES CLÉS ET DES CERTIFICATS.

POUR L’ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES DE LA DRC :

- **PROJET DE DÉMÉNAGEMENT DU SITE DE RELÈVE DE LA DRC:**
 - RÉALISATION DE L’ANALYSE PRÉLIMINAIRE;
 - NÉGOCIATION DE L’ENTENTE DE SERVICE AVEC LE CSPQ;
- **PROJET DU REMPLACEMENT DU CAS (CONTENT ADDRESSABLE STORAGE):**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE;
- **PROJET DE REFONTE DE L’ACTIVE DIRECTORY :**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE;
- **PROJET DE REMPLACEMENT DE LA SOLUTION DE SURVEILLANCE DE L’INFRASTRUCTURE :**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE PRÉVUE POUR LE 30 AVRIL;
- **PROJET DE MIGRATION DE TOUS LES ENVIRONNEMENTS DE ORACLE 11 VERS ORACLE 12c :**
 - RÉALISATION DE L’ÉTUDE SOMMAIRE.

POUR LES PROJETS DE COLLABORATION DE LA DRC AVEC LE MINISTÈRE :

- **PROJET GESTÉ-DPCP- VOLET 2 :**
 - RÉALISATION DE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE POUR LE VOLET DE TRANSFERT SÉCURISÉ DE LA PREUVE;
 - CONCEPTION DE L'ARCHITECTURE DE SOLUTION;
 - RÉALISATION DE LA SOLUTION.

POUR L'ENTRETIEN ET ÉVOLUTION DES INFRASTRUCTURES :

- **SERVEURS**
 - MIGRATION DE VMWARE VERS LA VERSION 6;
 - REMPLACEMENT DES SERVEURS HÔTES ESXI D'ICP/GCC DE PRODUCTION ET DE RELÈVE;
 - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE L'INFRASTRUCTURE DE POSTES VIRTUELS (IPV);
 - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE MISE EN PRODUCTION (MEP);
 - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE RELÈVE (SAUF ICPG);
- **STOCKAGE ET SAUVEGARDE**
 - REMPLACEMENT DES TOURS DE DISQUES DE L'ICP/GCC DE PRODUCTION ET DE RELÈVE;
 - REMPLACEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE SAUVEGARDE DE PRODUCTION ET DE RELÈVE ;
 - ACQUISITION ET INSTALLATION DE 2 SERVEURS ET 2 LECTEURS DE CASSETTES POUR L'ICPG;
 - MISE À JOUR BACKUPEXEC ET WS_FTP POUR L'ICPG;
 - ACQUISITION ET INSTALLATION DE 2 SERVEURS ET 2 LECTEURS DE CASSETTES (AUTRE QUE ICPG);
 - MISE À JOUR DE TSM;
 - CAS : ACQUISITION DE DISQUES ADDITIONNELS (16 To) POUR SATISFAIRE AUX BESOINS JUSQU'À SON REMPLACEMENT;
- **TÉLÉCOMMUNICATIONS**
 - REMPLACEMENT DES COMMUTEURS D'ACCÈS CISCO (CABINET SERVEURS, COMMUTEUR ACCÈS UTILISATEURS;
 - REMPLACEMENT DES BALANCEURS DE CHARGES CISCO ACE À MONTRÉAL PAR DES ÉQUIPEMENTS VIRTUELS F5;
 - REMPLACEMENT DES COMMUTEURS PRINCIPAUX À MONTRÉAL (2), DÉPENDENT DU CHANGEMENT DES BALANCEURS;
- **SÉCURITÉ**
 - CHANGEMENT DES COUPES FEUX INTERNES (2) DE MONTRÉAL;
 - CHANGEMENT DES COUPES FEUX EXTERNES(2) DE MONTRÉAL.

POUR L'ENTRETIEN ET ÉVOLUTION DES REGISTRES :

- REMPLACEMENT DE TRUEPASS;
- AUTOMATISATION DE CERTAINES RÈGLES DE VALIDATIONS POUR AMÉLIORER LE TRAITEMENT DES RÉQUISITIONS AU RDPRM;
- AMÉLIORATION DE L'OUTIL RADPLUS;
- AMÉLIORATION POUR LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION DANS LE TRAITEMENT DES REFUS ET DES ANOMALIES AVEC ÉGALEMENT LA TRANSMISSION D'AVIS D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION;
- REMPLACEMENT DU LOGICIEL CAD PAR FINESSE POUR LA TÉLÉPHONIE;
- ÉPURATION DES DEMANDES ET DES COMPTES CLIENTS DANS LE GDC;
- MULTIPLES CORRECTIFS ET AMÉLIORATIONS DANS LES REGISTRES AU COURS DE 5 LIVRAISONS ANNUELLES.

POUR AMÉLIORER LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE :

- **UNIFORMISATION DES PRATIQUES EN GESTION DE PROJETS :**
 - MISE EN PRATIQUE DU CADRE DE GOUVERNANCE DES PROJETS;
 - ÉTABLISSEMENT DE LA STRUCTURE DES ÉQUIPES DE PROJETS;
 - STANDARDISATION DU GABARIT D'ÉTUDE SOMMAIRE;
 - DÉVELOPPEMENT DU RACI DES LIVRABLES DE PROJETS;
 - DÉMARRAGE DE LA FEUILLE DE ROUTE TI.

POUR L'INTERNALISATION ET LA RÉTENTION DES RESSOURCES INTERNES :

- DOTATION DE 4 DES 5 POSTES EXPERTS EN ARCHITECTURE TI;
- DOTATION DE 4 DES 5 POSTES D'ANALYSTES EN DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES;
- MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE FORMATION ET DE MENTORAT POUR LES RESSOURCES INTERNES;
- GESTION DU PILOTAGE TECHNOLOGIQUE EN COMITÉ.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU'INDIQUÉS LORS DE LA COLLECTE D'INFORMATION SUR LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES PARI ET RÉELS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS (000 \$)	ÉCART (000 \$)	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	94,2	86,5	7,7	
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	841,2	769,8	71,4	
PROJETS	189,8	0	189,8	LA RÉALISATION DES PROJETS A DÛ ÊTRE REPORTÉE AU PROCHAIN EXERCICE FINANCIER
TOTAL	1 125,2	856,3	268,9	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2017-2018 PHASE 17
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	38 598 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 015 \$
CÔTE-NORD	25 756 \$
ESTRIE	22 883 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	49 908 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	32 957 \$
MONTRÉAL	136 470 \$
OUTAOUAIS	27 427 \$
QUÉBEC	31 701 \$
RIVE-SUD	85 864 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	19 151 \$
CSJ	38 112 \$
TOTAL	550 842 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 28-02-2018)	RÉALISATION EN 2017-2018
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS• REA-L3.2-SAI• REA-L4-OUTILS TECHNOLOGIQUES
038_MISE À NIVEAU À OFFICE 2013	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L1- MISE À NIVEAU ET GESTION DU CHANGEMENT
040_SYSTÈME DE GESTION DES FORMATIONS	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L1- FORMATIONS INTERNES ET INSCRIPTIONS• REA-L2- FORMATIONS EXTERNES ET RAPPORTS
REHAUSSEMENT DU CÂBLAGE RÉSEAU	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• 5^{IÈME} ÉTAGE• 4^{IÈME} ÉTAGE LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• 3^{IÈME} ÉTAGE
003_PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS• REA-L7-PV APPEL DU RÔLE EN SAI LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L12-PV FORMULAIRE DE REMISE• REA-L13-PVÉ RECTIFIÉ
006_SÉCURITÉ DE L’INFORMATION - PLAN D’ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI
035_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D’UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L1-PLANIFICATION DE LA GIR• REA-L5-AMÉLIORATION DE LA FONCTION GIR• REA-L6-SENSIBILISATION ET COMMUNICATION EN GIR LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L4-MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS GIR

P.24 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATES PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2018-2019. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS «AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.

MINISTÈRE

TEL QUE CELA EST PRÉVU DANS SON PLAN DE TRANSFORMATION, LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D'ACTIVITÉS PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS.

LE TABLEAU QUI SUIT REPRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

PROJET	COÛTS EN 2017-2018 (AU 31 JANVIER 2018) K\$
DÉPÔT DE PIÈCES SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE AUX PETITES CRÉANCES ET AU PÉNAL	0,3
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (CALENDRIER)	72,4
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (FORMULAIRE)	98,6
PROTOCOLE D'INSTANCE ÉLECTRONIQUE	62,5
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES	315,6
PROJET DE DÉPLOIEMENT D'UN WIFI PUBLIC DANS LES PALAIS DE JUSTICE	55,9
OUTIL DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES RENCONTRES	249,8
GREFFE VIRTUEL PHASE 2	49,9
DOODLE	9,4
SEN JUGES	17,7
SOLUTION PRINCIPALE	153,4
ÉLABORATION DU PLAN D'AFFAIRES	592,5

P.25 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.).

MINISTÈRE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2017-2018
GROSSESSE	1
HANDICAP ET/OU MALADIE	9
MOTIF RELIGIEUX	0
AUTRES	0
TOTAL	10

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2017-2018
GROSSESSE	0
HANDICAP ET/OU MALADIE	4
MOTIF RELIGIEUX	0
AUTRES	0
TOTAL	4

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2017-2018
GROSSESSE	11
HANDICAP ET/OU MALADIE	8
MOTIF RELIGIEUX	0
AUTRES	0
TOTAL	19

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.26 INDiquer les démarches entreprises dans le cadre de la réflexion sur la concentration des causes dans le district de Montréal et la répartition des juges entre les régions, et le cas échéant, le détail sur les travaux menés et les actions prévues pour 2018-2019.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- P.27 CONCERNANT L’INVESTISSEMENT DE 6,1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D’AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :**
- A. **L’ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT;**
 - B. **LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE;**
 - C. **LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE;**
 - D. **L’ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET;**
 - E. **L’ÉTAT D’AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET;**
 - F. **LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S’IL Y A LIEU.**
-

MINISTÈRE

L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 NE COMPRENAIT PAS LES MESURES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

EN VUE D’OFFRIR UN SOUTIEN EN MATIÈRE DE JUSTICE QUI PUISSE RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTS BESOINS QUE POUVAIT AVOIR LA POPULATION AUTOCHTONE, LE MINISTÈRE A OCTROYÉ EN 2017-2018 UNE AIDE FINANCIÈRE AU CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR (CAAVD) POUR DEUX PROJETS : 35 000 \$ POUR LE PROJET TIBAKINEKEN VIA LE FONDS ACCÈS JUSTICE ET 60 000 \$ POUR LA STRATÉGIE ANWATAN VIA LE BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES.

GLOBALEMENT, LES DEMANDES DU CAAVD ONT POUR OBJECTIF DE FAVORISER, DANS UN PREMIER TEMPS, UNE RÉFLEXION RÉGIONALE PARMI LA POPULATION BÉNÉFICIAIRE DES SERVICES OFFERTS PAR LE CAAVD RELATIVEMENT AUX QUESTIONS ENTOURANT L’ACCÈS À LA JUSTICE. LE BUT EST D’ENGAGER LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DANS « ...L’EXERCICE DE LEURS DROITS, PAR L’APPROPRIATION DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES DANS LE BUT DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU SYSTÈME JUDICIAIRE, DES LOIS ET RÉGLEMENTAIRES AINSI QUE DES RECOURS JURIDIQUES ». ULTIMEMENT, IL S’AGIRA D’OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS EN MATIÈRE D’INFORMATION JURIDIQUE, DE SOUTIEN, D’ORIENTATION ET D’ACCOMPAGNEMENT, EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES RESSOURCES DISPONIBLES AUPRÈS DU MILIEU ET DU CAAVD. L’AUTRE VOLET DU PROJET A POUR BUT DE FAVORISER, D’UNE PART, LA MISE EN PLACE D’UN PROGRAMME D’ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE ET D’INTERVENTION COMMUNAUTAIRE -(DÉSIGNÉ PAR PAJIC) VISANT À AIDER LES PERSONNES AYANT CONNU OU CONNAISSANT UNE PÉRIODE D’ITINÉRAIRE OU D’INSTABILITÉ RÉSIDENNELLE À RÉGULARISER CERTAINS CONSTATS D’INFRACTIONS AUPRÈS DE LA COUR MUNICIPALE DE VAL-D’OR DE MÊME QUE DES PEINES DÉCOULANT DE CAUSES CRIMINELLES, GÉNÉRALEMENT SOMMAIRES, RENDUE PAR LA COUR DU QUÉBEC. D’AUTRE PART, IL EST PRÉVU DE DÉVELOPPER ET DE DÉPLOYER UN PROCESSUS DE MÉDIATION CITOYENNE VISANT LES LOCATAIRES AUTOCHTONES ET LES LOCATEURS DE VAL-D’OR. LES PROJETS IMPLIQUENT PRINCIPALEMENT L’EMBAUCHE D’UNE PERSONNE RESPONSABLE DE COORDONNER LES PROJETS ET L’ÉLABORATION D’OUTILS PÉDAGOGIQUES ET D’INFORMATION.

P.28 CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D’ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDIQUER :

- A. LES COÛTS DU PROJET PILOTE TENU À L’ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE;
- B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET;
- C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L’ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L’ANNÉE 2018-2019;
- D. LE NOMBRE D’ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L’ANNÉE 2017-2018, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. LES COÛTS DU PROJET PILOTE TENU À L’ÉCOLE PIERRE-BOUCHARD DE BOUCHERVILLE

DÉPENSES TOTALES 2015-2016 : 142,00 \$

B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET

	2017-2018
DÉPENSES TOTALES	4 475,04 \$

DÉTAILS :
RÉCEPTION ET FRAIS D’ACCUEIL 975,04 \$: PROCÈS SIMULÉS À LA FIN DU PROJET POUR LES ÉLÈVES PARTICIPANTS. LES DÉPENSES RELIÉES CONSTITUENT LES COLLATIONS POUR TOUS LES ÉLÈVES ET LE TRANSPORT POUR CERTAINES ÉCOLES VERS LES PALAIS DE JUSTICE OÙ ONT LIEU LES PROCÈS SIMULÉS.

V-44 FRAIS DE DÉPLACEMENT EXTÉRIEUR DU CANADA DU 17 AU 24 MARS. PRÉVISION DE 3 500 \$: PRÉSENCE DE LA PROCUREURE QUI COORDONNE LE PROJET AU QUÉBEC POUR DES RENCONTRES DE TRAVAIL AVEC DIFFÉRENTS INTERVENANTS DU DOMAINE DE LA JUSTICE, DU PROJET PHILOJEUNES ET LES REPRÉSENTANTS FRANÇAIS DU PROJET LEAD PRÉSENTEMENT EN IMPLANTATION EN FRANCE.

C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L’ANNÉE 2017-2018

AUCUN EFFECTIF SUPPLÉMENTAIRE N’EST ALLOUÉ SPÉCIFIQUEMENT AU PROJET TOUTEFOIS LES EFFECTIFS DÉJÀ EN PLACE AU BAJ SONT NÉCESSAIRE POUR LE BON FONCTIONNEMENT DU PROJET.

CETTE ANNÉE, 61 PROCUREURS SE SONT ENGAGÉS DANS 23 ÉCOLES (34 GROUPES D’ÉLÈVE DE 5^E ANNÉE) DE 16 VILLES DIFFÉRENTES PARTOUT DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. COMME PAR LE PASSÉ NOUS AVONS FAVORISÉ DES ÉQUIPES DE TROIS PROCUREURS AFIN DE REMPLACER LES ABSENTS OU CEUX QUI DEVAIENT SE PRÉSENTER À LA COUR.

UNE TECHNICIENNE JURIDIQUE DU BAJ SE CONSACRE UNIQUEMENT AU PROJET PENDANT 5 MOIS PUISQU’ELLE EST RESPONSABLE DES MODIFICATIONS AUX LEÇONS, DES IMPRESSIONS ET DE L’ASSEMBLAGE DES GUIDES DE FORMATEURS ET DOCUMENTS À REMETTRE AUX ENFANTS. DEUX AGENTES DE SECRÉTARIAT LUI OFFRENT DE L’AIDE LORS DE CETTE PÉRIODE DE PRODUCTION DES DOCUMENTS POUR ENVIRON 40 HEURES AVANT LE DÉBUT DU PROJET AINSI QU’UNE ÉTUDIANTE QUI CONSACRE 2 SEMAINES AU PROJET. LA TECHNICIENNE JURIDIQUE DEMEURE LA PERSONNE RESSOURCE AVEC LA PROCUREURE QUI COORDONNE LE PROJET TOUT AU LONG DE L’ANNÉE.

CETTE PROCUREURE QUI EST EN CHARGE DE LA COORDINATION DU PROJET DONNE COMME PAR LE PASSÉ ENVIRON 20 % DE SON TEMPS DE TRAVAIL AU PROJET. ELLE EST TOUJOURS RESPONSABLE DES ADAPTATIONS ET MODIFICATIONS DES LEÇONS ET COORDONNE TOUS LES ÉCHANGES ENTRE LES PROCUREURS FORMATEURS.

D. LE NOMBRE D’ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L’ANNÉE 2017-2018, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

NOM DES ÉCOLES	VILLE	NOMBRE D’ÉTUDIANTS TOTAL
ÉCOLE LEVENTOUX	BAIE-COMEAU	21
ÉCOLE ANTOINE DE ST-EXUPÉRY	CHICOUTIMI	19
ÉCOLE L’OISEAU BLEU	GATINEAU	61
ÉCOLE NOTRE-DAME-DU-SOUIRE	JONQUIÈRE	48
COLLÈGE PASTEUR	LAVAL	62
ÉCOLE DÉMOSTHÈNE	LAVAL	24
ÉCOLE L’ORÉE DES BOIS	LAVAL	24
ÉCOLE STE-MARGUERITE	LAVAL	22
ÉCOLE ARMAND-RACICOT	LONGUEUIL	47

NOM DES ÉCOLES	VILLE	NOMBRE D'ÉTUDIANTS TOTAL
ÉCOLE SAINT-ROMAIN	LONGUEUIL	19
ÉCOLE LOUIS-HIPPOLYTE LAFONTAINE	MONTRÉAL	37
ÉCOLE ST-FRANÇOIS-SOLANO	MONTRÉAL	52
ÉCOLE MARGUERITE BOURGEOYS	POINTE-CLAIRE	19
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY	QUÉBEC	23
ÉCOLE PRIMAIRE DES BERGES	QUÉBEC	20
ÉCOLE L'ARBRISSEAU	QUÉBEC	30
ÉCOLE INTERNATIONALE ST-FRANÇOIS-XAVIER	RIVIÈRE-DU-LOUP	63
ÉCOLE D'IBERVILLE	SAINT-HUBERT	25
ÉCOLE IMMACULÉE-CONCEPTION	SHAWINIGAN	18
ÉCOLE SAINT-GABRIEL-LALEMANT	SOREL	20
ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	ST-AMBROISE-DE-KILDARE	47
ÉCOLE BEAU-SOLEIL	TROIS-RIVIÈRES	23
ÉCOLE ST-AGNÈS	VALLEYFIELD	19
TOTAL		743

P.30 VENTILATION DES BUDGETS 2016-2017 ET 2017-2018 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

MINISTÈRE

POUR L’ANNÉE 2017-2018, UN BUDGET TOTAL DE 1 355 500 \$ A ÉTÉ ALLOUÉ POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES QUI SONT SOUS LA JURIDICTION DU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE DU QUÉBEC (JUGES ET JUGES DE PAIX DE LA COUR DU QUÉBEC ET JUGES MUNICIPAUX).

	2017-2018
DOCUMENTATION JURIDIQUE	433 247,75 \$
ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT	922 252,50 \$
TOTAL	1 355 500,00 \$

P.31 VENTILATION DES BUDGETS 2016-2017 ET 2017-2018 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDiquer LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

DÉPENSES ESTIMÉES POUR 2017-2018

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ORDINATEUR PORTABLE	35 352 \$	25 041 \$	69 231 \$
BLACKBERRY	0 \$	0 \$	1 500 \$
IPHONE	0 \$	400 \$	7 465 \$
IPAD	0 \$	0 \$	0 \$
DICTAPHONE	300 \$	4 500 \$	12 300 \$

P.32 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2018, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDiquANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDiquANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION AU 31 MARS 2018							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS*	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5			1	1	12
ESTRIE	7	11			2	0	20
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	26	18			7	1	52
MAURICIE-BOIS-FRANCS	10	3			3	0	16
OUTAOUAIS	8	6	1	2018-01-26	1	0	16
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	6	4			4	1	15
MONTREAL	44	52	1	2017-10-27	15	9	121
MONTÉREGIE	23	18			6	3	50
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	24	16	1	2017-11-29	5	2	48
BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-IDLM	7	10			6	0	23
TOTAL	160	143	3		50	17	373

*LES POSTES VACANTS FONT L’OBJET DE CONCOURS.

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2018 : 3 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2018

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	19	37	56
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	49	36	85
CHAMBRE CIVILE	36	30	66
JURIDICTION MIXTE	60	39	99
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES		1	1
TOTAL	164	143	307

P.33 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
CROTEAU, MARIE-JULIE	MONTRÉAL	CIVILE	2017-05-03
DUBOIS, JOEY	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-03
DUFOUR, ÉRIC	MONTRÉAL	CIVILE	2017-05-03
PILON, CATHERINE	MONTRÉAL	CIVILE	2017-05-03
BERARDINO, PASCALE	ESTRIE	JEUNESSE	2017-05-16
CHOQUETTE, PATRICK	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2017-06-07
DUCHESNEAU, NATHALIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-06-07
WAROLIN, PEGGY	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2017-06-07
LAPIERRE, SOPHIE	ESTRIE	CIVILE	2017-09-06
VAILLANT, NATHALIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2017-09-06
POTVIN, THIERRY ROLAND	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2017-09-27
BERGERON, ANNICK	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2017-11-15
RICARD, SIMON	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE	2017-11-22
LAPIERRE, VICKY	BAS-SAINT-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2018-03-14
BOUTIN, CHRISTIAN	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2018-03-28
D'AUTEUIL-JOBIN, CHRISTEL	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2018-03-28
LEBEL, FRANÇOIS	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2018-03-28

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BOULIANNE, CLAUDE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-16
LAROCQUE, TANYA	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-16
BOISVERT, NATALIE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
CHASSÉ, ANNIE-CLAUDE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
CYR, PIERRE-DAVID	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
MEILLEUR, CAROLINE	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-11-15

P.34 MANDAT ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2017 :

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUE ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

Nom du mandataire	Cabinet	Taux Horaire	Objet
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	DÉROGATOIRE ²	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	DÉROGATOIRE ²	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BELLEAU, LOUIS	LOUIS BELLEAU, AVOCAT	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BELLEAU, LOUIS	LOUIS BELLEAU, AVOCAT	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ LOGÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BISSON, FLORENT	FLORENT BISSON AVOCAT INC.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
SOULIÈRE, GÉRALD	LAMARRE LINTEAU & MONTCALM, AVOCATS	DÉROGATOIRE ¹	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES JUGES EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC.
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS :			11 708,30\$

1 : MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE.

2 : MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE DE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE - EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR.

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

P.35 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2016-2017 ET 2017-2018 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2017-2018

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	135

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2017-2018

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	120
• NON FONDÉES	64
• RETENUES POUR EXAMEN	23
• RETENUES POUR ENQUÊTE	20
• EN COURS D'ÉTUDE	13

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2017-2018

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
REQUÊTE À LA COUR SUPÉRIEURE À LA SUITE DE L'ENQUÊTE TENUE SUR UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE CONTRE UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE	1

P.36 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 ^{ER} JUILLET 2017
JUGE EN CHEF	30 180,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	27 665,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	22 635,00 \$
JUGES COORDONNATEURS	20 120,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	15 090,00 \$
JUGES RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 856,68 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	15 090,00 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 ^{ER} JUILLET 2017
JUGE EN CHEF	12 000,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000,00 \$
JUGES RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000,00 \$

- P.37 POUR 2016-207 ET 2017-2018 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :**
- A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL;
 - B. LES PROCUREUR DE LA COURONNE;
 - C. LES JURISTES DE L’ÉTAT.

MINISTÈRE

A) JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DES COURS MUNICIPALES

ANNÉE	JUGE – COUR DU QUÉBEC	% D’AUGMENTATION SALARIALE	JUGES DES COURS MUNICIPALES	% D’AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 ^{ER} JUILLET				
2016	250 000 \$	3,3 %	213 000 \$	3,4 %
2017	251 500 \$	0,6 %	214 278 \$	0,6%

C) JURISTES DE L’ÉTAT

ANNÉE	JURISTES DE L’ÉTAT	% D’AUGMENTATION SALARIALE
LE 31 MARS 2016	110 174 \$	1,5 %
2017	112 102 \$	1,75 %

NOTES

- 1. DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, UN NIVEAU EXPERT EST INTRODUIT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES JURISTES ET REPRÉSENTE 15 % DU TRAITEMENT MAXIMUM DE L'ÉCHELLE. LE JURISTE DOIT RÉPONDRE AUX DEUX CONDITIONS SUIVANTES POUR Y ACCÉDER : AVOIR SÉJOURNÉ DEUX ANNÉES AU DERNIER ÉCHELON (18) ET AVOIR EU UN RENDEMENT SATISFAISANT. CELA PORTE LE SALAIRE DU JURISTE À 128 917 \$ À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2017.
- 2. LES JUGES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC SONT NOMMÉS SOUS JURIDICTION FÉDÉRALE, NOUS NE POSSÉDONS PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR SALAIRE.
- 3. LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES NE RELÈVENT PAS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, CE DERNIER NE POSSÈDE PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR SALAIRE.
- 4. L’AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES JUGES EST DÉCIDÉE PAR RÉOLUTION DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B) LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ÉCHELLES DE TRAITEMENT
FONCTION PUBLIQUE

915 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(TAUX ANNUELS)

Heures: 35

Classe	Échelon	Taux du 2015-04-01 au 2016-03-31 (\$)	Taux du 2016-04-01 au 2017-03-31 (\$)	Taux du 2017-04-01 au 2018-03-31 (\$)	Taux à compter du 2018-04-01 (\$)
1	1	55 189	56 569	57 983	59 433
	2	57 513	58 951	60 425	61 936
	3	59 933	61 431	62 967	64 541
	4	62 456	64 017	65 617	67 257
	5	65 088	66 715	68 383	70 093
	6	67 828	69 524	71 262	73 044
	7	70 683	72 450	74 261	76 118
	8	73 661	75 503	77 391	79 326
	9	76 760	78 679	80 646	82 662
	10	79 993	81 993	84 043	86 144
	11	83 360	85 444	87 580	89 770
	12	86 871	89 043	91 269	93 551
	13	90 528	92 791	95 111	97 489
	14	94 340	96 699	99 116	101 594
	15	98 312	100 770	103 289	105 871
	16	102 451	105 012	107 637	110 328
	17	106 763	109 432	112 168	114 972
	18	111 260	114 042	116 893	119 815
15	0	127 949	131 148	134 427	137 787

SOURCE : ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
2015-2019

SECTION B :

1. Échelles de traitement

<i>Substitut en chef adjoint</i>	<i>Le 31 mars 2015</i>	<i>Du 2015 04 01 au 2016 03 31</i>	<i>Du 2016 04 01 au 2017 03 31</i>	<i>Du 2017 04 01 au 2018 03 31</i>	<i>À compter du 2018 04 01</i>
<i>Minimum</i>	<i>127 662 \$</i>	<i>130 854 \$</i>	<i>134 125 \$</i>	<i>137 478 \$</i>	<i>140 915 \$</i>
<i>Maximum</i>	<i>153 807 \$</i>	<i>157 652 \$</i>	<i>161 593 \$</i>	<i>165 633 \$</i>	<i>169 774 \$</i>

<i>Substitut en chef</i>	<i>Le 31 mars 2015</i>	<i>Du 2015 04 01 au 2016 03 31</i>	<i>Du 2016 04 01 au 2017 03 31</i>	<i>Du 2017 04 01 au 2018 03 31</i>	<i>À compter du 2018 04 01</i>
<i>Minimum</i>	<i>138 762 \$</i>	<i>142 231 \$</i>	<i>145 787 \$</i>	<i>149 432 \$</i>	<i>153 168 \$</i>
<i>Maximum</i>	<i>167 181 \$</i>	<i>171 361 \$</i>	<i>175 645 \$</i>	<i>180 036 \$</i>	<i>184 537 \$</i>

(Ce tableau entre en vigueur le 2017-12-13)

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

P.38 POUR L'ANNÉE 2017-2018, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L'AUGMENTATION DE 7% À 8% DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

MINISTÈRE

LA HAUSSE DU TAUX DE COTISATION DE 7 % À 8 % DU TRAITEMENT ANNUEL DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC VISÉS REPRÉSENTE UNE ÉCONOMIE POUR LE GOUVERNEMENT DE PRÈS DE 0,7 M\$ ANNUELLEMENT PUISQUE CE MONTANT EST ASSUMÉ PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC PLUTÔT QUE PAR LE GOUVERNEMENT.

POUR LES MUNICIPALITÉS L'ÉCONOMIE EST APPROXIMATIVEMENT DE 75 K\$ ANNUELLEMENT.

P.39 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, INDiquer :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDiquANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDiquANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

- **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN**

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ANNICK GUÉRARD-KERHULU	111 315 \$	SAE
GILLES RENY	144 708 \$	SAE
LOUIS CORMIER	144 708 \$	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	144 708 \$	SAE
PIERRE LANTHIER	144 708 \$	SAE
STÉPHAN F. DULUDE	141 767 \$	SAE-STE-SAE (V-P)

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	144 708 \$	STE
ODETTE LACROIX	144 708 \$	STE
SUZANNE LÉVESQUE	144 708 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ALEXANDRE CRICH	150 148 \$	SAS
ANNICK POIRIER	137 982 \$	SAS
BENOÎT BOISSY	150 148 \$	SAS
CARL LECLERC	144 708 \$	SAS
CAROL BOUCHARD	137 664 \$	SAS
CAROLE BEAULIEU	119 107 \$	SAS
CAROLINE GONTHIER	144 708 \$	SAS
CHAHÉ-PHILIPPE ARSLANIAN	144 708 \$	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	144 708 \$	SAS
CLAUDE TURPIN	144 708 \$	SAS
CLAUDIA DAO	144 005 \$	SAS
DANIEL LAGUEUX	144 708 \$	SAS
DAVID PERRON	111 315 \$	SAS
DENIS SAUVÉ	144 708 \$	SAS
DIANE BOUCHARD	144 708 \$	SAS
FRANÇOIS LANDRY	144 708 \$	SAS
GILLES FONTAINE	136 365 \$	SAS
GILLES LÉGARÉ	144 708 \$	SAS
GUY LEFRANÇOIS	118 720 \$	SAS
HÉLÈNE GOUIN	144 708 \$	SAS
ISABELLE BOURDAGES	119 107 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JACQUES BOULANGER	151 943 \$	SAS (V-P)
JEAN-MARC DUFOUR	144 708 \$	SAS
JOSÉE CARON	150 148 \$	SAS
KATHYA GAGNON	144 708 \$	SAS
LISE BIBEAU	144 708 \$	SAS
LOUISE HAMEL	150 148 \$	SAS
LUCIE LEFRANÇOIS	144 708 \$	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	144 708 \$	SAS
MARIE-JOSÉE DIONNE	136 365 \$	SAS
MARIO ÉVANGÉLISTE	144 708 \$	SAS
MÉLISSA HOULE	133 968 \$	SAS
MICHEL LAPORTE	144 708 \$	SAS
MICHEL RIVARD	144 708 \$	SAS
MICHEL WAECHTER	111 315 \$	SAS
MICHÈLE RANDOIN	150 148 \$	SAS
NATACHA PIERRE	111 315 \$	SAS
NATALIE BIBEAU	144 708 \$	SAS
ODETTE GAGNÉ	117 421 \$	SAS
PAULO GOUVEIA	111 315 \$	SAS
PIERRE CAUX	117 920 \$	SAS
PIERRE LATULIPPE	140 890 \$	SAS
PRESHA BOTTINO	144 708 \$	SAS
RICHARD BOURGAULT	144 708 \$	SAS
SANDRA GILL	128 913 \$	SAS
SOLANGE TARDY	150 148 \$	SAS
SONIA COUTURE	119 107 \$	SAS
SONIA GILBERT	100 025 \$	SAS
STELLA PHANEUF	150 148 \$	SAS
SYLVAIN BOURASSA	144 708 \$	SAS
VIRGINIE MASSÉ	137 982 \$	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	112 032 \$	SAS
YVAN LEMOYNE	144 708 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
DOMINIQUE AUDET	144 708 \$	CETM
ÉRIC MORISSETTE	142 514 \$	CETM
GERTRUDE ROCHELIN	144 708 \$	CETM
JEAN AUDET	144 708 \$	CETM
JOSEPH ANGLADE	144 708 \$	CETM
JUDITH LAUZON	144 708 \$	CETM
MARTINE LAVOIE	144 708 \$	CETM
MÉDARD SAUCIER	144 708 \$	CETM
ROBERT BORDUAS	144 708 \$	CETM

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
GISÈLE LACASSE	160 899 \$	CETM - PRÉSIDENTE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
CHARLES GOSSELIN	144 708 \$	SAI
CLAUDE DE CHAMPLAIN	144 708 \$	SAI
CLÉMENT GOULET	144 708 \$	SAI
DANIEL CÔTÉ	120 363 \$	SAI
DE KOVACHICH HÉLÈNE	144 708 \$	SAI
GUY GAGNON	144 708 \$	SAI
JEAN DION	144 708 \$	SAI
JOSÉE PROULX	144 708 \$	SAI
MANON GOYER	144 708 \$	SAI
MARIE CHAREST	144 708 \$	SAI
MARIO BOUCHARD	144 708 \$	SAI
PIERRE SÉGUIN	144 708 \$	SAI
RÉAL COLLIN	144 708 \$	SAI
ROBERT SANCHE	144 708 \$	SAI
SÉBASTIEN CARON	131 669 \$	SAI
STEVEN LAVOIE	127 745 \$	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	144 708 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
NATALIE LEJEUNE	189 378 \$	PRÉSIDENTE

- LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL

PRÉNOM ET NOM	SECTION
ANDRÉ LAROSE	SAS
BRUNO L’HEUREUX	SAS
ÉLIZABETH CZYIWI	SAS
FRANÇOIS GAUTHIER	SAS
GILLES THÉRIAULT	SAS
JACQUES W. VÉZINA	SAS
JOCELYN CARPENTIER	SAS
LINDA GARAND	SAS
LOUIS GEOFFROY	SAS
LOUISE NOLET	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
ANDRÉ VILLENEUVE	CETM
CHANTAL CARON	CETM
GÉRARD COURNOYER	CETM
HÉLÈNE LE BLANC	CETM
JACQUES LABRIE	CETM
JEAN ROBERT LEROUX	CETM

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM
LIONEL LAMBERT	CETM
LOUISE M. BLAIN	CETM
MARCEL COURTEMANCHE	CETM
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM
PIERRE ROUILLARD	CETM
PIERRE TÉTRAULT	CETM
YVES QUENNEVILLE	CETM

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JACQUES FORGUES	SAI

B. PERSONNE QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APPORTÉ À LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
CRICH	ALEXANDRE	MÉDECIN	SAS	2017-10-12			150 148 \$
GAGNÉ	ODETTE	AVOCAT	SAS	2018-01-08			117 421 \$
GARAND	LINDA	MÉDECIN	SAS	2018-02-14			JUGE TEMPS PARTIEL
GAUTHIER	FRANÇOIS	MÉDECIN	SAS	2017-07-12			JUGE TEMPS PARTIEL
GEOFFROY	LOUIS	MÉDECIN	SAS	2017-06-19			JUGE TEMPS PARTIEL
GILL	SANDRA	AVOCAT	SAS	2017-09-25			128 913 \$
GOUVEIA	PAULO	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
LAROSE	ANDRÉ	MÉDECIN	SAS	2017-06-19			JUGE TEMPS PARTIEL
LATULIPPE	PIERRE	AVOCAT	SAS	2017-09-25			140 890 \$
MASSÉ	VIRGINIE	AVOCAT	SAS	2018-01-08			137 982 \$
PIERRE	NATACHA	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
POIRIER	ANNICK	AVOCAT	SAS	2018-01-08			137 982 \$
VÉZINA	JACQUES W.	MÉDECIN	SAS	2017-07-12			JUGE TEMPS PARTIEL
WAECHTER	MICHEL	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
ROUILLARD	PIERRE	PSYCHIATRE	CETM	2017-06-05			JUGE TEMPS PARTIEL
GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	AVOCAT	SAE	2018-02-26			111 315 \$

- P.40 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTS SECTIONS DU TRIBUNAL, INDiquer :**
- A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
 - B. **LE DÉLAIS MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;**
 - C. **LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;**
 - D. **LES DOSSIERS EN ATTENTES D’ÊTRE FIXÉS;**
 - E. **LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;**
 - F. **LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.).**
-

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOUR)

L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE MENTIONNE QUE L’AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L’AFFAIRE.

SECTION / MATIÈRE(S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	15
IMMIGRATION	16
INDEMNISATIONS DIVERSES **	53
RÉGIME DE RENTES	35
SÉCURITÉ DU REVENU	28
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	25
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	16
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	52
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	58

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L’ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU’À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DÉLAIS MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	8,6
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	10,2
RÉGIME DES RENTES	11,7
SÉCURITÉ DU REVENU	9,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	11,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,7
EXPROPRIATION	3,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	1,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	2,0

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	11,5
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	16,1
RÉGIME DES RENTES	13,3
SÉCURITÉ DU REVENU	9,7
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	15,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	0,3
EXPROPRIATION	12,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	28,9
IMMIGRATION	5,5
INDEMNISATIONS DIVERSES **	24,7
RÉGIME DES RENTES	17,1
SÉCURITÉ DU REVENU	18,4
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	9,7
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	15,6
EXPROPRIATION ***	40,1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	11,8
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	16,3

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	55
IMMIGRATION	40
INDEMNISATIONS DIVERSES**	60
RÉGIME DES RENTES	46
SÉCURITÉ DU REVENU	50
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	44
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	39
EXPROPRIATION	74
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	46
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	60

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L'AUDIENCE TENUE) JUSQU'À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉES

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

SECTION / MATIÈRE (s)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,3
IMMIGRATION	13,8
INDEMNISATIONS DIVERSES **	31,4
RÉGIME DES RENTES	23,7
SÉCURITÉ DU REVENU	17,3
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	14,1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	19,8
EXPROPRIATION ***	54,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	15,0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	19,4

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D'UNE EXPROPRIATION) JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS

SECTION / MATIÈRE (S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 734
IMMIGRATION	12
INDEMNISATIONS DIVERSES*	613
RÉGIME DES RENTES	412
SÉCURITÉ DU REVENU	1 540
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	358
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	1 437
EXPROPRIATION	335
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	60
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	145
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 646

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS*

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 497
IMMIGRATION	45
INDEMNISATIONS DIVERSES**	387
RÉGIME DES RENTES	416
SÉCURITÉ DU REVENU	3 473
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	509
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ***	1 348
EXPROPRIATION	176
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	95
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	123
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	9 069

* COMPREND LES DOSSIERS OUVERTS ET ROUVERTS.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

1. DOSSIER FERMÉS PAR DÉCISION

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	705
IMMIGRATION	24
INDEMNISATIONS DIVERSES*	209
RÉGIME DES RENTES	259
SÉCURITÉ DU REVENU	1 495
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	287
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	844
EXPROPRIATION	67
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	45
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	84
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	4 019

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR L’ACCORD À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION / MATIÈRE (S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	435
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES*	63
RÉGIME DES RENTES	21
SÉCURITÉ DU REVENU	952
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	2
EXPROPRIATION	14
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 492

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

3. DOSSIER FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION / MATIÈRE (S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	27
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES*	1
RÉGIME DES RENTES	5
SÉCURITÉ DU REVENU	140
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	173

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

4. DOSSIERS FERMÉS PAR RÈGLEMENT SANS DÉCISION*

SECTION / MATIÈRE (S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	9
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	38
RÉGIME DES RENTES	2
SÉCURITÉ DU REVENU	13
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	7
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ***	4
EXPROPRIATION	140
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	4
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	3
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	220

* AFIN D'UNIFORMISER LES PRATIQUES, UNE MODIFICATION A ÉTÉ APPORTÉE DANS LES PROCÉDURES DU TRIBUNAL OÙ, POUR CERTAINS CAS, LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ORIENTÉS VERS L'« AVIS DE FIN DE LITIGE » PLUTÔT QUE LE « RÈGLEMENT HORS TRIBUNAL ».

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

5. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	358
IMMIGRATION	37
INDEMNISATIONS DIVERSES*	87
RÉGIME DES RENTES	116
SÉCURITÉ DU REVENU	454
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	233
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	154
EXPROPRIATION	2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	68
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	56
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 565

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

6. DOSSIERS FERMÉS – AUTRE MOTIFS

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	774
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES*	26
RÉGIME DES RENTES	16
SÉCURITÉ DU REVENU	63
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	45
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	3
EXPROPRIATION	4
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	8
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	941

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

7. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 308
IMMIGRATION	61
INDEMNISATIONS DIVERSES*	424
RÉGIME DES RENTES	419
SÉCURITÉ DU REVENU	3 117
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	577
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	1 007
EXPROPRIATION	227
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	119
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	151
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 410

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

1. DOSSIER FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION / MATIÈRE (S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	27
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES*	1
RÉGIME DES RENTES	5
SÉCURITÉ DU REVENU	140
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	173

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D’INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT (AUTRES QUE CEUX SURVENUS EN CONCILIATION)

SECTION / MATIÈRE (S)	Du 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	358
IMMIGRATION	37
INDEMNISATIONS DIVERSES*	87
RÉGIME DES RENTES	116
SÉCURITÉ DU REVENU	454
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	233
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE **	154
EXPROPRIATION	2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	68
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	56
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 565

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D'INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

P.42 POUR LES ANNÉES 2008 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018, TROIS (3) REQUÊTES POUR FIXATION D’UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114.1 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (RLRQ, CHAPITRE J-3) ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC. LES TROIS REQUÊTES IMPLIQUAIENT LA SOCIÉTÉ DE L’ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET ÉTAIENT EN LIEN AVEC DES DOSSIERS RELATIFS AU PERMIS DE CONDUIRE. LES TROIS (3) REQUÊTES ONT ÉTÉ REJETÉES. PAR CONSÉQUENT, AUCUNE INDEMNITÉ N’A ÉTÉ FIXÉE PAR LE TRIBUNAL.

P.43 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
DOSSIER TRAITÉS	3 704

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT

CONCILIATION	DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
ACCORDS	1 492
DÉSISTEMENT	173
TOTAL	1 665

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. LES JUGES ADMINISTRATIFS SE DÉPLACENT CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2017-2018, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS 214 LIEUX D’AUDIENCES RÉPARTIS DANS 74 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES SALLES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS LES HÔPITAUX DÉSIGNÉS AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT, ENTRE AUTRES, DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

PUISQUE LES LOCAUX OÙ SIÈGENT LES JUGES ADMINISTRATIFS N’APPARTIENNENT PAS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, IL NOUS EST IMPOSSIBLE D’AVOIR LE TAUX D’OCCUPATION DE CES LOCAUX.

- P.45 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :
- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE;

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2005.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	SAS	2017-03-13
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
CRICH	ALEXANDRE	SAS	2017-10-02
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNÉ	ODETTE	SAS	2018-01-08
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE-ANNIK	SAS	2014-02-17
GILBERT	SONIA	SAS	2016-04-11
GILL	SANDRA	SAS	2017-09-25
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
GOUVEIA	PAULO	SAS	2017-04-18
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LATULIPPE	PIERRE R.	SAS	2017-09-25

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
MASSÉ	VIRGINIE	SAS	2018-01-08
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PIERRE	NATACHA	SAS	2017-04-18
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2017-02-17
POIRIER	ANNICK	SAS	2018-01-08
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-06-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
WAECHTER	MICHEL	SAS	2017-04-18
ANGLADE	JOSEPH	CETM	1997-02-10
AUDET	JEAN	CETM	2007-10-09
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM	1992-07-06
GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DION	JEAN	SAI	2009-03-02
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-06
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-04-06
SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
	LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14
	LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
	CORMIER	LOUIS	SAE	1989-08-02
	GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	SAE	2018-02-26
	LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
TOTAL	LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
86	RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

* À NOTER QUE 4 JUGES ADMINISTRATIFS ONT DÉJÀ CONFIRMÉ LEUR DÉPART À LA RETRAITE AU COURS DES SEMAINES À VENIR ET QU’UNE JUGE ADMINISTRATIF JURISTE S’EST VUE CONFIER UN MANDAT PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT AUPRÈS DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ET CE, JUSQU’EN SEPTEMBRE 2019. ELLE N’EST PAS DISPONIBLE POUR SIÉGER AU TRIBUNAL.

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	LEJEUNE	NATALIE	PRÉSIDENTCE	2009-01-28
	BOULANGER	JACQUES	SAS (V-P)	2014-02-17
TOTAL	LACASSE	GISÈLE	CETM (PRÉSIDENTE)	2011-03-16
4	DULUDE	STÉPHAN F.	SAE-STE-SAI (V-P)	2017-03-13

À TEMPS PARTIEL

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
	CZYZIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
	GARAND	LINDA	SAS	2018-02-14
	GAUTHIER	FRANÇOIS	SAS	2017-07-12
	GEOFFROY	LOUIS	SAS	2017-09-19
	LAROSE	ANDRÉ	SAS	2017-06-19
	L’HEUREUX	BRUNO	SAS	2014-02-17
	NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
	THÉRIAULT	GILLES	SAS	1995-06-21
	VÉZINA	JACQUES W.	SAS	2017-07-12
	BLAIN	LOUISE M.	CETM	2001-02-11
	CARON	CHANTAL	CETM	2010-01-11
	COURNOYER	GÉRARD	CETM	2012-11-26
	COURTEMANCHE	MARCEL	CETM	1998-05-04
	GOULET	KARINE	CETM	2017-03-21
	LABRIE	JACQUES	CETM	1998-10-15
	LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM	2000-07-31
	LAMBERT	LIONEL	CETM	1999-02-04
	LE BLANC	HÉLÈNE	CETM	2017-01-31
	LEROUX	JEAN ROBERT	CETM	2015-11-02
	MALTAIS	LOUISE	CETM	2003-03-22
	NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM	2011-03-28
	QUENNEVILLE	YVES	CETM	2016-10-03

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
TOTAL	QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM	2013-07-08
	ROUILLARD	PIERRE	CETM	2017-06-05
	TÉTREULT	PIERRE	CETM	2017-02-15
	VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM	2003-03-10
	FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01
28				

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	8015	2016-11-24
	8093	2014-07-11
	8097	2013-03-16
	8056	2018-01-02
	8080	2017-04-03
	8083	2013-01-13
	8049	2018-02-17
7		

À TEMPS PARTIEL

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	8904	2014-10-06
	8932	2014-12-11
	8930	2017-04-29
3		

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004

	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
TOTAL	6	SAS
	1	CETM
	2	SAI
	1	SAE ET STE
10		

P.46 NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2017-2018 (AU 21 MARS 2018)

NOMBRE	NATURE
29	PLAINTES REPORTÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT
101	PLAINTES OUVERTES 2017-2018
130	NOMBRE TOTAL PLAINTES
70	PLAINTES RDL
16	PLAINTES TAQ
15	PLAINTES TAT
54	DOSSIERS EN TRAITEMENT (INCLUANT 9 ENQUÊTES)
76	PLAINTES DÉCLARÉES NON RECEVABLE

P.47 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTOS DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

2017-2018

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTION ²	MONTANT ³
TOTAL FIXES ¹	5 424	1 383 398 \$
TOTAL RADARS MOBILES ¹	147	67 341 \$
TOTAL FEUX ROUGES ¹	132	22 278 \$
TOTAL	5 703	1 473 017 \$

1. RÉPARTITION DES RADARS, DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
 - ONZE RADARS FIXES VITESSE
 - VINGT-TROIS RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 127 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION)
 - DIX-SEPT RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 8 FEUX ROUGES ET VITESSE)
2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.
3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2018.

P.48 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L' AIDE JURIDIQUE DE 2008 À 2018, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR LE TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2018.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 935	10 111	84,7 %	1 438	12,0 %	386	3,2 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 685	9 557	89,4 %	1 092	10,2 %	36	0,3 %
CÔTE-NORD	5 223	4 402	84,3 %	495	9,5 %	326	6,2 %
ESTRIE	15 692	13 849	88,3 %	1 536	9,8 %	307	2,0 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	33 650	26 329	78,2 %	7 003	20,8 %	318	0,9 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	19 836	16 412	82,7 %	3 209	16,2 %	215	1,1 %
MONTREAL	82 403	63 762	77,4 %	16 942	20,6 %	1 699	2,1 %
OUTAOUAIS	16 185	13 866	85,7 %	2 151	13,3 %	168	1,0 %
QUEBEC	27 130	22 781	84,0 %	4 038	14,9 %	311	1,1 %
RIVE-SUD	39 483	32 416	82,1 %	6 962	17,6 %	105	0,3 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 885	8 511	86,1 %	1 084	11,0 %	290	2,9 %
TOTAL	272 107	221 996	81,6 %	45 950	16,9 %	4 161	1.5 %

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CAS CONFIEES À DES AVOCATS	%	CAS CONFIEES À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 064	99,5 %	47	0,5 %	10 111
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	9 539	99,8 %	18	0,2 %	9 557
CÔTE-NORD	4 401	100,0 %	1	0,0 %	4 402
ESTRIE	13 829	99,9 %	20	0,1 %	13 849
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	26 294	99,9 %	35	0,1 %	26 329
MAURICIE-BOIS-FRANCS	16 353	99,6 %	59	0,4 %	16 412
MONTREAL	63 675	99,9 %	87	0,1 %	63 762
OUTAOUAIS	13 853	99,9 %	13	0,1 %	13 866
QUEBEC	22 754	99,9 %	27	0,1 %	22 781
RIVE-SUD	32 345	99,8 %	71	0,2 %	32 416
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8 498	99,8 %	13	0,2%	8 511
TOTAL	221 605	99,8 %	391	0,2 %	221 996

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 344	43,2 %	5 720	56,8 %	10 064
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 195	54,5 %	4 344	45,5 %	9 539
CÔTE-NORD	2 328	52,9 %	2 073	47,1 %	4 401
ESTRIE	6 659	48,2 %	7 170	51,8 %	13 829
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	9 860	37,5 %	16 434	62,5 %	26 294
MAURICIE-BOIS-FRANCS	7 889	48,2 %	8 464	51,8 %	16 353
MONTRÉAL	26 608	41,8 %	37 067	58,2 %	63 675
OUTAOUAIS	7 556	54,5 %	6 297	45,5 %	13 853
QUÉBEC	10 324	45,4 %	12 430	54,6 %	22 754
RIVE-SUD	14 317	44,3 %	18 028	55,7 %	32 345
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	4 542	53,4 %	3 956	46,6 %	8 498
TOTAL	99 622	45,0 %	121 983	55,0 %	221 605

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 425	99,1 %	13	0,9 %	1 438
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 066	97,6 %	26	2,4 %	1 092
CÔTE-NORD	494	99,8 %	1	0,2 %	495
ESTRIE	1 532	99,7 %	4	0,3 %	1 536
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 988	99,8 %	15	0,2 %	7 003
MAURICIE-BOIS-FRANCS	3 166	98,7 %	43	1,3 %	3 209
MONTRÉAL	16 876	99,6 %	66	0,4 %	16 942
OUTAOUAIS	2 148	99,9 %	3	0,1 %	2 151
QUÉBEC	4 020	99,6 %	18	0,4 %	4 038
RIVE-SUD	6 929	99,5 %	33	0,5 %	6 962
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	1 081	99,7 %	3	0,3 %	1 084
TOTAL	45 725	99,5 %	225	0,5 %	45 950

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉ	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	358	24,9 %	1 080	75,1 %	1 438
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	542	49,6 %	550	50,4 %	1 092
CÔTE-NORD	251	50,7 %	244	49,3 %	495
ESTRIE	726	47,3 %	810	52,7 %	1 536
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 416	34,5 %	4 587	65,5 %	7 003
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 311	40,9 %	1 898	59,1 %	3 209
MONTRÉAL	10 364	61,2 %	6 578	38,8 %	16 942
OUTAOUAIS	1 453	67,5 %	698	32,5 %	2 151
QUÉBEC	1 956	48,4 %	2 082	51,6 %	4 038
RIVE-SUD	3 227	46,4 %	3 735	53,6 %	6 962
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	526	48,5 %	558	51,5 %	1 084
TOTAL	23 130	50,3 %	22 820	49,7 %	45 950

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU’ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	0,3 %	385	99,7 %	386
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3	8,3 %	33	91,7 %	36
CÔTE-NORD	8	2,5 %	318	97,5 %	326
ESTRIE	31	10,1 %	276	89,9 %	307
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	70	22,0 %	248	78,0 %	318
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0,0 %	215	100,0 %	215
MONTRÉAL	691	40,7 %	1 008	59,3 %	1 699
OUTAOUAIS	8	4,8 %	160	95,2 %	168
QUÉBEC	52	16,7 %	259	83,3 %	311
RIVE-SUD	54	51,4 %	51	48,6 %	105
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	54	18,6 %	236	81,4 %	290
TOTAL	972	23,4 %	3 189	76,6 %	4 161

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2018 :

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2018 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-DIX (90) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT DOUZE UNITÉS (112) DONT QUATRE-VINGT-DIX (89) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 13.6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2018.

P.49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2008 À 2018 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	Non-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	516	484	93,8 %	25	4,8 %	7	1,4 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	355	346	97,5 %	9	2,5 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	110	103	93,6 %	3	2,7 %	4	3,6 %
ESTRIE	753	733	97,3 %	15	2,0 %	5	0,7 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 361	1 276	93,8 %	74	5,4 %	11	0,8 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	694	655	94,4 %	29	4,2 %	10	1,4 %
MONTRÉAL	3 308	3 201	96,8 %	75	2,3 %	32	1,0 %
OUTAOUAIS	742	729	98,2 %	10	1,3 %	3	0,4 %
QUÉBEC	852	799	93,8 %	29	3,4 %	24	2,8 %
RIVE-SUD	1 027	974	94,8 %	53	5,2 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	372	355	95,4 %	8	2,2 %	9	2,4 %
TOTAL	10 090	9 655	95,7 %	330	3,3 %	105	1,0 %

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS

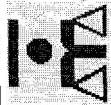
VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	266	55,0 %	218	45,0 %	484
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	229	66,2 %	117	33,8 %	346
CÔTE-NORD	60	58,3 %	43	41,7 %	103
ESTRIE	468	63,8 %	265	36,2 %	733
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	687	53,8 %	589	46,2 %	1 276
MAURICIE-BOIS-FRANCS	367	56,0 %	288	44,0 %	655
MONTRÉAL	1 214	37,9 %	1 987	62,1 %	3 201
OUTAOUAIS	560	76,8 %	169	23,2 %	729
QUÉBEC	562	70,3 %	237	29,7 %	799
RIVE-SUD	587	60,3 %	387	39,7 %	974
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	179	50,4 %	176	49,6 %	355
TOTAL	5 179	53,6 %	4 476	46,4 %	9 655

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 EST DE 583 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11																	Application de l'article 70				
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nominém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign. inexact	Autre cas Art.70					
Civil et administratif	11,030	764	2,083	200	213	3,032	368	984	59	11	8	248	349	10	4,583	39	48				
Familial	10,131	917	3,571	1	1	190	137	189	12	3	0	27	243	5	5,658	41	62				
Protection de la jeunesse	1,828	119	323	0	0	19	13	13	0	0	0	1	74	0	1,289	12	14				
Immigration	692	36	86	0	0	12	1	93	0	2	0	1	17	0	472	0	7				
Homologation	336	0	2	0	0	10	4	4	0	28	0	1	46	0	64	1	0				
SARPA	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0				
Civil	52.3% 24,022	1 837	6,066	201	214	3,263	523	1,283	71	44	8	278	731	15	12,067	93	131				
	100.0%	7,6%	25,3%	0,8%	0,9%	13,6%	2,2%	5,3%	0,3%	0,2%	0,0%	1,2%	3,0%	0,1%	50,2%	0,4%	0,5%				
Carcéral	1,143	39	51	0	0	82	10	8	0	0	0	4	21	0	924	9	22				
Criminel	5,551	197	739	20	0	322	12	10	0	1	1	2	103	3	4,204	48	44				
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	5	0	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2				
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	2,065	7	8	0	0	0	4	122	1	9,704	82	132				
Criminel	45.0% 20,673	707	2,562	70	0	2,474	29	26	0	1	1	10	255	4	15,105	145	200				
	100.0%	3,4%	12,4%	0,3%	0,0%	12,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%	73,1%	0,7%	1,0%				
Notarial	225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2				
Notarial	0.5% 225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2				
	100.0%	4,0%	8,4%	0,4%	0,0%	73,8%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,9%	0,0%	21,3%	0,0%	0,9%				
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5				
Données incomplètes	2.2% 1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5				
	100.0%	1,4%	7,7%	0,5%	0,1%	3,0%	0,4%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,5%	4,1%	0,1%	83,9%	0,1%	0,5%				
Grand Total	100.0% 45,950	2 567	8,726	277	215	5,934	561	1,312	72	45	9	294	1,030	20	28,084	239	338				
	100.0%	5,6%	19,0%	0,6%	0,5%	12,9%	1,2%	2,9%	0,2%	0,1%	0,0%	0,6%	2,2%	0,0%	61,1%	0,5%	0,7%				

P.50 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D’IMMIGRATION DE 2008 À 2018 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	Non-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	50,0 %	2	50,0 %	0	0,0 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	8	7	87,5 %	1	12,5 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	2	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
ESTRIE	45	38	84,4 %	7	15,6 %	0	0,0 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27	18	66,7 %	9	33,3 %	0	0,0 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	21	15	71,4 %	6	28,6 %	0	0,0 %
MONTRÉAL	10 928	10 198	93,3 %	627	5,7 %	103	0,9 %
OUTAOUAIS	104	93	89,4 %	11	10,6 %	0	0,0 %
QUÉBEC	58	43	74,1 %	15	25,9 %	0	0,0 %
RIVE-SUD	41	31	75,6 %	10	24,4 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	13	9	69,2 %	4	30,8 %	0	0,0 %
TOTAL	11 251	10 456	92,9 %	692	6,2 %	103	0,9 %

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS D’IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUE)

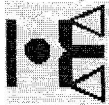
VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	50,0 %	1	50,0 %	2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6	85,7 %	1	14,3 %	7
CÔTE-NORD	2	100,0 %	0	0,0 %	2
ESTRIE	1	2,6 %	37	97,4 %	38
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	0	0,0 %	18	100,0 %	18
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8	53,3 %	7	46,7 %	15
MONTRÉAL	1 812	17,8 %	8 386	82,2 %	10 198
OUTAOUAIS	1	1,1 %	92	98,9 %	93
QUÉBEC	2	4,7 %	41	95,3 %	43
RIVE-SUD	0	0,0 %	31	100,0 %	31
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2	22,2 %	7	77,8 %	9
TOTAL	1 835	17,5 %	8 621	82,5 %	10 456

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 EST DE 682 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70			
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Refus ou faux ou inexacts	Autre cas Art.70		
Civil et administratif	11,030	764	2,083	200	213	3,032	368	984	59	11	8	248	349	10	4,583	39	48	
Familial	10,131	917	3,571	1	1	190	137	189	12	3	0	27	243	5	5,658	41	62	
Protection de la jeunesse	1,828	119	323	0	0	19	13	13	0	0	0	1	74	0	1,289	12	14	
Immigration	692	36	86	0	0	12	1	93	0	2	0	1	17	0	472	0	7	
Homologation	336	0	2	0	0	10	4	4	0	28	0	1	46	0	64	1	0	
SARPA	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	
Civil	52.3% 24,022	1 837	6,066	201	214	3,263	523	1,283	71	44	8	278	731	15	12,067	93	131	
	100.0%	7,6%	25.3%	0.8%	0.9%	13.6%	2.2%	5.3%	0.3%	0.2%	0.0%	1.2%	0.1%	50.2%	0.4%	0.5%		
Carcéral	1,143	39	51	0	0	82	10	8	0	0	0	4	21	0	924	9	22	
Criminel	5,551	197	739	20	0	322	12	10	0	1	1	2	103	3	4,204	48	44	
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	5	0	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2	
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	2,065	7	8	0	0	0	4	122	1	9,704	82	132	
Criminel	45.0% 20,673	707	2,562	70	0	2,474	29	26	0	1	1	10	255	4	15,105	145	200	
	100.0%	3,4%	12.4%	0.3%	0.0%	12.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%	1.0%	
Notarial	225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2	
Notarial	0.5% 225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2	
	100.0%	4,0%	8.4%	0.4%	0.0%	73.8%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	0.0%	21.3%	0.0%	0.9%	
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5	
Données incomplètes	2.2% 1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5	
	100.0%	1,4%	7.7%	0.5%	0.1%	3.0%	0.4%	0.3%	0.1%	0,0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%	0.5%		
Grand Total	100.0% 45,950	2 567	8,726	277	215	5,934	561	1,312	72	45	9	294	1,030	20	28,084	239	338	
	100.0%	5,6%	19.0%	0.6%	0.5%	12.9%	1.2%	2.9%	0.2%	0,1%	0.0%	0.6%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%	0.7%	

P.51 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2008 À 2018 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	42	40	95,2 %	1	2,4 %	1	2.4%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	79	73	92,4 %	6	7,6 %	0	0.0%
CÔTE-NORD	368	314	85,3 %	29	7,9 %	25	6.8%
ESTRIE	108	95	88,0 %	12	11,1 %	1	0.9%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 859	1 497	80,5 %	332	17,9 %	30	1.6%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	566	484	85,5 %	71	12,5 %	11	1.9%
MONTRÉAL	2 062	1 506	73,0 %	506	24,5 %	50	2.4%
OUTAOUAIS	60	60	100,0 %	0	0,0 %	0	0.0%
QUÉBEC	1 244	1 137	91,4 %	104	8,4 %	3	0.2%
RIVE-SUD	670	589	87,9 %	81	12,1 %	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	14	13	92,9 %	1	7,1 %	0	0.0%
TOTAL	7 072	5 808	82,1 %	1 143	16,2 %	121	1.7%

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CARCÉRAL

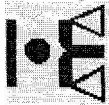
VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0.0 %	40	100.0 %	40
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	14	19.2 %	59	80.8 %	73
CÔTE-NORD	149	47.5 %	165	52.5 %	314
ESTRIE	0	0.0 %	95	100.0 %	95
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6	0.4 %	1 491	99.6 %	1 497
MAURICIE-BOIS-FRANCS	106	21.9 %	378	78.1 %	484
MONTRÉAL	233	15.5 %	1 273	84.5 %	1 506
OUTAOUAIS	1	1.7 %	59	98.3 %	60
QUÉBEC	1	0.1 %	1 136	99.9 %	1 137
RIVE-SUD	4	0.7 %	585	99.3 %	589
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	5	38.5 %	8	61.5 %	13
TOTAL	519	8.9 %	5 289	91.1 %	5 808

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 EST DE 457 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11												Application de l'article 70			
* TOTAL REFUS		Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraisonnable d'exécution	Impossible règlement	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Autre cas Art.70
Civil et administratif															
Familial	11,030	764	2,083	200	213	3,032	368	984	59	11	248	349	10	4,583	39
Protection de la jeunesse	10,131	917	3,571	1	1	190	137	189	12	3	27	243	5	5,658	41
Immigration	1,828	119	323	0	0	19	13	13	0	0	1	74	0	1,289	12
Homologation	692	36	86	0	0	12	1	93	0	2	1	17	0	472	0
SARPA	336	0	2	0	0	10	4	4	0	28	1	46	0	64	1
	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0
Civil	52.3%	1 837	6,066	201	214	3,263	523	1,283	71	44	278	731	15	12,067	93
	100.0%	7.6%	25.3%	0.8%	0.9%	13.6%	2.2%	5.3%	0.3%	0.2%	1.2%	3.0%	0.1%	50.2%	0.4%
Carcéral	1,143	39	51	0	0	82	10	8	0	0	4	21	0	924	9
Criminel	5,551	197	739	20	0	322	12	10	0	1	2	103	3	4,204	48
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	5	0	0	0	0	0	9	0	273	6
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	2,065	7	8	0	0	4	122	1	9,704	82
Criminel	45.0%	707	2,562	70	0	2,474	29	26	0	1	10	255	4	15,105	145
	100.0%	3.4%	12.4%	0.3%	0.0%	12.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%
Notarial	225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	1	2	0	48	0
Notarial	0.5%	9	19	1	0	166	5	0	0	0	1	2	0	48	0
	100.0%	4.0%	8.4%	0.4%	0.0%	73.8%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	21.3%	0.0%
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	5	42	1	864	1
Données incomplètes	2.2%	14	79	5	1	31	4	3	1	0	5	42	1	864	1
	100.0%	1.4%	7.7%	0.5%	0.1%	3.0%	0.4%	0.3%	0.1%	0.0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%
Grand Total	45,950	2 567	8,726	277	215	5,934	561	1,312	72	45	294	1,030	20	28,084	239
	100.0%	5.6%	19.0%	0.6%	0.5%	12.9%	1.2%	2.9%	0.2%	0.1%	0.6%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%

P.52 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2008 À 2018 :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DES DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 27 MARS 2013 AUX PAGES 1109 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT		
RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 765 945	6.8 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	894 518	3.4 %
CÔTE-NORD	679 378	2.6 %
ESTRIE	1 313 566	5.1 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	3 244 267	12.5 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 341 514	5.2 %
MONTRÉAL	8 209 872	31.6 %
OUTAOUAIS	1 359 880	5.2 %
QUÉBEC	2 920 385	11.2 %
RIVE-SUD	3 276 005	12.6 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	964 576	3.7 %
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	25 969 906	100.0 %

C. DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)
POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE

POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE
	ACCEPTÉES	ATTESTATION CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATION CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
69 514	32 142	1	21 380	665	417 \$

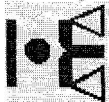
INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION

DU 1 ^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATION CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATION CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
40 905 \$	23 727 \$	0	10 865	219	846 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

D. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL)

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70			
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Refus ou faux ou inexacts	Autre cas Art.70		
Civil et administratif	11,030	764	2,083	200	213	3,032	368	984	59	11	8	248	349	10	4,583	39	48	
Familial	10,131	917	3,571	1	1	190	137	189	12	3	0	27	243	5	5,658	41	62	
Protection de la jeunesse	1,828	119	323	0	0	19	13	13	0	0	0	1	74	0	1,289	12	14	
Immigration	692	36	86	0	0	12	1	93	0	2	0	1	17	0	472	0	7	
Homologation	336	0	2	0	0	10	4	4	0	28	0	1	46	0	64	1	0	
SARPA	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	
Civil	52.3% 24,022	1 837	6,066	201	214	3,263	523	1,283	71	44	8	278	731	15	12,067	93	131	
	100.0%	7,6%	25.3%	0.8%	0.9%	13.6%	2.2%	5.3%	0.3%	0.2%	0.0%	1.2%	0.1%	50.2%	0.4%	0.5%		
Carcéral	1,143	39	51	0	0	82	10	8	0	0	0	4	21	0	924	9	22	
Criminel	5,551	197	739	20	0	322	12	10	0	1	1	2	103	3	4,204	48	44	
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	5	0	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2	
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	2,065	7	8	0	0	0	4	122	1	9,704	82	132	
Criminel	45.0% 20,673	707	2,562	70	0	2,474	29	26	0	1	1	10	255	4	15,105	145	200	
	100.0%	3,4%	12.4%	0.3%	0.0%	12.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%	1.0%	
Notarial	225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2	
Notarial	0.5% 225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2	
	100.0%	4,0%	8.4%	0.4%	0.0%	73.8%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	0.0%	21.3%	0.0%	0.9%	
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5	
Données incomplètes	2.2% 1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5	
	100.0%	1,4%	7.7%	0.5%	0.1%	3.0%	0.4%	0.3%	0.1%	0,0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%	0.5%		
Grand Total	100.0% 45,950	2 567	8,726	277	215	5,934	561	1,312	72	45	9	294	1,030	20	28,084	239	338	
	100.0%	5,6%	19.0%	0.6%	0.5%	12.9%	1.2%	2.9%	0.2%	0,1%	0.0%	0.6%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%	0.7%	

P.53 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF 2008 À 2018 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

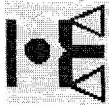
A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L’IMMIGRATION)

Du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 – Volet contributif et volet gratuit				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A.)	ACCEPTÉES (C.)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D.)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	41 702	7 298	22 057	473 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70			
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison- nable	Impossible d'exécution	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Refus ou faux ou inexacts	Autre cas Art.70		
Civil et administratif																		
Familial	11,030	764	2,083	200	213	368	984	59	11	8	248	349	10	4,583	39	48		
Protection de la jeunesse	10,131	917	3,571	1	1	137	189	12	3	0	27	243	5	5,658	41	62		
Immigration	1,828	119	323	0	0	13	13	0	0	0	1	74	0	1,289	12	14		
Homologation	692	36	86	0	0	1	93	0	2	0	1	17	0	472	0	7		
SARPA	336	0	2	0	0	4	4	0	28	0	1	46	0	64	1	0		
	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0		
Civil	52.3%	1 837	6,066	201	214	523	1,283	71	44	8	278	731	15	12,067	93	131		
	100.0%	7,6%	25.3%	0.8%	0.9%	2.2%	5.3%	0.3%	0,2%	0.0%	1.2%	3.0%	0.1%	50.2%	0.4%	0.5%		
Carcéral	1,143	39	51	0	0	10	8	0	0	0	4	21	0	924	9	22		
Criminel	5,551	197	739	20	0	12	10	0	1	1	2	103	3	4,204	48	44		
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2		
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	7	8	0	0	0	4	122	1	9,704	82	132		
Criminel	45.0%	707	2,562	70	0	29	26	0	1	1	10	255	4	15,105	145	200		
	100.0%	3,4%	12.4%	0.3%	0.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%	1.0%		
Notarial	225	9	19	1	0	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2		
Notarial	0.5%	9	19	1	0	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2		
	100.0%	4,0%	8.4%	0.4%	0.0%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	21.3%	0.0%	0.9%		
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5		
Données incomplètes	2.2%	14	79	5	1	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5		
	100.0%	1,4%	7.7%	0.5%	0.1%	0.4%	0.3%	0.1%	0,0%	0.0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%	0.5%		
Grand Total	45,950	2 567	8,726	277	215	561	1,312	72	45	9	294	1,030	20	28,084	239	338		
	100.0%	5,6%	19.0%	0.6%	0.5%	1.2%	2.9%	0.2%	0,1%	0.0%	0.6%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%	0.7%		

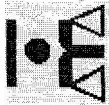
- P.54** **CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2008 À 2018 :**
- A. **NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
 - B. **NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
 - C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
 - D. **COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.**
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL

Du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 – Volet contributif et volet gratuit				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A)	ACCEPTÉES (C)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
CHANGEMENT DE NOM	205	31	108	357 \$
SUCCESSION (2)	1 302	345	722	248 \$
SERVICES NOTARIAUX (3)	616	391	0	319 \$
LOGEMENT	7 045	1 559	3 608	343 \$

- (1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.
- (2) INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.
- (3) INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	faux ou inexacts	Autre cas Art.70			
Civil et administratif	11,030	764	2,083	200	213	3,032	368	984	59	11	8	349	10	4,583	39	48			
Familial	10,131	917	3,571	1	1	190	137	189	12	3	0	243	5	5,658	41	62			
Protection de la jeunesse	1,828	119	323	0	0	19	13	13	0	0	0	74	0	1,289	12	14			
Immigration	692	36	86	0	0	12	1	93	0	2	0	17	0	472	0	7			
Homologation	336	0	2	0	0	10	4	4	0	28	0	46	0	64	1	0			
SARPA	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0			
Civil	52.3% 24,022	1 837	6,066	201	214	3,263	523	1,283	71	44	8	731	15	12,067	93	131			
	100.0%	7,6%	25.3%	0.8%	0.9%	13.6%	2.2%	5.3%	0.3%	0.2%	0.0%	3.0%	0.1%	50.2%	0.4%	0.5%			
Carcéral	1,143	39	51	0	0	82	10	8	0	0	0	21	0	924	9	22			
Criminel	5,551	197	739	20	0	322	12	10	0	1	1	103	3	4,204	48	44			
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	5	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2			
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	2,065	7	8	0	0	0	122	1	9,704	82	132			
Criminel	45.0% 20,673	707	2,562	70	0	2,474	29	26	0	1	1	255	4	15,105	145	200			
	100.0%	3,4%	12.4%	0.3%	0.0%	12.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%	1.0%			
Notarial	225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	2	0	48	0	2			
Notarial	0.5% 225	9	19	1	0	166	5	0	0	0	0	2	0	48	0	2			
	100.0%	4,0%	8.4%	0.4%	0.0%	73.8%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	21.3%	0.0%	0.9%			
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	42	1	864	1	5			
Données incomplètes	2.2% 1,030	14	79	5	1	31	4	3	1	0	0	42	1	864	1	5			
	100.0%	1,4%	7.7%	0.5%	0.1%	3.0%	0.4%	0.3%	0.1%	0.0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%	0.5%			
Grand Total	100.0% 45,950	2 567	8,726	277	215	5,934	561	1,312	72	45	9	1,030	20	28,084	239	338			
	100.0%	5,6%	19.0%	0.6%	0.5%	12.9%	1.2%	2.9%	0.2%	0.1%	0.0%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%	0.7%			

P.55 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2008 À 2018 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL

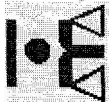
Du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 – Volet contributif et volet gratuit				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A)	ACCEPTÉES (C)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	85 284	38 180	34 594	833 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison- nable	Impossible d'exécution	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Autre faux ou inexacts	Autre cas Art.70			
Civil et administratif																			
Familial	11,030	764	2,083	200	213	368	984	59	11	8	248	349	10	4,583	39	48			
Protection de la jeunesse	10,131	917	3,571	1	1	137	189	12	3	0	27	243	5	5,658	41	62			
Immigration	1,828	119	323	0	0	13	13	0	0	0	1	74	0	1,289	12	14			
Homologation	692	36	86	0	0	1	93	0	2	0	1	17	0	472	0	7			
SARPA	336	0	2	0	0	4	4	0	28	0	1	46	0	64	1	0			
	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0			
Civil	52.3%	1 837	6,066	201	214	523	1,283	71	44	8	278	731	15	12,067	93	131			
	100.0%	7,6%	25.3%	0.8%	0.9%	2.2%	5.3%	0.3%	0,2%	0.0%	1.2%	3.0%	0.1%	50.2%	0.4%	0.5%			
Carcéral	1,143	39	51	0	0	10	8	0	0	0	4	21	0	924	9	22			
Criminel	5,551	197	739	20	0	12	10	0	1	1	2	103	3	4,204	48	44			
Criminel/Jeunesse	330	10	23	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	273	6	2			
Criminel/Sommaire	13,649	461	1,749	50	0	7	8	0	0	0	4	122	1	9,704	82	132			
Criminel	45.0%	707	2,562	70	0	29	26	0	1	1	10	255	4	15,105	145	200			
	100.0%	3,4%	12.4%	0.3%	0.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.2%	0.0%	73.1%	0.7%	1.0%			
Notarial	225	9	19	1	0	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2			
Notarial	0.5%	9	19	1	0	5	0	0	0	0	1	2	0	48	0	2			
	100.0%	4,0%	8.4%	0.4%	0.0%	2.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	0.9%	0.0%	21.3%	0.0%	0.9%			
Données Incomplètes	1,030	14	79	5	1	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5			
Données incomplètes	2.2%	14	79	5	1	4	3	1	0	0	5	42	1	864	1	5			
	100.0%	1,4%	7.7%	0.5%	0.1%	0.4%	0.3%	0.1%	0,0%	0.0%	0.5%	4.1%	0.1%	83.9%	0.1%	0.5%			
Grand Total	45,950	2 567	8,726	277	215	561	1,312	72	45	9	294	1,030	20	28,084	239	338			
	100.0%	5,6%	19.0%	0.6%	0.5%	1.2%	2.9%	0.2%	0,1%	0.0%	0.6%	2.2%	0.0%	61.1%	0.5%	0.7%			

P.56 DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2008 :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) EN 2017-2018, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B) AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- C) 12 999 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 90 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- D) 4 791 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 80 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- E) LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EST DE 2 410. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
- 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.57 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2008, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 532	50,4 %	30 042	49,6 %	60 574
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	91 350	76,6 %	27 927	23,4 %	119 277
CÔTE-NORD	51 761	80,1 %	12 822	19,9 %	64 583
ESTRIE	151 083	89,0 %	18 680	11,0 %	169 763
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	142 430	88,9 %	17 839	11,1 %	160 269
MAURICIE-BOIS-FRANCS	125 564	90,7 %	12 821	9,3 %	138 385
MONTREAL	851 460	93,0 %	63 682	7,0 %	915 142
OUTAOUAIS	179 829	98,2 %	3 238	1,8 %	183 067
QUEBEC	122 038	74,7 %	41 410	25,3 %	163 448
RIVE-SUD	265 894	97,2 %	7 764	2,8 %	273 658
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	54 564	98,3 %	962	1,7 %	55 526
TOTAL	2 066 505	89,7 %	237 187	10,3 %	2 303 692

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	54 010	66,8 %	26 876	33,2 %	80 886
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	51 028	68,8 %	23 165	31,2 %	74 193
CÔTE-NORD	13 149	37,0 %	22 342	63,0 %	35 491
ESTRIE	117 491	84,3 %	21 869	15,7 %	139 360
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	304 407	63,7 %	173 444	36,3 %	477 851
MAURICIE-BOIS-FRANCS	106 866	86,7 %	16 381	13,3 %	123 247
MONTREAL	865 030	72,3 %	331 646	27,7 %	1 196 676
OUTAOUAIS	40 231	79,3 %	10 530	20,7 %	50 761
QUEBEC	128 001	46,2 %	149 221	53,8 %	277 222
RIVE-SUD	309 603	79,6 %	79 480	20,4 %	389 083
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	34 598	71,9 %	13 504	28,1 %	48 102
TOTAL	2 024 414	70,0 %	868 458	30,0 %	2 892 872

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.58 DEPUIS 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS D’EXPERTISE DU RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE. PAR RÉGIONS ET SELON LE TYPE D’EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D’EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	12 407	45,8 %	14 662	54,2 %	27 069
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	31 846	65,2 %	16 994	34,8 %	48 840
CÔTE-NORD	9 478	54,1 %	8 032	45,9 %	17 510
ESTRIE	49 094	74,1 %	17 158	25,9 %	66 252
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	27 472	70,0 %	11 750	30,0 %	39 222
MAURICIE-BOIS- FRANCS	50 450	87,4 %	7 281	12,6 %	57 731
MONTRÉAL	273 395	92,1 %	23 319	7,9 %	296 714
OUTAOUAIS	44 515	99,1 %	400	0,9 %	44 915
QUÉBEC	32 463	49,7 %	32 916	50,3 %	65 379
RIVE-SUD	72 588	97,4 %	1 900	2,6 %	74 488
SAGUENAY-LAC- ST-JEAN	15 762	96,2 %	625	3,8 %	16 387
TOTAL	619 470	82,1 %	135 037	17,9 %	754 507

RÉPARTITION DES FRAIS D’EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	32 462	85,5 %	5 500	14,5 %	37 962
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	21 602	58,6 %	15 277	41,4 %	36 879
CÔTE-NORD	2 900	49,2 %	3 000	50,8 %	5 900
ESTRIE	27 957	63,1 %	16 330	36,9 %	44 287
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	105 162	78,0 %	29 629	22,0 %	134 791
MAURICIE-BOIS- FRANCS	17 375	79,4 %	4 500	20,6 %	21 875
MONTRÉAL	252 837	55,7 %	200 893	44,3 %	453 730
OUTAOUAIS	9 337	62,9 %	5 500	37,1 %	14 837
QUÉBEC	57 622	45,1 %	70 165	54,9 %	127 787
RIVE-SUD	110 280	89,3 %	13 275	10,7 %	123 555
SAGUENAY-LAC- ST-JEAN	12 218	59,5 %	8 300	40,5 %	20 518
TOTAL	649 752	63,6 %	372 369	36,4 %	1 022 121

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2017-2018 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	177 096,0
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 750,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0
TOTAL	179 846,0

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2018

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNELS	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6		8,6
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	2,0	1,0		3,0
VAL D'OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	4,0	2,0		6,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
TOTAL	18,0	19,2	0,0	37,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
TOTAL	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	4,0	4,0		8,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
TOTAL	10,0	12,5	0,5	23,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	9,0	16,0	0,5	25,5
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD-MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	8,0	6,5		14,5
TOTAL	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	16,1	1,0	32,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
STE-THÉRÈSE	2,0	4,6		6,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
TOTAL	37,0	48,1	2,0	87,1
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES	10,0	11,5	1,0	22,5
SHAWINIGAN	5,0	5,5	0,5	11,0
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	6,0	8,0		14,0
VICTORIAVILLE	4,0	5,5		9,5
LOUISEVILLE	0,0	0,0		0,0
ADMINISTRATION	1,0	3,5		4,5
TOTAL	27,0	35,0	1,5	63,5
MONTRÉAL				
LAVAL	13,0	13,0	0,5	26,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	13,0	9,0	0,5	22,5
DIVISION CRIMINELLE	28,0	28,0	2,0	58,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	7,0	9,0	0,5	16,5
CÔTE-DES-NEIGES	6,0	8,0	0,5	14,5
CRÉMAZIE	7,0	9,0	0,5	16,5
SUD-OUEST	8,0	10,0	0,5	18,5
ADMINISTRATION	3,0	22,0		25,0
IMMIGRATION	9,0	14,0		23,0
POINTE=ST-CHARLES	3,0	5,0		8,0
SANTÉ MENTALE	4,0	1,0		5,0
SERVICE DE GARDE				0,0
TOTAL	116,0	147,0	6,0	269,0
OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	10,0	15,0		25,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL’S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	6,0	6,0	0,5	12,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELIN	0,2			0,2
TOTAL	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	2,0	6,0		8,0
LA MALBAIE	1,0	1,4		2,4
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC – SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC- SECTION CRIMINELLE	10,0	12,6	1,0	23,6
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	5,0	7,0		12,0
TOTAL	40,0	519,0	2,0	93,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0	0,5	6,5
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	6,0	7,5	1,0	14,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
ST-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL- CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0		21,0
BROSSARD	3,0	5,0		8,0
TOTAL	50,0	57,5	1,5	109,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	7,0	10,0		17,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
TOTAL	17,0	24,0	0,0	41,0
COMMISSION	12,0	48,0		60,0
TOTAL DES EFFECTIFS	400,0	539,3	16,5	955,8

P.61 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D’INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOS DEPUIS AVRIL 2014.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2017	
AVRIL	233 280 \$
MAI	1 219 770 \$
JUIN	493 173 \$
JUILLET	235 215 \$
AOÛT	1 448 463 \$
SEPTEMBRE	1 134237 \$
OCTOBRE	1 959 884 \$
NOVEMBRE	1 003 205 \$
DÉCEMBRE	502 277 \$
2018	
JANVIER	529 737 \$
FÉVRIER	2 168 211 \$
MARS	N/D
TOTAL	10 927 452 \$

- P.62 CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER :**
- A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS ;
 - B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25\$ D'UNE AMANDE VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES;
 - C. LE NOMBRE ET LES MONTANT DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;
 - D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.

MINISTÈRE

- A - 38 487 000 \$
- B - FONDS D'AIDE AUX VICTIMES = 13 745 472 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).
- C - FONDS ACCÈS JUSTICE = 10 927 452 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).
- D - FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 13 814 076 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

SE RÉFÉRER AUX RÉSULTATS PROBABLES 2017-2018 DU DOCUMENT BUDGET DES DÉPENSES 2018-2019, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE = 372 066 \$
EFFECTIFS = 5,0

P.65 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRES DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉMUNÉRATION = 0 \$
BUDGET DE FONCTIONNEMENT = 600 \$
(SELON LA DÉPENSE AU 28 FÉVRIER 2018)

P.66 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :

- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- C. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;
- D. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;
- E. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;
- F. LA STRUCTURE DE CE FONDS.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

POUR L'ANNÉE 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER 2018)

DÉPENSES TOTALES DU FAJ :	10 917 596 \$
DÉPENSES DU BUREAU DU FAJ :	372 066 \$
REVENUS DU FAJ :	11 133 648 \$

POUR LES PROJETS FINANCÉS EN 2017-2018, SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.128.

P.67 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

UN PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE.

P.68 **CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013, INDiquer :**

- A. LE COÛT TOTAL DU PROJET JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL;
- B. LES COÛTS D'OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATIONS, INFORMATIQUES, ETC;
- C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ;
- D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.

MINISTÈRE

AUCUN

P.69 POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D’UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D’ACTIVITÉS VISÉS PAR L’ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2017-2018

PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 500 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACEF DU GRAND-PORTAGE	50 000 \$
ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	25 000 \$
ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	35 846 \$
ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DE QUÉBEC (AMFQ)	50 000 \$
CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D’OR INC.	35 000 \$
CLINIQUE D’ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	44 597 \$
CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	48 340 \$
CLINIQUE JURIDIQUE LA CLÉ DE VOS DROIT (UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE)	14 966 \$
ÉDUCALOI	47 021 \$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D’ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTIONS CONSOMMATEURS)	49 230 \$
ACTION SANTÉ OUTAOUAIS	20 000 \$
REPÈRE	30 000 \$

PROGRAMME DE FINANCEMENT À LA MISSION DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET DES AUTRES ORGANISMES
MONTANT GLOBAL : 2 617 638 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CJP BAS-SAINT-LAURENT	264 847 \$
CJP QUÉBEC	437 306 \$
CJP GRAND MONTRÉAL	409 423 \$
CJP OUTAOUAIS	307 512 \$
CJP SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	279 171 \$
CJP GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	308 129 \$
CJP MONTÉRÉGIE	313 992 \$
CJP CÔTE-NORD	137 258 \$
CJP MAURICIE	160 000 \$
ÉDUCALOI	50 000 \$

LES CJP CÔTE-NORD ET MAURICIE SONT EN IMPLANTATION EN 2017-2018.

P.70 POUR LES ANNÉES 2018, 2017, 2016, 2015, 2014 ET 2013, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
NOMBRE TOTAL DE DEMANDES TRAITÉES À L'AIDE JURIDIQUE	266 696	268 909	268 222	268 114	272 107	68 026
NOMBRE TOTAL DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE	8 795	7 505	8 155	8 969	8 887	1 927
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	3,30 %	2,79 %	3,04 %	3,35 %	3,27 %	2, 83 %
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT ¹ À L'AIDE JURIDIQUE <u>ET</u> AYANT REÇU UNE PENSION ALIMENTAIRE ²	818	742	852	903	819	152
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0, 31 %	0,28 %	0,32 %	0,34 %	0,30 %	0,22 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	6 598 989 \$	6 259 956 \$	6 929 775 \$	7 294 910 \$	5 759 821 \$	1 291 984 \$
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE <u>ET</u> DONT LE MONTANT DE LA PENSION ALIMENTAIRE <u>DÉPASSE</u> À ELLE SEULE LE BARÈME <u>GRATUIT</u> ³	91	61	60	55	25	9
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	2 383 750 \$	1 849 176 \$	1 878 377 \$	1 932 265 \$	838 711 \$	304 290 \$
LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER ⁴	643 \$	639 \$	660 \$	652 \$	660 \$	659 \$

¹ UN REQUÉRANT PEUT ÊTRE REFUSÉ ÉCONOMIQUEMENT TANT PAR SES REVENUS, SES BIENS ET/OU SES LIQUIDITÉS.

² TOUTE FORME DE PENSION ALIMENTAIRE. NOUS NE POUVONS DISTINGUER CELLES SE RAPPORTANT UNIQUEMENT AUX ENFANTS.

³ DONT CERTAINS ONT PU ÊTRE ADMIS MOYENNANT LE PAIEMENT D'UNE CONTRIBUTION.

⁴ IL S'AGIT DU COÛT MOYEN D'UN DOSSIER (TOUTES MATIÈRES CONFONDUES) CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION.

P.71 **LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOM ET L’ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. DESCRIPTION DE L’OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION’;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L’ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L’ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L’INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L’OBJET D’UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE.*

* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 6. 2) B) DU TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

F MONTANT FORFAITAIRE
H TAUX HORAIRE

- 1 MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
- 2 MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE DE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE - EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
- 3 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L’EXERCICE FINANCIER 2017-2018 (DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L’ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L’OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L’OBJET D’UNE RENONCIATION PARTIELLE AU BÉNÉFICE DU SECRÉ PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRÉ PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
DESLAURIERS, SYLVAIN	250 \$/H1 ¹	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE TRANSACTIONS COMMERCIALES ET FINANCIÈRES.	24 550,00 \$
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
DROLET, NORMAND	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
GAGNON, CHRISTINE	180 \$/H1 ¹	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE PROJET DE LOI SUR LA COPROPRIÉTÉ.	0,00 \$
HÉBERT, PIERRE G.	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
MAHEU, CATHERINE	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	450,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	25 000,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES – RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
BROUILLETTE, ROBERT	100 \$/H	CONSEILLER ET REPRÉSENTER L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$
GUÉRARD, MARIE-SOLEIL	50 \$/H	REPRÉSENTER L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC DANS UNE ACTION COLLECTIVE.	0,00 \$

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
HAMELIN, JULIE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
PROVENCHER-LAVERGNE, NICOLAS	50 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	162,50 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	162,50 \$

COMMISSIONS D’ENQUÊTE

MANDAT ACCORDÉ DANS LE CADRE DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES (CEPCSJ)
RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LE DOSSIER

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
TREMBLAY, ESTELLE	200 \$/H ¹	CONSEILLER ET ASSISTER MONSIEUR STÉPHANE BERGERON, CONVOQUÉ COMME TÉMOIN DANS LE COURS DES TRAVAUX DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES.	17 392,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	17 392,00 \$

MANDAT ACCORDÉ DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D’ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES :

- LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS (CERP);
- LA COMMISSION D’ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (FFADA).

RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LE DOSSIER.

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D’ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	20 620,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	20 620,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
BARIBEAU, PIERRE-L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN ORGANISME À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE ²	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE ²	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BELLEAU, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BELLEAU, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ LOGÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BISSON, FLORENT	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DÉCARY, MICHEL	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN ORGANISME À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD.	

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
SOULIÈRE, GÉRALD	DÉROGATOIRE ¹	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES JUGES EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
		TOTAL DES HONORAIRES	18 436,30 \$
		GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	81 610,80 \$

AUCUN MANDAT N’A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION.
NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BARIBEAU, PIERRE-L.	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 4000	MONTREAL (QC)	H3B 4M4
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE MATTE JOLICOEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D’OR (QC)	J9P 3W8

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	388, RUE SAINT-JACQUES, 2 ^E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H2Y 1S1
BELLEAU, LOUIS	LOUIS BELLEAU, AVOCAT INC.	507, PLACE D'ARMES, # 1400	MONTREAL (QC)	H2Y 2W8
BISSON, FLORENT	FLORENT BISSON AVOCAT INC.	442, RUE SAINT-GABRIEL, SUITE 100	MONTREAL (QC)	H2Y 2Z9
BROUILLETTE, ROBERT	BROUILLETTE LEGAL INC.	1050, CÔTE DU BEAVER HALL OUEST, # 1500	MONTREAL (QC)	H2Z 0A5
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINTE URSULE	QUÉBEC (QC)	G1R 4E7
DÉCARY, MICHEL	BCF S.E.N.C.R.L.	1100, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 25E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H3B 5C9
DESLAURIERS, SYLVAIN	DESLAURIERS & CIE, AVOCATS S.A.	1100, AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTREAL OUEST, 7 ^E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H3B 2S2
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	BBD AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	2875 BOUL. LAURIER, BUREAU 1320	QUÉBEC (QC)	G1V 2M2
DROLET, NORMAND	CATIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.	580, GRANDE ALLÉE EST, # 440	QUÉBEC (QC)	G1R 2K2
FAUTEUX, ANDRÉ	ANDRÉ FAUTEUX, AVOCAT	3616, AVENUE LAVAL	MONTREAL (QC)	H2X 3C9
GAGNON, CHRISTINE	GAGNON BUJOLD NOTAIRES	1175, AVENUE LAVIGERIE, # 430	QUÉBEC (QC)	G1V 4P1
GUÉRARD, MARIE-SOLEIL	TOURIGNY MAGAZZU DROLET BEAULIEU AVOCATS INC.	506, RUE LINDSAY	DRUMMONDVILLE (QC)	J2B1H1
HAMELIN, JULIE	JULIE HAMELIN, AVOCATE	170, AVENUE PRINCIPALE, # 203	ROUYN-NORANDA (QC)	J9X 4P7
HÉBERT, PIERRE G.	DUFRESNE HÉBERT COMEAU INC.	800, PLACE VICTORIA, C.P. 391, BUREAU 4500	MONTREAL (QC)	H4Z 1J2
MAHEU, CATHERINE	GRAVEL 2 AVOCATS INC.	489, AVENUE VICTORIA, 3 ^E ÉTAGE	SAINT-LAMBERT (QC)	J4P 2J3
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE, S.E.N.C.R.L.	1134, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 600	QUÉBEC (QC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ, S.E.N.C.R.L.	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3B 2G2
PROVENCHER-LAVERGNE, NICOLAS	MCGUIRE, BENOIT, LAFORTUNE, DUBOIS AVOCATS	39A, 1 ^{RE} AVENUE OUEST	AMOS (QC)	J9T 1T7
SOULIÈRE, GÉRALD	LAMARRE LINTEAU & MONTCALM AVOCATS	1500, RUE METCALFE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3A 1X6
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1395, RUE DANIEL-JOHNSON EST, BUREAU 600	SAINT-HYACINTHE (QC)	J2S 7Y6
TREMBLAY, ESTELLE	GAUTHIER BÉDARD, CABINET D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	364, RUE RACINE EST	CHICOUTIMI (QC)	G7H 1S6

P.71 MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET)

P.71 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

AUTRES MANDATS CONFIEs À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMDET NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIEs POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIEs AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2017. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018.

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Note 1	Types de mandats confiés:	<p>Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMDET (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas:</p> <ul style="list-style-type: none">• examen de titres;• quittance provisionnelle;• acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
Note 2	Choix du notaire:	<p>Le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse conformément à la directive du MTMDET, émise le 1^{er} mai 2017, qui oblige la personne expropriée ou venderesse à signer un formulaire pour le choix du notaire avant l'attribution du contrat de services juridiques.</p>
Note 3	Honoraires :	<p>Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.</p>

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval-Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de Québec
- Direction du Saguenay Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Direction générale de l'expertise immobilière (DGEI)

- Service d'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164015	751784	Simard Savole & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 Qc	2017-03-16	2017-02-24	118,00 \$	756,00 \$	987,21 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464008	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc. (in ébec actif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301	2015-11-30	2015-11-30	317,71 \$	260,00 \$	616,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201564007	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J8X 2A6 QC	2015-09-17	2015-08-14	23,00 \$	270,00 \$	333,43 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664032	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2017-03-20	2017-03-08	18,00 \$	340,00 \$	408,92 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664038	60142	Carreau, Lyne	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2017-03-27	2017-03-08	14,00 \$	211,66 \$	257,35 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664039	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 Qc	2017-03-16	2017-02-24	2,00 \$	185,50 \$	215,28 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764008	753036	Me Martine Corriveau, notaire en fidécommiss	22, 1er Avenue Ouest, bureau 301 Qc	2017-09-29	2017-08-09	4,00 \$	200,00 \$	233,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764009	59941	Lantagne, Michel	22, 1ère Avenue Ouest Suite 301	2017-09-29	2017-08-09	2,00 \$	200,00 \$	231,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764012	32238	Séguin, Francine (notaire)	80, Monseigneur-Tessier Est Bureau 101	2017-10-20	2017-09-25	9,00 \$	290,00 \$	342,43 \$
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec									3 627,17 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204127	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine	2017-11-15	2017-11-02	120,00 \$	475,00 \$	666,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604144	632364	Services notariaux Boulevard & Beizile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458	2017-06-16	2017-06-26	135,00 \$	854,00 \$	1 116,89 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704058	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 ébec	2017-07-07	2017-06-28	172,75 \$	1 335,00 \$	1 707,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704116	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 Québec	2017-07-18	2017-06-30	21,00 \$	300,00 \$	365,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004038	487981	Ross Boudreau notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501	2018-01-09	2017-11-07	158,00 \$	750,00 \$	1 020,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004099	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord	2016-06-15	2017-05-01	148,00 \$	1 600,00 \$	1 987,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104027	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	2017-12-13	2017-11-27	136,00 \$	1 081,25 \$	1 379,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104047	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins	2017-06-19	2017-06-12	431,00 \$	2 411,45 \$	3 203,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204016	60210	Bélanger, Josée	1208, 61e Avenue, bureau 202	2017-12-20	2017-12-01	114,00 \$	650,00 \$	861,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204104	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2018-01-20	2017-12-18	129,00 \$	780,00 \$	1 025,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204105	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-12-13	2017-11-22	128,00 \$	750,00 \$	990,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204106	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-12-13	2017-11-22	260,00 \$	1 030,00 \$	1 444,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204107	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	2017-12-13	2017-11-28	124,00 \$	856,25 \$	1 108,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204108	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-09-18	2017-08-25	13,00 \$	225,00 \$	271,69 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201304070	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-12	2017-04-13	142,00 \$	927,96 \$	1 208,92 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304073	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-12	2017-04-11	138,00 \$	979,00 \$	1 263,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304075	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-09-06	2017-08-09	441,55 \$	650,00 \$	1 188,89 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304076	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2018-01-16	2017-12-15	126,00 \$	1 129,00 \$	1 424,07 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304076	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2018-01-16	2018-01-09	137,00 \$	304,00 \$	486,52 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304083	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-16	2017-05-19	412,90 \$	1 887,96 \$	2 583,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304084	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-04-03	2017-03-20	253,00 \$	1 229,50 \$	1 666,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404018	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint- Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-12-20	2017-12-13	127,00 \$	830,00 \$	1 081,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint- Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-09-27	2017-09-19	129,00 \$	750,00 \$	991,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404031	598473	Nadine Rioux, notaire i nc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2017-04-18	2017-03-31	178,00 \$	750,00 \$	1 040,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504008	59929	Lévesque, Nathalie (00 3)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2017-07-06	2017-05-09	573,00 \$	2 950,00 \$	3 964,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504011	483295	Me Marc St- Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8 Québec	2017-12-20	2017-11-15	4,00 \$	383,00 \$	444,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504030	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-05-16	2017-04-24	262,00 \$	1 400,00 \$	1 871,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504032	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-07-18	2017-07-03	209,00 \$	650,00 \$	956,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504033	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-09-06	2017-07-20	263,00 \$	1 255,00 \$	1 705,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504033	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-05-12	2017-05-01	122,00 \$	350,00 \$	524,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504038	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-05-12	2017-04-25	135,00 \$	299,00 \$	478,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504039	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-12-13	2017-12-05	132,00 \$	779,50 \$	1 028,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504041	137919	Me Harold Thibeault	38, Duchénier G0K 1S0 QC	2018-01-09	2017-12-13	265,00 \$	1 050,00 \$	1 472,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604003	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-04-07	2017-04-03	378,00 \$	1 508,50 \$	2 112,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604004	708157	ME Julie Marquis, notai re inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-05-31	2017-05-10	255,00 \$	2 100,00 \$	2 669,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604005	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-10-17	2017-10-06	126,75 \$	1 350,00 \$	1 678,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-12-07	2017-11-06	719,25 \$	1 750,00 \$	2 731,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604010	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-11	266,35 \$	1 150,00 \$	1 588,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604012	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-06	2017-04-03	262,35 \$	1 480,00 \$	1 963,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-25	2018-01-23	266,35 \$	1 580,00 \$	2 082,96 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604014	652364	Services notariaux Bou chard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-12-13	2017-10-31	259,00 \$	1 358,00 \$	1 820,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604015	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-10-03	2017-09-25	260,60 \$	1 480,00 \$	1 962,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604017	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-06	2017-05-23	126,75 \$	800,00 \$	1 046,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-23	2018-01-15	336,75 \$	1 600,00 \$	2 176,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604023	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-08	2017-05-28	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604024	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-11	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604027	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2017-09-18	2017-08-31	279,50 \$	1 811,00 \$	2 361,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604029	59929	Lévesque, Nathalie (00 3)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2017-05-29	2017-05-17	134,00 \$	1 150,00 \$	1 456,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604030	708157	ME Julie Marquis, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-09-27	2017-09-19	255,00 \$	1 350,00 \$	1 807,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604033	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2017-10-26	2017-10-05	153,75 \$	981,00 \$	1 281,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604034	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 G5R 3C8 Qu ébec	2017-09-25	2017-08-31	271,75 \$	1 281,00 \$	1 744,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604039	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-02	2017-05-10	0,00 \$	400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604041	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-12	123,00 \$	1 750,00 \$	2 135,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604044	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-22	2017-06-16	559,75 \$	1 950,00 \$	2 801,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604050	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-06	2017-04-03	126,75 \$	1 030,00 \$	1 310,99 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604055	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-25	2018-01-23	267,35 \$	1 550,00 \$	2 049,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604056	652364	Services notariaux Bou chard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-10-30	2017-10-11	143,00 \$	1 009,00 \$	1 303,10 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604058	764539	Sandra Thériault, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-04-11	2017-04-07		500,00 \$	574,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604058	764539	Sandra Thériault, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-10-12	2017-09-21	265,00 \$	1 750,00 \$	2 277,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604062	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2017-08-29	2017-08-09	122,00 \$	646,95 \$	865,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604064	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2018-02-05	2018-01-29	270,75 \$	1 275,00 \$	1 736,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604066	42036	Organisation Serge Ber nier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-10-04	2017-09-14	255,00 \$	680,00 \$	1 036,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604068	42036	Organisation Serge Ber nier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-12-07	2017-11-08	255,00 \$	680,00 \$	1 036,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604073	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-09-21	2017-09-14		200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier,C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-09-06	2017-08-14	165,00 \$	325,00 \$	538,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604083	598473	Nadine Rioux, notaire i nc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2018-01-25	2018-01-18	139,00 \$	700,00 \$	943,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604112	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-23	2018-01-15	266,35 \$	1 300,00 \$	1 761,03 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604112	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2017-09-01		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704054	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Carlier,C.P. 363	G5H 3L2 Québec	2017-09-07	15,00 \$	296,80 \$	356,25 \$
Total DT Bas-St-Laurent									96 566,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812184	694347	André Poirier notaire s. a.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2017-12-14	312,00 \$	1 016,25 \$	1 480,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012039	84683	Me Chantal Brochu, not aire	17, route Kennedy	G0R 3E0 QC	2017-05-30	3,00 \$	411,25 \$	475,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112050	694347	André Poirier notaire s. a.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2017-11-23	121,00 \$	490,00 \$	684,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112055	141289	Gestion Denys Quirion nc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2017-12-22	5,00 \$	305,00 \$	355,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112178	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2017-09-22		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112228	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2017-09-22	120,00 \$	400,00 \$	579,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212064	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214	G6E 1M3 QC	2017-11-10	33,00 \$	800,00 \$	952,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212088	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord	G6E 4G6 Québec	2017-12-13	7,00 \$	1 140,00 \$	1 317,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212092	135823	Vachon & Associés, No taire, Conseillers Juridi ques, S.E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201	G6E 3B8 Québec	2017-03-10		1 089,25 \$	1 252,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212092	135823	Vachon & Associés, No taire, Conseillers Juridi ques, S.E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201	G6E 3B8 Québec	2017-03-10		1 520,94 \$	1 748,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212149	12000	L'Heureux, Lessard et Boiduc, notaires et con seillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2017-03-31	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212150	12000	L'Heureux, Lessard et Boiduc, notaires et con seillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2017-03-31	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212213	328999	Lacroix, Thibault, T remblay et associés (S. E.N.C.R.L.) société de notaires	50, route du Président- Kennedy, bureau 211	G6V 6W8 Québec	2017-03-28	369,21 \$	720,00 \$	1 197,03 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312006	59062	Ouellet, Jean-Pierre	206, rue des Ploniers Est	G0R 2B0 QC	2017-06-28		96,66 \$	111,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard Guillaume- Couture, #161	G6V 4Z4 Lévis	2017-09-28	155,00 \$	275,00 \$	471,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312112	767299	Ruth Kerline Joseph Mil cé, notaire inc.	193, boulevard Baril Est	G6L 3V1 Québec	2017-04-04	333,00 \$	350,00 \$	735,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312114	334540	Gosselin, Laqueux, Ro y, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247	G8V 6R8 Québec	2017-04-11	405,00 \$	1 639,50 \$	2 290,02 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312118	415025	Dutrisac, Dugas et De mers, notaires S.E.N.C .R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301	H4L 3L8 Québec	2017-04-26	455,18 \$	1 935,00 \$	2 679,95 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201412007	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-05-11	403,00 \$	930,00 \$	1 472,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412070	861643	Josée Bélanger Notaire inc.	1208, 61e Avenue, bureau 202 bec G0R 1Z0 Québec		2017-11-14	131,00 \$	770,83 \$	1 017,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412072	861643	Josée Bélanger Notaire inc.	1208, 61e Avenue, bureau 202 bec G0R 1Z0 Québec		2017-11-17	135,00 \$	1 073,33 \$	1 369,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512010	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-10-23	10,00 \$	225,00 \$	268,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512011	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-10-17	16,00 \$	150,00 \$	188,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512039	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 G6E 1M3 QC		2017-09-20	136,00 \$	590,00 \$	814,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512064	846754	Services professionnels Poulin inc.	228, Proulx, bureau 101 G1M 1W7 Québec		2017-09-25	148,00 \$	775,00 \$	1 039,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512068	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec	2017-05-16	2017-04-28	18,00 \$	350,00 \$	420,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512068	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2017-07-21	2,00 \$	834,27 \$	961,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512073	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R 3E0 QC		2017-09-25	153,00 \$	1 136,25 \$	1 459,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512076	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R 3E0 QC		2017-07-20	261,00 \$	967,49 \$	1 373,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512077	74118	Josianne Asselin, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 Québec	2017-05-15	2017-04-11	282,50 \$	937,49 \$	1 360,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512089	830424	L'Écuyer, Nancy	1, chemin de la Rabastallère Est ébéc J3V2A4 Québec		2017-05-03	128,00 \$	751,15 \$	991,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104001	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2017-05-16	2017-04-28	127,00 \$	635,00 \$	857,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104002	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2017-05-16	2017-04-28	127,00 \$	635,00 \$	857,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512109	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2017-04-20	2017-04-07	274,50 \$	650,00 \$	1 021,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512110	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N.C.R.L.	15400, boulevard Lacroix G5Y 1R7 Québec		2017-09-15	120,00 \$	860,00 \$	1 108,79 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512112	136199	De Blois & De Blois, notaires S.E.N.C.	85, rue Notre-Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2017-12-12	2017-11-14	129,00 \$	625,00 \$	847,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612003	651436	Olivier Pelletier, notaire Inc.	259, boulevard Nilius-Lederc G0R 2C0 Québec	2017-10-11	2017-10-01	130,00 \$	443,75 \$	640,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612005	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2017-03-28	133,00 \$	855,31 \$	1 116,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612006	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2017-03-20	131,00 \$	655,31 \$	884,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612013	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2017-12-14	122,00 \$	758,75 \$	994,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612014	664555	Mie Francine Baillargeon notaire inc.	1574, route 277, suite A G0R 1S0 Québec	2017-05-19	2017-04-24	342,00 \$	900,00 \$	1 376,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612015	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2017-04-20	2017-04-07	141,50 \$	320,00 \$	509,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612018	586305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0h 1e0 Québec		2017-03-22	210,00 \$	713,45 \$	1 030,29 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201612023	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.É.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 Québec		2017-12-08	84,00 \$	400,00 \$	543,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612033	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.É.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 Québec		2017-12-08	79,00 \$	300,00 \$	423,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612036	46310	Goulet & Godbout notaires S.É.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2017-12-12	2017-11-24	10,00 \$	150,00 \$	182,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612037	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2017-11-29	3,00 \$	200,00 \$	232,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612042	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2017-05-15	2017-04-11	158,00 \$	833,32 \$	1 116,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612043	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-10-30	265,00 \$	1 165,00 \$	1 604,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612044	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC	2017-05-25	2017-05-01	150,60 \$	283,33 \$	476,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612044	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2017-09-13	128,60 \$	227,05 \$	389,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612046	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-10-24	440,00 \$	1 535,00 \$	2 204,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612047	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-07-04	264,00 \$	1 367,75 \$	1 836,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612048	59959	Pelletier, Brigitte (003)	169, rue Principale G0R 2V0 QC		2017-09-24	265,00 \$	550,00 \$	897,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612049	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC	2017-05-15	2017-04-25	165,31 \$	452,05 \$	685,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612055	738382	Pierre Samson (notaire Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis)	5255, boulevard Guillaume-Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis		2017-06-12	155,00 \$	375,00 \$	586,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612058	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q		2017-07-13	143,00 \$	680,00 \$	924,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612059	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q		2017-09-20	120,00 \$	490,00 \$	683,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612060	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q		2017-09-20	120,00 \$	490,00 \$	683,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612061	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q		2017-11-07	552,00 \$	1 105,00 \$	1 822,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612062	838922	Me Josianne Pedneault, notaire	703A, rue Principale J0R 1K0 Québec		2017-07-24	176,00 \$	1 088,10 \$	1 427,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612065	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.É.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G6Y 1V9 Québec		2017-09-25	270,00 \$	845,00 \$	1 241,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612067	632795	Me Claudia Rancourt, notaire	15190, boulevard Lacroix G5Y 1R7 Québec		2017-11-08	252,00 \$	291,00 \$	586,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612068	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 Québec	2018-01-19	2017-12-16	123,00 \$	776,25 \$	1 015,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712004	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-11-20	225,00 \$	475,00 \$	771,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712005	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q	2018-01-19	2017-12-18	255,00 \$	831,25 \$	1 210,73 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201712006	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2017-10-31	141,00 \$	583,33 \$	811,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712006	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2017-10-31	139,00 \$	250,00 \$	426,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712010	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec	2018-02-01	2017-12-15	126,00 \$	504,00 \$	705,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712012	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-12-07	205,00 \$	720,00 \$	1 032,82 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									66 508,40 \$
DT Côte-Nord	6201108012	351285	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2017-05-17	2017-04-11	130,00 \$	506,76 \$	712,65 \$
DT Côte-Nord	6201308002	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC		2017-11-10	155,00 \$	901,80 \$	1 191,84 \$
DT Côte-Nord	6201308002	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC		2017-08-22	12,00 \$	350,00 \$	414,41 \$
DT Côte-Nord	6201308007	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2017-05-26	2017-04-10	263,57 \$	1 179,00 \$	1 619,13 \$
DT Côte-Nord	6201308028	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard Guillaume-Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis	2017-12-18	2017-09-12	155,00 \$	590,00 \$	833,35 \$
Total DT Côte-Nord									4 771,38 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744005	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et cons.juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 QC		2017-03-27	526,00 \$	180,00 \$	732,96 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744005	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et cons.juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 QC		2017-03-27	180,00 \$	2 267,00 \$	2 786,48 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444020	682870	Pelletier, Rachel (004)	157, Chemin Rabastallère Ouest J3V1Z3 Québec		2017-03-01	148,00 \$	1 283,33 \$	1 623,51 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444021	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2017-11-23	2017-11-10	139,00 \$	1 300,00 \$	1 633,68 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444023	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444027	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444028	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									8 855,27 \$
DT Estrie	6201144085	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 Québec	2017-04-18	2017-04-03	138,00 \$	1 200,00 \$	1 517,70 \$
DT Estrie	6201160057	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-06-28		304,00 \$	349,62 \$
DT Estrie	6201244002	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 Québec		2017-05-10	25,00 \$	300,00 \$	369,93 \$
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.L.	2727, rue King Ouest, bureau 210 Québec		2017-10-13	128,00 \$	450,00 \$	645,39 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201260051	81844	Brière, Elisabeth (notaire)	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H6E9 QC		2017-06-07	222,00 \$	500,00 \$	796,88 \$
DT Estrie	6201344025	400128	Mc Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec		2017-03-21	252,16 \$	475,00 \$	798,29 \$
DT Estrie	6201460002	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2017-10-11	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$
DT Estrie	6201560024	76906	Lavallée, Lucie (002)	550, rue de L'Église, C.P. 206 J0E 2L0 QC		2017-06-22	288,00 \$	861,00 \$	1 277,93 \$
DT Estrie	6201560032	417902	Bellevue & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Québec		2017-05-10	120,00 \$	675,00 \$	896,08 \$
DT Estrie	6201660002	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC		2017-08-25	433,00 \$	1 253,00 \$	1 873,64 \$
DT Estrie	6201660003	701286	Gondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2017-08-28	433,00 \$	1 253,00 \$	1 873,64 \$
DT Estrie	6201660011	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2017-04-25	433,00 \$	1 328,00 \$	1 959,87 \$
DT Estrie	6201660014	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-07-27	373,00 \$	1 208,00 \$	1 761,90 \$
DT Estrie	6201660016	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2017-10-23	290,00 \$	1 000,00 \$	1 439,75 \$
DT Estrie	6201760000	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-10-17	255,00 \$	956,00 \$	1 354,16 \$
DT Estrie	6201760001	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-10-17	120,00 \$	656,00 \$	874,24 \$
DT Estrie	6201760002	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-11-29	471,00 \$	1 257,00 \$	1 916,24 \$
DT Estrie	6201760004	139238	Bouffard, Claire (notaire)	247, rue Albert J0B 3B0 QC		2017-10-27	271,00 \$	1 068,00 \$	1 498,93 \$
DT Estrie	6201760006	536475	Turcotte Paquette, notaires inc.	120, rue Angus Nord J0B 1R0 Québec		2017-10-19	120,00 \$	655,00 \$	873,09 \$
DT Estrie	6201760007	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-11-23	120,00 \$	655,00 \$	873,09 \$
DT Estrie	6201760011	701286	Gondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2017-07-10	160,00 \$	517,50 \$	755,00 \$
Total DT Estrie									24 054,20 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6198802688	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-10-04	2017-10-02	130,00 \$	1 200,00 \$	1 509,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6200100016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2017-10-20	477,00 \$	1 550,00 \$	2 259,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6200200115	425537	Notaires Renaud & Lebanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2018-01-29	2017-12-05	147,00 \$	1 200,00 \$	1 526,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6200900092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-11-15	2017-11-07	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6201000025	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2018-01-29	2018-01-25	275,00 \$	1 350,00 \$	1 827,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6201000031	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2017-06-21	2017-05-23	228,00 \$	545,00 \$	852,02 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeline	6201000065	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-08-23	2017-08-03		400,00 \$	459,90 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200038	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	136,00 \$	804,00 \$	1 060,40 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200050	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	123,00 \$	804,00 \$	1 047,40 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200079	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	128,00 \$	854,00 \$	1 109,89 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200081	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-17	2017-05-08	134,00 \$	1 375,00 \$	1 714,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300067	425537	Notaires Renaud & Lebanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2017-09-18	2017-08-11		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300087	813737	Nathalie Adams, Notaire, llb., ddn.	1000, 6e Avenue, bureau 2016 bec G0R 1Z0 Québec	2017-03-14	2017-03-13	494,00 \$	1 100,00 \$	1 758,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-04-03	2017-03-20		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201400023	425537	Notaires Renaud & Lebanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2018-01-29	2017-12-05	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201400038	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-11-13	2017-09-29	3,00 \$	350,00 \$	405,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500001	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2017-08-23	2017-08-02	120,00 \$	500,00 \$	694,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500011	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-06-21	2017-06-15	3,00 \$	225,00 \$	261,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500013	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-06-09	2017-05-30	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500025	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-28	2017-03-21	119,00 \$	380,00 \$	555,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500026	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-27	2017-10-04	267,00 \$	1 025,00 \$	1 435,50 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500027	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-28	2017-03-21	119,00 \$	350,00 \$	521,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500034	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest bec G0C 2B0 Québec	2017-04-18	2017-03-14	118,00 \$	1 000,00 \$	1 267,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600012	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 Québec	2017-04-12	2017-04-07	158,00 \$	1 065,00 \$	1 382,48 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600013	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 Québec	2017-10-06	2017-09-20	295,00 \$	1 650,00 \$	2 192,09 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600023	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-04-19	2016-01-26	190,30 \$	600,00 \$	880,15 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600025	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-12-04	2017-11-13	302,46 \$	1 000,00 \$	1 452,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600026	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-12	2017-09-29	5,00 \$	475,00 \$	551,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600040	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-07-12	2017-07-11	5,00 \$	220,00 \$	257,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600040	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-12-07	2017-12-04	120,00 \$	800,00 \$	1 039,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600041	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec		2017-06-15	5,00 \$	220,00 \$	257,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600041	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-12-07	2017-12-04	120,00 \$	800,00 \$	1 039,80 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600042	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-07-18	2017-07-13	2,00 \$	220,00 \$	254,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600042	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2018-02-01	2018-01-22	131,00 \$	870,00 \$	1 131,28 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600045	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-16	13,00 \$	475,00 \$	359,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600046	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-15	5,00 \$	475,00 \$	351,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600047	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-16	2017-09-28	7,00 \$	475,00 \$	353,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600050	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-15	8,00 \$	475,00 \$	354,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600052	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-17	2017-05-10	14,00 \$	475,00 \$	360,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600062	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-29	2017-05-16	12,00 \$	475,00 \$	358,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600064	58843	Gagné, Raymond (nota ire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-07-21	2017-07-14		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600065	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-09-12	2017-08-17	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600065	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-06-15	2017-06-12	4,00 \$	220,00 \$	256,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201700001	472137	Abdelnour et Desrosier s, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-06-22	2017-06-16	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201700004	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-12	2017-09-28	5,00 \$	375,00 \$	436,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201700005	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-12-13	2017-11-29	131,00 \$	650,00 \$	878,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201700006	472137	Abdelnour et Desrosier s, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-06-22	2017-06-16	7,00 \$	400,00 \$	466,90 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène									
DT Ile-de-Montréal	6200840022	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1 050 H3Z 3C1 Qc		2017-08-09		500,00 \$	574,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040007	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 3A 3H3 Qc	H 2017-03-01	2017-02-08		900,00 \$	1 034,78 \$
Total DT Ile-de-Montréal									
DT Laurentides-Lanaudière	6200252078	618530	Baril, Jean- François (Études d'avo cats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2017-11-20		325,00 \$	373,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200252083	864184	Beausoleil, Mireille (M e Mireille Beausoleil, no taire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 Qc		2017-12-14		150,00 \$	172,46 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752036	328562	Poudrier, Gislain (notair e)	430, rue de l'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2017-06-08		175,00 \$	201,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852020	382693	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12ième rue J0W 1C0 Qc		2017-06-05		375,00 \$	431,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252000	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-06-07		375,00 \$	431,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201252064	648151	Voizard Voizard notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2017-10-11		175,00 \$	201,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252064	648151	Voizard Voizard notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2017-06-27	30,00 \$	700,00 \$	834,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252065	781448	Johanne Paquette, notaire	3026, rue Saint-Charles J8B 1G3 Qc		2017-11-20	554,00 \$	1 000,00 \$	1 703,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452027	401364	Gagnon, Carlin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2017-06-02	148,00 \$	785,00 \$	1 050,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452044	71793	Savard, Jean-Guy	100, Boul. Don-Quichotte, Bureau 4 J7V 6L7 QC		2017-06-13	175,00 \$	500,00 \$	749,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552008	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2017-06-08	120,00 \$	600,00 \$	809,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552013	813980	Prattas, Helen (notaire)	247, rue Montreuil H7X 3K3 Qc		2016-09-19	280,97 \$	1 490,00 \$	1 994,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552018	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2016-12-15	179,20 \$	600,00 \$	869,05 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552032	92096	Éthier, Adélar (notaire)	205, rue Principale J0K1T0 QC		2017-09-07	260,00 \$	1 750,00 \$	2 272,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552087	703208	Desnoyers Laroché inc.	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J1 Québec		2018-02-20	339,00 \$	730,00 \$	1 178,32 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652003	615746	La Salle, Sophie (notaire)	540, rue charbonneau J8E 3H4 Québec		2017-08-28		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652018	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2018-02-19	158,00 \$	780,00 \$	1 054,81 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752004	421148	Richard Gandolfi Notaire inc.	115, chemin de Saint-Jean J5R 2J7 Québec		2017-08-24	146,12 \$	550,00 \$	778,48 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									
DT Laval-Mille-Îles	6201436022	742149	PFD Notaires S.E.N.C. R.L.	401-1550 rue Empère J4B7L4 Qc	2017-08-17				16 141,33 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436041	737372	9164-7362 Québec inc.	330 rue Principale J0R 1R0 Qc	2017-03-06		251,00 \$	1 946,86 \$	2 489,40 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436058	827071	Gélinas, Émilie (notaire)	200-5551 boul. Laurier J7M 1C3 QC	2017-06-07		269,00 \$	1 259,90 \$	1 717,58 \$
Total DT Laval-Mille-Îles									
DT Métropolitaine de Montréal	6199501953	203573	Paul Germain, notaire	123, boul. Saint-Labelle J0R 1T0 QC		2017-06-05	60,00 \$	979,17 \$	1 185,80 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200348128	86930	Reid, Jocelyn (notaire)	123, boul. Saint-Jean Baptiste J6K 3B1 Québec					5 392,78 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200548079	76479	Me France Larivière	35 RUE SAINT-PIERRE BUREAU 204 J5A 2E4 QC		2017-06-01	165,25 \$	550,00 \$	797,61 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048058	825666	Pettit & Toussis notaires s.e.n.c.r.l.	6600, route Trans-Canada, bureau 115 H9R 4S2 Qc	2017-03-10		8,00 \$	450,00 \$	525,39 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048061	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Sandor Steinberg 1130, rue Sherbrooke Ouest, bureau 910 H3A 2M8 Québec	2017-05-31		129,68 \$	1 000,00 \$	1 279,43 \$
DT Métropolitaine de Montréal					2017-06-28		160,00 \$	525,00 \$	763,62 \$
DT Métropolitaine de Montréal						2017-04-05	300,00 \$	700,00 \$	1 104,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Métropolitaine de Montréal	6201548030	543415	Gascon & associés S. E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 700 H3B 4N4 Québec		2017-03-21	0,00 \$	1 113,00 \$	1 279,68 \$
Total DT Métropolitaine de Montréal									5 750,56 \$
DT Monteregie	6201685005	455816	Desmarais, Nathalie (notaire)	170, rue Longueuil Québec		2017-12-01	123,00 \$	175,00 \$	324,20 \$
DT Monteregie	6201685008	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	265, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306 J6J 5J9 QUEBEC		2017-03-13	128,00 \$	747,00 \$	986,86 \$
DT Monteregie	6201685008	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	265, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306 J6J 5J9 QUEBEC		2017-03-13	218,00 \$	747,00 \$	1 076,86 \$
Total DT Monteregie									2 387,92 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148089	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	1130, rue Sherbrooke ouest, bureau 910 H3A 2M8 Québec		2017-03-03	150,00 \$	700,00 \$	954,82 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148117	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2017-03-20	396,00 \$	1 990,00 \$	2 684,00 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248016	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec	2017-12-07	2017-11-28		50,00 \$	57,49 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201448024	305272	Dugas, Eric (médiateur)	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC	2017-08-09	2027-08-09	185,00 \$	650,00 \$	932,34 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201448025	412210	Pharand, Jean-Claude (notaire)	16, rue Sainte-Catherine J0P 1X0 QC		2017-04-05	156,65 \$	1 130,00 \$	1 455,87 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548004	412210	Pharand, Jean-Claude (notaire)	16, rue Sainte-Catherine J0P 1X0 QC		2017-04-05	152,65 \$	2 176,23 \$	2 654,77 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548005	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC		2017-01-04	73,80 \$	1 040,00 \$	1 269,54 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548018	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2017-04-07	275,00 \$	350,00 \$	677,41 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548019	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2017-02-15	271,00 \$	455,00 \$	794,14 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548020	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC	2017-05-15	2017-02-15	128,00 \$	420,00 \$	610,90 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548033	75931	Me Normand Brunet	45, boul. Pie XII J6S 6P5 Québec		2017-04-18	124,00 \$	200,00 \$	353,95 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201648006	846073	Duquette, Sylvie (003)	15, rue Gale, C.P. 209 J0S 1K0 Québec		2017-08-29	127,00 \$	145,00 \$	293,72 \$
Total DT Ouest-de-la-Montréalégie									12 738,95 \$
DT Outaouais	6201156012	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-12		489,18 \$	562,44 \$
DT Outaouais	6201156012	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		315,01 \$	362,19 \$
DT Outaouais	6201156013	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		452,94 \$	520,78 \$
DT Outaouais	6201156013	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		699,62 \$	804,40 \$
DT Outaouais	6201356001	856243	Étude notariale Mougeot Inc.	1400, rue St-Louis, bureau 104 J8T 2N1 QC	2017-11-10	2017-07-10		170,37 \$	195,88 \$
DT Outaouais	6201356041	393153	Gagné, Jean-François (notaire)	188, Rue Montcalm, Bureau 300 J8Y3B5 QC	2017-10-20	2017-06-07	288,00 \$	1 025,00 \$	1 466,49 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-06-07	2017-04-24	120,00 \$	630,00 \$	844,34 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Outaouais									4 756,52 \$
DT Québec	6199500617	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	G4A 1H3 QC	2017-04-06	460,00 \$	950,00 \$	1 552,26 \$
DT Québec	6200432024	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201	G3Z 2R8 Québec	2018-01-11		85,00 \$	97,73 \$
DT Québec	6200532242	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 QC	2017-05-04		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532243	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 QC	2017-05-03		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532249	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 QC	2017-05-04		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532345	847176	Simon Laquerre notaire inc.	2875, boulevard Laurier, bureau 250	G1V 2M2 Québec	2017-09-13	203,32 \$	2 760,00 \$	3 376,63 \$
DT Québec	6200668014	388717	Beauchamp et Gilbert, notaires	507, Place d'Armes, bureau 1300	H2Y 2W8 Québec	2017-09-01		380,00 \$	436,91 \$
DT Québec	6200832003	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100	G2N 1E3 QC	2017-05-03	17,00 \$	410,00 \$	488,40 \$
DT Québec	6200832016	823786	Mme Julie Gonther-Brazeau, notaireet consellière juridique	611, rue des Peupliers	G0T 2A0 Québec	2017-04-19	141,00 \$	628,64 \$	863,78 \$
DT Québec	6201032003	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime	G5A 1M4 QC	2017-03-31	124,00 \$	440,00 \$	629,89 \$
DT Québec	6201032023	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime	G5A 1M4 QC	2017-03-22	116,00 \$	475,00 \$	662,13 \$
DT Québec	6201232055	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime	G5A 1M4 QC	2017-03-22	117,00 \$	655,00 \$	870,09 \$
DT Québec	6201332034	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval	G3Z 2W2 Québec	2017-08-31	263,00 \$	1 525,80 \$	2 017,29 \$
DT Québec	6201432004	766679	Audrey Alain-Rochette, notaire inc.	4656, boulevard de l'Auvergne	G2C 2B5 Québec	2017-05-31	480,35 \$	599,00 \$	1 169,05 \$
DT Québec	6201432010	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1	G3L 3W6 Québec	2017-05-12	127,00 \$	400,00 \$	586,90 \$
DT Québec	6201432060	73496	Bergeron, Hélène (notaire)	19, chemin des Mélezes	G3B 2B2 Québec	2017-06-22	441,00 \$	850,00 \$	1 418,29 \$
DT Québec	6201432068	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1	G3L 3W6 Québec	2017-11-21	129,00 \$	500,00 \$	703,88 \$
DT Québec	6201532016	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval	G3Z 2W2 Québec	2017-06-19	967,00 \$	2 606,00 \$	3 963,25 \$
DT Québec	6201532051	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame	G6E 3Z5 Québec	2017-03-31	565,00 \$	2 143,36 \$	3 029,33 \$
DT Québec	6201532057	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	285, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306	J6J 5J9 QUEBEC	2017-05-02	130,00 \$	756,08 \$	999,30 \$
DT Québec	6201532058	793072	Douville Argouin Notaires s.a.	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850	G1V 4W2 Québec	2017-03-27	547,00 \$	899,19 \$	1 580,84 \$
DT Québec	6201632002	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1	G3L 3W6 Québec	2017-11-29	126,00 \$	400,00 \$	585,90 \$
DT Québec	6201632003	9766	Hardy Goyette & associés, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101	J4H3M2 Québec	2017-05-09	148,00 \$	949,42 \$	1 239,59 \$
DT Québec	6201632005	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212	G0A 3C0 QC	2017-03-06	307,99 \$	1 950,00 \$	2 550,00 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201632011	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-09-22	2017-09-13	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
DT Québec	6201632025	59410	Renaud, Nathalie	196-1, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2017-06-20	2017-05-08	126,00 \$	350,00 \$	528,41 \$
DT Québec	6201632026	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-05-15	2017-04-13	143,00 \$	450,00 \$	660,39 \$
DT Québec	6201632028	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SEINC RL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec	2017-05-15	2017-04-11	120,00 \$	418,00 \$	600,60 \$
DT Québec	6201732001	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2017-05-15	2017-04-13	152,00 \$	977,12 \$	1 275,45 \$
Total DT Québec									32 488,45 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216038	210033	Me Danielle Girard-Gendron, notaire	572, 3e Rue G8P 1N9 QC	2017-11-09	2017-10-30	121,00 \$	525,00 \$	724,62 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316035	807446	Gauthier Bédard S.E.N.C.R.L. Avocats	364, rue Racine Est G7H 1S6 Qc	2018-02-06	2016-04-28	261,00 \$	450,00 \$	778,39 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416010	496540	Laple Lemeux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2017-11-02	2017-09-25	411,00 \$	986,67 \$	1 545,42 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416012	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 Qc	2017-08-11	2017-07-26	138,00 \$	1 206,66 \$	1 525,35 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416025	809822	Cantin Simard Martel Notaires Inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2017-04-12	2017-03-08	148,00 \$	642,00 \$	886,14 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416087	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 Qc	2017-04-06	2017-03-21	128,00 \$	1 000,00 \$	1 277,75 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416088	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2017-12-20	2017-12-07		350,00 \$	402,41 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416097	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc		2016-11-08	142,00 \$	550,00 \$	774,36 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416097	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2016-12-06	2016-11-22	143,00 \$	200,00 \$	372,95 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416101	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401, avenue du Pont Nord G8B 5E4 Qc	2017-11-02	2017-10-04	122,00 \$	825,00 \$	1 070,54 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416101	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401, avenue du Pont Nord G8B 5E4 Qc	2017-06-09	2017-05-29	142,00 \$	925,00 \$	1 205,52 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416102	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2017-03-15	2017-03-09		350,00 \$	402,41 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516016	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	1571, boulevard Wallberg G8L 1H5 Qc	2017-05-24	2017-05-08	486,00 \$	1 855,01 \$	2 618,80 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516017	809822	Cantin Simard Martel Notaires Inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2017-03-30	2017-03-08	370,00 \$	372,50 \$	798,29 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616000	426694	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2016-04-06	2016-03-14	139,00 \$	777,92 \$	1 033,42 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616002	426694	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2017-03-24	2017-03-15	136,00 \$	493,33 \$	703,21 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616029	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2017-03-23	2017-02-28	134,00 \$	878,65 \$	1 144,23 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									17 263,81 \$
Région de la Mauricie	6200928064	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques	G0X 3G0 Québec	2016-11-01	17,80 \$	125,00 \$	161,52 \$
Région de la Mauricie	6200928068	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	612,00 \$	851,65 \$
Région de la Mauricie	6200928069	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	672,00 \$	920,63 \$
Région de la Mauricie	6200928070	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	866,99 \$	1 144,82 \$
Région de la Mauricie	6200928071	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	672,00 \$	920,63 \$
Région de la Mauricie	6200928073	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	1 119,49 \$	1 435,13 \$
Région de la Mauricie	6200928074	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2017-01-31	148,00 \$	1 027,00 \$	1 328,79 \$
Région de la Mauricie	6201128004	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2017-04-21	143,00 \$	958,00 \$	1 244,46 \$
Région de la Mauricie	6201228015	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-15	128,00 \$	682,50 \$	912,71 \$
Région de la Mauricie	6201228016	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-23	845,88 \$	913,00 \$	1 895,60 \$
Région de la Mauricie	6201228017	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-28	425,00 \$	1 071,83 \$	1 657,34 \$
Région de la Mauricie	6201328019	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2017-05-02	150,00 \$	697,00 \$	951,38 \$
Région de la Mauricie	6201328023	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau	G8T 7A7 Québec	2017-12-08	135,50 \$	475,00 \$	681,63 \$
Région de la Mauricie	6201428010	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-03-27	138,00 \$	800,00 \$	1 057,80 \$
Région de la Mauricie	6201428013	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage	G0X 2R0 Québec	2017-03-08	378,52 \$	1 620,00 \$	2 241,12 \$
Région de la Mauricie	6201428024	68668	Garant, Louise-André (notaire)	2340, avenue Principale	G0X 2N0 QC	2016-11-28	154,00 \$	811,25 \$	1 086,73 \$
Région de la Mauricie	6201528009	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410	G9A 6A7 Qc	2017-04-10	140,00 \$	685,00 \$	927,58 \$
Région de la Mauricie	6201528011	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2016-12-21	128,00 \$	542,50 \$	751,74 \$
Région de la Mauricie	6201528014	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc	G9N 2J7 Québec	2016-07-18	125,00 \$	274,60 \$	440,72 \$
Région de la Mauricie	6201528017	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-03-08	128,00 \$	562,50 \$	774,74 \$
Région de la Mauricie	6201528020	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220	J2B 8N8 Québec	2017-06-26	28,00 \$	600,00 \$	717,85 \$
Région de la Mauricie	6201528026	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-10-06	135,00 \$	350,00 \$	537,41 \$
Région de la Mauricie	6201528027	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc	G9N 2J7 Québec	2016-10-31	123,00 \$	257,91 \$	419,54 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201628032	210005	Desaulniers Gervais P arenteau Sylvestre (inacitif)	540, Avenue de Grand-Mère G9T 2H2 Québec	2017-11-17	2017-08-02	158,00 \$	720,00 \$	985,82 \$
Région de la Mauricie	6201628033	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques G0X 3G0 Québec	2017-10-23	2017-10-04	191,74 \$	375,00 \$	622,90 \$
Région de la Mauricie	6201628035	853689	Harvey, Sandy (notaire)	221, rue Principale G0X 2L0 Québec	2017-10-16	2017-01-17	138,00 \$	960,00 \$	1 241,76 \$
Région de la Mauricie	6201628046	204478	Boivin Paquin Proulx Haimois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2017-09-29	2017-04-18	150,00 \$	657,00 \$	905,39 \$
Région de la Mauricie	6201628049	846477	Turner, Charles (notaire)	2890, rue Bergeron J0K 3G0 Québec	2017-09-18	2017-07-24	130,75 \$	483,33 \$	686,46 \$
Région de la Mauricie	6201628050	68668	Garant, Louise-André (notaire)	2340, avenue Principale G0X 2N0 QC	2017-12-08	2017-11-16	140,00 \$	797,45 \$	1 056,87 \$
Région de la Mauricie	6201628011	846477	Turner, Charles (notaire)	2890, rue Bergeron J0K 3G0 Québec	2017-12-05	2017-11-27	142,50 \$	479,17 \$	693,43 \$
Région de la Mauricie	6201628014	433032	Carrier, Michel (notaire)	56, rue Fusey G8T 2T7 QC	2018-02-06	2018-01-30	121,00 \$	400,00 \$	580,90 \$
Région de la Mauricie	6201628016	446973	Pothier, Nancy (notaire)	20, Mgr Comtois G8T 9B5 Québec	2017-08-10	2017-07-24	139,00 \$	750,00 \$	1 001,31 \$
Région de la Mauricie	6201628017	695852	Charette, Godin, Ouellet et, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W1 Québec	2017-07-12	2016-12-23	128,00 \$	735,00 \$	973,07 \$
Région de la Mauricie	6201628021	836720	Marie-Claude Leblanc, notaire inc.	560, boul. Jacques Bizard, bureau 101 H9C 2H2 Québec	2017-02-14	2017-02-10	3,00 \$	184,72 \$	215,39 \$
Région de la Mauricie	6201628026	326786	Dostaler, François (notaire)	1366, avenue de Grand-Mère G9T 2J6 Québec	2017-08-17	2017-07-27	127,00 \$	450,00 \$	644,39 \$
Région de la Mauricie	6201628055	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques G0X 3G0 Québec	2017-10-13	2017-03-13	122,01 \$	457,59 \$	648,12 \$
Total Région de la Mauricie									33 317,33 \$
Région du centre du Québec	6200724017	353108	Lévesque, Hélène (notaire)	108, rue Olivier, suite 203 G6P 6V6 QC	2017-09-22	2017-01-31	30,00 \$	633,33 \$	758,17 \$
Région du centre du Québec	6200924007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2017-10-23	2017-03-10	118,00 \$	1 371,81 \$	1 695,24 \$
Région du centre du Québec	6201224016	349010	Houle, Nathalie (notaire)	1097, rue Notre-Dame Ouest Bureau 300 G6P 7L1 Québec	2017-12-18	2017-12-04	125,00 \$	825,00 \$	1 073,54 \$
Région du centre du Québec	6201224029	399332	Lauzière, Dominique (notaire)	257-2, rue de Mgr. Courchesne J3T 2C1 QC		2014-03-19	114,00 \$	400,00 \$	573,90 \$
Région du centre du Québec	6201324011	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2017-09-05	2017-08-09	120,00 \$	425,00 \$	608,64 \$
Région du centre du Québec	6201424007	334524	Lavigne, Paule (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2017-11-21	2017-05-08	316,60 \$	715,00 \$	1 138,67 \$
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2017-12-04	2017-10-04	256,00 \$	973,33 \$	1 375,09 \$
Région du centre du Québec	6201424033	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2017-07-07	2016-08-22	257,00 \$	903,00 \$	1 295,22 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région du centre du Québec	6201424038	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francs G6P 5W3 Québec	2017-11-20	2017-08-15	130,00 \$	1 077,00 \$	1 368,28 \$
Région du centre du Québec	6201624014	366965	Pelletier, Jean-Pierre (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-07-19	2017-04-03	289,00 \$	690,40 \$	1 082,79 \$
Région du centre du Québec	6201624015	330202	Boudreau & associés S.ENCRL	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 Québec	2017-10-16	2017-03-20	124,00 \$	1 430,00 \$	1 768,14 \$
Région du centre du Québec	6201624020	199602	Vachon, Stéphane (notaire)	733, boulevard Frontenac Ouest Bureau 103 G6G 7X9 QC	2017-07-11	2017-04-28	340,00 \$	1 251,80 \$	1 779,26 \$
Région du centre du Québec	6201624021	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francs G6P 5W3 Québec	2017-11-16	2017-09-20	346,00 \$	963,00 \$	1 453,21 \$
Région du centre du Québec	6201624023	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires Inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N 8 Québec	2017-10-19	2017-06-21	155,00 \$	805,00 \$	1 080,55 \$
Région du centre du Québec	6201624000	141990	Comeau, François (notaire)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2017-09-19	2017-02-14	25,00 \$	200,00 \$	254,95 \$
Région du centre du Québec	6201624001	141990	Comeau, François (notaire)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2017-09-19	2017-02-14	25,00 \$	400,00 \$	484,90 \$
Région du centre du Québec	6201624004	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2017-09-18	2017-04-05	130,00 \$	604,60 \$	825,14 \$
Région du centre du Québec	6201624007	400128	Mc Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec	2017-10-20	2017-04-06	533,69 \$	432,00 \$	1 030,38 \$
Région du centre du Québec	6201624008	859630	Gestion Notaire Gauthier inc.	960 D, Daigneault J0H 1A0 Québec	2017-11-17	2017-07-12	175,00 \$	1 195,00 \$	1 548,95 \$
Région du centre du Québec	6201624009	530993	Laforce, Claire (notaire)	38, rue Trahan J0G 1J0 QC	2017-07-11	2017-03-07	156,56 \$	555,00 \$	794,67 \$
Région du centre du Québec	6201624010	530993	Laforce, Claire (notaire)	38, rue Trahan J0G 1J0 QC	2017-07-07	2017-03-16	132,00 \$	690,00 \$	925,33 \$
Région du centre du Québec	6201624013	836480	Jutras, André (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 Québec	2016-11-08	2016-11-03	13,00 \$	350,00 \$	415,41 \$
Région du centre du Québec	6201624014	550644	Kathleen, Blanchard (B) ancharh Shooner*, notaires greffes*)	292, rue Notre-Dame J0C 1K0 Québec	2018-02-14	2017-09-29	295,00 \$	1 100,00 \$	1 559,73 \$
Région du centre du Québec	6201624017	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	190,00 \$	223,45 \$
Région du centre du Québec	6201624021	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624024	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624033	811566	Cabinet juridique Panneton inc.	1325, boulevard Lemire J2C 7X9 Québec	2017-11-10	2017-06-08	121,00 \$	750,00 \$	983,31 \$
Région du centre du Québec	6201624033	811566	Cabinet juridique Panneton inc.	1325, boulevard Lemire J2C 7X9 Québec	2017-04-04	2017-03-02	0,00 \$	630,00 \$	724,34 \$
Région du centre du Québec	6201624038	846476	Etienne Tourigny, notaire S.A.	747, rue Laviolette G9A 1V7 Québec	2017-07-18	2017-06-12	18,00 \$	155,00 \$	196,21 \$
Région du centre du Québec	6201624039	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8 Québec	2017-09-19	2017-08-28	0,00 \$	150,00 \$	172,46 \$
Total Région du centre du Québec							63 164,43 \$	297 319,06 \$	27 475,87 \$
Total général									405 004,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DGEI)										
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
Service expertise immobilière	6200768053	832810	Roy, Monique (010)	46 avenue Bégin G6V 4C 1 QC		2017-05-15	118,00 \$	700,00 \$	922,83 \$	
Service expertise immobilière	6201668000	642010	LNTP notaires Inc.	212- F, 2e avenue G0R 1S0 Q uébec		2017-05-18	275,00 \$	1 229,16 \$	1 688,23 \$	
Service expertise immobilière	6201668072	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ou est G0C 2B0 Québec		2017-11-28	35,00 \$	210,00 \$	276,45 \$	
Service expertise immobilière	6201668072	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ou est G0C 2B0 Québec		2017-10-06	30,00 \$	300,00 \$	374,93 \$	
Service expertise immobilière	6201668074	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-02-06	2018-01-30	120,00 \$	507,00 \$	702,92 \$	
Service expertise immobilière	6201668089	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint- Eustache J7R 2L5 Qc		2017-06-12	247,10 \$	684,25 \$	1 033,81 \$	
Service expertise immobilière	6201668094	857301	Marinier, Pamela (not aire)	400- 3380 boul. de la Concorde E H7E 2C2 QC		2017-07-17	379,95 \$	1 498,94 \$	2 103,36 \$	
Service expertise immobilière	6201668106	804708	Étude notariale Jean- Luc Pagé inc.	102, rue Féré J7R 2T5 Q C		2017-08-16	0,00 \$	500,00 \$	574,88 \$	
Total Service expertise immobilière									7 677,41 \$	
Total général							1 205,05 \$	5 629,35 \$	7 677,41 \$	

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
INCLUS À LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ARPIN, SUZANNE (ADRESSE PERSONNELLE)	51,17 \$	AVRIL 2017	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES : RÉDIGER LES DÉCISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS D'ENQUÊTES ET AUTRES; ASSURER LA DIFFUSION DES DÉCISIONS ET RÉDIGER LES PROCÈS-VERBAUX	3 531,00 \$
GUAY, CHARLINE (ADRESSE PERSONNELLE)	19,20 \$	JANVIER 2018	SUPPORTER LES AVOCATS DU CONTENTIEUX DE LA CDPDJ : PARTICIPER À LA RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES ET AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES	806,00 \$
MELOCHE, FRANCIS 800 SQUARE VICTORIA, #720 MONTRÉAL (QUÉBEC) H4Z 1A1	150 \$/HRE	AVRIL 2017 À MARS 2018	CONSEILLER, ACCOMPAGNER ET/OU REPRÉSENTER AU BESOIN LA COMMISSION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE RELATIONS DE TRAVAIL	15 563,00 \$
MONETTE BARAKETT AVOCATS S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2E7	125 \$/HRE	SEPTEMBRE 2017 À MARS 2018	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA CDPDJ DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	531,00 \$
NADEAU, ÉLISE (ADRESSE PERSONNELLE)	50 \$/HRE	JUIN-JUILLET 2017	REPRÉSENTER LA COMMISSION ET L'AVOCATE DU CONTENTIEUX DE LA COMMISSION RESPONSABLE DU DOSSIER DANS LE CADRE D'UN INTERROGATOIRE ET DE LA PRÉSENTATION D'UNE REQUÊTE	1 800,00 \$
TARDIEU, EMMA (ADRESSE PERSONNELLE)	19,20 \$/HRE	DÉCEMBRE 2017	SUPPORTER LES AVOCATS DU CONTENTIEUX DE LA CDPDJ : PARTICIPER À LA RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES ET AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES	2 150,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES				24 381,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^É PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	JUILLET 2017	CONFÉRENCIER POUR LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	8 575,00 \$
M ^É PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	FÉVRIER 2018	EXPERT À LA COUR	5 000,00 \$
M ^É JEAN-GUY MOULIN 18, RUE PRINCIPALE ST-MICHEL-DE-BELLECHASSE (QUÉBEC) G0R 3S0	100,00 \$/H	OCTOBRE 2017	AGIR À TITRE DE PROCUREUR	2 000,00 \$
M ^É LOUIS LEBEL LANGLOIS AVOCATS 2820, BOULEVARD LAURIER QUÉBEC (QUÉBEC) G1V 0C1	TAUX FORFAITAIRE 3 000,00 \$	NOVEMBRE 2017	PANELLISTE À LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	3 000,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES				18 575,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.	180 \$/ HRE	09-2017	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DEVANT DES INSTANCES	14 484,82 \$
TOTAL DES HONORAIRES				14 484,82 \$

P.72 **LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.**

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GAGNON, CHRISTINE	180 \$/H ¹	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE PROJET DE LOI SUR LA COPROPRIÉTÉ.	0,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			0,00 \$

LÉGENDE :
H : TAUX HORAIRE
1 : MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE.

ORGANISMES

- CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**
INCLUS À LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**
INCLUS À LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.
- COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**
AUCUN.
- DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**
AUCUN.
- FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**
AUCUN.
- TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**
AUCUN.

P.73 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	20 620,00 \$	16 JANVIER 2016 RETRAITE
TOTAL DES HONORAIRES			20 620,00 \$	

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
INCLUS À LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
ARPIN, SUZANNE (ME)	51,17 \$/H	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES : RÉDIGER LES DÉCISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS D'ENQUÊTES ET AUTRES; ASSURER LA DIFFUSION DES DÉCISIONS ET RÉDIGER LES PROCÈS-VERBAUX	3 531,00 \$	FÉVRIER 1988
ARPIN, SUZANNE (ME)	95,51 \$/H	MANDATS À LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL : ASSURER LA PLANIFICATION, LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS JEUNESSE DE LA COMMISSION ET AGIR À TITRE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	29 704,00 \$	FÉVRIER 1988
TOTAL DES HONORAIRES			33 235,00 \$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	CONFÉRENCIER POUR LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	8 575,00 \$
M ^E PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	EXPERT À LA COUR	5 000,00 \$
M ^E JEAN-GUY MOULIN 18, RUE PRINCIPALE ST-MICHEL-DE-BELLECHASSE (QUÉBEC) G0R 3S0	100,00 \$ / H	AGIR À TITRE DE PROCUREUR	3 000,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES			16 575,00 \$

NOTE 1 : IL EST À NOTER QUE LES AVOCATS MENTIONNÉS CI-DESSOUS SONT DES ANCIENS PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI ONT ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC AVANT LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN 2007.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- P.74** **POUR 2016-2017 ET 2017-2018, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :**
- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
 - B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018, EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
 - C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D’ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	20 620,00 \$	MJQ-DGAJL
GAGNON, CHRISTINE	180 \$/H ¹	AGIR À TITRE D’EXPERTE-CONSEIL EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE PROJET DE LOI SUR LA COPROPRIÉTÉ.	0,00 \$	MJQ-DGAJL
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS			20 620,00 \$	

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N’EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGENDE :

H : TAUX HORAIRE

¹ : MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N’EXISTE PLUS. C’EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L’ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFIÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M ^E PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	JUILLET 2017	100,00 \$ / H	CONFÉRENCIER POUR LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	8 575,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M ^E PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	FÉVRIER 2018	100,00 \$ / H	EXPERT À LA COUR	5 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M ^E JEAN-GUY MOULIN 18, RUE PRINCIPALE ST-MICHEL-DE-BELLECHASSE (QUÉBEC) G0R 3S0	OCTOBRE 2017	100,00 \$ / H	AGIR À TITRE DE PROCUREUR	2 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M ^E LOUIS LEBEL LANGLOIS AVOCATS 2820, BOULEVARD LAURIER QUÉBEC (QUÉBEC) G1V 0C1	NOVEMBRE 2017	TAUX FORFAITAIRE 3 000,00 \$	PANELLISTE À LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	3 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS				18 575,00 \$	

P.75 **LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2016-2017 ET 2017-2018.**

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2017-2018 POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE ET À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE OU À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.71 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

- P.76 BILAN DU PLAN D’AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018, EN PRÉCISANT :**
- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
 - B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT;
 - C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
 - D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON;
 - E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

AUCUN.

B. PROJET EN VOIE D’ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT AVEC EXPANSION PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET :	6,5 M \$ PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2019-2020
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET :	66,9 M\$ ET 1,3 M\$ POUR LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION 2019-2020
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET :	60,9 M \$ PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2022-2023
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET :	53,1 M \$ PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2021-2022
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL - PHASE I
BUDGET :	23,6 M\$ PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION (PHASE 1-A) : 2018-2019 PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B) : 2022-2023
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL - PHASE 2
BUDGET :	6,3 M\$ PQI 2017-2027
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2026-2027

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT AVEC EXPANSION AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU
BUDGET : 2,5 M\$
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2018-2019

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT DU DPCP ET DU MJQ AU PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE
BUDGET : 5,3 M\$
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2018-2019

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

P.77 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2008 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2017-2018 : 59 280,38 \$

PROJET EN SÉCURITÉ POUR 2017-2018		
DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
QUÉBEC	268 974,17 \$	52 337,34 \$
MONTRÉAL	2 594,03 \$	2 594,03 \$
MINGAN	351,73 \$	351,73 \$
GATINEAU	1 561,00 \$	1 561,00 \$
TERREBONNE	2 436,28 \$	2 436,28 \$
TOTAL	275 917,21 \$	59 280,38 \$

P.78 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2008 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

	2017-2018
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	5 214 700 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	34 884 400 \$
PROJETS	8 747 600 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 846 700 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018.
NOTE : IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES.

- P.79 PRODUIRE LE PLAN D’IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L’ÉTAT D’AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU’ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L’ÉTUDE, INCLUANT :**
- A. L’ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;**
 - B. L’ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;**
 - C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D’OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;**
 - D. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ÉLABORATION DE L’AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S’IL Y A LIEU;**
 - E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D’INFRASTRUCTURES 2017-2027

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS D’IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2017-2027. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2017-2027 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC AU MOIS DE JUIN 2017.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS D’INFRASTRUCTURES 2017-2027

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D’AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,23 M\$. LES TRAVAUX D’ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT ONT DÉBUTÉ AU PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L’ÉTÉ 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE BÂTIMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT POUR L’AJOUT DE DEUX SALLES D’AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES.

UNE AUTORISATION DU CONSEIL DU TRÉSOR A ÉTÉ REÇUE LE 29 SEPTEMBRE 2015 POUR UN COÛT DE PROJET DE 2,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES POUR LES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 23,6 M\$.

PHASE 1-A : LE 23 AOÛT 2016, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APROUVÉ LE PROJET AU MONTANT DE 4,9 M\$.

PHASE 1-B : LE CT EST EN PRÉPARATION ET PRÉVOIT LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LE PROJET EST ESTIMÉ AU MONTANT DE 18,7 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE

LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L’AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉGRÉGATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE 24 OCTOBRE 2017, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APROUVÉ LE PROJET AU MONTANT DE 5,3 M\$.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET EST PRÉSENTEMENT À L’ÉTUDE ET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 53,1 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER AVEC EXPANSIONS LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 60,9 M

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS. LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,3 M\$.

AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT - NOUVELLES INITIATIVES ET ÉTUDES

UN MONTANT DE 76,3 M\$ EST INSCRIT AU PQI 2017-2027 COMME PROVISIONS POUR POURVOIR, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR, À L'AJOUT DE NOUVELLES INITIATIVES OU ÉTUDE DE PROJETS EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE DANS LES PALAIS DE JUSTICE.

P.80 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2017-2018 : 59 280,38 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2017-2018		
PALAIS DE JUSTICE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
QUÉBEC	268 974,17 \$	52 337,34 \$
MONTRÉAL	2 594,03 \$	2 594,03 \$
SEPT-ÎLES	351,73 \$	351,73 \$
GATINEAU	1 561,00 \$	1 561,00 \$
SAINT-JÉRÔME	2 436,28 \$	2 436,28 \$
TOTAL	275 917,21 \$	59 280,38 \$

NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES :

AUCUNE.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	Coût totaux (\$)
		(salaires, loyers et autres)
1	AMQUI	222 696 \$
	MATANE	260 733 \$
	MONT-JOLI	124 119 \$
Sous-total région 01 : Bas-St-Laurent		607 548 \$
2	CHIBOUGAMAU	237 115 \$
	DOLBEAU	124 709 \$
Sous-total région 02 : Saguenay-Lac-Saint-Jean		361 824 \$
4	LA TUQUE	168 948 \$
Sous-total région 04 : Maurice-Bois-Francs		168 948 \$
5	GRANBY	1 846 419 \$
	MAGOG	54 770 \$
Sous-total région 05 : Estrie		1 901 189 \$
7	MANIWAKI	278 034 \$
Sous-total région 07 : Outaouais		278 034 \$
8	VAL D’OR	2 197 037 \$
	LA SARRE	174 466 \$
	SENNETERRE	34 753 \$
Sous-total région 08 : Abitibi –Témiscamingue		2 406 256 \$
9	FORESTVILLE	75 624 \$
	COUR ITINÉRANTE	115 575 \$
Sous-total région 09 : Côte-Nord		191 199 \$
10	COUR ITINÉRANTE	2 008 728 \$
Sous-total région 10 : Grand Nord		2 008 728 \$
11	HÂVRE-AUBERT	337 511 \$
	STE-ANNE-DES-MONTS	221 603 \$
	GASPÉ	117 499 \$
	CARLETON	86 474 \$
Sous-total région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		763 087 \$
14	REPENTIGNY	11 982 \$
Sous-total région 14 : Lanaudière		11 982 \$
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	59 052 \$
	LACHUTE	34 811 \$
Sous total région 15 : Laurentides		93 863 \$
TOTAL		8 792 658 \$

P.82 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. CHAMBRE CIVILE;
- B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
- C. CHAMBRE CRIMINELLE;
- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.

MINISTÈRE

ANNÉE 2017-2018 :

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIER OUVERTS : 53 414
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 189 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES PLUS D’UN JOUR À 2 JOURS : 197 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 225 JOURS

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 21 876
DÉLAI D’AUDITION : 267 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES ANNUELLEMENT : 110 800
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 242 JOURS

DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018 PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.
LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE D'OUVERTURE (DÉNONCIATION) JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION DÉFINITIVE (QUI A ÉTÉ RENDUE POUR CHACUN DES CHEFS D'ACCUSATION). LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES QUI SONT ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES ANNUELLEMENT : 189 700
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 343 JOURS

DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018 PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES PÉNALES (PLUMITIF M107).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.
LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE PÉNALE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DE SIGNIFICATION DU CONSTAT D’INFRACTION JUSQU'À LA DATE DE JUGEMENT D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES PÉNALES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LES CAUSES DE JURIDICTIONS 61, 62 ET 63 ONT ÉTÉ RETENUES. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES ET ENTENDUES PAR UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC OU PAR UN JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE.

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 10 574
DÉLAI D’AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 30 JOURS
DÉLAI D’AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 44 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 8 950
DÉLAI D’AUDITION – AUDITION PROTECTION : 41 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 707
DÉLAI D’AUDITION – AUDITION ADOPTION : 29 JOURS

P.83 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ ET PLUS.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2017 :

3 000,00 \$ OU MOINS	9 984
3 000, 01 \$ À 5 000,00 \$	3 320
5 000,01 \$ ET PLUS	9 237
TOTAL	22 541

P.84 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. NOMBRE DE PAIEMENTS ACQUITTÉS;
- B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
- C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
- D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉ

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT*

ANNÉE CIVILE 2017 :

	2017
JANVIER	387
FÉVRIER	345
MARS	419
AVRIL	417
MAI	444
JUIN	506
JUILLET	357
AOÛT	401
SEPTEMBRE	436
OCTOBRE	445
NOVEMBRE	443
DÉCEMBRE	255
TOTAL	4 855

*LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D’AVIS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ REQUÉRIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL.

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT À DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.85 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 (OU ANNÉES CIVILES).

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2017 :

TOTAL : 1 989

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2017 :

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 24 615

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 24 802

MINISTÈRE

	2017-2018 (DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017)
CÉLÉBRANTS	4 998

* DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2018, LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉSIGNATION DES MAIRES, DES GREFFIERS, DES CONSEILLERS ET DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, AINSI QUE DES CÉLÉBRANTS D'UN SEUL MARIAGE OU D'UNE SEULE UNION CIVILE EST ENTIÈREMENT ASSUMÉ PAR LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL PLUTÔT QUE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

P.88 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANT «AD HOC») POUR L'ANNÉE 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018.

MINISTÈRE

	2017-2018 (DU 1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017)
CÉLÉBRANTS «AD HOC»	4 889

* DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2018, LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉSIGNATION DES MAIRES, DES GREFFIERS, DES CONSEILLERS ET DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, AINSI QUE DES CÉLÉBRANTS D'UN SEUL MARIAGE OU D'UNE SEULE UNION CIVILE EST ENTIÈREMENT ASSUMÉ PAR LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL PLUTÔT QUE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

LE TAUX D’UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D’AUDIENCE À LA COUR DU QUÉBEC, À LA COUR SUPÉRIEURE ET À LA COUR D’APPEL POUR L’ANNÉE CIVILE 2017. LES SÉANCES DE JUILLET ET D’AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU’ELLES NE REFLÈTENT PAS L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L’AMIABLE ET DE L’UTILISATION DES SALLES TEMPORAIRES OU AJOUTÉES EN COURS D’ANNÉE.

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D’AUDIENCE**	TAUX D’UTILISATION (%)
100 : RIMOUSKI	4	59,9 %
105 : NEW CARLISLE	3	41,6 %
110 : PERCÉ	3	29,7 %
115 : HAVRE-AUBERT	1	27,3 %
120 : AMQUI	1	34,5 %
125 : MATANE	1	48,8 %
130 : SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	62,0 %
135 : MONT-JOLI	1	27,5 %
140 : GASPÉ	1	13,8 %
145 : CARLETON	1	12,5 %
150 : CHICOUTIMI	9	46,4 %
155 : ROBERVAL	3	44,9 %
160 : ALMA	4	29,4 %
170 : CHIBOUGAMAU	2	17,0 %
175 : DOLBEAU – MISTASSINI	1	13,5 %
200 : QUÉBEC	37	63,3 %
200 : QUÉBEC (COUR D'APPEL)	2	38,4 %
235 : THETFORD MINES	4	27,4 %
240 : LA MALBAIE	2	43,4 %
250 : RIVIÈRE-DU-LOUP	5	48,6 %
300 : MONTMAGNY	3	37,6 %
350 : SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	5	47,0 %
400 : TROIS-RIVIÈRES	9	56,8 %
405 : DRUMMONDVILLE	5	43,5 %
410 : SHAWINIGAN	5	35,4 %
415 : VICTORIAVILLE	4	50,9 %
425 : LA TUQUE	1	40,8 %
450 : SHERBROOKE	12	52,8 %
455 : COWANSVILLE	2	31,5 %
460 : GRANBY	7	37,4 %
480 : LAC-MÉGANTIC	2	16,8 %
500 : MONTRÉAL*	98	62,9 %
500 : MONTRÉAL (COUR D'APPEL)	4	35,6 %
505 : LONGUEUIL	23	67,1 %
525 : MONTRÉAL - CHAMBRE DE LA JEUNESSE	18	61,1 %

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE**	TAUX D'UTILISATION (%)
540 : LAVAL	14	51,9 %
550 : GATINEAU	15	66,4 %
555 : CAMPBELL'S BAY	2	10,6 %
560 : MONT-LAURIER	3	43,4 %
565 : MANIWAKI	2	30,3 %
600 : ROUYN-NORANDA	3	55,4 %
605 : AMOS	5	41,1 %
610 : VILLE-MARIE	2	29,4 %
615 : VAL-D'OR	5	55,3 %
620 : LA SARRE	1	24,5 %
650 : SEPT-ÎLES	4	36,4 %
655 : BAIE-COMEAU	4	43,1 %
665 : FORESTVILLE	1	16,8 %
700 : SAINT-JÉRÔME	19	67,3 %
705 : JOLIETTE	12	58,8 %
715 : SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	1	4,3 %
725 : LACHUTE	1	2,5 %
750 : SAINT-HYACINTHE	6	65,5 %
755 : SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	42,7 %
760 : SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	10	62,3 %
765 : SOREL – TRACY	5	46,0 %

*INCLUANT LES DEUX SALLES DU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN.

** LE NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE INCLUT LES SALLES TEMPORAIRES AINSI QUE LES SALLES AJOUTÉES EN COURS D'ANNÉE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC QUÉBEC BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	44 14 14 19 1 4	96
CHARLEVOIX LA MALBAIE	1	1
MONTMAGNY MONTMAGNY	2	2
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	3
RIMOUSKI AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4 4 1 3	12
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	7
GASPÉ PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2 1 1	4
BONAVENTURE CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE	3	3
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	5 1	6
MINGAN COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES	6	6
ROBERVAL ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	6
CHICOUTIMI SAGUENAY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 1 1 2	13

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
ALMA ALMA	2	2
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	15 2 2 2 1	22
ARTHABASKA VICTORIAVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4	4
SAINT-MAURICE LA TUQUE SHAWINIGAN BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 4 1	6
DRUMMOND DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	6
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	16 3 3	22
BEDFORD COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	8 1 1	10
FRONTENAC THETFORD MINES	2	2
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	42 5 4 8	59
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	4	4
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 2 1	17
RICHELIEU SOREL-TRACY	5	5
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	8	8
MONTREAL MONTREAL BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	114 4 11 5 1 18 69	222

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	32 1 2 3	38
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE	0	0
ABITIBI AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	16 6 1	23
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	4
PONTIAC CAMPBELL'S BAY	0	0
GATINEAU GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	26 2 1 3	32
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 2 1 1	9
LAVAL LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	18 2 2	22
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	22 1 2	25
GRAND TOTAL	701	701

DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018.

P.91 POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2017-2018, NEUF PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

P.92 POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 16 FÉVRIER 2018, 1 PROCUREUR-CADRE A FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.

P.93 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018 (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIMES ORGANISÉS, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
QUÉBEC					
QUÉBEC		5	3	1	
BUREAU DE LA DIRECTRICE		1			
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE					
CHARLEVOIX					
LA MALBAIE					
MONTMAGNY					
MONTMAGNY					
BEAUCE					
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					
RIMOUSKI					
AMQUI					
MATANE					
MONT-JOLI					
RIMOUSKI					
KAMOURASKA					
RIVIÈRE-DU-LOUP					
GASPÉ					
PERCÉ					
SAINTE-ANNE-DES-MONTS					
BONAVENTURE					
CARLETON-SUR-MER					
NEW CARLISLE					
BAIE-COMEAU					
BAIE-COMEAU					
MINGAN					
COUR ITINÉRANTE					
SEPT-ÎLES					
ROBERVAL					
ROBERVAL					
CHICOUTIMI					
SAGUENAY					
ALMA					
ALMA					
TROIS-RIVIÈRES					
TROIS-RIVIÈRES			1	1	
ARTHABASKA					
VICTORIAVILLE					
SAINT-AURICE					
LA TUQUE					
SHAWINIGAN					
DRUMMOND					
DRUMMONDVILLE		1			
SAINT-FRANÇOIS					
SHERBROOKE		2	1		
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1			
BEDFORD					
COWANSVILLE					
GRANBY			1		
FRONTENAC					
THETFORD MINES					
LONGUEUIL					
LONGUEUIL	1	5	1	1	4
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1			
IBERVILLE					
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU					
BEAUHARNOIS					
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		1			
RICHELIEU					
SOREL-TRACY			1		

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
SAINT-HYACINTHE					
SAINT-HYACINTHE		1			
MONTRÉAL					
MONTRÉAL		11	14	8	11
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	2			
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES			20	19	
TERREBONNE					
SAINT-JÉRÔME		4	2		
TÉMISCAMINGUE					
VILLE-MARIE					
ABITIBI					
AMOS					
GRAND NORD					
KUUJJUAQ					
LA SARRE					
MATAGAMI					
SENNETERRE					
VAL-D'OR			1		
CHIBOUGAMAU					
LABELLE					
MANIWAKI					
MONT-LAURIER					
PONTIAC					
CAMPBELL'S BAY					
GATINEAU					
GATINEAU	1	2	1	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1			
ROUYN-NORANDA					
ROUYN-NORANDA					
LAVAL					
LAVAL					
JOLIETTE					
JOLIETTE		3	1		
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1			
GRAND TOTAL	3	42	47	32	15

DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018.

LE PORT D’ATTACHE DE CHAQUE PROCUREUR A SERVI À LA DÉTERMINATION DU DISTRICT JUDICIAIRE. CEPENDANT, CERTAINS D’ENTRE EUX PEUVENT TRAITER DES DOSSIERS DANS D’AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES.

MENTIONNONS QUE PLUSIEURS PROCUREURS INCLUS DANS LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES » TRAITENT DES DOSSIERS DE CRIMINALITÉ ORGANISÉE, TELS QUE DES DOSSIERS LIÉS À DES STRATAGÈMES DE CORRUPTION ET DE MALVERSATION, À DES FRAUDES FINANCIÈRES, À DES FRAUDES FISCALES, À DU BLANCHIMENT D'ARGENT, ETC. AINSI, PARMI LES 32 PROCUREURS DE LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES », 19 PROVIENNENT DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES.

ENFIN, IL S'AGIT D'UNE PHOTO DES EFFECTIFS SUR LA PAIE PRISE AU 16 FÉVRIER 2018, DONC LE NOMBRE DE PROCUREURS PEUT DIFFÉRER AU COURS DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE, COMME PAR EXEMPLE, LORSQU'UN POSTE DE PROCUREUR VACANT EST EN COURS DE DOTATION.

P.94 NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2016-2017 ET 2017-2018. PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATION NON DISPONIBLE.

MINISTÈRE

DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)		
DISTRICT JUDICIAIRE	DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2017-2018 *	DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2017-2018 **
ABITIBI	152	398
ALMA	257	202
ARTHABASKA	316	455
BAIE-COMEAU	298	336
BEAUCE	232	199
BEAUHARNOIS	260	477
BEDFORD	224	311
BONAVENTURE	177	303
CHARLEVOIX	219	206
CHICOUTIMI	199	188
DRUMMOND	225	315
FRONTENAC	251	266
GASPÉ	95	294
GATINEAU	283	404
IBERVILLE	286	442
JOLIETTE	281	300
KAMOURASKA	162	287
LABELLE	151	318
LAVAL	330	359
LONGUEUIL	318	308
MINGAN	202	278
MONTMAGNY	228	209
MONTREAL	252	427
MÉGANTIC	205	261
PONTIAC	270	455
QUÉBEC	189	233
RICHELIEU	231	247
RIMOUSKI	161	272
ROBERVAL	165	290
ROUYN-NORANDA	254	617
SAINT-FRANÇOIS	180	356
SAINT-HYACINTHE	268	367
SAINT-MAURICE	244	369
TERREBONNE	306	259
TROIS-RIVIÈRES	246	430
TÉMISCAMINGUE	150	257
TOTAL	242	343

*SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

**SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES PÉNALES (PLUMITIF M107).

DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018.

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE D'OUVERTURE (DÉNONCIATION) JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION DÉFINITIVE (QUI A ÉTÉ RENDUE POUR CHACUN DES CHEFS D'ACCUSATION). LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES QUI SONT ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE PÉNALE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DE SIGNIFICATION DU CONSTAT D'INFRACTION JUSQU'À LA DATE DE JUGEMENT D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES PÉNALES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LES CAUSES DE JURIDICTIONS 61, 62 ET 63 ONT ÉTÉ RETENUES. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES.

P.96 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.95.

P.97 EN 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DES PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

**TABLEAU STATISTIQUE – NON JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2017-2018**

INFRACTION	ARTICLES	NOMBRE	%
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4(1)(5)	1 432	30,6 %
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	334b)	1 969	42,2 %
VOIES DE FAIT (PEINE)	266b)	377	8,1 %
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)a)(2)	244	5,2 %
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)	158	3,4 %
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380(1)b)	68	1,4 %
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)	56	1,2 %
MÉFAIT PUBLIC	140(1)	37	0,8 %
RECEL D’UNE BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	355b)	37	0,8 %
INTRUSION DE NUIT	177	11	0,2 %
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	36	0,8 %
INFRACTION DIVERSES	-	245	5,2 %
TOTAL		4 670	100 %

**STATISTIQUES RELATIVES À LA NON-JUDICIARISATION
2017-2018**

DISTRICT JUDICIAIRE	NO. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
ABITIBI	605	AMOS	12
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	13
	170	CHIBOUGAMAU	10
	640	Baie d'Hudson	19
	620	LA SARRE	5
	635	Baie d'Ungava	20
	625	SENNETERRE	11
	615	VAL D’OR	31
TOTAL DISTRICT			121
ALMA	160	ALMA	23
TOTAL DISTRICT			23
ATHABASKA	415	VICTORIAVILLE	80
TOTAL DISTRICT			80
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	29
TOTAL DISTRICT			29
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	283
TOTAL DISTRICT			283

DISTRICT JUDICAIRE	NO. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	115
TOTAL DISTRICT			115
BEDFORD	455	COWANSVILLE	24
	460	GRANBY	35
TOTAL DISTRICT			59
BONAVENTURE	105	NEW-CARLISLE	10
TOTAL DISTRICT			10
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	18
TOTAL DISTRICT			18
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	206
TOTAL DISTRICT			206
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	57
TOTAL DISTRICT			57
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	32
TOTAL DISTRICT			32
GASPÉ	115	HAVRE-AUBERT	2
	110	PERCÉ	34
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	6
TOTAL DISTRICT			42
GATINEAU	550	GATINEAU	376
TOTAL DISTRICT			376
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	38
TOTAL DISTRICT			38
JOLIETTE	705	JOLIETTE	217
TOTAL DISTRICT			217
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	56
TOTAL DISTRICT			56
LABELLE	565	MANIWAKI	16
	560	MONT-LAURIER	17
TOTAL DISTRICT			33
LAVAL	540	LAVAL	338
TOTAL DISTRICT			338
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	210
TOTAL DISTRICT			210
MÉGANTIC	480	LAC-MÉGANTIC	10
TOTAL DISTRICT			10
MINIGAN	652	COUR ITINÉRANTE	11
	650	SEPT-ÎLES	25
TOTAL DISTRICT			36
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	28
TOTAL DISTRICT			28

DISTRICT JUDICAIRE	NO. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
MONTREAL	500	MONTREAL	54
	850	VILLE DE MONTREAL	559
TOTAL DISTRICT			613
PONTIAC	555	CAMPBELL’S BAY	19
TOTAL DISTRICT			19
QUEBEC	200	QUEBEC	423
TOTAL DISTRICT			423
RICHELIEU	765	SOREL	53
TOTAL DISTRICT			53
RIMOUSKI	120	AMQUI	11
	125	MATANE	18
	135	MONT-JOLI	11
	100	RIMOUSKI	29
TOTAL DISTRICT			69
ROBERVAL	155	ROBERVAL	64
TOTAL DISTRICT			64
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	33
TOTAL DISTRICT			33
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	189
TOTAL DISTRICT			189
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	94
TOTAL DISTRICT			94
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	14
	410	SHAWINIGAN	82
TOTAL DISTRICT			96
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	5
TOTAL DISTRICT			5
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	481
TOTAL DISTRICT			481
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	114
TOTAL DISTRICT			114
GRAND TOTAL			4 670

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III
2017-2018:	
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS :	2 213 550 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	112 862 \$
MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES :	
LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ASSURE, DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE 2010 EN VERTU DU CHAPITRE III DE LA LOI, LA GESTION DES HONORAIRES DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE QUI AGISSENT DANS LES MÉGAPROCÈS ET DONT LES CLIENTS SONT ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE OU QUI ONT OBTENU UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE ENJOIGNANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ASSUMER LES ÉMOLUMENTS DE CES PROCUREURS. DE PLUS, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES GÈRE LES HONORAIRES DES AVOCATS QUI AGISSENT DANS LE CADRE D'UNE DÉSIGNATION D'AVOCAT ORDONNÉE EN VERTU DU CODE CRIMINEL.	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME INFORMATIQUE PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

P.99 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT ÉTÉ AVORTÉ POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018. INDiquer LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2017-2018

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
R. c. Accurso 540-01-059861-131 COMLOTS FRAUDE ABUS DE CONFIANCE CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES. NOUVEAU PROCÈS ORDONNÉ ET FIXÉ AU 7 MAI 2018, JUGE BRUNTON	CONTAMINATION DU JURY PAR JURÉE #6 SYSTÈME DE CONTRATS ARRANGÉS À LA VILLE DE LAVAL DE 1996 À 2010, AVEC RISTOURNE DE 2% DE LA VALEUR DES CONTRATS EN ARGENT COMPTANT, VERSÉE À DES COLLECTEURS IDENTIFIÉS PAR LE MAIRE VAILLANCOURT. LES COMPAGNIES DE ANTONIO ACCURSO ONT PARTICIPÉ À CE STRATAGÈME DE COLLUSION ET DE CORRUPTION À LAVAL. DATE D’AVORTEMENT : 17 NOVEMBRE 2017 PAR JAMES L. BRUNTON, J.C.S.

P.101 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

MINISTÈRE

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG)

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1ER SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC). LE PROGRAMME PRÉVOIT UNE LISTE D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS DU REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE (ROJAQ) QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE (OJA) ACCRÉDITÉ LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT DE VÉRIFIER AUPRÈS DE LA VICTIME SI CELLE-CI DÉSIRE PARTICIPER OU NON AUX MESURES DE RECHANGE ET EN INFORME LE ROJAQ. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'OJA TRANSMET AU ROJAQ LE RAPPORT POUR VALIDATION. LE ROJAQ VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG NE LUI SOIT PRÉJUDICIABLE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. TOUT AU LONG DU PROJET PILOTE, DES CORRECTIFS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS AU BESOIN À LA PROCÉDURE APPLICABLE PAR CHACUN DES PARTENAIRES (DPCP, MSP, CAVAC, ROJAQ, OJA).

AU 28 FÉVRIER 2018, 136 DOSSIERS ONT ÉTÉ DIRIGÉS POUR ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ DE L'ACCUSÉ AU PMRG (74 À SHERBROOKE, 30 À SAGUENAY ET 32 À JOLIETTE).

LE COÛT ESTIMÉ POUR LA RÉALISATION DU PROJET PILOTE S'ÉLÈVE À 1,1 M\$ RÉPARTI SUR DEUX EXERCICES FINANCIERS, SOIT 456 K\$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 ET 688 K\$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019. DE CE MONTANT, UNE DÉPENSE DE 360 K\$ EST À PRÉVOIR POUR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, 635 K\$ POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE QUI VERSERA CES SOMMES AUX OJA ET 150 K\$ POUR LE ROJAQ.

L'ÉVALUATION DU PROJET PILOTE SERA COMPLÉTÉE EN MARS 2019.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	SHARQC. II
2017-2018:	
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS:	4 125 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS:	0 \$
	4 125 \$

LA COMMISSION A VERSÉ DES HONORAIRES À UN (1) AVOCAT DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU 1ER AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

P.103 CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), INDIQUER :

- A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉ;
- B. LE NOMBRE DE DÉMISSIONS POUR 2017-2018;
- C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS;
- D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE;
- E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;
- F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉ :

PERTE D’EMPLOI : AUCUNE
RELOCALISATION D’EMPLOI : AUCUNE

B. LE NOMBRE DE DÉMISSIONS POUR 2017-2018 LIÉES À LA RESTRUCTURATION :

AUCUNE

C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS :

NOMBRE : AUCUN
COÛT : AUCUN

D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE :

AUCUN

E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;

EFFECTIFS DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES					
CLASSIFICATION DES EMPLOIS	RÉGULIER		OCCASIONNEL		TOTAL
	EN POSTE	VACANT	EN POSTE	VACANT (ACCEF)	
PROCUREUR EN CHEF	1	0	0	0	1
PROCUREUR EN CHEF ADJOINT	5	0	0	0	5
PROCUREUR	60	6	5	0	71
CADRE	1	0	0	0	1
PROFESSIONNEL	1	3	0	0	4
TECHNIQUE JURIDIQUE	14	5	0	2	21
PERSONNEL DE BUREAU	7	10	0	1	18
TOTAL	89	24	5	3	121

SOURCE: BASE DE DONNÉES DE LA DRH

F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION :

LA RESTRUCTURATION EST TERMINÉE.

MINISTÈRE

CAUSES PENDANTES - LA COUR D’APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D’APPEL	ALEXANDRE ST-CYR C. REINE ET AL.	ATTOUchement À DES FINS SEXUELLES D’UN MINEUR DE MOINS DE 16 ANS- PEINE MINIMALE D’UN AN - PEINE CRUELLE ET INUSITÉE.	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D’APPEL	APIGO C. PGQ	RÉVISION JUDICIAIRE D’UNE DÉCISION DE LA CRT ORDONNANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE CESSER D’ENTRAVER LES ACTIVITÉS SYNDICALES DE L’ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET ORDONNANT AUX SYNDIQUÉS D’INCLURE UN MESSAGE À LEURS COURRIELS. JUGEMENT CS FAVORABLE PORTÉ EN APPEL.	INTIMÉE		10 MAI 18	
COUR D’APPEL	CHEMIN DE FER QUÉBÉCO-GATINEAU C. PGQ	APPEL D’UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D’UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L’ENTREPRISE RELEVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	28 SEPT. 17	
COUR D’APPEL	CLEAN HARBORS QUÉBEC INC. C. CSST, CLP ET PGQ (COUR D’APPEL)	RÉVISION JUDICIAIRE - ENTREPRISE DE TRANSPORT INTERPROVINCIAL ET INTERNATIONAL DE DÉCHETS DANGEREUX - QUALIFICATION DE L’ENTREPRISE (AVIS 95 CPC)	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D’APPEL	DANIELLE DURANSEAU C. DPCP ET PGQ	APPEL D’UNE CONDAMNATION PÉNALE À 104 CONSTATS D’INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA CHARTE CANADIENNE ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION		
COUR D’APPEL	Y. C. Z. ET AL.	DANS LE CADRE D’UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTÉ AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D’ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L’ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION		
COUR D’APPEL	DENIS AYOTTE C. REINE ET PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DES PEINES MINIMALES D’UN AN DES ARTICLES 99 (3) ET 100 (3) DU C.CR. EN VERTU DE L’ARTICLE 12 DE LA CHARTE	MISE EN CAUSE		16 MAI 18	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	DROUIN ET AL. C. PGQ ET AL.	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE À L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS REJETANT UNE DEMANDE DE DÉMOLITION DE SUBDIVISION ET DE CONSTRUCTION DANS LE SITE PATRIMONIAL DE SILLERY.	INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION		
COUR D'APPEL	ÉRIC PARENT C. PGC ET PGQ	APPEL DU JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉE UNE REQUÊTE EN PROVISION POUR FRAIS. DEVANT LA COUR DU QUÉBEC, M. PARENT EST ACCUSÉ D'AVOIR PÉCHÉ UN NOMBRE DE PLIES PLUS ÉLEVÉ QUE PERMIS PAR LA LOI. EN DÉFENSE À CETTE ACCUSATION, IL PRÉTEND BÉNÉFICIER DE DROITS ANCESTRAUX MÉTIS À TITRE DE MEMBRE DE LA « COMMUNAUTÉ MÉTISSE DE LA GASPÉSIE ET DU BAS-SAINT-LAURENT ».	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	MÉMOIRE À PRODUIRE		
COUR D'APPEL	FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE (LOI 15)	INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION		
COUR D'APPEL	G. CORNEAU C. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES)	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTISSES ET LEURS DROITS ANCESTRAUX.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	15 ET 16 MAI 17	
COUR D'APPEL	GROUPE CRH C. PGQ	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIÈRES.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	30 NOV. 17	
COUR D'APPEL	HOLCIM C. MDDELCC ET AL.	REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE, EN INJONCTION PERMANENTE ET EN INJONCTION INTERLOCUTOIRE- SOLS CONTAMINÉS- RESTAURATION CARRIÈRE- REMPLISSAGE AVEC SABLE TERRE ROC GRAVIER - SOLS CONTAMINÉS - AB - PERTE DE CLIENTÈLE.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	JT ET AL. C ME BOURASSA ET AL	APPEL D'UNE DÉCISION DU JUGE LACOUSIÈRE À LA SUITE DU REJET DU RECOURS. POURSUITE DU POLICIER ET DES PROCUREURS DU DPCP QUI ONT D'UNE PART PORTÉES DES ACCUSATIONS ET D'AUTRE PART TENUES LE PROCÈS JUSQU'EN COURS D'APPEL QUI A PAR LA SUITE ACQUITTÉ LE DEMANDEUR. ILS DEMANDENT DE RENDRE INCONSTITUTIONNELLE EN REGARD DE LA CHARTE L'IMMUNITÉ DONT BÉNÉFICIE LES PPCP.	INTIMÉE		16 AVR. 18	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	JEAN-SÉBASTIEN BÉRIAULT C. DPCP ET AL.	DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DOMMAGES INTÉRÊTS AU MONTANT DE 757,000\$ EN RAISON DES DÉLAIS INSTITUTIONNELS ENTRE L'ACCUSATION ET LE PLAIDOYER DE CULPABILITÉ - DROIT D'ÊTRE JUGÉ DANS UN DÉLAI RAISONNABLE- CONFISCATION CIVILE.	INTIMÉE	DEMANDE EN REJET D'APPEL DÉPOSÉE LE 1 ^{ER} FÉV. 18		
COUR D'APPEL	L'HONORABLE PETER BRADLEY C. CONSEIL DE LA MAGISTRATURE ET PGQ	POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE EN COUR D'APPEL DEMANDANT LA NULLITÉ DE LA RECOMMANDATION ET DE LA DÉCISION DE DESTITUER UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, ALLÉGUANT QUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES SÉRAIENT INVALIDES PARCE QUE ATTENTATOIRES A L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE, A L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE ET AU DROIT A UNE DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE (SANS PRÉAVIS FORMEL DE 76 c.p.c.)	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	21 NOV. 17	
COUR D'APPEL	MALTAIS C. PGQ	APPEL DÉPOSÉ À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE QUI A REJETÉ L'ACTION COLLECTIVE DU DEMANDEUR POUR TROUBLES DE VOISINAGE DES RÉSIDENTS A PROXIMITÉ DE L'AUTOROUTE 73.	INTIMÉE	MÉMOIRE DE L'APPELANT A ÊTRE DÉPOSÉ D'ICI LA FIN DU MOIS DE MAI 2018		
COUR D'APPEL	MICHEL CARON- BARRETTE C. REINE ET PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU A L'INVALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA PEINE MINIMALE PRÉVUE À L'ART. 151 DU CODE CRIMINEL (1 AN) POUR CONTACTS SEXUELS AVEC UN ENFANT DE MOINS DE 16 ANS. ET PEINE DE 14 MOIS.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	26 JAN. 18	
COUR D'APPEL	MOTARD GENEVIÈVE ET AL C. PGC	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCEDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.	MISE EN CAUSE		19 FÉV. 18	
COUR D'APPEL	PAPIER WHITE BIRCH C. UNIFOR ET PGQ	REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE / DÉCISION DE L'ARBITRE DE GRIEF SUR LE QUANTUM DÙ À UN SALARIÉ CONGÉDIÉ / AVIS SELON 95 CPC / DEMANDERESSE SOUS LA PROTECTION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS (LACC) / VENTE DES ACTIFS À UN ACHETEUR / ACHETEUR PRÉTEND QUE L'ARBITRE N'A PAS COMPÉTENCE POUR FIXER LE QUANTUM ET SI OUI LE CODE DU TRAVAIL ENTRAVE LA LACC.	MISE EN CAUSE		20 FÉV. 18	
COUR D'APPEL	PGQ C. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE)	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE	SUSPENDU		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ C. AIR CANADA	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION - APPLICABILITÉ DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ - DOSSIER DE SÉLECTION ET EMBAUCHE D'UN AGENT DE BORD - ENTREPRISE FÉDÉRALE - ENTRAVE	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	PGQ C. FRANÇOISE BOUCHARD ET COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT LE POURVOI EN RÉVISION JUDICIAIRE DE MADAME BOUCHARD D'UNE DÉCISION DE LA CFP ACCUEILLANT LA RÉVISION POUR CAUSE DE L'EMPLOYEUR ET CASSANT UNE DÉCISION DE LA CFP SUR LE QUANTUM SUITE À LA PLAINTE ACCUEILLIE PAR LA CFP PORTANT SUR UNE MESURE DISCIPLINAIRE DÉGUISÉE.	APPELANTE		24 AVRIL 18	
COUR D'APPEL	PGQ C. IMTT-QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA	LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE LA LOE ÉTAIT INAPPLICABLE À UNE ENTREPRISE LOCALITAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET ELLE A DÉCLARÉ QUE LE TERRITOIRE DÉFINI DANS UNE LOI PRÉ-CONFÉDÉRATIVE DE 1858, SOIT LE FLEUVE ST-LAURENT SITUÉ ENTRE LA RIVIÈRE CAP-ROUGE ET MONTMORENCY EST UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE FÉDÉRALE. CE JUGEMENT PORTE SUR DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOE À UNE ENTREPRISE LOCALITAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET LA PROPRIÉTÉ PROVINCIALE OU FÉDÉRALE DU TERRITOIRE OÙ CETTE ENTREPRISE EXERCE SES ACTIVITÉS CE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE PORTE SUR 2 RECOURS: REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE D'IMTT QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC C. PGQ CONCERNANT L'APPLICATION DE LA L.Q.E. AUX ACTIVITÉS D'IMTT-QUÉBEC INC., LOCALITAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC. PROPRIÉTÉ : LE FLEUVE ST-LAURENT ENTRE CAP ROUGE ET L'ÎLE D'ORLÉANS EST-T-IL UNE PROPRIÉTÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL? REQUÊTE EN INJONCTION DE LA PGQ C. IMT -QUÉBEC INC VISANT À FAIRE APPLIQUER LE PROCESSUS D'AUTORISATION DE LA LOE À IMTT-QUÉBEC INC.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RENGVOI À LA COUR D'APPEL AFIN QU'IL SOIT STATUÉ SUR LA COMPÉTENCE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC	RENGVOI À LA COUR D'APPEL PORTANT SUR LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 35 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE QUI FIXENT À MOINS DE 85 000 \$ LA COMPÉTENCE PÉCUNIAIRE EXCLUSIVE DE LA COUR DU QUÉBEC ET SUR CERTAINES COMPÉTENCES D'APPEL ATTRIBUÉES À LA COUR DU QUÉBEC		MISE EN ÉTAT	PRÉVU POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2018	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	P.G.Q. ET VILLE DE LÉVIS C. ALBERTINE LECLERC (AÉRODROME DE PINTENDRE)	APPEL A LA COUR D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE) CONCLUANT A L'INAPPLICABILITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE AUX ACTIVITÉS DE PARACHUTISME ET DE FORMATION DE PARACHUTISME TENUES SUR LA PROPRIÉTÉ DE L'APPELANTE EN VERTU DE LA DOCTRINE DE L'EXCLUSIVITÉ DES COMPÉTENCES.	APPELANTE		23 AVRIL 18	
COUR D'APPEL	RAYNALD GRENIER C. PGQ	REQUÊTE EN NULLITÉ DES ARTICLES 84 A 90 DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE CIVILE DE LA COUR SUPÉRIEURE / CONSTITUTIONNALITÉ / CHARTES / DÉCLARATIONS DE QUÉRULENCE / INSCRIPTION A UN REGISTRE PUBLIC	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	26 OCT. 17	
COUR D'APPEL	REINE ET AL. C. CHAPADOS	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE A L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS REJETANT UNE DEMANDE DE DÉMOLITION DE SUBDIVISION ET DE CONSTRUCTION DANS LE SITE PATRIMONIAL DE SILLERY.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	REINE C. JAVANMARDI ET PGQ	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTE RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULÈVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	22 MARS 17	
COUR D'APPEL	RESSOURCES STRATECO C. PGQ ET GRAND CONSEIL DES CRIS	POURSUITE EN DOMMAGES DE 200 000 000,00\$ CONTRE LA PGQ / REFUS PAR LE MDDELCC D'ÉMETTRE UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN PROJET D'EXPLORATION D'UNE MINE D'URANIUM / LA COMMUNAUTÉ CRIE DE MISTISSINI ET LE GRAND CONSEIL DES CRIS INTERVIENNENT POUR SUPPORTER EN PARTIE LA POSITION DE LA PGQ.	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RICKY HANCKEY C. REINE	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 719 (3.1) C. CR. SOULEVÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN APPEL- REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER DE LA PEINE- RÉDUCTION DE PEINE- MAJORATION DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE	INTERVENANTE	PRODUCTION DU MÉMOIRE ET DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT FIXÉ AU 28 FÉV. 18		
COUR D'APPEL	ROBBY ALKHALIL C. R. ET PGQ	HABEAS CORPUS - ERREUR MANIFESTE DU JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE	INTIMÉE	MÉMOIRE A PRODUIRE		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	SOPHIE VAILLANCOURT C. MUN DE SAINTE-CROIX ET SYLVAIN BOISVERT ET ANGÈLE DUBOIS ET PGQ MISE EN CAUSE	POURVOI CONTRE UN JUGEMENT DE LA CS DU 3 AOÛT 2016 QUI A REJETÉ LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE, ACTION EN NULLITÉ ET REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME. IMMEUBLE CONSTRUIT EN CONTRAVENTION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE DE SAINTE-CROIX QUI INCORPORE LES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA POLITIQUE DE PROTECTION DES RIVES, DU LITTORAL ET DES PLAINES INONDABLES. PAR L'EXERCICE DE LA DISCRÉTION DU TRIBUNAL EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LAU, CELUI-CI REJETTE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE CONSIDÉRANT SE TROUVER DANS UN CAS RARE ET EXCEPTIONNEL DONT LES CIRCONSTANCES LE PERMETTENT. DANS CE LITIGE, RAPPELONS QUE LE MANDAT DE LA PGQ N'ÉTAIT PAS D'INTERVENIR ACTIVEMENT, MAIS DE REMETTRE LES DOCUMENTS DEMANDÉS PAR LA DEMANDERESSE ET/OU PERMETTRE L'INTERROGATOIRE D'UN EMPLOYÉ DU MDDELCC DANS LE CADRE DU RECOURS EN INJONCTION. UN ACTE DE REPRÉSENTATION A ÉTÉ DÉPOSÉ AU DOSSIER.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE DU RÉSULTAT SUR UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE CONTESTANT LA VALIDITÉ DE LA MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION DE SAINTE-CROIX PERMETTANT LA DÉROGATION		
COUR D'APPEL	SPGQ C. PGQ ET APIGQ ET SFPQ	LE SPGQ CONTESTE LA DÉCISION DU TAT QUI A DÉCLARÉ ILLÉGAL UNE GRÈVE VISANT UNIQUEMENT UN MINISTÈRE ET NON L'ENSEMBLE DE SON UNITÉ DE NÉGOCIATION. CE TYPE DE GRÈVE PLACE L'EMPLOYEUR EN POSITION DE CONTRAVENTION AUX DISPOSITIONS ANTI-BRISSEURS DE GRÈVE DU CODE DU TRAVAIL.	INTIMÉE		22 MARS 18	
COUR D'APPEL	SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI 15 - LOI MODIFIANT LES RÉGIMES DE RETRAITES DU SECTEUR MUNICIPAL - ARBITRAGE OBLIGATOIRE - APPEL DE LA SUSPENSION DE L'ARBITRAGE PRÉVU À LA LOI 15	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGECO CABLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C ET SOCIÉTÉ TELUS COMMUNICATIONS ET BELL CANADA C. VILLE DE GATINEAU	AVIS 95 CPC - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX VISANT À RÉCUPÉRER CERTAINS FRAIS ASSOCIÉS AUX ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATION VIA UN RÉGIME DE PERMIS.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGÉCO CABLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C. ET AUTRES C. VILLE DE TERREBONNE	AVIS 95 CPC - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE C. REINE ET PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU A LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE)/CHARTÉ CANADIENNE ART 11 I)	MISE EN CAUSE		05 AVRIL 17	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	CHIEF STEVE COURTOREILLE ON BEHALF OF HIMSELF AND THE MEMBERS OF THE MIKISEW CREE FIRST NATION C. GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA ET AL.C. ALAIN CARON ET AL.	LE POURVOI SOULÈVE LA QUESTION DE L'APPLICATION DE L'OBLIGATION CONSTITUTIONNELLE INCOMBANT A LA COURONNE DE CONSULTER LES AUTOCHTONES A L'ÉGARD DU PROCESSUS LÉGISLATIF. LE DÉPÔT PAR LE MINISTRE DES FINANCES, EN 2012, DE DEUX PROJETS DE LOI OMNIBUS MODIFIANT LE RÉGIME LÉGISLATIF CANADIEN EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DIVERS PROCESSUS RÉGLEMENTAIRES EST A L'ORIGINE DU DOSSIER JUDICIAIRE. LES APPELANTS AUTOCHTONES, DANS UNE DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE EN VUE D'OBTENIR UN JUGEMENT DÉCLARATOIRE ET UNE INJONCTION, SOUTIENNENT QU'ILS AURAIENT DÙ ÊTRE CONSULTÉS A PROPOS DE CES MODIFICATIONS AVANT QU'ELLES NE SOIENT DÉPOSÉES AU PARLEMENT PUISQU'ELLES ÉTAIENT SUSCEPTIBLES D'AVOIR UN EFFET PRÉJUDICIABLE SUR LEURS DROITS ISSUS DE TRAITÉ.	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	15 JAN. 18	
COUR SUPRÊME DU CANADA	COMMISSION CANADIENNES DES DROITS DE LA PERSONNE C. PGQ	LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ PRÉVUS À L'ARTICLE 6 DE LA LOI SUR LES INDIENS, QUI EMPÊCHENT L'INSCRIPTION DE LEURS ENFANTS COMME « INDIENS », CONSTITUENT-ILS DE LA DISCRIMINATION ILLICITE DANS LA PRESTATION D'UN SERVICE «DESTINÉ AU PUBLIC» AU SENS DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE ?	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	28 NOV. 17	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	EDWARD TINKER ET AL. C. REINE	CONTESTATION DE LA SURAMENDE COMPENSATOIRE OBLIGATOIRE PRÉVUE À L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL AU MOTIF QU'ELLE PORTE ATTEINTE AUX DROITS PROTÉGÉS PAR L'ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE, ET CE, D'UNE MANIÈRE EXCESSIVE.	INTERVENANTE	AVIS D'INTENTION DÉPOSÉ LE 19 JAN. 18 MÉMOIRE DOIT ÊTRE DÉPOSÉ LE 3 AVRIL 18		
COUR SUPRÊME DU CANADA	GILLIAN FRANK ET AL. C. PGC	CONTESTATION DE L'INHABILITÉ PRÉVUE À LA LOI ÉLECTORALE FÉDÉRALE À EXERCER LE DROIT DE VOTE, FONDÉE SUR UNE PÉRIODE DE NON-RÉSIDENCE AU CANADA DE PLUS DE 5 ANS. VIOLATION DU DROIT DE VOTE PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 3 DE LA CHARTE CANADIENNE.	INTERVENANTE		21 MAR. 18	
COUR SUPRÊME DU CANADA	REINE C. COMEAU	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ DE DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES DU N.-B. LIMITANT LA POSSIBILITÉ D'ENTRER DANS CETTE PROVINCE AVEC DES QUANTITÉS DE BOISSONS ALCOOLIQUES ACHETÉES DANS UNE AUTRE PROVINCE. VIOLATION DE L'ARTICLE 121 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 : JUGEMENT DE PREMIÈRE INSTANCE AYANT CONCLU QUE CET ARTICLE CRÉE UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE INTERNE AU CANADA EN CONTRAVENTION AVEC LA JURISPRUDENCE ÉTABLIE EN LA MATIÈRE PAR LA CSC.	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	7 DÉC. 17	
COUR SUPRÊME DU CANADA	REINE C. MORRISON	CONTESTATION LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE CERTAINES DISPOSITIONS TROUVANT APPLICATION DANS LE CADRE DE POURSUITES CRIMINELLES POUR LEURRE (PAR. 172.1(3) ET (4) DU CODE CRIMINEL) AU MOTIF QU'ELLES CONTRVIENNENT À L'ARTICLE 7 ET À L'ALINÉA 11D) ET À L'ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE. EST ÉGALEMENT CONTESTÉE, LA PEINE MINIMALE DE UN AN DE L'ALINÉA 172.1(2)A) DU CODE CRIMINEL POUR LE MOTIF QU'ELLE SERAIT CRUELLE ET INUSITÉE (ARTICLE 12 DE LA CHARTE CANADIENNE).	INTERVENANTE	AVIS D'INTENTION DÉPOSÉ LE 2 FÉV. 18 MÉMOIRE DOIT ÊTRE DÉPOSÉ LE 10 MAI 18		
COUR SUPRÊME DU CANADA	SUZANNE MORO ET AL. C. RETRAITE-QUÉBEC	MEMBRES RETRAITÉS DU TAQ/ DÉSACCORD SUR CALCUL DE RENTE - MONTANTS FORFAITAIRES À TITRE D'AJUSTEMENTS ANNUELS – ARBITRAGE - TRAITEMENT ADMISSIBLE - REVISION JUDICIAIRE - MAINTIEN DE LA SENTENCE ARBITRALE - ABSENCE D'APPEL - AMENDEMENT À LA LOI - LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT - EXCLUSION DES MONTANTS FORFAITAIRES DU CALCUL DU TRAITEMENT/ AMENDEMENT AYANT EFFET MALGRÉ LE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ET LA SENTENCE ARBITRALE - LOI DÉCLARATOIRE - DISPOSITION CONTRAIRE AUX PRINCIPES ÉTABLIS PAR LA COUR SUPRÊME - AVIS DE 76 C.P.C. - DEMANDE DE DÉCLARATION D'INOPÉRABILITÉ	MISE EN CAUSE	DEMANDE DE POURVOI EN COUR SUPRÊME DU CANADA		

P.105 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.106 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.107 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L’ASSOMPTION</u></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>LE 22 OCTOBRE 2014, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A DÉPOSÉ DES ACCUSATIONS CONTRE M. GINGRAS LUI REPROCHANT D’AVOIR COMMIS UN ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT À SES FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L’ACTE CRIMINEL PRÉVU À L’ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L’ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE S’ÉTANT TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D’ENTRAVE, DE MENACES, REPRÉSAILLES ET D’INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE PROCÈS A ÉTÉ FIXÉ AU MOIS DE MAI 2018.</p> <p>LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC A ÉGALEMENT RENDU UN RAPPORT LE 30 AVRIL 2015 DANS LEQUEL ELLE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE LA VILLE DE L’ASSOMPTION EN TUTELLE, CE QUI A ÉTÉ FAIT LE 30 MAI 2015. ELLE RECOMMANDE ÉGALEMENT À LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC D’INTENTER UN RECOURS EN INHABILITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 306 LERM CONTRE M. JEAN-CLAUDE GINGRAS, MAIRE DE LA VILLE DE L’ASSOMPTION DEPUIS LE 3 NOVEMBRE 2013.</p> <p>LE 25 JUIN 2015, UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ A ÉTÉ SIGNIFIÉE À M. GINGRAS. CETTE REQUÊTE S’APPUIE SUR L’ARTICLE 306 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS ET VISE À FAIRE DÉCLARER M. GINGRAS INHABILE À OCCUPER SA CHARGE D’ÉLU MUNICIPAL AU MOTIF QU’IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE VISÉE PAR L’ARTICLE 306 LERM.</p> <p>PARALLÈLEMENT À CE RECOURS, LA VILLE DE L’ASSOMPTION A ÉGALEMENT DÉPOSÉ UNE REQUÊTE VISANT L’OBTENTION D’UNE DÉCLARATION D’INCAPACITÉ PROVISOIRE CONTRE M. GINGRAS. LE 6 DÉCEMBRE 2016, M. GINGRAS A TOUTEFOIS ACQUIESCÉ SANS RÉSERVE À LA DEMANDE DE LA VILLE VISANT À LE FAIRE DÉCLARER PROVISOIREMENT INCAPABLE. À CETTE MÊME DATE, M. GINGRAS A ÉGALEMENT PRIS L’ENGAGEMENT SOLENNEL DE NE BRIGUER AUCUN POSTE ÉLECTIF MUNICIPAL AU QUÉBEC D’ICI LE 31 MAI 2019.</p> <p>UNE TRANSACTION EST INTERVENUE LE 7 JUIN 2017 ENTRE LA PGQ ET M. GINGRAS. PAR CONSÉQUENT, LA PGQ S’EST DÉSISTÉE DE SON RECOURS. UNE AUTRE TRANSACTION EST ÉGALEMENT INTERVENUE ENTRE LA VILLE ET M. GINGRAS LE 7 JUIN 2017.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

P.108 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, LA LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT D’UN MEMBRE D’UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.109 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

P.110 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2017 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	83	23	1	5	112	1,5 %
BAS-SAINT-LAURENT	148	35		2	185	2,5 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	341	84	1	8	434	5,9 %
CÔTE-NORD	40	9	1	1	51	0,7 %
ESTRIE	401	86		13	500	6,8 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	48	15		1	64	0,9 %
LANAUDIÈRE	408	108	1	4	521	7,1 %
LAURENTIDES	490	90	1	9	590	8,0 %
LAVAL	212	39	1	11	263	3,6 %
LONGUEUIL	358	77	1	3	439	6,0 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	586	79	1	6	672	9,1 %
MONTRÉAL	1 224	228	1	21	1 474	20,0 %
OUTAOUAIS	195	32	2	4	233	3,2 %
QUÉBEC	647	165	9	13	834	11,3 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	180	54		2	236	3,2 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	189	34	2	3	228	3,1 %
VALLEYFIELD	156	27	1	2	186	2,5 %
YAMASKA	249	46		3	298	4,0 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	35	7		4	46	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	10	1		1	12	0,2 %
TOTAL	6 000	1 239	23	116	7 378	100 %
POURCENTAGE	81,3 %	16,8 %	0,3 %	1,6 %	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2017 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2017	PRESTATIONS VERSÉES EN 2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	137	2 223 711,81 \$
BAS-SAINT-LAURENT	220	2 541 292,40 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	467	4 698 965,39 \$
CÔTE-NORD	76	853 837,09 \$
ESTRIE	655	5 775 318,75 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	79	1 028 805,24 \$
LANAUDIÈRE	605	9 001 481,17 \$
LAURENTIDES	680	8 879 021,70 \$
LAVAL	286	4 227 487,28 \$
LONGUEUIL	510	6 893 947,53 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	770	8 027 594,21 \$
MONTRÉAL	1 642	20 088 178,93 \$
OUTAOUAIS	241	4 276 918,64 \$
QUÉBEC	991	10 527 473,80 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2017	PRESTATIONS VERSÉES EN 2017
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	286	3 018 720,92 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	267	3 272 891,18 \$
VALLEYFIELD	195	2 649 030,47 \$
YAMASKA	365	3 724 271,37 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	11	633 873,87 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	44	1 469 754,40 \$
TOTAL	8 527	103 812 576,15 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2017
ASSISTANCE MÉDICALE	5 770 792,52 \$
RÉADAPTATION	12 536 447,86 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	41 127 447,83 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 112 075,27 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	45 914,00 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	187 797,20 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	42 032 101,47 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	103 812 576,15 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 411 262,94 \$
TOTAL	119 223 839,09 \$

Détail	2017
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	9 267 727,55 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	154 108,94 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2017

	2017		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	1		500,00 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	12 474,00 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		3	24 940,00 \$
VEUVE AVEC ENFANT	9		19 797,95 \$
VEUF AVEC ENFANT	2		6 198,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		9 536,25 \$
VEUVE SANS ENFANT	4		18 491,57 \$
TOTAL	18	4	91 937,77 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D’ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.111 BILAN AU 31 MARS 2018 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2017-2018

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	15	1 016 550 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	18	1 105 270 \$
CENTRE DU QUÉBEC*	AVRIL 2003	13	950 550 \$
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	1 073 280 \$
CRI	JANVIER 2008	3	337 676 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	16,5	993 280 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	643 130 \$
LANAUDIÈRE	MARS 1998	18	1 337 170 \$
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	1 107 650 \$
LAVAL	MARS 1991	13	923 940 \$
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 434 160 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 731 140 \$
MONTRÉAL**	NOVEMBRE 1988	37,5	3 030 865 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	791 582 \$
OUTAOUAIS*	NOVEMBRE 1989	17	1 534 130 \$
QUÉBEC	JUIN 1988	24	1 689 410 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	18	1 400 630 \$

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

** LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2017-2018

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	23	24
MONTRÉAL	1	36,5	37,5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	17	18
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	17	18
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	12	13
ESTRIE	1	15,5	16,5
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	17	18
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	14	15
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	12	13
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	267	284

P.112 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2017-2018
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	839 210 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER/VICTIMES (AQPV)	185 000 \$
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	806 660 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUE (AFPAD)	195 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	65 000 \$
CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (CSIAM)*	177 381 \$
ÉDUCALOI	50 000 \$
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 738 951 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	46 139 \$
ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	109 379 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 998 \$
CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
CALAS DE L’OUTAOUAIS	39 569 \$
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	66 600 \$
CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	29 572 \$
CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE	115 000 \$
CENTRE INTERLIGNE	50 000 \$
CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUEL POUR LA FAMILLE	70 000 \$
CENTRE DE LIAISON SUR L’INTERVENTION ET LA PRÉVENTION PSYCHOSOCIALE	70 000 \$
CENTRE DE RESSOURCES ET D’INTERVENTION POUR HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DANS LEUR ENFANCE	39 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	50 000 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	50 000 \$
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	57 000 \$
ÉDUCALOI	99 960 \$
FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L’ESTRIE	44 801 \$
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	39 643 \$
L’UNITÉ D’INTERVENTION MOBILE L’ANONYME	93 277 \$
MOMENTHOM – CENTRE D’AIDE POUR HOMMES DE L’ESTRIE	30 014 \$
MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L’INCESTE	45 000 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	115 130 \$
SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTRÉAL	33 845 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	66 073 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	50 000 \$
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	1 500 000 \$
GRAND TOTAL	4 238 951 \$

* LA SUBVENTION OCTROYÉE COMPREND UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

P.113 LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D'UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2018 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE RÉGIME N'EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ. L'ÉVALUATION EFFECTUÉE PAR L'IVAC EN 2013 INDIQUE QU'IL EN COÛTERAIT 803,5 M\$ AU 31 DÉCEMBRE 2013 S'IL FALLAIT RACHETER L'ENSEMBLE DES RENTES.

P.114 LES PRESTATIONS DE TYPE «ALLOCATION SPÉCIALE» VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2017

	2017		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	1		500,00 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	12 474,00 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		3	24 940,00 \$
VEUVE AVEC ENFANT	9		19 797,95 \$
VEUF AVEC ENFANT	2		6 198,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		9 536,25 \$
VEUVE SANS ENFANT	4		18 491,57 \$
TOTAL	18	4	91 937,77 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D'ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.115 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DE CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2004 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2018. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

MINISTÈRE

L'INFORMATION SELON LAQUELLE IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE LE MONTANT ET LE NOMBRE DE SURAMENDES PAR DISTRICT JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018.

Montant et nombre de suramendes par district judiciaire et par mois													
2017-2018													
		Mois											
NM_DISTR_JUDCR	Valeurs	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total général
ABITIBI	Montant peine	140 397 \$	125 279 \$	41 840 \$	126 908 \$	43 238 \$	79 365 \$	196 569 \$	138 829 \$	37 828 \$	104 938 \$	72 761 \$	1 107 950 \$
	Nombre de dossiers	606	593	187	608	206	362	908	603	150	440	325	4 988
ALMA	Montant peine	14 378 \$	20 388 \$	13 770 \$	8 020 \$	8 390 \$	16 753 \$	22 608 \$	18 550 \$	13 138 \$	7 885 \$	28 530 \$	172 408 \$
	Nombre de dossiers	67	90	56	30	33	66	103	57	45	29	85	661
ARTHABASKA	Montant peine	37 370 \$	16 314 \$	16 275 \$	18 188 \$	7 685 \$	21 693 \$	19 254 \$	6 735 \$	20 375 \$	15 565 \$	21 020 \$	200 472 \$
	Nombre de dossiers	170	92	83	99	36	100	97	38	105	77	90	987
BAIE-COMEAU	Montant peine	27 318 \$	28 345 \$	25 785 \$	24 040 \$	12 120 \$	37 570 \$	19 660 \$	29 283 \$	23 835 \$	29 400 \$	11 340 \$	268 695 \$
	Nombre de dossiers	112	103	98	92	35	133	60	118	93	98	45	987
BEAUCE	Montant peine	18 770 \$	37 215 \$	28 515 \$	28 535 \$	46 105 \$	12 960 \$	24 470 \$	41 840 \$	200 \$	62 710 \$	28 400 \$	329 720 \$
	Nombre de dossiers	72	161	110	102	157	61	97	157	1	230	122	1 270
BEAUHARNOIS	Montant peine	67 965 \$	85 250 \$	42 560 \$	102 631 \$	84 975 \$	68 370 \$	104 086 \$	69 400 \$	46 525 \$	100 217 \$	93 260 \$	865 238 \$
	Nombre de dossiers	301	420	200	469	392	321	404	237	171	397	282	3 594
BEDFORD	Montant peine	23 403 \$	37 380 \$	33 337 \$	28 145 \$	22 380 \$	19 550 \$	41 650 \$	28 165 \$	33 778 \$	32 088 \$	27 875 \$	327 749 \$
	Nombre de dossiers	114	169	155	151	113	102	212	123	161	157	156	1 613
BONAVENTURE	Montant peine	2 700 \$	9 730 \$	6 450 \$	5 520 \$	4 890 \$	6 445 \$	7 515 \$	16 590 \$	5 000 \$	10 615 \$	10 525 \$	85 980 \$
	Nombre de dossiers	15	52	28	25	25	34	32	71	22	48	44	396
CHARLEVOIX	Montant peine	9 768 \$	16 985 \$	1 900 \$	9 840 \$	3 000 \$	8 010 \$	6 040 \$	1 550 \$	9 560 \$	1 960 \$		68 613 \$
	Nombre de dossiers	41	83	13	43	3	34	29	10	38	8		302
CHICOUTIMI	Montant peine	61 258 \$	50 715 \$	44 673 \$	39 925 \$	60 265 \$	40 498 \$	63 403 \$	41 180 \$	42 405 \$	55 215 \$	56 625 \$	556 160 \$
	Nombre de dossiers	275	233	172	157	256	184	250	174	165	232	226	2 324
DRUMMOND	Montant peine	16 105 \$	32 900 \$	20 410 \$	22 045 \$	23 311 \$	30 600 \$	25 725 \$	31 045 \$	11 525 \$	17 615 \$	26 725 \$	258 006 \$
	Nombre de dossiers	64	147	106	109	110	113	97	127	52	82	128	1 135
FRONTENAC	Montant peine	24 435 \$	17 338 \$	16 843 \$	13 040 \$	8 560 \$	15 900 \$	21 850 \$	13 685 \$	19 990 \$	20 063 \$	13 728 \$	185 430 \$
	Nombre de dossiers	95	76	73	60	31	75	90	60	62	75	67	764
GASPE	Montant peine	16 955 \$	10 365 \$	11 315 \$	18 480 \$	4 870 \$	6 885 \$	20 108 \$	18 425 \$	11 540 \$	17 230 \$	13 570 \$	149 743 \$
	Nombre de dossiers	76	43	40	80	24	27	86	79	48	79	56	638
GATINEAU	Montant peine	104 148 \$	110 635 \$	43 540 \$	105 745 \$	105 880 \$	104 050 \$	78 245 \$	109 005 \$	54 147 \$	12 835 \$	158 152 \$	986 381 \$
	Nombre de dossiers	518	581	251	604	522	557	400	577	307	45	836	5 198
IBERVILLE	Montant peine	17 065 \$	48 980 \$	24 490 \$	31 465 \$	26 175 \$	9 200 \$	58 635 \$	11 820 \$	58 255 \$	34 680 \$	30 046 \$	350 811 \$
	Nombre de dossiers	83	258	131	156	130	43	257	62	286	189	144	1 739
JOLIETTE	Montant peine	72 105 \$	98 965 \$	73 311 \$	102 755 \$	72 950 \$	65 342 \$	97 840 \$	100 835 \$	41 585 \$	78 928 \$	75 490 \$	880 105 \$
	Nombre de dossiers	328	389	315	331	317	289	425	433	193	308	304	3 632
KAMOURASKA	Montant peine	17 768 \$	23 670 \$	27 005 \$	13 073 \$	22 385 \$	17 928 \$	27 770 \$	19 885 \$	6 800 \$	50 050 \$	9 735 \$	236 068 \$
	Nombre de dossiers	80	108	118	68	98	78	129	82	26	184	49	1 020
LABELLE	Montant peine	16 848 \$	14 835 \$	15 125 \$	23 965 \$	12 610 \$	12 613 \$	11 385 \$	17 143 \$	11 466 \$	17 138 \$	12 941 \$	166 067 \$
	Nombre de dossiers	97	74	87	137	76	56	55	108	80	89	75	934
LAVAL	Montant peine	68 347 \$	46 995 \$	57 503 \$	58 470 \$	42 115 \$	10 790 \$	83 347 \$		390 \$	32 250 \$	2 125 \$	402 331 \$
	Nombre de dossiers	314	232	267	283	199	47	350		4	13	8	1 717
LONGUEUIL	Montant peine	124 504 \$	122 930 \$	101 143 \$	149 863 \$	71 285 \$	119 759 \$	170 670 \$	124 345 \$	70 990 \$	218 270 \$	66 335 \$	1 340 092 \$
	Nombre de dossiers	575	561	490	722	355	504	741	526	272	799	320	5 865
MEGANTIC	Montant peine	4 516 \$	3 010 \$	3 595 \$	6 430 \$	3 600 \$		8 740 \$	5 080 \$	2 360 \$	3 915 \$	6 490 \$	47 736 \$
	Nombre de dossiers	16	15	19	26	10		45	23	10	18	29	211
MINGAN	Montant peine	8 015 \$	19 143 \$	19 680 \$	25 605 \$	16 888 \$	5 035 \$	17 728 \$	6 960 \$	3 215 \$	36 065 \$	7 410 \$	165 743 \$
	Nombre de dossiers	42	107	104	130	78	25	93	24	16	189	39	847
MONTMAGNY	Montant peine	12 660 \$	20 510 \$	11 965 \$	15 790 \$	10 210 \$	24 918 \$	17 280 \$	13 158 \$	19 600 \$	12 588 \$	23 175 \$	181 853 \$
	Nombre de dossiers	45	76	45	66	42	72	74	54	50	63	65	652
MONTREAL	Montant peine	245 127 \$	264 065 \$	240 630 \$	265 500 \$	190 947 \$	106 525 \$	229 998 \$	342 664 \$	190 909 \$	302 205 \$	197 450 \$	2 576 018 \$
	Nombre de dossiers	1 002	1 230	1 035	1 175	911	463	1 074	1 552	812	1 229	848	11 331
PONTIAC	Montant peine	3 770 \$	2 505 \$	1 890 \$	3 167 \$	2 270 \$	2 543 \$	5 720 \$	4 840 \$	2 610 \$	5 535 \$	1 865 \$	36 714 \$
	Nombre de dossiers	25	11	11	16	12	17	24	19	10	19	8	172
QUEBEC	Montant peine	119 305 \$	161 628 \$	150 623 \$	156 299 \$	121 708 \$	143 800 \$	156 173 \$	113 450 \$	119 691 \$	153 018 \$	149 053 \$	1 544 745 \$
	Nombre de dossiers	518	715	615	659	544	626	719	512	518	654	673	6 753
RICHELIEU	Montant peine	19 440 \$	14 720 \$	34 025 \$	22 915 \$	15 085 \$	13 475 \$	30 945 \$	20 345 \$	17 813 \$	17 825 \$	21 475 \$	228 063 \$
	Nombre de dossiers	101	70	155	124	60	74	164	85	89	103	106	1 131
RIMOUSKI	Montant peine	31 313 \$	45 753 \$	24 456 \$	14 260 \$	30 840 \$	43 145 \$	33 190 \$	35 570 \$	20 250 \$	23 890 \$	36 330 \$	338 996 \$
	Nombre de dossiers	148	212	120	61	136	162	137	166	85	96	153	1 476
ROBERVAL	Montant peine	30 538 \$	27 760 \$	14 365 \$	19 943 \$	20 245 \$	24 775 \$	29 965 \$	10 630 \$	19 870 \$	47 008 \$	13 565 \$	258 663 \$
	Nombre de dossiers	110	131	58	97	92	115	133	38	74	212	62	1 122
ROUYN-NORANDA	Montant peine	17 285 \$	400 \$	11 065 \$	21 278 \$	500 \$	8 040 \$	15 715 \$	7 310 \$	9 290 \$	7 965 \$	1 500 \$	100 348 \$
	Nombre de dossiers	66	2	42	87	4	38	66	30	51	34	7	427
SAINT-FRANCOIS	Montant peine	52 355 \$	67 790 \$	35 765 \$	75 596 \$	120 360 \$	1 990 \$	105 985 \$	69 083 \$	77 695 \$	77 107 \$	107 645 \$	791 369 \$
	Nombre de dossiers	246	358	164	388	655	4	577	366	393	361	510	4 022
SAINT-HYACINTHE	Montant peine	23 980 \$	50 403 \$	33 653 \$	24 255 \$	52 100 \$	36 620 \$	42 740 \$	30 160 \$	32 203 \$	45 725 \$	42 085 \$	413 922 \$
	Nombre de dossiers	120	257	155	133	246	145	173	146	132	199	180	1 886
SAINT-MAURICE	Montant peine	20 434 \$	17 058 \$	24 423 \$	27 380 \$	16 066 \$	27 014 \$	11 109 \$	31 949 \$	26 374 \$	20 139 \$	21 018 \$	242 963 \$
	Nombre de dossiers	116	63	103	123	64	127	53	135	135	86	94	1 099
TEMISCAMINGUE	Montant peine	10 543 \$	5 980 \$	8 395 \$	1 150 \$	2 880 \$	2 400 \$	12 883 \$	2 510 \$	300 \$	5 590 \$	8 310 \$	60 940 \$
	Nombre de dossiers	41	24	29	3	18	11	43	9	2	18	37	235
TERREBONNE	Montant peine	131 430 \$	128 552 \$	188 308 \$	38 780 \$	102 730 \$	110 304 \$	110 815 \$	277 248 \$	140 700 \$	136 915 \$	121 305 \$	1 487 086 \$
	Nombre												

P.116 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018 :

- A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION;
- B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
- C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.

MINISTÈRE

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2017-2018
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE	
• NOMBRE DE SÉANCES	814
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	12 187
EXEMPTION DE PARTICIPATION À LA SÉANCE D’INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE	30
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE	16 566

*À NOTER QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE AVANT LE 28 FÉVRIER 2018.

P.117 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	1
57	1
63	1
TOTAL	3

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 57 : FACTURE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L’ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉ	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	0
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	1
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	2
PRÊT À TRANSFÉRER	0
TOTAL	3

MINISTÈRE

2017-2018
(du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018)
Nombre de contestations judiciaires – Langue d’enseignement : 21

	N° dossier tribunal	Nature du recours	Nature de l’intervention de la PGQ	Étape où en est rendue chacune des contestations	Article Charte de la langue française
1	2017 SAS-M-256372-1701	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 10 AVRIL 2017	ART. 81
2	2017 SAS-M-256570-1701	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 28 JUIN 2017)	ART. 73 (2°)
3	2017 SAS-M-258672-1703	Contestation d’une lettre transmise le 19 janvier 2017 au parent par la directrice de la direction de l’enseignement privé et responsable de l’admissibilité à l’enseignement en anglais	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 JUILLET 2017 RECOURS REJETÉ – ABSENCE DE COMPÉTENCE DU TAQ	N/A
4	2017 SAS-M-259972-1704	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 NOVEMBRE 2017 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
5	2017 SAS-M-260204-1704	Contestation au TAQ de la décision de la personne désignée	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ 30 NOVEMBRE 2017 DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018	ART. 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
6	2017 SAS-M-260760-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 NOVEMBRE 2017 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
7	2017 SAS-M-261214-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 30 NOVEMBRE 2017)	73 (1°)
8	2017 SAS-M-261336-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D’EXAMEN (ARTICLE 85.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE)	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT - TAQ 24 AOÛT 2017	ART. 85.1
9	2017 SAS-M-261840-1706	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ 30 NOVEMBRE 2017 DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018	ART. 73 (2°)
10	2017 SAS-Q-227575-1707	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ 27 MARS 2018	ART. 73 (2°)
11	2017 SAS-Q-228357-1708	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 73 (2°)
12	2017 SAS-M-265190-1709	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE – TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 15 JANVIER 2018)	ART. 81
13	2017 SAS-Q-229071-1709	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 81

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
14	2017 SAS-M-265836-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
15		REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ POUR CHOSE JUGÉE	PARTIE REQUÉRANTE		
16	2017 SAS-M-266642-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
17		REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ POUR CHOSE JUGÉE	PARTE REQUÉRANTE		
18	2017 SAS-M-266354-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ 21 FÉVRIER 2018	ART. 85
19	2017 SAS-Q-229463-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ 27 MARS 2018	ART. 73 (2°)
20	2017 SAS-M-266896-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 18 DÉCEMBRE 2017)	ART. 73 (1°)
21	2017 SAS-M-268630-1712	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)

P.119 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AVEC VENTILATION PAR TYPE D'INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

Année 2017-2018	
Nombre de constats émis	7 140
Amendes (1)	4 071 354 \$
Frais (2)	1 306 210 \$
Total amendes et frais	5 377 564 \$
Montant payé (3)	1 401 488 \$
Plaidoyers de culpabilité	2 321
% Plaidoyers de culpabilité	32,51%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.120 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2017-2018
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	839 210 \$

	2017-2018
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	5 908 \$ ¹

	2017-2018
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	8 389 524 \$ ²

- ¹ POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2017 AU 31 JANVIER 2018. LES MONTANTS POUR LES MOIS DE FÉVRIER ET MARS 2018 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2018. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$. CE MONTANT EST ÉGALEMENT INCLUS DANS LE MONTANT DE 839 210 \$ OCTROYÉ À SOS VIOLENCE CONJUGALE.
- ² CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE D'AVRIL 2017 AU 13 FÉVRIER 2018. LE MONTANT FINAL SERA CONNU EN AVRIL 2018.
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.
 - LE TROISIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 6 DÉCEMBRE 2012.
 - DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE. LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
 - PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, C'EST 43 MESURES AUTOFINANCÉES, DONT 30 ASSOCIÉES AU VOLET GÉNÉRAL ET 13 AU VOLET AUTOCHTONE QUI ONT ÉTÉ RÉALISÉES. COORDONNÉ PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP), LEUR MISE EN ŒUVRE A ÉTÉ ÉVALUÉE À 18,3 M\$.
 - PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ÉTENDRE LE DÉLAI DE PRESCRIPTION DE 10 À 30 ANS DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME COMMIS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. DE PLUS, LE DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES EST PASSÉ D'UN AN À DEUX ANS. CES DEUX DÉLAIS SONT EN VIGUEUR DEPUIS LE 23 MAI 2013. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
 - ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES AUTOCHTONES, PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
 - CE TROISIÈME PLAN D'ACTION EST VENU OFFICIELLEMENT À ÉCHÉANCE LE 31 MARS 2017. DANS CE CONTEXTE, LA MINISTRE DE LA JUSTICE ET LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE ONT DEMANDÉ LA PROLONGATION DES MESURES DU PLAN AFIN DE PERMETTRE LA RÉALISATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION. UN *BILAN COMPLET* DES ACTIONS RÉALISÉES ENTRE 2012 ET 2017 A ÉTÉ RENDU PUBLIC À LA FIN DU MOIS DE JANVIER 2018.
 - LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2018-2022 EST PRÉVU POUR L'ÉTÉ 2018.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

P.121 SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2016-2017 ET 2017-2018 NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU’À MAINTENANT.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

	2017-2018
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	806 660,00 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700,00 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	4 131 461,87 \$ ¹

NOTE 1 : CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL OU PAR DE L’EXPLOITATION SEXUELLE, ET CE, POUR LA PÉRIODE D’AVRIL 2017 AU 13 FÉVRIER 2018. LE MONTANT FINAL SERA CONNU EN AVRIL 2018.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION 2016-2021 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE :

LE 20 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. CETTE STRATÉGIE EST EN VIGUEUR JUSQU’EN 2021. ELLE PRÉVOIT UN INVESTISSEMENT DE 44 MILLIONS SUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRÉVUES.

DIX MESURES SONT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. SIX MESURES SONT AUTOFINANCÉES À LA HAUTEUR DE 490 615 \$ ET 4 NOUVELLES MESURES NÉCESSITENT DE NOUVEAUX CRÉDITS DE L’ORDRE DE 894 632 \$ POUR UN GRAND TOTAL DE 1 385 247 \$ S’ÉCHELONNANT ENTRE 2016 ET 2021.

CES MESURES SONT LES SUIVANTES :

- ANALYSER LA PERTINENCE D’ABOLIR LA LISTE DES CRIMES VISÉS DE LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET DE PRÉVOIR QUE LE RÉGIME D’INDEMNISATION SOIT DÉSORMAIS APPLICABLE À TOUTE VICTIME D’UNE INFRACTION CONTRE LA PERSONNE;
- METTRE EN PLACE DES RÈGLES POUR L’OCTROI D’UNE AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AUX VICTIMES;
- FORMER LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) À L’INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES TÉMOINS MINEURS;
- PARFAIRE LES PROGRAMMES D’INFORMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DESTINÉS AUX VICTIMES;
- PERMETTRE L’ACCESSIBILITÉ AU TÉLÉTÉMOIGNAGE PAR L’ACQUISITION DE SYSTÈMES MOBILES DE VISIOCONFÉRENCE;
- SENSIBILISER LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AUX MESURES VISANT À FACILITER LE TÉMOIGNAGE PAR LA PRODUCTION D’UN OUTIL D’INFORMATION;
- DÉVELOPPER UN OUTIL DESTINÉ AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES POUR SOUTENIR CELLES-CI DANS LEUR DÉMARCHE DE DÉNONCIATION;
- METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE, SUR 5 ANS, AFIN QU’UN AGENT D’INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES (SES) DU SPVM, PERMETTANT AINSI D’AMÉLIORER L’ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D’EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D’AIDE;
- SOUTENIR DES PROJETS VISANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES POUVANT ÊTRE COMMISES ENVERS LES PERSONNES LESBIENNES, GAIS, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ);
- DÉVELOPPER ET OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES LESBIENNES, GAIS, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ), VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE COLLABORE ÉGALEMENT À LA RÉALISATION DE PLUSIEURS AUTRES MESURES.

CONCERNANT LES MESURES TOUCHANT PARTICULIÈREMENT LE MILIEU AUTOCHTONE, CES DERNIÈRES ONT ÉTÉ VERSÉES DANS LE NOUVEAU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022. IL S’AGIT DE :

- SOUTENIR DES PROJETS DÉDIÉS SPÉCIFIQUEMENT AUX RÉALITÉS AUTOCHTONES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE;
- SOUTENIR LA MISE EN PLACE, PAR LE MILIEU AUTOCHTONE, DE MÉCANISMES POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE D’ADOPTION COUTUMIÈRE;
- METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES D’ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES TRIBUNAUX POUR LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE CONTREVENANTE NOTAMMENT QUANT AUX QUESTIONS LIÉES À LA DÉPENDANCE À L’ALCOOL ET AUX DROGUES, À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, À LA SANTÉ MENTALE OU À L’ITINÉRANCE;
- METTRE EN PLACE DES SÉANCES DE TERMINOLOGIE VISANT CERTAINES LANGUES AUTOCHTONES DANS LE BUT D’ÉLABORER ET DE RÉVISER LES TERMES JURIDIQUES DU DROIT COMMUN;
- REGROUPER LES DOSSIERS IMPLIQUANT DES PERSONNES AUTOCHTONES DANS LE CADRE DES PROJETS DE JOURNÉES D’AUDIENCE DÉDIÉES À DES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES SITUÉES EN MILIEUX ÉLOIGNÉS;

- FAVORISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LORS DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LA PERSONNE VICTIME;
- SENSIBILISER ET FORMER LES INTERVENANTS DU DOMAINE SOCIOJUDICIAIRE, ACTIFS EN MILIEU AUTOCHTONE, AFIN QUE LEURS INTERVENTIONS SOIENT CULTURELLEMENT ADAPTÉES;
- SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, EN MILIEU AUTOCHTONE, D'UNE INTERVENTION ADAPTÉE PAR LES CAVAC DANS LE BUT D'OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS;
- ÉLABORER UN PLAN DE COMMUNICATION INTERSECTORIEL ET INTERMINISTÉRIEL EN VUE DE PRODUIRE DES OUTILS DE COMMUNICATION COMMUNS, PERMETTANT DE DIFFUSER DE L'INFORMATION AU SEIN DU MILIEU AUTOCHTONE PAR UNE APPROCHE CONCERTÉE, DANS LE BUT DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DES AUTOCHTONES DE LEURS DROITS ET DU PROCESSUS JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE, JEUNESSE ET CRIMINELLE;
- FAVORISER L'EMBAUCHE D'AUTOCHTONES POUR EXERCER DES EMPLOIS LIÉS AUX SERVICES JUDICIAIRES;
- INFORMER LES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN MILIEU AUTOCHTONE DE LEUR DROIT À LA PROTECTION ET DES MESURES QUI S'OFFRENT À ELLES POUR ASSURER LEUR SÉCURITÉ ET CELLE DE LEURS PROCHES;
- SOUTENIR LES COMITÉS DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE INTERVENANT AUPRÈS DES ADULTES ET DES JEUNES CONTREVENANTS DE MÊME QU'EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AU SEIN DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES INTÉRESSÉES;
- METTRE EN PLACE, AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES INTÉRESSÉES, UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE IMPLIQUANT LE TRAITEMENT DE CERTAINS DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE;
- ÉLARGIR L'ACTION DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE À LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PRÉSENT PLAN D'ACTION QUI CORRESPONDENT À LA RÉALISATION DE SON MANDAT;
- DOCUMENTER LA SITUATION DES PERSONNES AUTOCHTONES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSGENRES ET BISPIRITUELLES.

CECI REPRÉSENTE UN INVESTISSEMENT DE 384 314 \$ POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018. UN PREMIER BILAN INTÉRIMAIRE A ÉTÉ PRODUIT EN DATE DU 20 OCTOBRE 2017.

**P.122 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS
TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2016-2017 ET
2017-2018, VENTILÉ PAR RÉGION.**

MINISTÈRE

AUCUN.

P.123 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE E LES SOMMES PRÉVUES POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

EN 2017-2018, 1 878 000 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

P.124 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2016-2017 ET 2017-2018. INDiquer LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2017-2018	12 JUIN 2017	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC 410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} MARIE-FRANCE BOUDREAU, MSSS M ^{ME} MARIA FERNANDES, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M ^{ME} JESSY GÉLINAS, MRIF M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MEES M ^{ME} SOLANGE MATTE, FAMILLE M. OLIVIER ROY, MIDI M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M ^{ME} RAMATA SANOGO, MAMOT M. JONATHAN VIDAL, MJQ OBSERVATEURS : M ^{ME} LYDIE BUSSIÈRES, DIRECTION DES COMMUNICATIONS, MJQ M ^{ME} FRANCINE ASSELIN, DIRECTRICE DE LA VÉRIFICATION INTERNE, MJQ M. FRANÇOIS BÉLAND, DVI, MJQ
	31 JANVIER 2018	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC 410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL	M. MARC-ANDRÉ ALLARD, SCF M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} VALÉRIE BOUDREAU, SAA M. JACQUES BUREAU, MESI M ^{ME} GENEVIÈVE DORAY, MSSS M ^{ME} MARIA FERNANDES, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. FRÉDÉRIK GAGNÉ, MSSS M ^{ME} JESSY GÉLINAS, MRIF M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MEES M ^{ME} SOLANGE MATTE, FAMILLE M. OLIVIER ROY, MIDI M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M ^{ME} RAMATA SANOGO, MAMOT M ^{ME} SARAH TANGUAY, MSP M. JONATHAN VIDAL, MJQ OBSERVATEURS : M ^{ME} FRANCINE ASSELIN, DIRECTRICE DE LA VÉRIFICATION INTERNE, MJQ M ^{ME} STÉPHANIE BARON-ARGUIN, DVI, MJQ M. FRANÇOIS BÉLAND, DVI, MJQ

P.125 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2017-2018

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	46 448 \$	360 923 \$	47 276 \$
RIMOUSKI	27 411 \$	239 246 \$	36 800 \$
MONTRÉAL	71 200 \$	365 479 \$	33 700 \$
OUTAOUAIS	46 420 \$	244 597 \$	30 300 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24 760 \$	244 818 \$	43 680 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	35 689 \$	242 970 \$	30 300 \$
MONTÉRÉGIE	53 000 \$	215 490 \$	30 550 \$
TOTAL	304 928 \$	1 913 523 \$	252 606 \$

NOTE : IL S’AGIT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, QUI DIFFÈRENT DU MONTANT DE L’AIDE FINANCIÈRE VERSÉE. EN EFFET, L’AIDE FINANCIÈRE EST ÉTABLIE SUR LA BASE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PRÉVUES MOINS LES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT, S’IL Y A LIEU.

LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 2 MARS 2017 ET A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

P.126 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2016-2017 ET 2017-2018, ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2017-2018

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	-	7
QUÉBEC	6	-	16
MONTRÉAL	6	-	18
OUTAOUAIS	4	-	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	-	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	-	10
MONTÉRÉGIE	5	-	8
CÔTE-NORD	1	-	6
TOTAL	34	-	92

LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) DE LA MONTÉRÉGIE ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 2 MARS 2017 ET A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

LE CJP CÔTE-NORD ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 12 SEPTEMBRE 2017 ET N’A PAS OUVERT SES PORTES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. IL N’EMBAUCHE ALORS QU’UNE DIRECTRICE GÉNÉRALE.

P.127 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATIONS JURIDIQUES, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDES CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2016-2017 ET 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2017-2018

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
BAS SAINT-LAURENT	2 684
QUÉBEC	4 257
MONTRÉAL	4 597
OUTAOUAIS	2 304
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 167
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 480
MONTÉRÉGIE	756
TOTAL	18 245

NOTE 1 : DONNÉES DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018, EXTRAITES DU PORTAIL STATISTIQUE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) EN DATE DU 6 MARS 2018 (LES DONNÉES POUR LE MOIS DE FÉVRIER PEUVENT ENCORE ÊTRE INCOMPLÈTES).

NOTE 2 : LE CJP DE LA MONTÉRÉGIE A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

P.128 NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 271 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
NUNAVIK (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	263 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
AKWESASNE (QUÉBEC)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MI'GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	27 730 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL (QUÉBEC)	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	37 500 \$
VAL-D'OR	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	60 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 500 000 \$

SUBVENTION ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS-SAINT-LAURENT	ACEF DU GRAND PORTAGE	50 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	25 000 \$
MONTRÉAL	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	35 846 \$
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC (AMFQ)	50 000 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	35 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	44 597 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	48 340 \$
ESTRIE	CLINIQUE JURIDIQUE LA CLÉ DE VOS DROITS (UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE)	14 966 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	47 021 \$
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTIONS CONSOMMATEURS)	49 230 \$
OUTAOUAIS	ACTION SANTÉ OUTAOUAIS	20 000 \$
MONTRÉAL	REPÈRE	30 000 \$

SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRES ORGANISMES
MONTANT TOTAL : 2 667 638 \$

SUBVENTION ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	313 992 \$
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	264 847 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	437 306 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	409 423 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	307 512 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	279 171 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	308 129 \$
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	137 258 \$
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	160 000 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$

LES CJP CÔTE-NORD ET MAURICIE SONT EN IMPLANTATION EN 2017-2018.

- P.129 POUR 2016-2017 ET 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :**
- A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
 - B. **LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

MINISTÈRE

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.95.
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

- P.130** **CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer :**
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2017-2018;
 - B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
 - C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE PLACE DE CE REGISTRE;
 - D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019;
 - E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE*

0 \$

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE*

35 932 \$

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET À ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNE DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2017-2018*

0,57 ETC

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR DU QUÉBEC

39

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE), LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

- P.131 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE, INDIQUER :**
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2017-2018;
 - B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
 - C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;
 - D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019;
 - E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE*

0 \$

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE*

35 932 \$

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE*

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNES DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2017-2018*

0,57 ETC

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR SUPÉRIEURE

198

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE), LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

P.132 CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER :

- A. **LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;**
- B. **LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;**
- C. **LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019;**
- D. **LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).**

MINISTÈRE

FONDS DES REGISTRES

- A) COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DU REGISTRE DES VENTES

LE BUDGET RÉVISÉ DE DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2017-2018 EST DE 678,6 k\$.

- B) RECETTES ANNUELLES

POUR L'EXERCICE 2017-2018, LES REVENUS AU 28 FÉVRIER 2018 SONT DE 1 335,8 k\$.

- C) RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019

AUCUN ETC ADDITIONNEL N'À ÉTÉ ALLOUÉ AU FONDS DES REGISTRES POUR LA MISE SUR PIED ET LA TENUE DU REGISTRE DES VENTES.

- D) LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS POUR LA MISE SUR PIED DU REGISTRE

AUCUN

P.133 CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC PRÉVUS POUR 2017-2018 POUR METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D’ACTION ET L’ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

CE DOSSIER EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CONFORMÉMENT AU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A COLLABORÉ À L’ÉLABORATION D’UN PLAN DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS TOUT EN S’ASSURANT D’INFORMER LE PROTECTEUR DU CITOYEN QUANT À L’AVANCEMENT DE CE PLAN. LE MINISTÈRE PARTICIPE ÉGALEMENT AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK.

RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN

EN LIEN AVEC LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX DU PLAN DE TRAVAIL QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ :

- **POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ**
UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE EST RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ DE PUVIRNITUQ AFIN DE RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET D’ORIENTER LA CLIENTÈLE INUIT. DEPUIS L’HIVER 2016, CE POSTE EST AFFICHÉ AUX 3 MOIS SUR EMPLOI QUÉBEC ET VIA LES MÉCANISMES D’AFFICHAGE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DE KATIVIK ET MAKIVIK. TOUTEFOIS, IL N’EST TOUJOURS PAS DOTÉ FAUTE DE CANDIDATURE.
- **VISIOCOMPARUTION DEPUIS L’ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC À LAVAL (EDLL)**
DEPUIS L’AUTOMNE 2017, AFIN D’ÉVITER LE TRANSFERT DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLES AU PROCÈS, UN SYSTÈME DE VISIOCONFÉRENCE RESPECTANT LES NORMES EN VIGUEUR A ÉTÉ INSTALLÉ À L’EDLL. AVEC L’ACCORD DE LA MAGISTRATURE, CE PROJET PERMET AUX FEMMES PRÉVENUES À L’EDLL D’ÊTRE ENTENDUES PAR VISIOCONFÉRENCE. UNE ÉVALUATION DE LA PÉRENNITÉ DU PROJET ET LE DÉPLOIEMENT VISANT D’AUTRES TYPES DE DOSSIER SERONT RÉALISÉS À L’AUTOMNE 2018.
- **MISE EN PLACE D’UNE STRUCTURE D’INFORMATION ET D’ACCOMPAGNEMENT VISANT LES VICTIMES, LES CONTREVENANTS ET LEUR ENTOURAGE**
LA MISE EN PLACE D’UN CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) AU NUNAVIK A ÉTÉ ANNONCÉE. L’ENDROIT RESTE À DÉTERMINER PAR LES AUTORITÉS INUITES. AU MOMENT D’ÉCRIRE CES LIGNES, LES ORIENTATIONS POUR CE CJP VISENT LA PROMOTION DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES (SITES INTERNET, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.), LE DÉPLOIEMENT DE DIVERS SERVICES OFFERTS SUR UNE BASE ITINÉRANTE EN COLLABORATION AVEC D’AUTRES PARTENAIRES (PRO BONO, ÉDUCALOÏ, ETC.) ET LA DIFFUSION D’UNE VIDÉO EXPLIQUANT LE PROCESSUS CRIMINEL POUR LE MILIEU INUIT.

PARALLÈLEMENT, SOULIGNONS QUE DEPUIS OCTOBRE 2017, LES PRINCIPAUX FORMULAIRES JUDICIAIRES IDENTIFIÉS PAR DIVERS PARTENAIRES ONT FAIT L’OBJET D’UNE TRADUCTION EN INUKTITUT. UNE COPIE ADMINISTRATIVE ACCOMPAGNE DORÉNAVANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES REMISES AUX JUSTICIABLES.

P.134 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2017-2018
ÂGE	26	5	7	3	4	45
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	40	0	1	0	0	41
AUTRES	0	0	0	0	0	0
CONDITIONS SOCIALE	7	8	3	0	0	18
CONVICTIONS POLITIQUES	0	0	1	0	2	3
ÉTAT CIVIL	5	3	2	0	1	11
EXPLOITATION	0	0	1	0	52	53
GROSSESSE	18	0	0	0	0	18
HANDICAP	100	11	41	46	1	199
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	3	0	3	0	0	6
LANGUE	4	1	2	0	0	7
ORIENTATION SEXUELLE	2	2	1	1	1	7
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	44	7	28	26	25	130
RELIGION	9	0	2	0	0	11
SEXE	8	0	2	1	0	11
TOTAL	266	37	94	77	86	560
% 2017-2018	48%	7 %	17 %	14 %	15 %	100 %

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, L’ANNÉE 2017-2018 MONTRE UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 28 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE HANDICAP A ÉTÉ INVOQUÉ COMME MOTIF DE DISCRIMINATION DEMEURE STABLE AVEC 36 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 50 % DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE REPRÉSENTENT 23 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN BAISSSE DE 26 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS DE L’ÂGE (45) ET DE L’EXPLOITATION (53) PRIS ENSEMBLE REPRÉSENTENT 18 % DES PLAINTES, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LA TOTALITÉ DES PLAINTES LIÉES AU SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE TOUT PRÈS DE LA MOITIÉ DE TOUTES LES PLAINTES REÇUES AVEC 266 PLAINTES AU 28 FÉVRIER 2018.

LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE LA RELIGION ONT SUBI UNE DIMINUTION PASSANT DE 4 % À 2 % DE LA TOTALITÉ DES PLAINTES REÇUES.

DEMANDE D’ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	17
NORD-DU-QUÉBEC	4
BAS-SAINT-LAURENT	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
CAPITALE NATIONALE	116
CHAUDIÈRE-APPALACHES	25

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	37
LANAUDIÈRE	53
LAURENTIDES	70
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	67
MONTÉRÉGIE	187
MONTRÉAL	489
LAVAL	77
OUTAOUAIS	58
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	33
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	78
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1 329

* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LES 1 329 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 560 DOSSIERS DE PLAINTÉ, UN TAUX DE RÉTENTION DE 42 %.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
NORD-DU-QUÉBEC	1
BAS-SAINT-LAURENT	4
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
CAPITALE NATIONALE	49
CHAUDIÈRE-APPALACHES	12
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	22
LANAUDIÈRE	27
LAURENTIDES	27
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	36
MONTÉRÉGIE	76
MONTRÉAL	218
LAVAL	33
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	13
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	6
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	560

* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9
NORD-DU-QUÉBEC	0
BAS-SAINT-LAURENT	5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0
CAPITALE NATIONALE	57
CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	20
LANAUDIÈRE	34
LAURENTIDES	33
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	34
MONTÉRÉGIE	98
MONTRÉAL	247

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
LAVAL	31
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	11
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	626

* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂÎNÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D’UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D’UNE DÉNONCIATION D’UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L’ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU COURS DE L’ANNÉE 2017-2018, SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LA COMMISSION A INITIÉ 27 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 23 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES, SOIT PLUS DU DOUBLE DU NOMBRE TOTAL DE L’ANNÉE DERNIÈRE.

NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉS PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2017-2018
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	23
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	4
TOTAL	27

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D’INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2018 EST DE 37. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 119.

NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUE PAR MOTIF

IL N’Y A PAS DE PLAINTÉ EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CEPENDANT, LES DEMANDES REÇUES À CE SUJET SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, IL Y A UNE AUGMENTATION DE 77% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 63 % DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 18 % DES CAS, LA RELIGION.

	2017-2018
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	1
CONVICTIONS POLITIQUES	2
ÉTAT CIVIL	2
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	4
HANDICAP	74
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	4
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	20
SEXE	1
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	8
TOTAL	117

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

<div><div>○</div><div>AVIS CONCERNANT LA PÉNALITÉ À LA RENTE DE RETRAITE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC QUE SUBISSENT LES PERSONNES QUI REÇOIVENT UNE RENTE D'INVALIDITÉ EN VERTU DU MÊME RÉGIME</div><div><div>•</div><div>DEMANDE</div><div>ENVOI LE 4 MAI 2017</div><div>RETRAITE QUÉBEC</div><div>MINISTÈRE DES FINANCES</div></div></div>	3
<div><div>○</div><div>MÉMOIRE À LA COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE ET À LA COMMISSION SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION SUR LA LUTTE AU PROFILAGE RACIAL ET AU PROFILAGE SOCIAL</div><div><div>•</div><div>DEMANDE</div><div>PRÉSENTATION LE 21 JUIN 2017</div><div>COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE ET COMMISSION SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL</div></div></div>	2
<div><div>○</div><div>COMMENTAIRES PRÉSENTÉS AU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE RELATIVEMENT À L'EXAMEN DES 21E ET 23E RAPPORTS PÉRIODIQUES DU CANADA DANS LE CADRE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE</div><div><div>•</div><div>INITIATIVE</div><div>ENVOI LE 10 JUILLET 2017</div><div>COMITÉ DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE</div></div></div>	2
<div><div>○</div><div>LETTRE - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC</div><div><div>•</div><div>INITIATIVE</div><div>ENVOI LE 21 JUILLET 2017</div><div>ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC</div></div></div>	2
<div><div>○</div><div>LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE RELATIFS AU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</div><div><div>•</div><div>INITIATIVE</div><div>ENVOI LE 9 AOÛT 2017</div><div>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ</div></div></div>	1
<div><div>○</div><div>MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - COMMENTAIRES SUR LE 6E RAPPORT QUINQUENNAL DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION INTITULÉ "RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE - RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ"</div><div><div>•</div><div>DEMANDE</div><div>PRÉSENTATION LE 22 AOÛT 2017</div><div>COMMISSION DES INSTITUTIONS</div></div></div>	1
<div><div>○</div><div>LETTRE - CONFORMITÉ DU PROJET DE LOI N° 144, LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA GRATUITÉ DES SERVICES ÉDUCATIFS ET L'OBLIGATION DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE</div><div><div>•</div><div>INITIATIVE</div><div>ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2017</div><div>COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION</div><div>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT</div></div></div>	3
<div><div>○</div><div>MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PROJET DE LOI N° 107, LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS</div><div><div>•</div><div>DEMANDE</div><div>PRÉSENTATION LE 18 OCTOBRE 2017</div><div>COMMISSION DES INSTITUTIONS</div></div></div>	3
<div><div>○</div><div>LETTRE - PROJET DE LOI N° 149, LOI BONIFIANT LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE RETRAITE</div><div><div>•</div><div>INITIATIVE</div><div>ENVOI LE 23 NOVEMBRE 2017</div><div>COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL</div><div>MINISTÈRE DES FINANCES</div></div></div>	3

<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE - PROJET DE LOI N° 151, LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR <ul style="list-style-type: none"> ● INITIATIVE <p>ENVOI LE 24 NOVEMBRE 2017 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTRE RESPONSABLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</p>	2
<ul style="list-style-type: none"> ○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT LES MODALITÉS D'UTILISATION DE MÉCANISMES DE SURVEILLANCE PAR UN USAGER HÉBERGÉ DANS UNE INSTALLATION MAINTENUE PAR UN ÉTABLISSEMENT QUI EXPLOITE UN CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE <ul style="list-style-type: none"> ● INITIATIVE <p>ENVOI LE 27 NOVEMBRE 2017 MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS ET DE LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION</p>	2
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE - COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 157, LOI CONSTITUANT LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS, ÉDICTANT LA LOI ENCADRANT LE CANNABIS ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE <ul style="list-style-type: none"> ● INITIATIVE <p>ENVOI LE 26 JANVIER 2018 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET AUX SAINES HABITUDES DE VIE</p>	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE - PROJET DE LOI N° 152 – LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LE DOMAINE DU TRAVAIL AFIN PRINCIPALEMENT DE DONNER SUITE À CERTAINES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION CHARBONNEAU <ul style="list-style-type: none"> ● INITIATIVE <p>ENVOI LE 5 FÉVRIER 2018 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ</p>	1

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L’ACCUEIL

	2017-2018 (2 MARS)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	8 500
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	1 327
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1 607
TOTAL	11 434

SELON LES DONNÉES AU 2 MARS 2018, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE, IL FAUT CONSTATER UNE LÉGÈRE DIMINUTION DE 2 % DU NOMBRE TOTAL DES DEMANDES À L’ACCUEIL. LE NOMBRE DES DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE A DIMINUÉ DE 7,6 %, CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE A DIMINUÉ DE 5,6 % ET CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE A AUGMENTÉ DE 38,5 %.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES ET SOUMISES À UN EXERCICE RIGOREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D’ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 15,5 % EN COMPARAISON AVEC CELUI DE L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 329

2. DOSSIERS D’ENQUÊTES OUVERTS

UNE FOIS L’EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L’OUVERTURE D’UN DOSSIER D’ENQUÊTE.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D’ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 28,3 % PAR RAPPORT À L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	560

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L’INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, DE L’OBTENTION D’UN JUGEMENT D’UN TRIBUNAL.

LE NOMBRE PROJETÉ DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L’ANNÉE 2017-2018 A DIMINUÉ DE 22,1 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	626

4. DOSSIERS ACTIFS

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS A DIMINUÉ DE 6 % PAR RAPPORT AU NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS AU 28 FÉVRIER 2017.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	1 058

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE, JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L’ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES OU DE SON PRÉSIDENT, PREND UNE DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N’ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS, SANS JUDICIARISATION, ATTEINT 519 JOURS, UNE HAUSSE DE 5 % PAR RAPPORT À L’AN DERNIER. CETTE HAUSSE S’EXPLIQUE NOTAMMENT PAR LES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR TRAITER LES DOSSIERS AYANT CUMULÉ LES PLUS LONGS DÉLAIS, CE QUI A UN IMPACT SUR LE CALCUL DU DÉLAI MOYEN, ET LES ABSENCES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL AU SEIN DE L’ÉQUIPE ASSIGNÉE AU TRAITEMENT DES PLAINTES.

SANS JUDICIARISATION	2017-2018
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	519

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 31 MARS 2018

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP.
ENTREPRISES JULIEN INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE EXFO INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NORDA STELO INC.
NURUN INC.
R3D CONSEIL INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE
SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC. (LES)
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
WSP CANADA INC.

TOTAL : 22

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.

TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC. (LES) / DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
BEAUDOIN HURENS INC.
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC. (DEVENUE VERITIV CANADA INC.)
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 52

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON

TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC

TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

SAFRAN SYSTÈMES D'ATERRISSAGE CANADA INC.
PG SOLUTIONS INC.
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE CORPORATED
UNI-SELECT INC.

TOTAL : 12

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

P.H. VITRES D'AUTOS INC.

TOTAL : 1

Grand total : 130

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2018

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE

TOTAL : 4

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
COMMISSION SCOLAIRE DU FER
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE

TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ÉTCHEMIN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU

TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA

TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC

VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT

TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR

TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

TOTAL : 1

SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
TOTAL : 8

SANTÉ — CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CISSS DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CISSS DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CISSS DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST

TOTAL : 3

SANTÉ – CIUSSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

TOTAL : 5

SANTÉ – - CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
PAVILLON STE-MARIE INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE

TOTAL : 15

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

VILLA SOLEIL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC

TOTAL : 1

SANTÉ – CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC

- AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
- AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
- CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
- CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
- MUSÉE DE LA CIVILISATION
- MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL

- AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
- CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
- COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
- CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
- HÉMA-QUÉBEC
- HYDRO-QUÉBEC
- INVESTISSEMENT QUÉBEC
- RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
- SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
- SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
- SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
- SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
- SOQUIJ

TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 330

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **330** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, **61** SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L’OBJET D’UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D’UNE NOUVELLE STRATÉGIE D’IMPLANTATION DES PROGRAMMES D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

AU 31 MARS 2018		TOUS LES POURCENTAGES ONT ÉTÉ ARRONDIS																									
		TOTAL		TOTAL DES ORGANISMES		COMMISSIONS SCOLAIRES		INSTITUTIONS ENSEIGNEMENT PRIVÉES PRIM-SEC		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPs		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
						NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
PHASES		NBRE	%	70		31		7		48		19		27		55		8		3		1		61			
ANALYSE DES EFFECTIFS		1	0,3 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13 %	--	--	--	--	--	--		
ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS		1	0,3 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13 %	--	--	--	--	--	--		
DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
ÉLABORATION DU PROGRAMME		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)		2	0,6 %	--	--	2	6 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)		69	20,9 %	--	--	--	--	1	14 %	--	--	--	--	3	11 %	1	2 %	--	--	3	100 %	--	--	61	100 %		
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)		1	0,3 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	4 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)		255	77,3 %	70	100 %	29	94 %	6	86 %	48	100 %	19	100 %	23	85 %	54	98 %	6	75 %	--	--	--	--	--	--		
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)		1	0,3 %	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	100 %	--	--		

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DE PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE FACILITER UNE RENCONTRE ENTRE LES PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET À LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 37 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 11 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 7 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION DISPOSE ENCORE DU DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR SON SITE WEB.

EN 2017-2018, LA COMMISSION A OFFERT DEUX SÉANCES DE FORMATION SUR LE THÈME « LES DROITS DE LA PERSONNE EN MATIÈRE DE LOGEMENT ».

LA COMMISSION A ÉGALEMENT DIFFUSÉ UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE APRÈS QUE DES PROPRIÉTAIRES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS PAR LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE À PAYER 12 000 \$ DE DOMMAGES À UN COUPLE POUR DISCRIMINATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR ET L'ORIGINE ETHNIQUE APRÈS AVOIR REFUSÉ DE LUI LOUER UN LOGEMENT, DANS UNE CAUSE PORTÉE PAR LA COMMISSION.

LE COMMUNIQUÉ A ÉTÉ DIFFUSÉ SUR LE FIL DE PRESSE, SUR NOTRE SITE INTERNET ET SUR NOS MÉDIAS SOCIAUX, AFIN DE SENSIBILISER LE PLUS DE GENS POSSIBLE À CETTE DISCRIMINATION ET DE DISSUADER LES PROPRIÉTAIRES DE LA PRATIQUER.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)

MOTIFS D’INSATISFACTION	2017-2018
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	87
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	102
DPJ	-
ENTENT PROVISoire	-
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	24
ÉVALUATION ET ORIENTATION	12
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	-
LSJPA SERVICES SOCIAUX	-
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	11
MILIEU SUBSTITUT	1
ORDONNANCE	32
SERVICES SOCIAUX*	46
SIGNALEMENT	33
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	13
NON PRÉCISÉ	10
TOTAL	398

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018 EST DE 398 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 332 EN 2016-2017. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 20 %. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DU MOTIF PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DU MOTIF DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT (26%) ET DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (22 %).

DEMANDE D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	25
CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	21
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	21
LAURENTIDES	37
LAVAL	24
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	50
MONTÉRÉGIE	46
MONTRÉAL	71
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	23
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	1
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	398

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (18 %), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13 %) ET LA MONTÉRÉGIE (12 %). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE MONTRÉAL A CONNU UNE AUGMENTATION DE 20 % DES DEMANDES D’INTERVENTION ALORS QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC A CONNU UNE AUGMENTATION DE 10 % ET LA MONTÉRÉGIE DE 9,5 %.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	1
CAPITALE-NATIONALE	16
CHAUDIÈRE-APPALACHES	3
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	16
LAURENTIDES	28
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	42
MONTÉRÉGIE	36
MONTRÉAL	51
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	22
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	12
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	1
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	301

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 28 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. DES 398 DEMANDES REÇUES, 301 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 76 %.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14
BAS-SAINT-LAURENT	2
CAPITALE-NATIONALE	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	8
LANAUDIÈRE	12
LAURENTIDES	29
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	43
MONTÉRÉGIE	32
MONTRÉAL	58
NORD-DU-QUÉBEC	5
OUTAOUAIS	18
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	15
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	295

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 295 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 32 % PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2016-2017.

LA COMMISSION N’A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE DANS AUCUN DOSSIER AU COURS DE 2017-2018.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE

DANS UN DOSSIER :

RECOMMANDATION NO 1

CONSIDÉRANT QUE :

- DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT NOTAMMENT DANS LES DOCUMENTS SUIVANTS :
 - LES PROTOCOLES : RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ÉVALUATION ET ORIENTATION : SUITE AU RAPPORT SUR L’ANALYSE DES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ET D’ÉVALUATION ET D’ORIENTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE (RAPPORT HARVEY), ÉLABORÉS EN 1988;
 - LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE, PRÉVUES DANS L’OFFRE DE SERVICE 2007-2012 DU PROGRAMME SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ;
 - LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE RÉVISÉ EN 2010;
 - LES INDICATEURS DE GESTION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX INCLUS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020;
- DES ÉCARTS EXISTENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L’ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA COMMISSION SOUHAITE QUE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE STATUE ET L’INFORME, AU PLUS TARD LE 1^{ER} NOVEMBRE 2017, DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

RECOMMANDATION NO 2

CONSIDÉRANT QUE :

- LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020 CONTIENT UNE CIBLE QUANT AU TAUX DE JEUNES PRIS EN CHARGE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE POUR DES CAS DE NÉGLIGENCE;
- LES PROBLÈMES DE NÉGLIGENCE NÉCESSITENT SOUVENT UNE PLUS GRANDE PRISE EN CHARGE DE LA PART DES SERVICES DE PROXIMITÉ;
- D’ICI 2020, UN TAUX MAXIMAL PROVINCIAL DE 10 JEUNES FAISANT L’OBJET D’UNE PRISE EN CHARGE POUR DES RAISONS DE NÉGLIGENCE POUR 1 000 JEUNES DOIT ÊTRE ATTEINT;
- L’ENQUÊTE A DÉMONTRÉ QUE CET INDICATEUR EST PERÇU PAR LES INTERVENANTS ET LES CADRES DE LA DPJ COMME ÉTANT UN QUOTA À NE PAS DÉPASSER.

LA COMMISSION RECOMMANDE QUE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE CLARIFIE AUPRÈS DES PDG ET DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN LES OBJECTIFS POURSUIVIS RELATIVEMENT EN CE QUI A TRAIT À L’ATTEINTE DE CET INDICATEUR.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

RECOMMANDATION NO 3

CONSIDÉRANT QUE :

- L’ARTICLE 93 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (CI-APRÈS : « LPJ ») PRÉVOIT QU’UNE ORDONNANCE DU TRIBUNAL EST EXÉCUTOIRE AU MOMENT OÙ CELLE-CI EST RENDUE ET TOUTE PERSONNE QUI EST VISÉE DOIT S’Y CONFORMER SANS DÉLAI;
- L’ARTICLE 55 DE LA LPJ ÉNONCE QU’UN ÉTABLISSEMENT EST TENU DE PRENDRE TOUS LES MOYENS À LEUR DISPOSITION POUR FOURNIR LES SERVICES REQUIS POUR L’EXÉCUTION DES MESURES VOLONTAIRES;
- LA CIBLE DE 30 JOURS DOIT ÊTRE ATTEINTE EN TANT QUE DÉLAI MOYEN POUR LE TRANSFERT DE DOSSIER À L’APPLICATION DES MESURES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE;
- CETTE NORME CLINIQUE S’APPUIE SUR LE RAPPORT HARVEY (1988) ET A ÉTÉ REPRIS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2010-2015;
- CELLE-CI A ÉTÉ REPRIS DANS LES ENTENTES DE GESTION ET D’IMPUTABILITÉ 2016-2017 DU MSSS ;
- L’ENQUÊTE A ILLUSTRÉ QUE PENDANT CE DÉLAI DE TRANSFERT À L’APPLICATION DES MESURES, IL N’Y AURAIT PEU OU PAS DE SUIVI AUPRÈS DES ENFANTS ET DE LEURS PARENTS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE TRANSMETTRE AUX DPJ UNE DIRECTIVE EN VUE DE S’ASSURER :

- (1) DU RESPECT DES ORDONNANCES DÈS QUE CELLES-CI SONT RENDUES;
- (2) DU RESPECT DES MESURES VOLONTAIRES DÈS QUE CELLES-CI SONT CONCLUES;
- (3) DE L’OCTROI DE SERVICES AUX ENFANTS ET À LEURS PARENTS EN FONCTION DE LEURS BESOINS PENDANT LE TEMPS DE DÉLAI DE TRANSFERT À L’APPLICATION DES MESURES.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE LA DIRECTIVE.

RECOMMANDATION NO 4

CONSIDÉRANT QUE :

- LES ARTICLES 31, 31.1 ET 31.2 DE LA LPJ INDIQUENT LES MODALITÉS À RESPECTER QUANT À LA NOMINATION D’UN DPJ ;
- DES RESPONSABILITÉS EXCLUSIVES SONT DÉVOLUES AU DPJ À L’ARTICLE 32 DE LA LPJ, AINSI QU’AUX MEMBRES DE SON PERSONNEL QU’IL AUTORISE;
- LA NÉCESSITÉ DE DÉTENIR DES QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES POUR EXERCER ADÉQUATEMENT SES RESPONSABILITÉS;
- LE DPJ A LA MISSION D’ASSURER LA PROTECTION DES ENFANTS DE SA RÉGION;
- LES SIMILITUDES ENTRE CETTE MISSION ET CELLE EXERCÉE PAR LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE QUI EN VUE D’AMÉLIORER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DE LA POPULATION TOUT EN RÉDUISANT LES INÉGALITÉS ENTRE LES DIVERS GROUPES DE CELLE-CI;
- L’ARTICLE 372 DE LA LOI SUR LE SERVICE DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX (CI-APRÈS : « LSSSS ») QUI PRÉVOIT L’IMPLICATION DU MINISTRE DU MSSS DANS LE PROCESSUS DE NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PRÉVOIR UN MÉCANISME LUI PERMETTANT DE S’IMPLIQUER DANS LE PROCESSUS DE NOMINATION D’UN DPJ, EN VUE DE S’ASSURER QUE LA PERSONNE RETENUE POUR OCCUPER CE POSTE DÉTIENNE LES CONNAISSANCES, EXPÉRIENCES ET HABILITÉS REQUISES.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

RECOMMANDATION NO 5

CONSIDÉRANT QUE :

- LE SYSTÈME DE SOUTIEN À LA PRATIQUE (SSP) EST UN OUTIL CLINIQUE QUE TOUS LES INTERVENANTS À LA RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’À L’ÉVALUATION ONT L’OBLIGATION DE COMPLÉTER;
- LE SSP A ÉTÉ CRÉÉ EN 2001 ET SA DERNIÈRE MISE À JOUR DATE DU 2 SEPTEMBRE 2013;
- L’ENQUÊTE A PERMIS D’IDENTIFIER CERTAINES DIFFICULTÉS DÉCOULANT DU SYSTÈME, NOTAMMENT EN NE PERMETTANT PAS DE METTRE EN CORRÉLATION DIFFÉRENTS FAITS DANS LE CADRE DE L’ANALYSE DE LA SITUATION D’UN ENFANT.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PROCÉDER À LA RÉVISION DE L’OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE L’OUTIL SSP RÉVISÉ.

RECOMMANDATION NO 6

CONSIDÉRANT QUE :

- UN DES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DE L’ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN 2014 VISE À FAVORISER ET À SIMPLIFIER L’ACCÈS AUX SERVICES POUR LA POPULATION;
- L’INTÉGRATION RÉGIONALE DES SERVICES DANS LES CISSS ET LES CIUSSS N’EST PAS ENCORE FINALISÉE;
- CETTE ENQUÊTE, AINSI QUE D’AUTRES, EFFECTUÉES PAR LA COMMISSION, ONT PERMIS DE CONSTATER LE BESOIN D’ÉCHANGE D’EXPERTISES ENTRE PROFESSIONNELS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE LA MISE EN PLACE D’UN MÉCANISME NÉCESSAIRE AU SEIN DES CISSS ET DES CIUSSS À TRAVERS LE QUÉBEC VISANT LA CONCERTATION D’EXPERTS EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

DANS UN AUTRE DOSSIER

LA COMMISSION **EST D’AVIS** DE POURSUIVRE SON INTERVENTION DANS LA SITUATION DE M. D.;

LA COMMISSION **RÉITÈRE** À LA MINISTRE LES RECOMMANDATIONS QU’ELLE AVAIT ADRESSÉES EN JUILLET 2015 DANS LE CADRE DES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE LEV TAHOR, AINSI QUE LE 16 JUIN 2016 DANS LE PRÉSENT DOSSIER;

LA COMMISSION **RECOMMANDE** À LA MINISTRE DE LUI **FAIRE PARVENIR D’ICI LE 30 MARS 2018 :**

- LE GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES À METTRE EN PLACE LORS DE L’INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- L’ENTENTE MULTISECTORIELLE RÉVISÉE AFIN QUE LE DPJ PUISSE INTERVENIR DE MANIÈRE ADÉQUATE AUPRÈS DES ENFANTS VIVANT DES SITUATIONS D’ABUS ET DE NÉGLIGENCE QUI METTENT EN CAUSE LEUR SANTÉ PHYSIQUE OU MENTALE À L’INTÉRIEUR D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

DE FAIRE RAPPORT À LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE **30 MARS 2018**, DES MESURES MISES EN PLACE EN VUE DE **PRÉVOIR** UNE LARGE DIFFUSION DU GUIDE ET DES SESSIONS DE FORMATION À L’INTENTION DES INTERVENANTS DE DIFFÉRENTS MILIEUX (SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDUCATION) SUSCEPTIBLES D’INTERVENIR AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

RECOMMANDATIONS ÉMISES EN JUILLET 2015 ET 16 JUIN 2016

- **DE CONCEVOIR** UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES À METTRE EN PLACE LORS DE L’INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- **DE PRÉVOIR** UNE LARGE DIFFUSION DU GUIDE ET DES SESSIONS DE FORMATION À L’INTENTION DES INTERVENANTS DE DIFFÉRENTS MILIEUX (SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDUCATION) SUSCEPTIBLES D’INTERVENIR AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- **DE REVOIR** L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AFIN DE DÉTERMINER SI SON CONTENU EST ADAPTÉ AUX INTERVENTIONS DU DPJ AUPRÈS D’ENFANTS VIVANT DES SITUATIONS D’ABUS ET DE NÉGLIGENCE QUI METTENT EN CAUSE LEUR SANTÉ PHYSIQUE OU MENTALE À L’INTÉRIEUR D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

DANS UN AUTRE DOSSIER

- LA COMMISSION FAIT SIENNE LA RECOMMANDATION DU CORONER QUANT À LA NÉCESSITÉ D’ÉLARGIR L’OFFRE DE SERVICES EN PÉDOPSYCHIATRIE POUR LA RÉGION Y COMPRIS EN CE QUI A TRAIT AUX PLACES D’HÉBERGEMENT;
- LA COMMISSION PREND ACTE DE L’ENGAGEMENT DU PDG DU CISSS DES LAURENTIDES DE CRÉER 10 LITS EN PÉDOPSYCHIATRIE À ST-JÉRÔME D’ICI 2020.

EN VERTU DES RESPONSABILITÉS QUI SONT CONFÉRÉES À L’ARTICLE 23 E) DE LA LPJ, LA COMMISSION DEMANDE AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE S’ASSURER QUE L’OFFRE DE SERVICES DES SOINS EN PÉDOPSYCHIATRIE POUR LA RÉGION DES LAURENTIDES INCLUT LA CRÉATION DE DIX LITS EN PÉDOPSYCHIATRIE DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES D’ICI 2020.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	398

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 398 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE, CE QUI CONSTITUE UNE AUGMENTATION DE 20 %.

DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	301

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 28 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. DES 398 DEMANDES REÇUES, 301 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 76 %.

DOSSIERS FERMÉS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	295

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 295 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 32 % PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2016-17.

DOSSIERS ACTIFS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	105

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, NOUS AVONS 105 DOSSIERS ACTIFS, COMPARATIVEMENT À 95 L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES DÉLAIS

	2017-2018
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D’ENQUÊTE (EN JOURS)	99

LE RÉSULTAT EST UNE MOYENNE PONDÉRÉE : 13 DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS PAR DÉCISION AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 915 JOURS; 282 DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS (1^E ET 2^E ÉTAPE) AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 62 JOURS.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, LE DÉLAI DE TRAITEMENT GLOBAL S’ÉLÈVE À 99 JOURS, CE QUI REPRÉSENTE UNE DIMINUTION DE 21 % PAR RAPPORT À L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2017-2018		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU	DÉLAI MOYEN OBTENU	Nb DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	15	23	112
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	45 (30+15)	59	278
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	180 (130+45)	220	4
EN SUIVI*	---	915	13

*NOUVELLE ÉTAPE CRÉÉE EN 2017-2018.

À CETTE ÉTAPE, LE COMITÉ DES ENQUÊTES A STATUÉ SUR LA PRÉSENCE D’UNE LÉSION DE DROIT ET ASSURE LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS QU’IL A ÉMISES AVANT DE FERMER LE DOSSIER.

CE TABLEAU INDIQUE LES DÉLAIS PAR ÉTAPE POUR L’ENSEMBLE DES DEMANDES ET DES DOSSIERS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018. À LA RECEVABILITÉ, LE DÉLAI MOYEN EST DE 23 JOURS, CE QUI SE RAPPROCHE DU DÉLAI ATTENDU DE 15 JOURS.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 1 ET 2, LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT SONT LÉGÈREMENT AU-DELÀ DU DÉLAI MOYEN ATTENDU MAIS LES RÉSULTATS SE SONT BEAUCOUP AMÉLIORÉS EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE DERNIÈRE.

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2017-2018
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE	915
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	---
DÉLAIS MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D’ENQUÊTES (13 DOSSIERS)	915

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 23 DOSSIERS D’ENQUÊTE ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS AU COMITÉ DES ENQUÊTES POUR DÉCISION CONCERNANT LA PRÉSENCE D’UNE LÉSION DE DROIT OU POUR SUIVI DES RECOMMANDATIONS ÉMISES. PARMI CES DOSSIERS, 13 ONT ÉTÉ FERMÉS, LES MEMBRES DU COMITÉ ÉTANT SATISFAITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS. LES AUTRES DOSSIERS SONT TOUJOURS ACTIFS, EN SUIVI DES RECOMMANDATIONS.

LES DÉLAIS ILLUSTRÉS DANS LE TABLEAU CONCERNENT LES 13 DOSSIERS, QUI ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018. CERTAINS DE CES DOSSIERS SYSTÉMIQUES, DE PAR LEUR COMPLEXITÉ ET LEUR AMPLEUR, REQUIÈRENT PLUS DE TEMPS DE RÉALISATION.

PAR AILLEURS, IL FAUT PRÉCISER QU’À L’ÉTAPE DU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS PAR LE MIS EN CAUSE, LE DÉLAI N’EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2017-2018	EFFECTIFS EN PLACE AU 27 FÉVRIER 2018 (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL ENCADREMENT		
CADRE-CONSEIL	1	1
DIRECTEUR	5	5
DIRECTEUR ADJOINT	4	4
TOTAL	10	10
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
ADJOINT À LA PRÉSIDENTE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	4	5
AGENTE DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	5
CHERCHEUR	5	6
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	6	7
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	7	7
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	19	19
COORDONNATEUR	7	7
ENQUÊTEUR	16	21
MÉDIATEUR	4	4
TOTAL	80	90
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU	1	1
AGENT DE BUREAU PRINCIPAL	7	7
SECRÉTAIRE	3	3
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	9
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	14	15
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	1	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	39	45
GRAND TOTAL	129	145

P.143 NOMBRE DE SIGNALEMENT REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉES, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE NE COMPIENT PAS D’INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. CES QUESTIONS DEVRAIENT S’ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L’INTIMIDATION DEPUIS QUE LA LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L’INTIMIDATION À L’ÉCOLE A ÉTÉ ADOPTÉE.

P.144 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'AGRESSIONS SEXUELLES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES SIGNALEMENTS FAITS À LA DPJ.

P.145 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2012 ET 2018, PAR ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT LE NOMBRE DE FUGUES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES SIGNALEMENTS FAITS À LA DPJ.

P.146 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LA MOYENNE DE DOSSIERS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE
CONFIÉS À CHAQUE INTERVENANT, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION / APPLICATION DES MESURES).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS.

P.147 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2007, À L'APPLICATION DES MESURES, LA MOYENNE DE RENCONTRES PAR MOIS ET/OU SEMAINE ET/OU ANNÉE AVEC L'ENFANT ET/OU SA FAMILLE AYANT UN SUIVI AVEC LA DPJ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS.

P.148 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, PAR SEMAINE ET/OU MOIS ET/OU ANNÉE, LA MOYENNE D’HEURES QU’EFFECTUE LES INTERVENANTS, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES) POUR DES TÂCHES ADMINISTRATIVES (RÉDACTION, REMPLIR LES NOTES, ETC.) AINSI QUE LE NOMBRE D’HEURES MOYENNES CONSACRÉS À L’INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES ET DE LEUR FAMILLE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS.

P.149 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LE NOMBRE D’INTERVENANTS (OU UNE MOYENNE) POUR LES DIRECTIONS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, VENTILÉ SELON LE TYPE D’INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS.

P.150 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, DEPUIS 2010, LA MOYENNE DES ABSENCES DES INTERVENANTS, VENTILÉS SELON LE TYPE D’INTERVENTION ET VENTILÉS SELON LE TYPE D’ABSENCE – MALADIE DE COURTE DURÉE ET MALADIE LONGUE DURÉE. CONCERNANT LES ABSENCES DE LONGUE DURÉE POUR CAUSE DE MALADIE, LA DURÉE MOYENNE DE L’ABSENCE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION N’EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.
IL EST POSSIBLE D’OBTENIR CES DONNÉES AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI LES COMPILE.

P.152 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018:

- A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ;
- B.DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- C. L’OBJET DE LA POURSUITE;
- D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- E. LES SUITES ACCORDÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018, 16 CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE 17 RAPPORTS D’INFRACTION SOUMIS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME (L.R.Q., C. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI.

NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI

	2017-2018
ARTICLE 15	5
ARTICLE 16	4
ARTICLE 25	5
ARTICLE 61	2
TOTAL	16

ARTICLE 15: TOUT CHANGEMENT AU CONTENU DE LA DÉCLARATION RELATIVE À UN LOBBYISTE, Y COMPRIS CELUI RÉSULTANT DE LA FIN DE SON ENGAGEMENT ET CELUI RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, DOIT, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LE CHANGEMENT, FAIRE L'OBJET D'UN AVIS DE MODIFICATION PRÉSENTÉ AU REGISTRE.

ARTICLE 16: TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT RENOUVELER SON INSCRIPTION AU REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

LE RENOUVELLEMENT EST FAIT, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, AU PLUS TARD LE 30E JOUR SUIVANT LA DATE ANNIVERSAIRE DE SA PREMIÈRE INSCRIPTION, ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, AU PLUS TARD LE 60E JOUR SUIVANT LA FIN DE L’ANNÉE FINANCIÈRE DE L’ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT.

ARTICLE 25: NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.

ARTICLE 61: NUL NE PEUT PRÉSENTER AU REGISTRE DES LOBBYISTES, UNE DÉCLARATION, UN AVIS DE RENOUVELLEMENT OU UN AVIS DE MODIFICATION CONTENANT UN RENSEIGNEMENT QU’IL SAIT FAUX OU TROMPEUR.